



Les effets socioéconomiques de l'endettement extérieur en Afrique centrale

Nelson Derrick Nguepi

► To cite this version:

Nelson Derrick Nguepi. Les effets socioéconomiques de l'endettement extérieur en Afrique centrale. Economies et finances. Université de dschang, 2025. Français. <NNT : >. <tel-05337461>

HAL Id: tel-05337461

<https://theses.hal.science/tel-05337461v1>

Submitted on 29 Oct 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-NC-SA 4.0 - Attribution - Non-commercial use - ShareAlike - International License

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix-Travail-Patrie

UNIVERSITÉ DE DSCHANG

Scholae Thesaurus Dschangensis Ibi Cordum

ÉCOLE DOCTORALE



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace-Work-Fatherland

UNIVERSITY OF DSCHANG

Scholae Thesaurus Dschangensis Ibi Cordum

POST GRADUATE SCHOOL

Dschang School Of Economics And Management

Groupe de Recherche en Économie Appliquée et Développement (GREAD)

Les effets socioéconomiques de l'endettement extérieur en Afrique centrale

Thèse présentée et soutenue publiquement en vue de l'obtention du doctorat/PhD en sciences
économiques

Département : Analyse et Politique Économique

Spécialité : Économie Mathématique

Par :

NGUEPI Derrick Nelson

Matricule : CM-UDS-15SEG0650

(Master en Économie Mathématique)

Sous la direction de :

NGOUSHOU Ibrahim

Professeur Titulaire, Université de Dschang

Président : **M. NINGAYE Paul**

Rapporteur : **M. NGOUSHOU Ibrahim**

Professeur Titulaire, Université de Dschang

Professeur Titulaire, Université de Dschang

Membres : **M. MIAMO WENDJI Clovis**

M. TCHITCHOUA Jean

M. NJOUPOUOGNIGNI Moussa

Professeur Titulaire, Université de Dschang

Maître de Conférences, Université de Yaoundé II

Maître de Conférences, Université de Douala

29 Septembre 2025

Avertissement

L'Université de Dschang n'entend donner aucune approbation, ni improbation aux opinions émises dans cette thèse. Ces opinions doivent être considérées comme propres à l'auteur.

Dédicace

À Manou Sonna Marie France

« L'éducation consiste à comprendre l'essentiel du passé pour imaginer le futur. »

- ANDRÉ MALRAUX -

Remerciements

Le présent travail n'aurait jamais pu être réalisé sans l'apport intellectuel, moral et matériel de certaines personnes à qui je ne saurais manquer de témoigner ma si profonde gratitude.

Je tiens à exprimer ma sincère gratitude au professeur **Nji Ngouhouo Ibrahim**, qui a supervisé cette recherche et n'a ménagé aucun effort dans sa lourde tâche de formateur.

Je tiens également à remercier tous les membres du corps professoral de la Faculté des Sciences Économiques et de Gestions de l'Université de Dschang qui ont participé à ma formation. Il s'agit spécifiquement des Professeurs **George Wandji, Paul Ningaye, Luc Nembot, Armand Noula, Honore Tekam, Clovis Miamo** et les docteurs de la facultés des sciences économiques et de gestion de l'université de Dschang pour leurs riches enseignements durant notre formation et durant notre parcours en doctorat.

Ma gratitude va également à l'endroit de monsieur **Blaise Nlemfu** pour nous avoir aidé à obtenir les données utilisées dans ce travail.

Je remercie les Docteurs **Tchoffo Nobosse Rodrigue** et **ZEUFACK NKEMGHA Guivis** pour leurs aides tout au long de ce travail, leurs encouragements et pour l'orientation qu'ils m'ont apportée dans le choix de ce sujet. En même temps, je ne pouvais pas être insensible à leurs conseils.

J'adresse une profonde reconnaissance, à tous mes camarades de promotion notamment à **Cédric Meytang, Nadia Nguefack, Cerapis Nchinda, Ruth Petnga**.

J'adresse une profonde reconnaissance à ma **famille**, à **Pavelle Djeutio, Arnold Sime, Francine Ngokeng, Firmin Tsonaha, Adélaïde NGAFFO**.

Que tous ceux qui, de près ou de loin, ont contribué à l'édification de ce travail y trouvent également l'expression de ma profonde gratitude.

Sommaire

Sommaire	iv
Liste des tableaux	vi
Liste des figures	vii
Introduction générale	2
Première partie : Analyse macroéconomique de la dette extérieure en Afrique centrale : interaction dette extérieure et profil du dirigeant	16
Chapitre 1 : Effets de l'endettement extérieur sur la croissance économique : Approches conceptuelles et revue de littérature	19
Section 1 : Analyse conceptuelle	21
Section 2 : La dette extérieure dans la théorie macroéconomique	29
Chapitre 2 : Analyse des effets de la dette extérieure sur la croissance en Afrique centrale	58
Section 1 : Dynamique de la dette et performances macroéconomiques des pays d'Afrique centrale	59
Section 2 : Analyse du rôle du profil du dirigeant dans la relation dette extérieure et croissance en Afrique centrale	75
Deuxième partie : Évaluation de l'impact social de l'endettement extérieur en Afrique centrale	110
Chapitre 3 : Analyse microéconomique de l'endettement extérieur en Afrique centrale : cadre conceptuel et revue de littérature	113
Section 1 : Cadre conceptuel sur la pauvreté et les inégalités	115
Section 2 : Fondements microéconomiques de la dette extérieure	125
Chapitre 4 : Étude micro-économique de l'endettement extérieur en Afrique centrale : analyse empirique	141
Section 1 : Choix méthodologique	143
Section 2 : Présentation et interprétation des résultats	160
Conclusion générale	189
Références bibliographiques	222
A Annexes de la première partie	223
B Annexes de la deuxième partie	231
Table des matières	241

Liste des tableaux

1	Statistiques descriptives	79
2	Matrice de corrélation	80
3	Test de dépendance transversale	81
4	Signes attendus	82
5	Rôle du profil du dirigeant dans la relation entre dette extérieure et croissance économique : méthode MCO	88
6	Rôle du profil du dirigeant dans la relation entre dette extérieure et croissance économique : méthode Driscoll-Kraay	95
7	Rôle du profil du dirigeant dans la relation entre dette extérieure et croissance économique : régression 2SLS	98
8	Le rôle du profil du dirigeant dans la relation entre dette extérieure et croissance économique : méthode des moindres carrés généralisés (FGLS)	99
9	Estimation on the average treatment effect	103
10	Check for pre- and postmatching balancing	104
11	Variables exogènes	154
12	Impacts sur le prix d'achat du produit composite	162
13	Impacts sur la consommation des ménages	164
14	Impacts sur la production totale	166
15	Impacts sur les variables à une dimension	168
16	Impact sur le seuil de pauvreté (en %)	170
17	Impact sur la pauvreté par région au Cameroun (en %)	171
18	Impact sur la pauvreté par provinces au Tchad (en %)	172
19	Impact sur la pauvreté par région en RDC (en %)	173
20	Impact sur les inégalités	174
21	Analyse de sensibilité sur les variables à une dimension	176
22	Prix d'achat du produit composite	179
23	Consommation des ménages	180
24	Production totale	181
25	Variables à une dimension	182
26	Impact sur le seuil de pauvreté (en %)	183
27	Impact sur les inégalités	184
A.1	Tendance du PIB réel par région en Afrique (en %)	224
A.2	Tendance du PIB en Afrique centrale en %	224
A.3	Solde budgétaire en Afrique centrale (en % du PIB)	224
A.4	Inflation en Afrique centrale (en %)	225
A.5	Soldes du compte courant en Afrique centrale (en %)	225
A.6	Dette extérieure en Afrique centrale (en %)	225
A.7	Taux de change (en %)	226
A.8	Résultat des tests de stationnarités des variables	226
A.9	Description des variables de l'étude	230
B.1	Impact sur la profondeur et la sévérité de la pauvreté (en %)	233
B.2	Impact sur la pauvreté par occupation du chef de ménage	234
B.3	Analyse de sensibilité pour le seuil de pauvreté et les inégalités	235

B.4	Analyse de sensibilité pour les inégalités	236
-----	--	-----

Liste des figures

1	Composantes de la dette extérieure totale	23
2	Courbe de Laffer de la dette	34
3	Courbe de Laffer pour l'endettement extérieur : remboursement et stock de la dette	35
4	Courbe de Laffer pour l'endettement extérieur : remboursement et stock de la dette	36
5	Courbe de Laffer pour l'endettement extérieur : remboursement et stock de la dette	37
6	Tendance du PIB réel par région en Afrique de 2008 à 2020	60
7	Tendance du PIB en Afrique centrale en %	62
8	Solde budgétaire en Afrique centrale (en % du PIB)	63
9	Taux de change moyens en Afrique centrale, 2004–2018	65
10	Inflation en Afrique centrale, par pays, 2008–2020	66
11	Soldes du compte courant en Afrique centrale, par pays, 2008–2020	67
12	Dette extérieure en Afrique centrale, par pays, 2008–2018	68
13	Nuage de points avec tendance	82
14	Application de l'appariement	101
15	Évolution comparée dette extérieure, pauvreté et inégalité en Afrique centrale .	145
16	Comportement des ménages	148
17	Comportement des entreprises	149
18	Comportement du gouvernement	150
19	Schématisation des interactions entre les agents	151
A.1	Quelques évolutions	223
A.2	Test de dépendance transversale et de cointégration	227
A.3	Faits stylisé	228
A.4	Tests post estimation	229
A.5	Tests post estimation	229
B.1	Équations des différents agents	231
B.2	Équations des différents agents	232

Liste des abréviations

2SLS	Two-Stage Least Squares
APD	Aide Publique au Développement
ARDL	AutoRegressive Distributed Lag
BAD	Banque Africaine de Développement
BID	Banque Inter-américaine de Développement
BM	Banque Mondiale
BRI	Banque des Règlements Internationaux
CEMAC	Communauté Économique et Monétaire d’Afrique Centrale
CEPGL	Communauté Économique des Pays des Grands Lacs
CES	Constant Elasticity of Substitution
CET	Constant Elasticity of Transformation
CFA	Communauté Financière Africaine
CRESH	Constant Ratios of Elasticity of Substitution Homothetic
CT	Court Terme
DAD	Data Analysis Distributive
DMC	Double Moindre Carrée
DP	Dirigeant Politique
DPI	Database of Political Institutions
DSRP	Document de Stratégie pour la Réduction de la Pauvreté
ECAM	Enquête Camerounaise Auprès des Ménages
ECOSIT	Enquête sur la Consommation des ménages et le Secteur Informel au Tchad
EDS-RDC	Enquête Démographique et de Santé en République Démocratique du Congo
EGC	Équilibre Général Calculable
FBCF	Formation Brute de Capital Fixe
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FDR	Feuille De Route
FGT	Foster-Greer-Thorbecke
FMI	Fonds Monétaire International
G20	Groupe de Vingt
G7	Groupe de Sept
G8	Groupe de Huit
GAMS	General algebraic modeling system
GMM	Generalized Method of Moments
HCR	High Commissioner for Refugees
IDA	International Development Association
IDE	Investissements Directs Étrangers
IDH	Indice de Développement Humain
IFI	Institutions Financières Internationales
INS	Institut National de la Statistique
INSEE	Institut National de la Statistique et des Études Économiques

IO	Input-Output
IPH	Indicateur de la Pauvreté Humaine
LES	Linear Expenditure System
LT	Long terme
MCE	Modèle à Correction d'Erreur
MCG	Moindre Carrée Généralisée
MCO	Moindres Carrés Ordinaires
MCS	Matrice de Comptabilité Sociale
MCSF	Matrice de Comptabilité Sociale Financière
MEGC	Modèle d'Équilibre Général Calculable
MLT	Moyen et Long Terme
MMS	Modèle de Micro-Simulation
MT	Moyen Terme
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Économiques
ODD	Objectifs de Développement Durable
OLS	Ordinary Least Squares
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG	Organisation non gouvernementale
ONPES	Observatoire National de la Pauvreté et de l'Exclusion Sociale
ONU	Organisation des Nations Unies
PCSE	Panel-Corrected Standard Errors
PED	Pays en Développement
PIB	Produit Intérieur Brut
PNB	Produit National Brut
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
PPP	Partenariats Publics-Privés
PPTE	Pays Pauvre Très Endétés
PRB	Population Référence Bureau
RCA	République Centrafricaine
RDC	République Démocratique du Congo
SRCV	Statistiques sur les Ressources et Conditions de Vie
SVAR	Structural Vecteur Autoregressif
TCEI	Tableau de Compte Économique Intégré
TRE	Tableau Ressource Emploi
UEMOA	Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine
USA	United States of America
VAN	Valeur Actualisée Nette
VAR	Vecteur Autoregressif
WDI	World Development Indicators

Résumé

Cette thèse évalue les conséquences socioéconomiques de la dette extérieure en Afrique centrale. Sur le plan méthodologique, elle combine une analyse macroéconomique fondée sur la méthode d'estimation de Driscoll-Kraay appliquée à des données couvrant la période 1975–2019 pour sept pays de la région, et une évaluation microéconomique mobilisant des modèles d'équilibre général calculable intégrés dans un cadre de micro-simulation avec les bases MCS (2015), ECAM4, ECOSIT4 et EDS-RDC. Les résultats révèlent que la dette extérieure influence significativement la croissance, mais que son efficacité dépend du profil des dirigeants, ceux formés en Afrique se montrant plus performants dans la gestion de la dette que leurs homologues ayant étudié en Occident. Ils indiquent également que la dette extérieure accroît la pauvreté au Cameroun et en République démocratique du Congo, tandis qu'au Tchad son effet reste mitigé, et que, dans certains cas, une meilleure dynamique de la dette contribue modestement à la réduction des inégalités. Enfin, l'analyse met en évidence que la dette intérieure soutient davantage l'économie camerounaise que la dette extérieure. En conséquence, il est recommandé aux gouvernements d'Afrique centrale de valoriser les dirigeants formés localement, de favoriser le développement d'entreprises pertinentes et, pour le Cameroun, de privilégier l'endettement intérieur, d'élargir l'accès des entreprises aux financements à taux abordables et de renforcer le secteur financier national.

Mots clés : *dette extérieure ; profil du dirigeant ; croissance économique ; pauvreté ; inégalités ; Afrique centrale.*

Abstract

This thesis assesses the socio-economic consequences of external debt in Central Africa. Methodologically, it combines a macroeconomic analysis based on the Driscoll-Kraay estimation method applied to data covering the period 1975–2019 for seven countries in the region, and a microeconomic assessment using computable general equilibrium models integrated into a micro-simulation framework with the MCS (2015), ECAM4, ECOSIT4 and EDS-RDC. The results reveal that external debt has a significant impact on growth, but that its effectiveness depends on the profile of leaders, with those trained in Africa performing better in debt management than their counterparts who studied in the West. They also indicate that external debt increases poverty in Cameroon and the Democratic Republic of Congo, while in Chad its effect remains mixed, and that in some cases, improved debt dynamics contribute modestly to reducing inequalities. Finally, the analysis highlights that domestic debt supports the Cameroonian economy more than external debt. Consequently, it is recommended that Central African governments promote locally trained leaders, encourage the development of relevant businesses and, in the case of Cameroon, prioritise domestic debt, expand access to affordable financing for businesses and strengthen the national financial sector.

Keywords : *external debt ; leader profile ; economic growth ; poverty ; inequality ; central Africa.*

Introduction générale

1.1 Contexte et justification de l'étude

Les fondements des théories économiques classiques ont été remis en question à la suite de la crise économique de 1929, qui a eu des répercussions mondiales. Même si les pays d'Afrique centrale étaient encore sous administration coloniale à cette époque, cette crise a contribué à repenser les politiques économiques dans le monde entier. C'est dans ce contexte que [Keynes \(1936b\)](#) propose sa théorie de l'interventionnisme de l'État, faisant de la politique budgétaire un outil central pour soutenir l'activité économique et stabiliser la croissance. L'histoire contemporaine de l'endettement extérieur en Afrique centrale s'inscrit surtout à partir des années 1970 et 1980. En raison des chocs pétroliers, de la baisse des termes de l'échange et d'une mauvaise gestion budgétaire, plusieurs pays de la région (notamment le Cameroun, le Gabon et le Tchad) se retrouvent confrontés à de graves déséquilibres de trésorerie. La crise de la dette qui en découle conduit à des programmes d'ajustement structurel (PAS) imposés par le FMI et la Banque mondiale, accompagnés parfois de dévaluations, comme celle du franc CFA en 1994, censées rétablir l'équilibre budgétaire et stimuler les exportations ([Alibert, 1996](#) ; [Schwartz, 1997](#)). Cependant, les résultats escomptés ne se concrétisent pas dans l'ensemble de la région.

Dans les années 1990, face à la persistance de l'endettement et aux effets sociaux négatifs des PAS, les institutions de Bretton Woods lancent l'initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE). Cette initiative visait à réduire durablement le fardeau de la dette extérieure des pays en développement. Plusieurs pays d'Afrique centrale, dont le Cameroun, y ont adhéré et certains, comme le Cameroun, ont atteint le point d'achèvement en 2005, bénéficiant d'une réduction substantielle de leur dette ([Nounamo, 2020](#) ; [Ngindu et al., 2022](#)). Plus récemment, en 2020, de nombreux pays de la région ont encore bénéficié d'un moratoire sur le service de leur dette, décidé dans le cadre des réponses internationales à la pandémie de Covid-19 ([Fomba Kamga et al., 2021](#) ; [CIRES, 2023](#)).

Ces initiatives (PAS, PPTE, allègements et moratoires) illustrent les efforts récurrents du FMI et des bailleurs pour stabiliser les économies de la région et soulignent la nécessité d'une intervention publique forte en période de crise. Toutefois, comme le montrent plusieurs auteurs, ces mesures n'ont pas suffi à améliorer durablement la situation financière et sociale des pays concernés. L'instabilité politique, la dépendance aux matières premières, la mauvaise gouvernance et des pratiques d'endettement imprudentes continuent de fragiliser la région. Ainsi, malgré ces dispositifs, il reste crucial que les autorités nationales et internationales privilégient

des politiques de développement durable et de bonne gouvernance afin de sortir ces pays du cycle récurrent d'endettement et de favoriser une croissance plus inclusive.

La dette extérieure en Afrique centrale est un phénomène complexe aux effets socioéconomiques profonds. Selon le dictionnaire le Petit Robert, la dette fait référence à l'obligation pour un débiteur vis-à-vis d'un créancier de payer une somme d'argent. Ainsi, la dette extérieure se réfère à l'ensemble des dettes contractées par les pays d'Afrique centrale avec le reste du monde, englobant à la fois les dettes politiques et commerciales (Bongoy, 2005).

Cette dynamique de l'endettement extérieur a des conséquences socioéconomiques considérables sur les pays d'Afrique centrale. Selon les données de la Banque mondiale, la dette extérieure des pays en développement a connu une croissance exponentielle depuis les années 1980, atteignant plus de 7,5 billions de dollars en 2020. Cependant, cette dette est inégalement répartie, certains pays étant beaucoup plus endettés que d'autres. Par exemple, le Soudan, le Liban, la Grèce, l'Argentine et l'Érythrée font partie des pays les plus endettés (Bongoy, 2005).

La dette extérieure résulte de multiples facteurs économiques, politiques et historiques. Certains auteurs, comme Reinert (2007), soutiennent que les politiques de développement économique adoptées par les pays en développement peuvent contribuer à l'augmentation de la dette. Par exemple, les politiques de libre circulation des capitaux et de libéralisation de l'économie peuvent entraîner des sorties massives de capitaux et des déficits commerciaux, conduisant à une augmentation de la dette. Les politiques économiques nationales inappropriées peuvent également jouer un rôle dans l'accumulation de la dette extérieure (Stiglitz, 2010). En outre, les politiques d'austérité imposées par le Fonds monétaire international et les créanciers internationaux peuvent également aggraver la dette extérieure des pays les plus vulnérables. Ces politiques ont souvent entraîné une réduction des dépenses publiques, notamment dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de la protection sociale, limitant ainsi la capacité des pays à se développer (Stiglitz, 2010). De plus, les facteurs historiques tels que les crises économiques, les conflits armés et les catastrophes naturelles ont également contribué à l'augmentation de la dette extérieure en Afrique centrale (Helleiner, 2014).

Face à ces défis, les pays d'Afrique centrale sont confrontés à des enjeux socioéconomiques majeurs. Selon les données de la Banque mondiale, la dette extérieure représente en moyenne plus de 60% du PIB de la région, ce qui limite considérablement les investissements dans des secteurs essentiels tels que la santé, l'éducation et les infrastructures. De plus, les pays de la région consacrent une part importante de leurs revenus au remboursement des intérêts de

la dette, ce qui réduit leur capacité à investir dans leur propre développement. Ce qui limite les capacités financières des pays de la région. Par conséquent, cela a des répercussions importantes sur leur développement socioéconomique. Les données de la [WDI \(2020\)](#) montrent que les pays développés avaient environ 12,6 billions de dollars de dette extérieure en 2020, contre environ 115 milliards de dollars dans les pays d'Afrique centrale au cours de la même période. Cela signifie que la dette extérieure des pays développés est près de 110 fois supérieure à celle des pays d'Afrique centrale. En termes de dette extérieure de la région, la dette totale de l'Afrique centrale était de 48,9 milliards de dollars en 2019, selon la [WDI \(2020\)](#) avec un ratio dette/PIB de 36 % pour le Congo, 39 % pour la République démocratique du Congo, 47 % pour le Cameroun et 62 % pour le Gabon. Par ailleurs, depuis la crise de 1982, l'encours de la dette extérieure totale des pays d'Afrique centrale a continué à augmenter considérablement. En effet, de plus de 41,54 % du PIB en 2008, il a chuté à 30,21 % en 2014 puis a connu une croissance exponentielle pour atteindre 41,99 % en 2020, soit une augmentation de plus de 45 % depuis 2012 ([WDI, 2020](#)) (Figure A.1).

À contrario, en 2019, l'économie de l'Afrique centrale a durablement été touchée par des effets à la fois combinés sur le secteur sanitaire et sécuritaire traduisant une croissance plus instable, fragile et une dépendance accrue des conditions économiques mondiales contrairement en Afrique en général. Restant tout de même inférieur à la moyenne établie à 3,5 %, le taux de croissance du PIB de l'Afrique centrale est passé de 1,1 % en 2017 à 2,2 % en 2018 suite au sursaut qu'a connu le prix des matières premières (notamment le pétrole, la demande intérieure et extérieure). Malgré cette légère amélioration, ce taux reste inférieur aux 5 % observés entre 2011 et 2013 soit 0,3 % de moins que l'Afrique de l'Ouest (5,3 %) et 0,2 % de moins que l'Afrique de l'Est (5,2 %). De même, les données de la [WDI \(2020\)](#) sur le taux de croissance en pourcentage du PIB montrent que de 5,47 points en 2008, ce taux est passé à -1,40 point en 2013 pour se retrouver à -1,32 point en 2020 (Figure A.3(f)). Cette forte instabilité est observée sur le reste de la période, mais le cycle de croissance est corrélé au cycle de croissance africain, avec des fluctuations correspondantes. La vulnérabilité aux chocs externes se reflète dans la baisse de l'activité entre 2008 et 2009 pendant la crise financière mondiale, et la baisse des prix du pétrole en 2013. Les importations à travers la zone ont atteint en moyenne 24,21 % entre 2008 et 2020. Des pondérations ont été attribuées au Congo et à la Guinée équatoriale (c'est-à-dire des moyennes de 57,43 % et 50,93 %, respectivement, sur la période considérée). Le Cameroun et le Gabon affichent de faibles taux de 18,22 % et 27,56 %. Sur la même période, la consommation

(Figure A.1), l'investissement, les dépenses publiques (Figure A.1) et les exportations (Figure A.1) ont atteint en moyenne 538,03 %, 181,73 % ; 80,21 % ; 48,79 % en Afrique centrale (Figure A.3(f)). Ces charges sont supportées par la République centrafricaine, la Guinée, la République Démocratique du Congo et le Cameroun sous l'angle de la consommation finale. Congo, Tchad, Gabon pour l'investissement. Les dépenses publiques au Congo, en Guinée, au Gabon et au Tchad, et enfin les exportations sont tirées uniquement par la Guinée (Figure A.1). Cela indique la faiblesse des exportations des autres pays et conduit à des balances commerciales faibles dans la zone.

De plus, l'essor économique de la région entre 2016 et 2017 fut des plus nonchalantes. Ce qui se justifie par un pourcentage de 0,9 % en 2017, contre près de 0,1 % en 2016, bien en deçà de la moyenne africaine de 3,6 % (Osman, 2020). Aussi, la croissance économique en Afrique centrale a été lente ces dernières années, avec une croissance de 0,7 % en 2019 et une contraction prévue de 4,2 % en 2020 en raison de la pandémie de COVID-19, selon les données du Fonds monétaire international. Ce ralentissement de la croissance est principalement dû à la baisse des prix des matières premières. Cependant, les perspectives pour la région sont positives, avec une hausse des prix des produits de base et une demande intérieure croissante. En 2017, le Cameroun était la plus grande économie de la région, contribuant pour environ 29 % au PIB de la région, avec la République démocratique du Congo (24 %), le Gabon (13 %), la Guinée équatoriale (11 %), le Congo (11 %) et le Tchad avec (11 %). Les économies les plus faibles ont été la République centrafricaine, qui a contribué à hauteur de 1,2 % à la croissance régionale, et Sao Tomé-et-Principe, qui contribuait à hauteur de 0,3 %.

La pauvreté et les inégalités ne sont pas en reste car constituent également des problématiques majeures en Afrique centrale, exacerbées par la dynamique de la dette extérieure. Selon la WDI (2020), plus de 40% de la population de la région vit en dessous du seuil de pauvreté, avec des disparités marquées entre les zones urbaines et rurales. Les politiques d'ajustement structurel imposées par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale dans les années 1980 et 1990 ont souvent conduit à des réductions drastiques des dépenses publiques, notamment dans les secteurs de la santé et de l'éducation, aggravant ainsi les conditions de vie des populations les plus vulnérables (Stiglitz, 2002a). En outre, les inégalités de revenus se sont accrues, avec une concentration de la richesse entre les mains d'une élite politique et économique, tandis que la majorité de la population reste marginalisée. Cette situation est exacerbée par la corruption et la mauvaise gouvernance, qui détournent les ressources publiques et limitent

l'efficacité des politiques de réduction de la pauvreté ([Transparency International, 2021](#)).

Les effets de la dette extérieure sur la pauvreté et les inégalités sont également visibles à travers l'impact sur les services sociaux de base. Les pays d'Afrique centrale consacrent une part importante de leurs revenus au service de la dette, réduisant ainsi les fonds disponibles pour les investissements dans les infrastructures sociales et économiques ([Easterly, 2007](#)). Par exemple, au Cameroun, les dépenses de santé publique représentent moins de 5% du PIB, bien en deçà des recommandations de l'Organisation mondiale de la santé ([World Health Organization, 2020](#)). Cette situation entraîne une détérioration des indicateurs de développement humain, tels que l'espérance de vie et le taux de scolarisation. De plus, les programmes de réduction de la pauvreté, tels que les initiatives pour les Objectifs de Développement Durable (ODD), sont souvent sous-financés et mal mis en œuvre, limitant leur impact sur la réduction des inégalités ([Alao et Alola, 2022](#)). Il est donc crucial que les gouvernements de la région adoptent des politiques de gestion de la dette plus responsables et orientées vers le développement durable, afin de créer un environnement propice à la réduction de la pauvreté et des inégalités.

En Afrique centrale, la dette extérieure reconnue dépasse les 16 milliards de dollars. Le montant total de cette dette a augmenté de plus de 50 % par rapport aux taux d'emprunt précédemment exigés par les créanciers. Tout ceci suggère que les niveaux insoutenables de la dette extérieure des pays d'Afrique centrale constituent un problème beaucoup plus grave et un signe d'une mauvaise gestion ([Millet, 2005](#)). Pourtant, ces pays ont souvent connu des taux de croissance élevés avec des niveaux d'endettement faibles. Le constat est donc qu'aujourd'hui, les taux de croissance sont faibles alors que les niveaux d'endettement sont élevés. Comment expliquer alors les faibles taux de croissance en Afrique centrale avec des niveaux d'endettement de plus en plus élevés alors qu'ils étaient autrefois élevés avec des niveaux d'endettement faibles ?

1.2 Problématique

La dimension économique de la dette extérieure pose de nombreux problèmes aux pays en développement, notamment africains. Plusieurs auteurs ont étudié ce phénomène et apporté d'importantes contributions à la compréhension de ses implications. En effet, la dette extérieure est un phénomène qui touche de nombreux pays en développement et cause des problèmes économiques, sociaux et politiques notamment :

La congestion de la dette qui implique que la dette extérieure d'un pays dépasse largement

sa capacité de remboursement. Cette situation pourrait être accélérée par une mauvaise gestion de la dette, le ralentissement de la croissance économique et la chute des prix de matières premières. Les effets du sur-endettement sont souvent dévastateurs pour les économies des pays touchés. La plupart des programmes d'aide financière aident à résoudre ce problème. Mais comme le soulignent [Reinhart et Rogoff \(2010\)](#), cela conduit souvent à des spirales et cycles d'endettement. Aussi, le piège de la dette peut se produire surtout lorsqu'un emprunteur est incapable de rembourser le principal et les intérêts d'un prêt et est confronté à une « dette perpétuelle ». Une étude de [Sachs \(2005\)](#) clarifie ce problème et propose des mesures pour en limiter l'impact. Par ailleurs, les taux de prêt élevés constituent également un problème potentiel lié à la gestion de la dette extérieure. Une étude d'[Aglietta et Artus \(1984\)](#) et [Reinhart et Rogoff \(2010\)](#) examine l'impact des taux d'intérêt élevés sur les marchés émergents. Et en fin, la corruption est un grave problème dans de nombreux pays en développement et peut affecter la gestion de la dette extérieure. Des études de [Djankov et al. \(2002\)](#), [Remes et Erfani-Ghadimi \(2011\)](#), [Sieminski \(2010\)](#) et d'autres discutent de l'impact négatif de la corruption sur le développement économique et la gestion de la dette.

Dans un discours prononcé en 1987 à l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), l'ancien président du Burkina Faso avançait déjà l'idée d'un allègement de la dette pour le développement des pays africains. L'économiste canadien [Chossudovsky \(1998\)](#) a écrit de nombreux ouvrages sur le phénomène de la dette extérieure et son impact sur les pays en développement. Il a notamment publié, une analyse de l'impact des politiques économiques imposées aux pays en développement par les institutions financières internationales. L'ancien consultant en stratégie de Chas, [Perkins \(2004\)](#), a écrit « Confessions of a Financial Assassin », exposant les pratiques des grandes entreprises consistant à emprunter de l'argent aux pays en développement et à contrôler l'économie. L'économiste américain [Stiglitz \(2002a\)](#) a traité du problème de la dette des pays en développement dans des livres tels que « The Great Disillusion » et [Stiglitz \(2012a\)](#) « The Price of Inequality ». Il a notamment critiqué les politiques d'austérité imposées aux pays en développement par les institutions financières internationales et proposé des solutions alternatives pour permettre le développement. Et en fin l'économiste britannique et militante [Pettifor \(2000\)](#) qui lutte contre la dette dans les pays en développement a notamment fondé le mouvement « Jubilee », qui a réussi à annuler une partie de la dette dans certains pays en développement dans les années 2000. Elle est également l'auteur de « The Debt Trap (2011) », une analyse des mécanismes de la dette dans les pays en développement et des solutions pour

en sortir.

Sur cette base, la dette extérieure est un sujet de débat intense parmi les économistes, avec des théories divergentes sur ses effets et sa gestion. D'un côté, les théories favorables à l'endettement extérieur, telles que celles de [Keynes \(1936a\)](#), soutiennent que l'emprunt extérieur peut stimuler la croissance économique en fournissant les fonds nécessaires pour les investissements publics et privés. Ces théories postulent que, dans un contexte de sous-développement, les pays peuvent utiliser les prêts extérieurs pour financer des projets d'infrastructure, améliorer les services publics et stimuler la demande intérieure, créant ainsi un cercle vertueux de croissance économique. Par exemple, les travaux de [Sachs \(2005\)](#) montrent que l'endettement extérieur, lorsqu'il est bien géré, peut aider à surmonter les contraintes de financement et à accélérer le développement économique. En revanche, les critiques de la dette extérieure, comme celles formulées par [Reinhart et Rogoff \(2010\)](#), mettent en garde contre les risques de surendettement et de dépendance financière. Ces auteurs soulignent que des niveaux élevés de dette extérieure peuvent conduire à des crises de la dette, caractérisées par des défauts de paiement et des ajustements économiques douloureux. [Collier et Gunning \(1999\)](#) ont montré que la dette peut être un outil efficace pour stimuler la croissance économique en Afrique. Cependant, d'autres auteurs soulignent les effets néfastes de l'endettement, tels que la dépendance accrue des pays vis-à-vis des créanciers internationaux, les contraintes budgétaires imposées par le remboursement de la dette et les risques de crises financières. [Stiglitz \(2002a\)](#) a par exemple critiqué le recours excessif à l'endettement dans les pays en développement, soulignant les risques de spirale de la dette et d'instabilité économique associés.

La dette extérieure représente donc un enjeu majeur pour les pays d'Afrique centrale, tant sur le plan économique que social. La question de savoir si la dette a un impact positif ou négatif sur le développement de ces pays demeure un sujet de débat au sein de la communauté économique internationale. Sur le plan empirique, les études divergent également quant à l'impact réel de la dette extérieure sur les indicateurs socio-économiques des pays d'Afrique centrale. Alors que certaines recherches montrent une corrélation positive entre le niveau d'endettement et le PIB, d'autres mettent en évidence une relation négative, voire une absence de lien significatif. Par exemple, [Boyce et Ndikumana \(2012\)](#) ont souligné que la dette peut être un frein à la croissance économique dans les pays en développement. [Krugman \(1988\)](#) soutient que la dette extérieure peut stimuler la croissance économique en fournissant les ressources nécessaires pour financer les investissements productifs. En revanche, [Easterly \(2001\)](#) argue que l'endettement

excessif conduit souvent à des crises de la dette, freinant ainsi la croissance économique. De plus, [Stiglitz \(2010\)](#) met en avant les effets néfastes des politiques d'austérité imposées par les créanciers internationaux, qui peuvent aggraver la pauvreté et les inégalités. En Afrique centrale, les études empiriques montrent des résultats mitigés. Par exemple, [Ndikumana et Boyce \(2011\)](#) trouvent que la dette extérieure a un impact négatif sur la croissance économique en raison de la mauvaise gouvernance et de la corruption. À l'inverse, [Fosu \(1996\)](#) montre que dans certains cas, la dette extérieure peut avoir des effets positifs si elle est bien gérée et utilisée pour des projets d'infrastructure. Ces divergences soulignent la complexité de la problématique et la nécessité d'une analyse approfondie pour comprendre les véritables effets de la dette extérieure sur les économies d'Afrique centrale.

En Afrique centrale aussi, la gestion de la dette extérieure est souvent perçue comme un problème pour le développement économique de la région. De nombreux auteurs importants se sont penchés sur ce sujet en profondeur, essayant de comprendre les problèmes et les défis propres à cette région. [Egwaikhide \(1999\)](#) souligne que l'un des principaux problèmes est le niveau élevé de la dette extérieure des pays d'Afrique centrale, en raison de l'accumulation d'arriérés, des taux d'intérêt grandissant et des garanties du secteur public. [Collier et Gunning \(2003\)](#) soulignent que la plupart des pays d'Afrique centrale sont confrontés à des défis tels que la volatilité des prix des produits de base et l'instabilité politique qui affectent négativement leur capacité à gérer leurs dettes extérieures. [Mbaku \(2007\)](#) soutient que la corruption est également un facteur important dans la gestion inefficace de la dette extérieure par les pays d'Afrique centrale. Un rapport de la Commission économique pour l'Afrique de 2012 a noté que la gestion de la dette en Afrique centrale était également affectée par des problèmes tels que la mauvaise qualité des données et le manque de transparence dans les politiques d'emprunt et de gestion de la dette. Enfin, la Banque mondiale notait dans son rapport de 2013 que la gestion de la dette publique en Afrique centrale se caractérise souvent par un recours excessif aux emprunts extérieurs non concessionnels, des emprunts à court terme et à une mauvaise gestion financière.

Il est donc primordial de comprendre les effets socioéconomiques de la dynamique de l'endettement extérieur en Afrique centrale afin de formuler des politiques efficaces pour faire face à cette problématique complexe. Cela implique d'analyser l'impact de la dette extérieure sur les secteurs clés de l'économie, les inégalités sociales, la gouvernance et la stabilité politique de la région ([Marchand, 2021](#)). Une compréhension approfondie de ces effets permettra de proposer des solutions plus durables et équitables pour gérer la dette extérieure en Afrique

centrale.

Tout cela permet de mettre en évidence une série de questions liées à la capacité des pays d'Afrique centrale à faire face au problème de leurs dettes extérieures. À la lumière de ces arguments, nous utilisons des analyses économétriques et de micro-simulation, qui ciblent essentiellement le problème de la pauvreté et des inégalités, pour explorer les effets socioéconomiques que la dette extérieure peut avoir non seulement sur les indicateurs macroéconomiques (surtout la croissance), mais aussi sur les indicateurs de microéconomiques (pauvreté et inégalités). Ces deux aspects justifient notre intérêt pour cette étude sur les effets socioéconomiques de la dynamique de l'endettement extérieur en Afrique centrale.

1.3 Questions de recherche

À la suite de cette problématique, la question centrale que soulève cette étude est la suivante : **Quels sont les effets économiques et sociaux de l'endettement extérieur en Afrique centrale ?**

De manière spécifique,

➡ *Quel est l'effet de l'endettement extérieur sur la croissance économique en Afrique centrale et dans quelle mesure le profil des dirigeants politiques peut-il l'atténuer ou l'accroître ?*

➡ *Quel est l'impact de l'endettement extérieur sur la pauvreté et les inégalités à travers les externalités, en Afrique centrale ?*

1.4 Objectifs

L'objectif global de cette recherche est **d'évaluer les effets économiques et sociaux de l'endettement extérieur en Afrique centrale**. De ce fait, deux objectifs spécifiques sont visés à savoir :

➡ *Analyser l'effet de l'endettement extérieur sur la croissance économique en Afrique centrale tout en intégrant la dimension du profil des dirigeants politiques ;*

➡ *Évaluer l'impact de l'endettement extérieur sur la pauvreté et les inégalités à travers les externalités, en Afrique centrale.*

1.5 Hypothèses

L'augmentation de la dette peut entraîner une augmentation des dépenses de remboursement de la dette conduisant ainsi à un effet négatif de la dynamique de l'endettement extérieur

sur la croissance économique en Afrique centrale. Selon [Matandare et Tito \(2018\)](#), l'allocation de ressources pour le remboursement de la dette peut réduire les investissements dans les secteurs clés de l'économie, tels que l'infrastructure, l'éducation et la santé, qui sont essentiels pour stimuler la croissance économique. De plus, l'augmentation de l'endettement extérieur peut entraîner une diminution de la confiance des investisseurs étrangers. Selon [Reinhart et Rogoff \(2011\)](#), un certain niveau d'endettement extérieur peut être perçu comme un risque accru par les investisseurs, ce qui peut se traduire par une diminution des flux d'investissement étrangers. Cela peut limiter les possibilités de croissance économique en Afrique centrale, car les investissements étrangers sont souvent nécessaires pour financer des projets de développement et stimuler la croissance économique. Dans la même lancée, l'augmentation de l'endettement extérieur peut entraîner une détérioration de la situation de la pauvreté et des inégalités en Afrique centrale. Selon [Alesina et Perotti \(1996\)](#), l'augmentation de la dette peut conduire à une augmentation des taux d'intérêt, ce qui peut entraîner une réduction des dépenses publiques dans les secteurs sociaux, tels que la santé et l'éducation. Cela peut avoir un impact négatif sur la réduction de la pauvreté et l'amélioration des inégalités en Afrique centrale, car l'accès aux services de base est essentiel pour réduire la pauvreté et les inégalités. Aussi, l'augmentation de l'endettement extérieur peut également entraîner une instabilité macroéconomique, ce qui peut avoir des conséquences négatives sur la situation de la pauvreté et des inégalités en Afrique centrale. Selon [Kose et al. \(2009\)](#), les pays très endettés peuvent être plus vulnérables aux chocs économiques, tels que les fluctuations des taux de change et des prix des matières premières, ce qui peut avoir des effets néfastes sur les conditions de vie de la population. Cela peut augmenter la pauvreté et les inégalités en Afrique centrale.

Partant de là et dans le but d'atteindre les objectifs formulés, nous postulons l'hypothèse principale selon laquelle **l'endettement extérieur pourrait avoir des effets négatifs sur les indicateurs économiques et sociaux en Afrique centrale**. De ce faite, les deux hypothèses spécifiques sont :

➡ **H1** : *l'endettement extérieur pourrait avoir un effet négatif sur la croissance économique en Afrique centrale, mais cet effet pourrait être modulé par le profil du dirigeant politique ;*

➡ **H2** : *l'endettement extérieur pourrait avoir un effet négatif sur la pauvreté et les inégalités en Afrique centrale, surtout lorsque les externalités de la dette ne sont pas prises en compte.*

1.6 Approche méthodologique

L'approche méthodologique adoptée dans cette thèse repose sur une articulation entre analyses macroéconomique et microéconomique, afin de saisir de manière complémentaire les effets socioéconomiques de la dette extérieure en Afrique centrale.

Au niveau macroéconomique, l'objectif est d'évaluer l'impact de la dette extérieure sur la croissance économique et d'intégrer le rôle du profil des dirigeants politiques dans cette relation. Pour ce faire, nous mobilisons un panel de données couvrant sept pays d'Afrique centrale sur la période 1975–2019, issues de bases reconnues telles que les World Development Indicators (WDI, 2018), Archigos (version 4.1) et Database of Political Institutions (DPI, 2020). L'estimation repose sur la méthode de Driscoll-Kraay, qui permet de corriger l'hétéroscédasticité, l'autocorrélation et la dépendance transversale souvent présentes dans les données de panel. Des tests de robustesse sont également menés à l'aide d'autres techniques d'estimation (2SLS, FGLS, etc.), afin de consolider la validité des résultats.

Au niveau microéconomique, l'objectif est d'évaluer les impacts sociaux de la dette extérieure, en particulier sur la pauvreté et les inégalités au sein des ménages. L'analyse mobilise un modèle d'équilibre général calculable (MEGC) prolongé dans un cadre de micro-simulation dynamique, permettant de mesurer les effets redistributifs de la dette et leurs hétérogénéités entre pays et groupes sociaux. Les données utilisées comprennent la Matrice de Comptabilité Sociale (MCS, 2015), ainsi que les enquêtes ménages ECAM4 (Cameroun), ECOSIT4 (Tchad) et EDS-RDC (2013–2014, République démocratique du Congo).

En combinant ces deux approches, la méthodologie permet d'obtenir une analyse intégrée : la dimension macroéconomique met en évidence l'effet global de la dette extérieure sur la croissance et le rôle des caractéristiques politiques des dirigeants, tandis que la dimension microéconomique éclaire les répercussions sociales sur le bien-être des ménages, la pauvreté et les inégalités. Cette complémentarité offre une vision plus complète et nuancée des conséquences socioéconomiques de la dynamique de l'endettement extérieur en Afrique centrale.

1.7 Intérêt de l'étude

Sur la base des questions évoquées plus haut, et partant du principe que toute politique qui a pour but de corriger une défaillance (un déséquilibre) a besoin d'être informé sur ses avantages et inconvénients, les ambiguïtés constatées sur les effets de la gestion de la dette

extérieure dans les pays du monde nous poussent à travers cette étude à tester, présenter et de comparer différentes explications dans le contexte des pays d'Afrique centrale. Ainsi, bien que les questions de soutenabilité de la dette extérieure qui impliquent que la capacité des gouvernements à rembourser leur dette extérieure sans causer de dommages économiques et sociaux à long terme est remise en question et ceux liés aux enjeux de gouvernance mettant en exergue la corrélation entre une mauvaise gestion de la dette et la corruption, le manque de transparence et de responsabilité sont des préoccupations majeures, nous justifions cette étude par un aspect tout aussi important à savoir : **L'impact économique et social.**

L'étude sur les effets socioéconomiques de la dynamique de l'endettement extérieur en Afrique centrale est essentielle pour plusieurs raisons. Tout d'abord, l'endettement extérieur peut avoir des répercussions importantes sur la croissance économique d'un pays. Une analyse approfondie des effets socioéconomiques de l'endettement en Afrique centrale aiderait à évaluer l'impact de cette dynamique sur la performance économique des pays de la région. Cela permettrait également de mesurer l'efficacité des politiques économiques mises en place pour gérer l'endettement et de proposer des ajustements si nécessaire. Par ailleurs, l'endettement extérieur peut avoir des conséquences directes sur la pauvreté et les inégalités sociales. En comprenant les mécanismes et les canaux par lesquels l'endettement affecte ces phénomènes, il serait possible de concevoir des politiques plus inclusives visant à réduire les niveaux de pauvreté et à atténuer les inégalités. Enfin, une telle étude permettrait d'évaluer l'efficacité des politiques de gestion de la dette publique mises en place par les gouvernements de la région. Cela pourrait aider les décideurs à concevoir des stratégies plus efficaces pour éviter les risques de sur-endettement et favoriser une gestion plus responsable de la dette.

Dès lors, cette étude se concentrera sur l'impact économique et social de la dette extérieure en Afrique centrale. Il est évident que le poids de la dette extérieure sur les finances publiques peut entraver les investissements dans les infrastructures, les programmes sociaux et la croissance économique. Comprendre ces effets socioéconomiques permettra de développer des mesures pour atténuer les conséquences négatives de l'endettement extérieur sur le développement économique et social de la région.

1.8 Structuration de la thèse

Ce travail se concentre sur les effets socioéconomiques de l'endettement extérieur en Afrique centrale. Afin de répondre aux questions soulevées, le plan de ce travail est organisé de la manière suivante : une introduction générale, deux grandes parties composées de deux cha-

pitres chacune, et enfin une conclusion générale. L'introduction générale présente le contexte de l'étude, la problématique, la question de recherche, l'objectif de l'étude, l'hypothèse, l'intérêt de l'étude et la structure du travail. Les deux parties de ce travail suivent le plan détaillé suivant : La première partie évalue les effets économiques de la dynamique de la dette extérieure en Afrique centrale. L'objectif de cette partie est d'évaluer, à travers une revue abondante de la littérature (théorique et empirique) et une méthodologie basée sur la méthode des DMC (Doubles Moindres Carrées), les effets de la dynamique de l'endettement sur la croissance économique en Afrique centrale, en mettant notamment l'accent sur le rôle du profil du dirigeant dans la relation entre la dette extérieure et la croissance économique en Afrique centrale. Cette première partie comprend deux chapitres. Le premier chapitre présente l'approche conceptuelle et les évolutions de la littérature sur le sujet. Le second chapitre analyse la dynamique macroéconomique de la dette extérieure en lien avec la croissance économique, en tenant compte du rôle du profil du dirigeant en Afrique centrale. La deuxième partie évalue les impacts microéconomiques de la dynamique de la dette extérieure en Afrique centrale. Cette partie, qui comprend également deux chapitres, vise à évaluer les impacts de la dynamique de l'endettement extérieur sur les indicateurs de bien-être, tels que la pauvreté et les inégalités, en utilisant une revue approfondie de la littérature (théorique et empirique) et une méthodologie basée sur la micro-simulation (MEGC - Modèle d'Équilibre Général Calculable). Le troisième chapitre évalue les enjeux microéconomiques de la dette extérieure en Afrique centrale, tandis que le dernier chapitre porte sur l'analyse microéconomique de la dynamique de la dette extérieure dans la région. Enfin, une conclusion générale résumant les résultats marquants de l'étude clôt ce travail.

Première partie

Analyse macroéconomique de la dette extérieure en Afrique centrale : interaction dette extérieure et profil du dirigeant

« Les dirigeants aux compétences solides en matière de gestion de la dette sont plus à même de mobiliser les capitaux pour promouvoir la croissance économique, tandis que ceux qui manquent de compétences risquent de jeter de l'argent par les fenêtres, aggravant ainsi la dette et entraînant une nouvelle crise. »

Mkandawire (2015)

Une version de cette première partie a été co-écrite avec Ngouhouo, I. Elle a fait l'objet d'une publication dans *International Journal of Empirical Economics*.

Voir : Nguepi, N. D., & Ngouhouo, I. (2024). *External Debt and Economic Growth in Central Africa : Does the Profile of the Leader Matter ?*. *International Journal of Empirical Economics*, 3(4).

Introduction de la première partie

Comme les individus, les États ont besoin de budget. En d'autres termes, vous devez quantifier vos revenus et dépenses prévus. Comme les individus, les États doivent avoir un budget équilibré, alors planifiez leurs dépenses en fonction de leurs revenus attendus. Comme pour les individus, les revenus de l'État sont limités, mais ses besoins sont infinis. Il doit donc gérer son argent le plus librement possible afin de mener à bien son rôle. En général et de façon simple, les pays développés ont investi dans des programmes sociaux. Bien que ces derniers soient coûteux, ils garantissent un certain niveau de vie à la population et contribuent in fine à la création de richesse. Les pays en développement doivent donc pour leur part investir massivement dans la construction d'infrastructures pour développer leurs industries. Quel que soit le niveau de développement du pays, l'État peut supporter certains coûts mais, si les dépenses sont supérieures aux revenus, le budget de l'État passe dans le rouge. Ce dernier se retrouve endetté et doit alors trouver des moyens de rembourser sa dette. Une comparaison avec le produit intérieur brut (PIB) est utile pour estimer le poids des obligations d'État dans l'économie du pays. En effet, les pays à faible PIB ont beaucoup plus de difficultés à maintenir le même niveau de dette publique que les pays à PIB élevé. Par exemple, la même dette est plus susceptible d'être supportée par une personne avec un salaire plus élevé qu'une autre avec un salaire inférieur. Ce calcul du fardeau de la dette est généralement converti en pourcentage du PIB. Une dette extérieure de 15 % ou 20 % du PIB d'un pays est considérée comme faible, et une dette de 80 % ou 115 % du PIB signifie des niveaux élevés de dette publique.

Ces dernières années, les pays émergents et à faible revenu sont devenus plus vulnérables à l'endettement. À la fin de 2019, les pays à revenu faible et intermédiaire avaient 8 100 milliards de dollars de dette extérieure, dont un tiers est détenu par des créanciers privés. Plus de la moitié des pays soutenus par l'IDA sont menacés d'insolvabilité ou de crise de la dette. Selon le Groupe de la Banque mondiale, moins de 50 pays audités satisfaisaient aux exigences minimales en matière d'enregistrement, de suivi et de déclaration de la dette. Avant même le déclenchement de la pandémie de coronavirus (COVID-19), la dette des pays émergents et en développement atteignait des niveaux records. La crise actuelle met de plus en plus de pays en crise de la dette. De son côté, la Banque Mondiale est activement engagé dans un règlement global de la dette basé sur au moins quatre piliers à savoir : annulation, réduction, restructuration et transparence de la dette. En 2015, des pays comme les États-Unis, le Japon, l'Érythrée,

la France, la Grèce et la Jamaïque avaient des ratios d'endettement proches ou supérieurs à 100 en produit intérieur brut (PIB). La même année, la dette des autres États comme le Nigeria, l'Algérie, était bien moindre. Ces dettes représentent moins de 20 % du PIB (Banque mondiale ; 2018). Les pays de l'Afrique centrale n'étant pas en reste. Certes, la réalisation des objectifs de développement durable nécessite des investissements importants, en particulier dans les infrastructures, le capital humain et la résilience au changement climatique. Cependant, dans les pays en développement, les gouvernements disposent souvent de ressources limitées pour mobiliser les revenus publics et les investissements privés. Le recours à l'endettement est essentiel pour le développement, mais des niveaux insoutenables sapent la croissance et pénalisent les pauvres. Or la dette peut être exploitée si elle est correctement gérée, transparente et utilisée dans le cadre d'une politique de croissance crédible (Mais c'est rare). Une dette publique élevée peut affaiblir l'investissement privé, accroître la pression fiscale, réduire les dépenses sociales et limiter la capacité du gouvernement à mettre en œuvre des réformes.

L'objectif de cette partie est d'éclairer les démêlés sur les raisons de l'endettement des pays de l'Afrique centrale pour ainsi faire le point sur les effets macroéconomiques de la dynamique de cette dette extérieure en passant par les effets du rôle du profil du dirigeant sur la relation entre la dette extérieure et la croissance en Afrique centrale. Ainsi donc nous organisons cette partie comme suit : un premier chapitre qui présente l'Afrique centrale face à la problématique de la dynamique de l'endettement et un second chapitre qui présente l'analyse macroéconomique du rôle du profil du dirigeant politique dans la relation dette extérieure et croissance économique en Afrique centrale.

Chapitre 1

Effets de l'endettement extérieur sur la croissance économique : Approches conceptuelles et revue de littérature

Introduction

Le processus de développement économique conduit à un besoin considérable de financement pour la construction d'infrastructures et de services publics. Il est principalement couvert par la dette, notamment la dette publique. Par conséquent, la dette nationale impayée de l'Afrique était de 1,33 billion de dollars en 2018, soit plus de 50 % du PIB continental. Cette augmentation pose des questions sur la soutenabilité de la dette des pays africains et pose la question de savoir comment financer leur processus de développement. Cette question est d'autant plus importante que l'Afrique en générale a connu des réductions importantes de la dette publique dans les années 2000. Les pays à faible revenu d'Afrique centrale étaient généralement endettés peu de temps après l'indépendance. Cette dette se tournera vers les pays en développement dans les années 1970, qu'ils soient intermédiaires générateurs de revenus ou à faible revenu, en raison du développement des marchés financiers internationaux et de l'intensification de la concurrence entre les banques, pour rendre leur investissement plus rentable. Cette dette rapide est devenue un problème au début des années 1980 lorsque l'environnement international a radicalement changé. Les taux d'intérêt se sont envolés en raison d'un revirement de la politique monétaire américaine et la croissance a ralenti avec la deuxième crise pétrolière. En raison du choc pétrolier, de nombreux pays d'Afrique subsaharienne ont approvisionné la pénurie de devises étrangères pour couvrir les coûts supplémentaires des importations et ont demandé l'intervention du FMI pour rembourser leur dette extérieure au début des années 1980. Les pays producteurs de pétrole eux-mêmes ont rapidement rejoint le mouvement en utilisant les fonds supplémentaires mis à disposition par la crise pétrolière pour augmenter les dépenses publiques et en empruntant à des taux d'intérêt élevés sur des projets à la rentabilité douteuse. Les conditions de financement dans les pays à faible revenu découlent de leur exclusion des marchés financiers internationaux, en particulier au début des années 80 et au début des années 2000. A cette époque, ils n'avaient aucune source de financement autre que les institutions publiques, bilatérales ou multilatérales.

Il est question ici de présenter la problématique de l'endettement en Afrique centrale. Ainsi donc, nous présentons tout d'abord en première section une analyse conceptuelle sur l'endettement. Ensuite dans une deuxième section nous présentons les faits stylisés de l'endettement en Afrique centrale et enfin dans une dernière section nous présentons la dette extérieure dans la théorie macroéconomique.

Section 1 : Analyse conceptuelle

Dans une approche analytique approfondie, l'analyse conceptuelle permet de définir et d'identifier précisément les éléments dont nous parlons, afin de déterminer si une méthode utilisée dans un cadre conceptuel rend valide une explication donnée dans un autre cadre conceptuel. Dans cette première section, nous présenterons donc des définitions rigoureuses des concepts liés à notre sujet, afin d'éviter toute interprétation erronée ou ambiguïté.

1.1 Dynamique de la dette extérieure

On dit d'une économie ou d'un phénomène qu'il est dynamique lorsque ce dernier cherche à expliquer les faits économiques dans leurs causes et effets ¹.

De manière lexicale, L'endettement est le montant de la dette que l'agent (pays, entreprise, ménage) indique au créancier. En économie, la dette extérieure fait référence à toute dette détenue par un individu, y compris l'État, les entreprises et les prêteurs étrangers. Il est important de distinguer la dette extérieure totale (ce que le pays emprunte à l'extérieur) et la dette extérieure nette (la différence entre ce que le pays emprunte et ce qu'il prête à l'étranger). Le plus important étant la dette extérieure nette. Plus loin, on note que le Groupe de travail international sur les statistiques de la dette extérieure, composé de représentants de la Banque des règlements internationaux (BRI), du Fonds monétaire international (FMI), de l'organisation de coopération et de développement économique (OCDE) et de la Banque mondiale, a déclaré : « La dette extérieure totale à un moment donné est un contrat en cours qui entraîne des paiements de résident à non-résident du pays, y compris l'obligation de rembourser le principal avec ou sans paiement d'intérêts » ².

Il est aussi important de préciser qu'une dette totale par habitant très élevée (Luxembourg : 4 054 700 \$ US et Monaco : 546 034 \$ US en 2009) n'est pas nécessairement un indicateur de problèmes économiques. La dette totale peut être compensée par des réclamations plus élevées, entraînant une dette nette plus faible. Un pays peut rester attractif pour les investisseurs étrangers si la dette nette est dans un environnement économique stable.

L'endettement extérieur est l'une des composantes de la dette totale d'un État. Cependant, il appartient à des créanciers étrangers et est souvent remboursé en devises étrangères ou

1. Théorie dynamique de l'économie (Rob.Suppl.1970).

2. BIRD, FMI, BRI et OCDE, L'endettement international – Définition, couverture statistique et méthodologie, Paris, 1988, p. 20.

en biens ou services. Il s'agit de l'endettement public, garantie et privé à long terme non garantie, des emprunts auprès du FMI sans oublier celui à court terme (CT) le tout pris ensemble. L'endettement extérieur à CT a une annuité maximale d'un an, celle à MT d'un an ou plus et prend en compte les prêts à MLT accordés par le Fond monétaire international.

L'acquittement total de la dette tient compte de la dette principale ajouté des d'intérêts. Notamment l'acquittement de la dette à CT et à LT (endettement public, privé avec ratification et endettement privé sans ratification) sans oublier l'utilisation des crédits du FMI. Globalement, selon qu'on se situe du point de vue plurilatéral, symétrique ou individuel, la nuance est différente du point de vue du bailleur et de l'emprunteur.

La critique sur la dette peut se faire de deux manières (selon qu'on se place du côté du créancier ou du débiteur). Chez le bailleur, l'obligation d'un tiers peut se voir être assumée chez un créancier public. Cela comprend les prêts aux organisations internationales et aux banques régionales de développement et comprend une partie plurilatérale. D'autre part, les crédits aux gouvernements étrangers et aux institutions publiques autonomes occupent la fraction symétrique de l'endettement. Pour finir, l'endettement envers les bailleurs privés comprend les crédits octroyés par les banques, les autres institutions financières privées et le crédit commercial. Du point de vue du débiteur, on peut distinguer la dette des secteurs public et privé. Celle assumée par le privé peut jouir des garanties des institutions publiques. Toutefois, elle peut être remboursée sans la garantie d'une institution publique. Enfin, notez que le capital emprunté peut être accordé aux taux d'intérêt du marché avec ajout pour la prise en compte du risque. D'autre part, il peut y avoir des taux d'intérêt préférentiels. Les circonstances relèvent de l'acquittement de l'État et de sa prédisposition à rembourser les prêts. Ainsi donc comment est émise cette dette ?

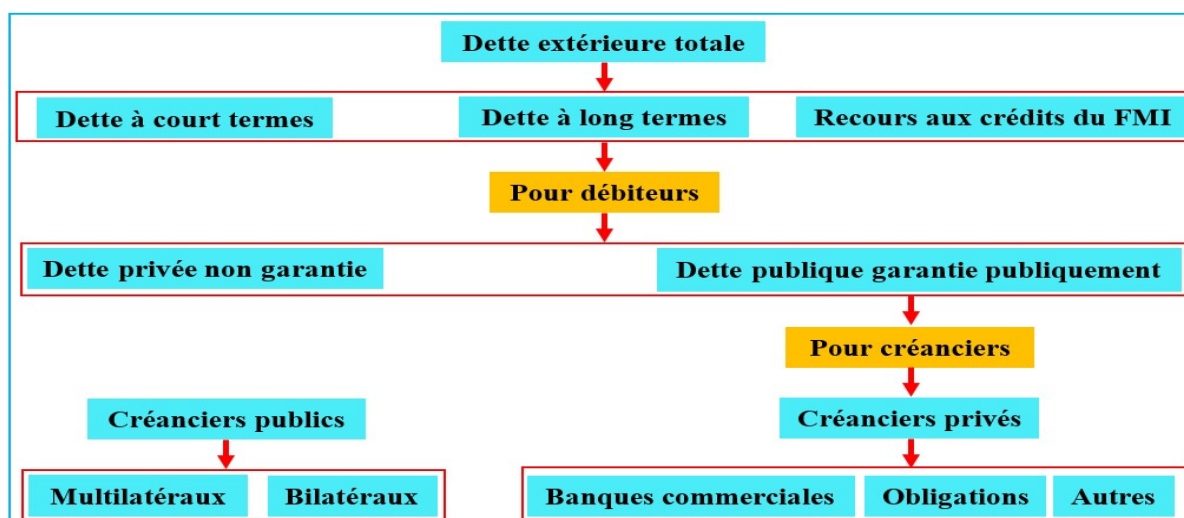
Le moyen le plus courant d'émettre de la dette extérieure consiste à vendre des brevets ou des créances adossées à l'endettement émis par l'État tireur. Les acquéreurs étrangers peuvent assumer et acheter des dettes à CT ou MLT par le biais d'adjudication géré par des tiers. Le candidat acquéreur s'adresse au dépositaire qui fournira à l'émetteur des titres de créance directement pour le compte de l'acquéreur. L'endettement extérieur prend en compte des composantes publiques et privées. Il est qualifié d'extérieur lorsque les obligations du gouvernement sont acquises par des institutions financières étrangères ou un autre État. Cependant, lorsqu'une institution financière ou un investisseur externe prête des fonds à une firme, une dette privée est contractée. Cela va des crédits personnels standards aux placements dans des firmes. Le cré-

dit extérieur peut être utilisé pour reconstituer les réserves de change, financer les déficits du compte courant de la balance des paiements ou rembourser la dette contractée antérieurement. Conséquemment, le degré et la variation de l'endettement extérieur sont intimement connexes à la balance des paiements et à celle des emplois et ressources en biens et services. Ce mode de financement de l'État présente quelques avantages.

La dette extérieure vient s'ajouter à l'épargne intérieure. Ce niveau devrait être contrôlé afin que les variations financières internes comme externes restent conciliable avec le degré de la demande totale d'investissement. D'abord, elle légitime l'atteindre d'un équilibre intérieur-extérieur (Chenery et Strout, 1968). Ensuite, en utilisant les fonds externes, il est possible d'atteindre un bon pourcentage de croissance durable sur le LT. Et en fin, il est captivant d'observer que les marchés financiers mondiaux deviennent plus larges et globalisés. L'endettement extérieur provenir de partout dans le monde. Les fiducies de placement peuvent même être prêtées aux entreprises et aux gouvernements et peuvent également investir dans une banque. De leur côté, elles peuvent parrainer des projets internationaux.

En gros, l'endettement extérieur garantit l'afflux permanent de nouvelles obligations dans un gouvernement. Mais les politiciens devraient pouvoir l'engager dans le développement économique tout en contrôlant le niveau de la masse monétaire. Les récentes contestations économiques et politiques se sont concentrés sur les ratios d'endettement des pays en développement. Certains pays en développement ont une dette extérieure importante envers d'autres gouvernements, banques étrangères, Banque mondiale, FMI et le FDR. Cette dernière est utilisée pour financer les infrastructures et combler les déficits de change et d'épargne.

Figure 1 – Composantes de la dette extérieure totale



Source : Auteur adapté de Tschumi Canosa et Perroulaz (2001)

1.2 Effets socioéconomiques

Les effets socioéconomiques font référence aux divers impacts qu'une action, une politique ou un événement peut avoir sur la société et l'économie en général. Ces effets peuvent être positifs ou négatifs et peuvent se manifester de différentes manières, englobant des aspects sociaux, économiques et culturels (Sen, 2000 ; Stiglitz, 2012a ; Piketty, 2014). Selon Sen (2000), les effets socioéconomiques peuvent être analysés à travers le concept de "capacités". Il met en avant l'idée que le véritable développement d'une société ne se limite pas seulement à la croissance économique, mais doit également prendre en compte la capacité des individus à s'épanouir et à jouir de leurs libertés individuelles fondamentales. Stiglitz (2012a) pour sa part souligne l'importance de la justice sociale dans la réalisation d'une économie saine et durable. Il soutient que les inégalités économiques et sociales ont des effets profonds sur la société, entraînant une exclusivité croissante, une fragmentation sociale et une diminution de la mobilité sociale. Enfin, Piketty, 2014 met en évidence l'impact des inégalités de richesse sur le développement socioéconomique. Selon lui, lorsque les inégalités augmentent, la cohésion sociale s'affaiblit, ce qui peut conduire à une instabilité politique, à des tensions sociales et à une diminution de l'investissement dans l'éducation et les infrastructures publiques. Ces facteurs ont un effet de frein sur la croissance économique à long terme.

1.3 Afrique centrale

L'Afrique centrale est une région d'Afrique qui comprend le sud du Sahara, à l'est du bouclier de l'Afrique de l'ouest et à l'ouest de la vallée du Grand Rift.

Selon la définition des Nations Unies³, l'Afrique centrale comprend l'Angola, le Cameroun, le Gabon, la Guinée équatoriale, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, la République du Congo, Sao Tomé-et-Principe et le Tchad.

1.4 Gestion de la dette extérieure

La gestion de la dette extérieure donne lieu à des interrogations centrales de savoir, qui doit être en même de gérer la dette d'un État, comment sont émises les obligations étrangères et quelles sont les institutions financières internationales et créancières concernées. Face donc à la

3. « Composition des régions macro géographiques (continentales), composantes géographiques des régions et composition de groupements sélectionnés économiques et d'autres groupements » [archive], United Nation Statistics Division - Angola, Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe, Tchad

première préoccupation, deux approches de gestion de la dette peuvent être présentées à savoir l'approche financière et l'approche institutionnelle.

1.4.1 Approche financière

Conscientes de l'importance relative de la dette publique en tant qu'outil de politique économique, les deux organisations internationales⁴ se sont rapidement impliquées dans un projet visant à définir et développer des lignes directrices pour la gestion de la dette publique.

Dans leur dernière édition de décembre 2003, le rapport de la BM et du FMI définit la gestion de la dette publique comme « le processus de mise en œuvre et d'exécution de la stratégie de gestion de la dette d'un gouvernement pour obtenir les financements nécessaires et atteindre ses objectifs en termes de risque et de coût. Et pour résoudre d'autres problèmes en termes de gestion de la dette nationale, l'État doit créer, développer et maintenir un marché efficace des valeurs mobilières ». Ce rapport a été élaboré dans le but de répondre à un certain nombre d'objectifs à savoir : accompagner les décideurs politiques dans la mise en œuvre des réformes dans le secteur de la dette publique ces dernières années afin de réduire à terme la vulnérabilité de l'économie aux chocs économiques et financiers internationaux ; définir les différentes structures institutionnelles responsables de la dette nationale et les règles et principes de gestion de la dette publique qui s'appliquent à un large éventail de pays à différents stades de développement. Cependant, ces règles et principes ne devraient pas devenir des pratiques obligatoires ou des normes obligatoires ou entrer en vigueur dans le code ; accompagner les décideurs et les consultants impliqués dans la réforme de la stratégie de la dette adaptée aux circonstances spécifiques de chaque pays. En effet, les besoins de chaque économie en termes de dette publique dépendent de la qualité des marchés de capitaux, des régimes de change, des politiques macroéconomiques et réglementaires, et de la capacité institutionnelle à s'adapter aux réformes.

1.4.2 Approche institutionnelle

La question de l'aspect institutionnel de la gestion de la dette publique est relativement nouvelle. En fait, en particulier dans certains pays développés de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Économique), elle n'a fortement augmenté que dans les années 1980. Du point de vue institutionnel, trois considérations sont dominantes. La fonction de gestion de la dette publique est garantie par le ministère des finances soit par une structure plus

4. Banque Mondiale (BM) et Fonds Monétaire International (FMI).

ou moins autonome, qui est cependant soumise à la tutelle hiérarchique du Trésor ou enfin via une agence indépendante. Par ailleurs, de nombreux auteurs ont exploré la dimension institutionnelle de la gestion de la dette publique, notamment [Cassard et Folkerts-Landau \(1997\)](#), et [Currie et al. \(2003\)](#). Cependant, la reconnaissance des intérêts problématiques des organisations internationales à la première version des Directives pour la gestion de la dette publique, élaborées conjointement par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI), remonte à 2001.

Il y a deux faits caractéristiques de la gestion de la dette nationale. Le premier est quantitatif et statistique. C'est un phénomène dans lequel le ratio de la dette publique au PIB continue d'augmenter. Le second est qualitatif en raison du risque financier accru associé aux portefeuilles de l'État. Ces deux faits plutôt troublants sont au cœur des réformes que de nombreux pays mènent en matière de dette publique. C'est ainsi que la réforme institutionnelle de la dette publique présente les caractéristiques suivantes :

- ➡ Séparation progressive de la gestion de la dette publique de la politique monétaire et budgétaire. En effet, pendant des décennies, la gestion de la dette publique a été replacée au second plan de la politique monétaire et budgétaire. Les décideurs politiques et de nombreux économistes utilisent la dette publique pour atteindre des objectifs financiers et budget. Avec le mouvement de réforme, la gestion de la dette publique devient un outil à part entière de la politique économique ;

- ➡ Intégration des fonctions de gestion de la dette publique dans des structures autonomes. En fait, le mouvement de réforme s'est construit autour de ce deuxième axe fondamental. En fait, il s'agit de la remontée progressive des fonctions de gestion de la dette du Trésor vers des structures autonomes ;

- ➡ Comprendre la dette publique en termes de gestion de portefeuille avec des objectifs spécifiques de minimisation des coûts et des risques ;

- ➡ Améliorer l'efficacité et l'efficacité des processus de gestion de la dette publique, notamment en termes d'opérations.

1.4.3 Comment sont émis les obligations étrangères

Il existe plusieurs façons d'émettre de la dette étrangère, la plus courante étant la vente de titres ou d'obligations garantis par des prêts du gouvernement émetteur. En effet, cela permet aux soumissionnaires étrangers de demander et d'acheter des titres de créance à court terme ou à moyen et long terme par le biais d'adjudications menées par des dépositaires. Lorsque

l'acquéreur potentiel soumet une demande au dépositaire, le dépositaire fournit l'obligation directement à l'émetteur au nom de l'acheteur. La dette a à la fois une partie publique et une partie privée. Elle ne devient extérieure que dans la mesure où la dette assumée par le gouvernement est achetée par une institution financière étrangère ou un autre gouvernement. Cependant, lorsque les banques et les investisseurs étrangers prêtent de l'argent aux entreprises, la dette personnelle peut s'accumuler (Gharyeni, 2015).

La dette ainsi contractée peut être utilisée pour reconstituer les réserves de change, financer le déficit du compte courant, de la balance des paiements ou rembourser la dette contractée antérieurement. Ainsi, le niveau et l'évolution de la dette extérieure sont étroitement liés à la balance des paiements, à l'utilisation des biens et services et à la balance des ressources (Gharyeni, 2015). Cette dette comme le note Chenery et Strout (1968) permet dans un premier d'équilibrer les plans intérieur et extérieur; d'atteindre un taux de croissance élevé et durable sur le long terme dans un second temps (Gharyeni, 2015).

Dans la généralité, l'endettement extérieur assure un flux régulier de nouveaux capitaux dans l'économie. Mais les politiciens doivent pouvoir investir dans la croissance économique sans augmenter artificiellement la masse monétaire (Gharyeni, 2015). En revanche, le débat politique et économique récent se concentre sur la gestion de l'endettement dans les pays en développement. Car bon nombres des pays en développement ont d'importants stocks de dette extérieure envers d'autres pays, des banques étrangères, le FMI, la Banque mondiale et les fonds de développement régionaux. La part de ces prêts devant être utilisée pour le développement des infrastructures ou, dans certains cas, pour couvrir les déficits d'épargne et les déficits de change.

1.4.4 Institutions financières internationales et créanciers concernées

On entend par institutions financières internationales (IFI) des plateformes qui visent à harmoniser les transactions financières internationales. Notamment la Banque mondiale, le FMI, les banques régionales de développement et les fondations. La Banque mondiale et le FMI étant les principaux acteurs. En effet, leur poids important leur permet de contribuer à la création d'un environnement économique qui aide au redressement et au développement économique des pays membres.

La Banque mondiale et le FMI ont été créés à Washington en 1944 dans le cadre des accords de Bretton Woods. L'objectif principal de la Banque mondiale est de promouvoir le développement économique à long terme et la réduction de la pauvreté. Il fournit des conseils

techniques et financiers aux pays pour aider à mettre en œuvre des réformes sectorielles et à mettre en œuvre des projets spécifiques. L'objectif principal du Fonds monétaire international est de résoudre les problèmes de balance des paiements en fournissant des conseils de politique économique et une assistance technique aux pays pour les aider à établir et à maintenir des équilibres budgétaires.

Aux côtés de ces deux plus grandes institutions financières internationales, on note la présence des créanciers publics voir privés qui organisent des négociations et s'attaquent aux problèmes d'endettement sur de multiples plates-formes. Notamment, le Club de Paris, qui comprend 19 pays de l'OCDE, a été créé en 1956 après que le service de la dette de l'Argentine soit devenu difficile. Jusqu'en 2003, le Club de Paris était un groupe informel, mais il est aujourd'hui devenu une plate-forme incontournable pour les négociations sur la dette, en particulier pour les pays pauvres très endettés (PPTE). Il y a aussi le London Club, créé en 1976 pour restructurer les dettes envers les créanciers privés en République démocratique du Congo.

En somme, le financement continu du service d'endettement bilatéral par les institutions multilatérales a converti les prêteurs multilatéraux d'un groupe antisocial en un groupe critique. Cela est lié à l'augmentation des indicateurs liés à l'endettement dans certains pays qui sont grossièrement endettés auprès de la Banque mondiale et du FMI. Ceci est également lié au processus de financement des économies nationales. Par ailleurs, l'entrée des nouveaux acteurs, comme le G7, G8 et G20, vise également à faciliter les négociations sur l'endettement et à le maintenir sous le seuil de rentabilité. Globalement, l'objectif principal de ces différentes parties prenantes est de favoriser la croissance économique mondiale et de promouvoir un environnement des affaires favorable face aux risques liés à l'endettement.

1.5 Typologie de la Dette

La dette publique peut être classée en plusieurs catégories selon divers critères. La typologie de la dette inclut généralement la distinction entre la dette intérieure et la dette extérieure, ainsi que la dette à court terme et à long terme. La dette intérieure est celle contractée auprès de créanciers nationaux, tandis que la dette extérieure est contractée auprès de créanciers étrangers. La dette à court terme est remboursable dans un délai d'un an, tandis que la dette à long terme a une échéance supérieure à un an ([Fau-Nougaret, 2008](#)).

La dette bilatérale est celle contractée directement entre deux pays. Par exemple, un pays en développement peut emprunter de l'argent à un pays développé. Les conditions de ces prêts sont souvent plus favorables que celles du marché, facilitant ainsi le développement économique

du pays emprunteur (Cohen et al., 2006). La dette multilatérale, quant à elle, est contractée auprès d'institutions financières internationales telles que le Fonds Monétaire International (FMI), la Banque Mondiale, ou les banques régionales de développement. Ces institutions offrent des prêts à des conditions souvent assorties de réformes économiques et structurelles (Vivien, 2010).

1.6 Financement de la Dette

Le financement de la dette publique peut se faire par divers moyens, y compris les emprunts obligataires, les prêts bilatéraux et multilatéraux, et les aides financières internationales. Les emprunts obligataires impliquent l'émission de titres de dette sur les marchés financiers, permettant aux gouvernements de lever des fonds auprès d'investisseurs institutionnels et individuels (Bradlow et Masamba, 2022). L'emprunt obligataire est une méthode courante de financement de la dette publique. Les gouvernements émettent des obligations, qui sont des titres de créance négociables, pour lever des fonds. Les investisseurs achètent ces obligations et reçoivent des intérêts périodiques jusqu'à l'échéance, où le principal est remboursé (Leverrier, 1985). Un autre élément à prendre en compte est le Contrat de Désendettement et de Développement (C2D) qui est un mécanisme par lequel les créanciers annulent une partie de la dette d'un pays en échange de l'engagement de ce dernier à investir les montants annulés dans des projets de développement. Ce mécanisme vise à alléger le fardeau de la dette tout en soutenant le développement économique et social (Ito et al., 2018). Notons que la gestion de la dette publique implique la planification et la mise en œuvre de stratégies pour assurer la soutenabilité de la dette. Cela inclut le rééchelonnement de la dette, qui consiste à renégocier les termes des prêts pour prolonger les échéances et réduire les paiements annuels. Le rééchelonnement peut être crucial pour les pays confrontés à des difficultés de remboursement (Boufedji et al., 2024).

Section 2 : La dette extérieure dans la théorie macroéconomique

Pendant des décennies, les travaux de l'impact de la dette extérieure sur la croissance économique, et même de l'annulation de celle-ci ont soulevé un intérêt et un débat particulier parmi les chercheurs économistes. L'origine de cet argument théorique est relativement ancienne et remonte à l'un de ses pionniers, Cairnes (1874). Et cette mise à jour concerne la doctrine de la croissance dite endogène. Par ailleurs, des auteurs tels que Samizafy (2013) et Huart (2016) ont

constaté que les prêts de dette au déficit public étaient plus distorsifs que les prêts de dette par seigneuriage⁵ en raison de l'augmentation des prélèvements obligatoires, des pressions inflationnistes et du pouvoir d'achat des ménages plus faible qui, baisse la disposition d'une firme à mobiliser des ressources. D'un autre côté, [Sargent et Wallace \(1981\)](#) soutiennent que l'effet de levier aura un impact négatif sur la croissance économique d'une part et sur le niveau général des prix d'autre part. Ces effets pouvant être de court terme ou long terme, comme le soulignent [Panizza et Presbitero \(2012\)](#). Pour ne pas être exhaustif, nous notons enfin avec [Bonneville \(2017\)](#) que l'impact de la dette n'est pas limité à l'économie. Elle va jusqu'à arroser la société dans son ensemble. Par conséquent, deux flux entrent en collision. Autrement dit, keynésien et classique ou néoclassique.

2.1 Différentes approches économiques de la dette extérieure

Comme susmentionné, dans les débats sur l'impact de la dette extérieure, on assiste à une opposition entre plusieurs grandes écoles. Cette partie couvre quatre théories principales ajoutées à cela quelques explications sur la croissance des dépenses publiques. Notamment les doctrines traditionnelles ou d'illumination keynésienne, les doctrines classiques/néoclassiques, les doctrines du choix public, les doctrines de la dette lourde ou connu sous le nom de théorie de la courbe de Laffer.

2.1.1 Approche keynésienne

L'hypothèse de base de la théorie keynésienne est que la croissance économique est impossible sans accumulation de capital. En effet, [Keynes \(1936b\)](#) et ses partisans ont besoin de politiques budgétaires et de dépenses publiques pour revitaliser l'économie. Par conséquent, pour eux, l'impact des obligations d'État sur l'activité économique ne dépend que des conditions économiques. Ils soutiennent qu'une carence publique ne peut être souhaitable dans les cas de plein emploi et de demande de monnaie qui entraîne des taux d'intérêt plus élevés. Cependant, lorsque la demande globale se redresse en période de récession, les effets multiplicateurs et d'accélération entrent en jeu car, une augmentation déséquilibrée des investissements entraîne une augmentation de la production. Par conséquent, l'impact d'un accroissement de l'endettement public sur la croissance est évalué comme bénéfique. La dernière théorie keynésienne

5. Le seigneuriage est l'avantage économique direct qu'un émetteur tire de l'émission de devises. Pour la monnaie fiduciaire émise uniquement par la banque centrale, il s'agit du montant dépensé moins les coûts de production, de commercialisation et d'entretien (échange de la trésorerie utilisée). A ces revenus s'ajoute un intérêt pour le refinancement du système bancaire par l'émetteur.

de la croissance endogène, développée au glas des années 1970, suivant [Romer \(1986\)](#), [Barro \(1990\)](#), et [Aghion et al. \(2005\)](#) a souligné la portée des économies d'échelle et de l'innovation dans l'intervention de l'État comme facteur potentiel d'influence sur la croissance. Toutefois, la nécessité de financer ces dépenses supplémentaires crée un déficit budgétaire qui, cumulé à long terme, conduit à une dette publique.

Il est essentiel de reconnaître que l'épargne gouvernementale seule ne suffit pas à couvrir les exigences financières des projets d'investissement public, ce qui rend nécessaire le recours à l'endettement. La progression de la théorie keynésienne par Harrod et Domar a permis d'envisager l'utilisation du déficit budgétaire comme un outil pour combattre le chômage et stimuler la relance économique. Dans cette optique, la dette souveraine ne doit pas être perçue comme un fardeau pour l'économie, car l'investissement financé par emprunt a le potentiel d'accroître la production grâce à l'effet multiplicateur, allégeant ainsi le fardeau de la dette à long terme. Bien que les générations futures devront gérer cette dette, elles bénéficieront également des infrastructures et des capacités de production accrues. La dette, lorsqu'elle est bien gérée, peut s'avérer bénéfique pour la croissance économique, et comme l'indiquait [Loze \(1971\)](#), "un pays qui ne contracte pas de dette s'appauvrit". Par conséquent, il est crucial pour les nations de préserver leur prospérité et leur qualité de vie.

Cependant, les classiques comme les néoclassiques soutiennent que les déficits contribuent à réduire les effets d'une politique budgétaire mise en œuvre de différentes manières. Les dépenses publiques peuvent submerger les dépenses privées car elles entraînent des taux d'intérêt plus élevés, des pressions inflationnistes et une augmentation de l'épargne privée pour les agents économiques qui s'attendent à de futures augmentations d'impôts.

2.1.2 Approche classique ou néoclassique

Dans le cas des classiques et des néoclassiques, une carence publique aurait un impact négatif sur l'économie et son endettement entraînerait le risque d'équivalent de Ricardo (effet d'éviction). Les capitalistes ont développé une théorie du remplacement des taux d'intérêt. L'idée est que l'augmentation des dépenses publiques entraînera une réduction des financements privés et de la demande par le biais de la hausse des taux d'intérêt. Cette hausse des taux peut retarder l'investissement privé, au passage retarder la consommation et créer un effet boule de neige de sorte que lorsque le pays accumule continuellement des déficits lorsqu'il finance ses dépenses, la dette en augmentation irréversible peut mécaniquement augmenter et la boule de la dette peut gonfler. Et sans croissance, la dette continuera de croître même si le pays n'augmente

pas ses dépenses. En d'autres termes, à mesure que la demande de capital augmente, les taux d'intérêt augmentent et le secteur public est expulsé.

Par ailleurs, pour [Smith \(1779\)](#)⁶ et d'autres auteurs néoclassiques (Ricardo et Stuart), l'intervention du gouvernement dans l'activité économique doit être limitée. [Smith \(1779\)](#) défend le principe de l'ordre naturel. Pour lui, l'économie s'équilibre automatiquement sans intervention du gouvernement. Ceci est dû au pouvoir du marché à réduire systématiquement les déséquilibres. En effet, son analyse du financement public montre sa critique sévère du règlement de la dette. Les obligations d'État augmentent la dépendance de l'État vis-à-vis du monde extérieur, entraînant une fuite des capitaux à l'étranger et une réduction de l'épargne pour financer l'économie. Les classiques et néoclassiques considèrent la dette comme un impôt futur et l'attribuent à l'État. La dette publique affecte négativement la consommation et le stock de capital pour les générations actuelles et futures. D'ailleurs [Barro \(1989\)](#) montre que la dette extérieure n'a aucun effet sur la formation du capital tandis que les classiques et monétaristes insistent sur le caractère improductif de la dette extérieure. Par conséquent, l'allègement de la dette est neutre pour la génération actuelle et n'est pas un pont entre les générations car les agents économiques anticipent les retraits futurs. Par conséquent, éliminer la dette ou la remplacer par des impôts ne conduit pas nécessairement à la croissance. En conséquence, les obligations d'État entravent la croissance économique.

[Friedman \(1957\)](#) a développé une théorie connue sous le nom de théorie du déplacement de l'inflation. Il montre avec cette théorie que le prêt de dette ne sera efficace que si l'agent économique se trompe d'anticipation, en gardant à l'esprit que les impôts n'augmenteront pas. Et conclu à l'efficacité à court terme de la politique budgétaire car créait des illusions pour les agents économiques en ce qui concerne l'augmentation de leurs revenu et pouvoir d'achat. Cependant, s'ils réalisent rapidement qu'il s'agit d'une augmentation cyclique des revenus, ils retrouveront bientôt leurs niveaux de consommation antérieurs. Par conséquent, les entreprises n'investissent pas en prévision d'une demande supplémentaire, ce qui entraîne des pénuries de produits et des prix plus élevés, ce qui entraîne à son tour des salaires plus élevés. La hausse des prix et des coûts de main-d'œuvre perpétuera le processus d'inflation, les licenciements massifs de travailleurs dans les firmes et l'augmentation du chômage, neutralisant les effets de la relance. Un autre argument est avancé par [Barro \(1989\)](#).

En effet, partant sur la base des travaux de [Lucas \(1972\)](#) sur les hypothèses et les an-

6. [Smith \(1779\)](#), « Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations », Tome 2, introduction, London, pp.11.

ticipations rationnelles de [Ricardo \(1817\)](#), [Barro \(1989\)](#) a développé une théorie des effets de déplacements prédictifs ou théorème équivalent de Ricardo-Barro. Il remet en cause l'utilisation des déficits car ces derniers entraînent souvent des emprunts et des augmentations d'impôts. De plus, avec l'approche de Ricardo, une réduction d'impôt sur les prêts pour les obligations d'État n'augmentera jamais les revenus à LT, mais ne fera que reporter les impôts d'un jour à l'autre et ne stimulera jamais les dépenses de consommation. Pour [Barro \(1989\)](#), en tant qu'agents rationnels, ils interfèrent avec les décisions de politique monétaire de l'État. De ce fait, suite à des déficits budgétaires, les agents qui anticipent la prochaine hausse d'impôt nécessaire pour couvrir leur dette économiseront le revenu supplémentaire généré par la politique économique en lieu et place de la consommation ou de l'investissement car après tout, l'augmentation est neutralisée. Un intérêt est porté au rôle que les institutions publiques jouent dans l'activité économique.

2.1.3 L'école des choix publics

Relativement proche des néoclassiques, avec pour principaux partisans [Buchanan et Tullock \(1962\)](#), elle centre son analyse sur les institutions publiques. Pour ce courant de pensée, la dette nationale est à la fois le résultat des élections des gouvernements publics et celui de l'élection des administrateurs et bureaucrates. Comme pour les monétaristes, en ce qui concerne les cycles politiques, les choix publics renforcent l'idée qu'à l'approche des élections, les gouvernements prennent des décisions complaisantes pour garantir les votes. Or cela pourrait entraîner des protestations sur le LT.

Justement, ces derniers voient en la politique un marché poursuivi par les politiciens et leurs objectifs personnels, offrant un programme électoral où les formulaires de vote représentent les prix du marché et les dépenses publiques sont revendiquées pour réaliser des stratégies plus ou moins complexes. La majorité étant guidée par des politiques d'expansion financées par la dette pour défendre les intérêts de leurs membres et les exigences de divers lobbies. Par conséquent, le coût des dépenses publiques sur les bénéfices catégoriels se caractérise par une augmentation des obligations d'État utilisées pour acheter des voix.

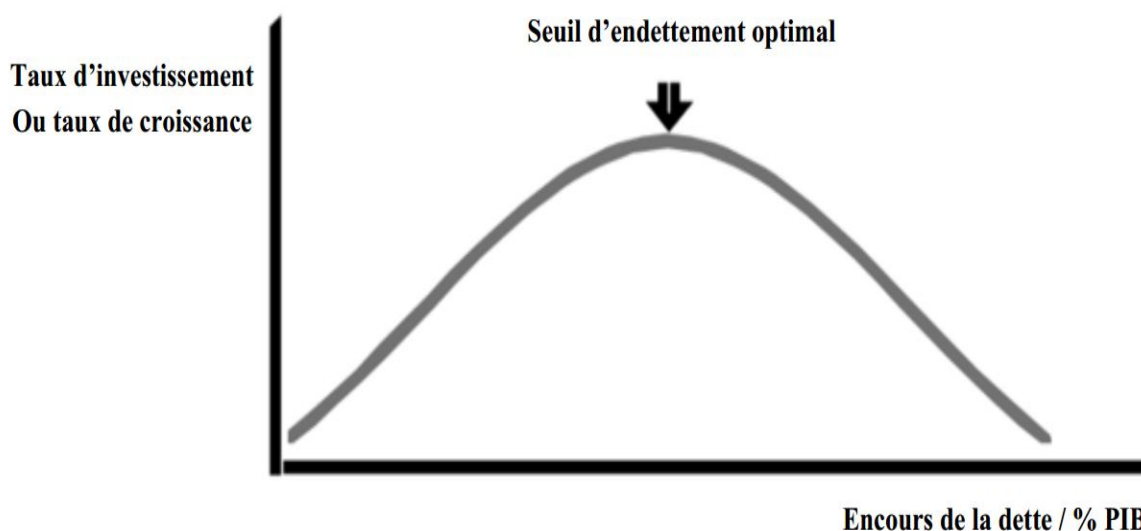
2.1.4 Théorie du surendettement

Les études doctrinales sur la relation entre l'endettement extérieur et la croissance économique mettent en évidence les conséquences négatives de la dette sur la base de la théorie du surendettement.

Dans le sillage des travaux de [Krugman \(1988\)](#), [Sachs \(1989\)](#) et [Cohen \(1997\)](#), des études récentes sur l'endettement extérieur et la croissance économique ont montré que dans le contexte des contrats d'endettement souverain, des niveaux élevés d'endettement impactent négativement la croissance économique en décourageant l'investissement. Cette théorie suggère qu'au-delà d'un certain niveau, l'endettement extérieur freine la consommation, l'investissement (principal moyen) et ralentit ainsi la croissance économique ([Patillo et al., 2002](#) ; [Cordella et al., 2005](#) ; [Flores et al., 2007](#)). De plus, la dimension de la productivité des facteurs comme autre canal pour corrélérer l'endettement extérieur avec la croissance économique est souligné par [Patillo et al., 2004](#).

Bon nombre d'études ont montré que plusieurs raisons peuvent entraîner ce résultat. En premier l'hypothèse de surendettement (debt overhang) qui traduit des cas où le stock de la dette est au-dessus de la capacité de paiement. Cela se produit lorsque le coût du capital coïncide avec une baisse du commerce national avec comme conséquence une baisse des dépenses de santé, d'éducation, et d'infrastructures, mettant en mal le gouvernement. Plus précisément, un pays est insolvable si la valeur actuelle des transferts de ressources attendue est inférieure à sa dette ([Krugman, 1988](#)).

Figure 2 – Courbe de Laffer de la dette



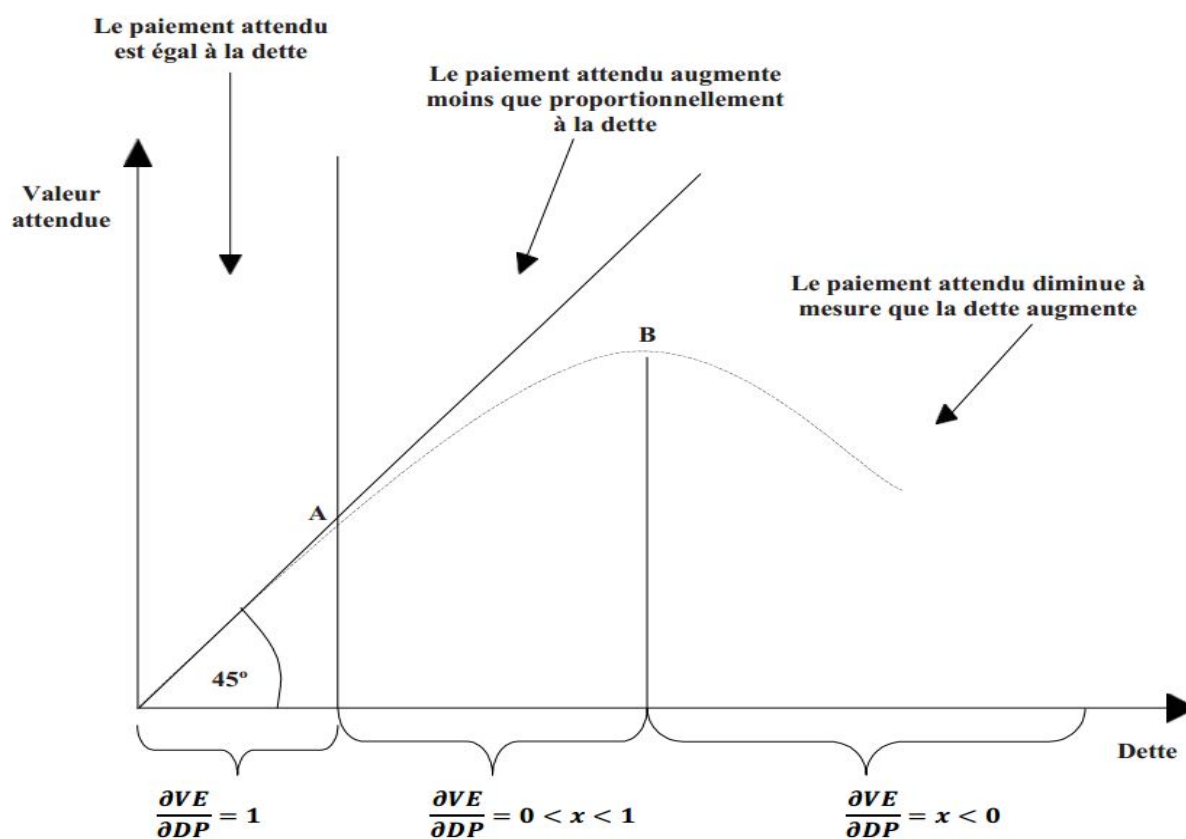
Source : Auteur

En regardant à nouveau la courbe de Laffer, on peut voir que le lien entre la valeur de marché et la valeur nominale de la dette prend une forme en U inversé où l'axe horizontal renvoi à l'encours de l'endettement et l'ordonnée la valeur future du paiement. D'après les auteurs, une

augmentation de cette valeur nominale est étroitement liée à une hausse des anticipations de règlement. De plus, un dû accru restreint les anticipations.

Flores et al. (2007) Fournit une analyse théorique plus claire du surendettement. La figure 2 montre la courbe de Laffer pour l'endettement extérieur, les retombées attendues et l'amortissement. Au début (point A), on a une présomption presque nulle de non règlement d'un petit montant de l'endettement. De ce fait, l'écart de l'endettement à régler pour l'encours de ce dernier est de 1. Passé ce seuil, le règlement augmente à une fréquence plus lente que son accumulation de la dette. Les pays endettés sont moins susceptibles d'être en mesure de gérer davantage de dettes étant donné que l'aléa de ne pouvoir régler un montant quelconque serait au-dessus de zéro. Cet aléa varie d'un État à un autre en prenant en compte du seuil des taux d'intérêt de l'endettement. Face à cette situation, le règlement se voit culminer au point B. Ensuite, lorsque le niveau d'endettement atteint un niveau plus élevé, il baisse. Le moindre impact sur l'endettement blesse les bailleurs pour qui, la hausse du montant de l'endettement conduire à restreindre leur aptitude à effectuer des règlements futurs.

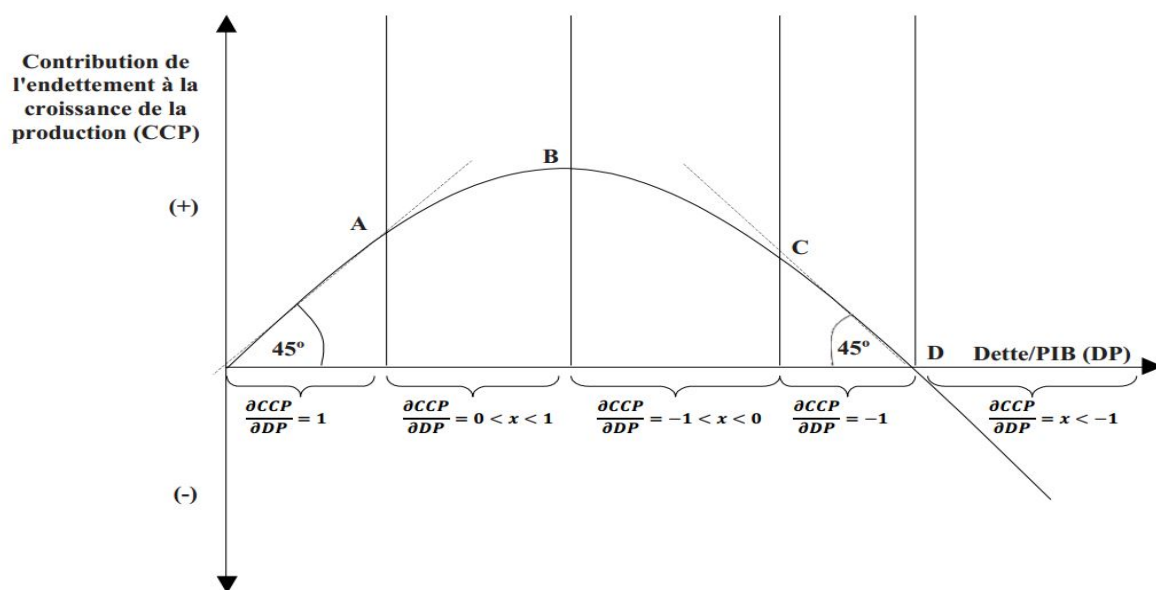
Figure 3 – Courbe de Laffer pour l'endettement extérieur : remboursement et stock de la dette



Source : Flores et al. (2007)

L'appui de l'endettement à la croissance dans un pays est une autre forme que peut prendre la courbe de Laffer (Figure 3). À cet effet, on note une relation non linéaire entre les deux. Avec le bon niveau, l'endettement extérieur contribue de manière positive à la croissance dans un pays. Une dette extérieure excessive semble avoir un impact négatif sur la croissance économique. Cela signifie qu'un excès de dette peut entraîner une croissance économique totale ou même négative.

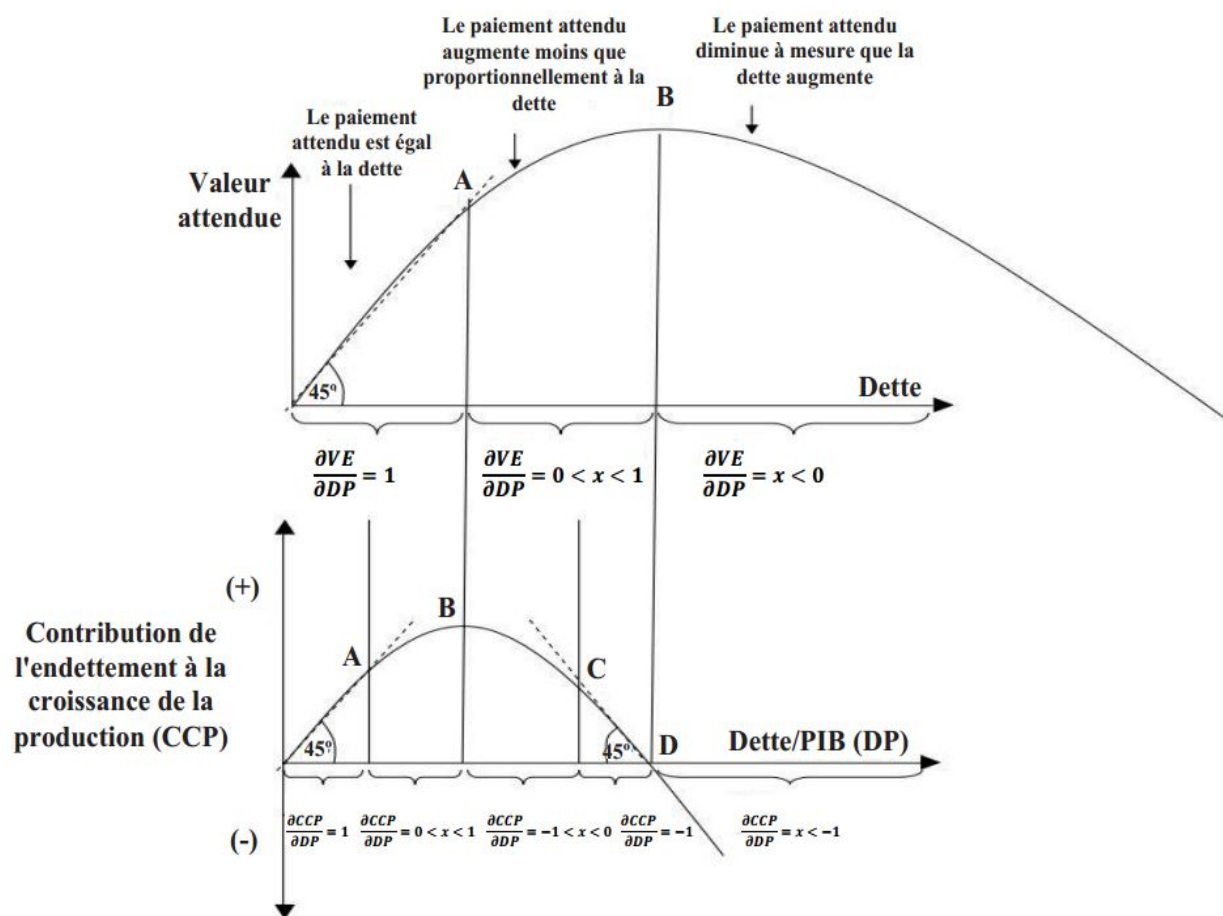
Figure 4 – Courbe de Laffer pour l'endettement extérieur : remboursement et stock de la dette



Source : Flores et al. (2007)

Empiriquement, des recherches récentes sur les pays en développement fournissent des preuves d'une relation non linéaire entre l'endettement extérieur et la croissance (courbe en forme de U inversé). L'étude de Patillo et al. (2002) est l'une des plus adaptées pour approcher cette conception d'un point de vue pratique. Les auteurs fournissent de solides preuves de l'hypothèse de surendettement. Il existe un point où une dette extérieure supplémentaire a un impact négatif sur la croissance économique. Les points critiques pour le ratio de la dette extérieure au PIB sont d'environ 35 % et 40 % du PIB et 160 % et 170 % des exportations (Patillo et al., 2002). Pendant ce temps, Flores et al. (2007) se penchent sur le problème de surendettement en mettant en exergue l'existence d'une relation géométrique parmi la figure 3 et la figure 4 traduit dans la figure 5.

Figure 5 – Courbe de Laffer pour l’endettement extérieur : remboursement et stock de la dette



Source : Flores et al. (2007)

Au-delà d’un certain seuil, une hausse de l’endettement entrave les anticipations de remboursement des bailleurs. Un regard sur la figure 5, on note que lorsque le montant de remboursement attendu de l’endettement extérieur ne croît pas comparativement à son stock, le montant supplémentaire de cet endettement commencera à brider la croissance. Si cette accumulation approche un niveau élevé et que les pays débiteurs commencent à se contracter ou à ne pas rembourser, de nouvelles augmentations de la dette extérieure auront un impact néfaste sur la croissance du PIB. Plus précisément, plus le ratio de la dette au PIB est élevé, plus le taux de croissance économique moyen est faible (Reinhart et Rogoff, 2008). Pour les pays en développement, ce niveau critique qui fit chuter la croissance aux alentours de 2 % est d’environ 60 % du PIB. Des niveaux supérieurs réduisant la croissance économique avec pour conséquence une forte inflation.

Le recours à l’endettement tel que soulevé dans ces différentes théories laisse entrevoir le besoin sans cesse croissant de l’État à augmenter ses dépenses. C’est dans cette optique

que bon nombre de travaux ont tenté d'émettre des idées pour démêler la hausse des dépenses de l'État. En effet, [Bernard \(1985\)](#) reconnaît que, de multiples explications théoriques ont été avancées tant du point de vue de l'offre que de la demande des biens publics. La considération des deux optiques de façon corrélée de même que leurs retombées sur le reste de l'économie ne seront faites que suite à la recommandation sensée de [Bernard \(1985\)](#) au congrès international de finances publiques ([Wilde et al., 1978](#)).

➡ **Explication par la demande des services publics**

Parmi les nombreuses explications pour justifier l'intervention du gouvernement, l'une des explications les plus importantes et traditionnelles est l'existence d'une économie externe. En fait, nous sommes en présence d'une économie externe lorsque le comportement d'une entreprise ou d'un individu a un effet souhaitable ou indésirable sur la quantité de productivité ou la fonction d'utilité d'une autre entreprise ou d'un autre individu. Dans le cas de [Pigou \(1946\)](#), la médiation de l'État pour atténuer les externalités est suffisante, et les impôts et les subventions sont utilisés pour absorber les dépenses publiques. Ce qui est fortement discuté par [Coase \(1960\)](#) qui affirme que les discours privés entre les individus sont plus efficaces lorsque les droits de propriété sont bien définis et que l'intervention de l'État n'est pas requise dans le cas des économies externes. Plusieurs études ont été menées pour expliquer l'augmentation des dépenses publiques due à la demande de biens publics, notamment l'hypothèse des groupes d'intérêt, la loi d'accroissement du rôle gouvernemental et la théorie du vote moyen.

Des auteurs comme [Buchanan et Tullock \(1962\)](#) ont abordé la question de la redistribution entre groupes d'acteurs sociaux. L'idée de base est que tout groupe d'intérêt peut exiger des impôts moins élevés et des subventions plus élevées d'un petit nombre de sociétés. Pour faire des profits, ils peuvent promettre un vote du gouvernement aux prochaines élections. Ainsi, les politiques soutiennent l'accroissement des dépenses de l'État. [Becker \(1983\)](#) montre que la compétition entre les différents groupes d'acteurs conduit à une meilleure allocation des ressources nationales.

[\(Nordhaus, 1975\)](#) montre que pour être réélus, les membres du gouvernement ne peuvent augmenter les dépenses du gouvernement qu'au cours de la période préélectorale. Cependant, lors des élections, les candidats votent autant que possible sur les allocations qui leur sont accordées. Ce qui élargit les programmes en investissement et financement dont ils ont besoin. [Blais et Nadeau \(1992\)](#) montrent que les dépenses totales du gouvernement provincial canadien augmenteront de 1 % au cours de l'année électorale. Cette hypothèse de redistribution des re-

venus aux groupes de profit a été traduite par [Grefte \(1994\)](#) comme une hypothèse de diverses concentrations de profits et de coûts. Parallèlement à son développement, les écoles élues ont fourni différentes interprétations de la croissance des dépenses publiques observée à la fois chez Tullock et chez Stigler. Selon elle, l'État n'exige pas que la production de biens soit séparée, mais plutôt normale. Certains agents ont besoin de plus de produits que d'autres. Cependant, parce que les fonds pour ces produits sont partagés entre tous les membres de la communauté, de nombreux groupes de profit sont formés, organisés et investis afin que l'État prenne en charge la production des produits les plus rentables.

La loi d'expansion des activités publiques a été développée par l'économiste [Wagner \(1958\)](#). La loi représente la croissance agile des dépenses de l'État plutôt que les gains générés dans le temps. D'après la première version de cette loi, les dépenses de l'État devraient augmenter plus par rapport au PNB. Deuxièmement, dans une économie en expansion, le pourcentage des dépenses liées à la consommation publique par rapport au revenu national augmentera. Dans la troisième mention, si un État s'implique dans le développement, son activité doit croître à un rythme dépassant celui de la croissance du PIB par habitant. Dans la quatrième version, la fraction du secteur public, augmente à mesure que le pays passe d'un niveau de revenu par habitant vulnérable à un niveau élevé. Pour finir, la cinquième édition suppose une augmentation du nombre d'employés de l'État par habitant avec le revenu par habitant. Les travaux des auteurs tels que [Ram \(1987\)](#); [Henrekson et Lybeck \(1988\)](#); [Abizadeh et Yousefi \(1988\)](#); [Muller et al. \(1989\)](#); [Dudley et Montmarquette \(1992\)](#), appliquent un modèle en série chronologique pour examiner la recevabilité de la loi de Wagner et obtenir une unanimité. Pour Bernard (1985), l'impact de la hausse du revenu national sur les dépenses de l'État est aussi déterminant que Wagner et bien d'autres le suggèrent, compte tenu de la distinction et de la mesure de l'impact d'autres facteurs moins importants. Pour des auteurs tels que [Musgrave \(1959\)](#); [Barten et al. \(1976\)](#) et [Borcherding \(1977\)](#), les résultats sont tout aussi incohérents.

Selon le théorème de l'électeur médian de [Black \(1948\)](#), la demande et le revenu médians des électeurs déterminent le seuil des dépenses de l'État. Ce qui suppose qu'un seul bien public est couvert par une imposition proportionnelle au revenu. L'application d'un vote majoritaire et la distribution des préférences sur un seul nœud. Le théorème de l'électeur médian peut être vu de deux manières : la redistribution des revenus aux votants médians et la demande de biens publics par ces derniers. La mise en pratique la plus courante pour l'analyse de la hausse des dépenses de l'État suggère que les électeurs médians déterminent le seuil des dépenses de

l'État ([Meltzer et Richard, 1983](#)). Leur principale explication de l'augmentation des dépenses publiques au fil du temps est l'élargissement des droits de vote. En effet, si le revenu des élus est inférieur à la médiane et que le revenu des électeurs est inférieur à la médiane, on privilégiera les prestations de transfert (aides sociales, retraites) et il en est de même si les électeurs médians ont une productivité inférieure à la moyenne, ils ont l'avantage de tirer un revenu du transfert et de choisir de redistribuer, mais vice versa si la productivité individuelle tend à se rapprocher de la moyenne.

Parallèlement, des recherches sont menées pour examiner la hausse des dépenses de l'État due à une fourniture des services publics.

➡ **Explication par l'offre des services publics**

L'une des premières explications ici est celle de la thèse de [Baumol \(1967\)](#) sur la maladie des coûts ou les différences de productivité. Elle développe l'idée selon laquelle, si certaines activités ne permettent pas d'économiser autant de travail que d'autres, et qu'il est le même quel peu importe le secteur dans lequel il est exercé, ces activités absorbent un taux croissant du revenu national. En effet, la production des services publics non marchands montre une légère augmentation de la productivité, ce qui pourrait expliquer l'évolution des dépenses publiques. Même s'il n'y a pas de changement dans l'activité publique, le coût relatif augmentera. Il y a des emplois qui ne peuvent pas sauver la main-d'œuvre tout en réalisant des gains de productivité conséquents, mais cela est possible dans d'autres économies. [Baumol \(1967\)](#) montre ainsi que la partie centrale de l'intervention croissante du gouvernement se concentrait sur des activités telles que le bien-être, la culture, l'éducation et la santé, beaucoup avec peu ou pas de gains de productivité.

Les effets de mobilité [Peacock et al. \(1967\)](#) montrent qu'une augmentation de la dépense publique pendant la guerre a permis de maintenir les dépenses privées à des niveaux plus élevés sur le long terme. Ce dernier est d'avis qu'une telle augmentation de l'activité nationale a des effets tels que le déplacement et la concentration. En cas de guerres et d'incidents de grande ampleur, les gouvernements et le public sont souvent contraints d'être plus sensibles à certains enjeux ; ils ont un effet de contrôle non négligeable. [Bird \(1972\)](#) complète l'article sur les effets de déplacement en soulignant l'évolution limitée par l'effet grillon. L'effet cricket consiste à maintenir des dépenses publiques exceptionnelles qui caractérisent l'effet mobilité lors des crises et des guerres. Le ratio des dépenses spéciales sera maintenu quelque soit le retour de l'économie à une stabilité.

Le pouvoir administratif, élément de la théorie bureaucratique, met l'accent sur le passage de l'échange volontaire par le principe d'impossibilité d'Arrow à la dérive bureaucratique, et un ensemble de logiques individuelles conduit à la rationalité collective. En conséquence, le risque est grand que les décisions publiques qui vont à l'encontre de la démocratie correspondent aux désirs des leaders plutôt qu'à une volonté publique. À certains moments, la classe dirigeante peut utiliser les dépenses publiques pour s'assurer qu'elle atteint ses objectifs et défende ses propres intérêts. Cela peut aussi se traduire par la mobilisation de la théorie bureaucratique qui découle du lien entre le soutien de Weber et les approches bureaucratiques sociologiques et l'analyse commerciale des grandes entreprises transférées au gouvernement.

Le dernier point repose sur la théorie des capacités financières. En fait, certains auteurs examinent les éléments qui augurent les dépenses de l'État, et non leurs déterminants ([Musgrave, 1969](#); [Kau et Rubin, 1981](#)). Selon ces auteurs, le niveau de développement d'un pays affecte sa capacité à percevoir des impôts. De son côté, [Musgrave \(1986\)](#) suggère que les contraintes imposées par la capacité fiscale sont des variables qui déterminent le montant final des dépenses publiques. La théorie repose sur l'idée de [Friedman \(1977\)](#) selon laquelle la capacité à booster les recettes fiscales est étroitement liée à la dimension et la forme du pays, ce qui entraîne une hausse des dépenses de l'État. L'idée principale pour éclairer cette part croissante du public porte sur les changements technologiques, qui conduisent à une baisse du montant des impôts perçus.

Les deux approches sont basées sur un modèle d'équilibre dans lequel l'offre fluctue lorsque la demande est fixe, et la demande s'adapte lorsqu'on considère l'offre seule. Cependant, il existe des approches non traditionnelles qui permettent à la fois l'offre et la demande (c'est-à-dire que la demande est dominante (choix des électeurs) dans certains cas, et la disponibilité du public à déterminer le seuil des dépenses publiques dans d'autres cas. Pour expliquer l'augmentation des dépenses publiques, [Henrekson et Lybeck \(1988\)](#) ont développé un modèle unique pour la période de 1950 à 1983 en Suède, qui diffère des modèles antérieurs en intégrant à la fois l'offre et la demande de biens publics, ces derniers n'étant pas commercialisés. [Trottier \(1996\)](#) qualifie cette méthode de "mixte", car elle reconnaît une adaptation simultanée de la demande, et souligne l'importance de considérer tant les facteurs d'offre que de demande.

Cette approche théorique est appuyée par diverses recherches empiriques examinant l'impact de la dette extérieure sur les indicateurs macroéconomiques.

2.2 Revue de la littérature sur les effets de la dette extérieure

La gestion de la dette extérieure est une préoccupation majeure pour les gouvernements et les économistes des pays en développement. Plusieurs théories économiques ont été avancées pour comprendre les aspects économiques et politiques de la gestion de la dette extérieure. Certaines des théories les plus populaires sur ce sujet comprennent la théorie de l'effet d'éviction, la théorie du cycle de la dette, la théorie de la réaction des créanciers, la théorie des coûts de désendettement, la théorie des solutions de la dette. En outre, des études empiriques explorent des facteurs économiques et politiques tels que les balances commerciales, les taux de change, les taux d'intérêt, la taille économique et les facteurs institutionnels pour comprendre comment les pays en développement gèrent leur dette extérieure. Il est également démontré que la conduite des leaders politiques peut avoir une incidence sur la gestion de la dette internationale, en particulier en relation avec la stratégie de prêt et l'utilisation de financements internationaux. Cette section passe en revue le cadre théorique de la gestion de la dette extérieure, les résultats des recherches empiriques et le rôle des dirigeants politiques dans la gestion de la dette extérieure.

2.2.1 Revue théorique sur les effets de la dette extérieure

Pour expliquer les effets de la dette extérieure, plusieurs théories ont été développées au fil du temps avec des contributions tout aussi importantes les unes que les autres.

➡ La théorie de l'effet d'éviction

La théorie du remplacement a été développée par [Hirschman \(1958\)](#) et a des implications importantes pour les effets de la dette extérieure. Cette théorie suggère que le service de la dette extérieure des pays en développement pourrait affecter négativement les dépenses publiques dans d'autres domaines, entraînant une réduction des investissements et des dépenses sociales.

[Hirschman \(1958\)](#) a déclaré que le remboursement de la dette extérieure pourrait entraîner une réduction de l'espace budgétaire du gouvernement et un changement des priorités de dépenses. Les gouvernements pourraient être contraints de réduire les dépenses dans des domaines clés tels que la santé et l'éducation pour rembourser la dette. [Hirschman \(1958\)](#) a également noté que l'augmentation de la dette extérieure pourrait avoir un impact négatif à long terme sur la performance économique d'un pays, car le service de la dette pourrait entraîner une baisse de l'investissement productif. Les fonds qui pourraient être investis dans des projets productifs sont utilisés pour rembourser la dette, ce qui entraîne une baisse de l'efficacité économique à

long terme.

En résumé, la théorie de l'effet d'éviction souligne les conséquences défavorables du remboursement de la dette internationale sur les dépenses en matière sociale et les investissements productifs dans les nations en voie de développement. Cette théorie a été cruciale pour accroître la prise de conscience des répercussions de la gestion de la dette internationale sur le progrès économique à long terme.

➡ **La théorie du cycle de la dette**

La théorie de la dette circulaire est une théorie économique qui stipule qu'un pays qui emprunte de l'argent pour financer un projet de développement peut tomber dans une spirale de la dette dans laquelle le remboursement de la dette devient de plus en plus difficile et la dette augmente. La théorie de la dette circulaire suggère que les pays en développement peuvent être confrontés à des difficultés économiques à long terme s'ils ne sont pas en mesure d'assurer le service de leur dette extérieure. Les restrictions des dépenses liées au service de la dette et les mesures d'austérité pourraient entraîner une baisse des investissements dans les projets de développement, ce qui pourrait nuire à l'efficacité économique à long terme. Cette théorie a des implications importantes pour la gestion de la dette extérieure.

L'un des principaux auteurs qui ont développé cette théorie est l'économiste mexicain [Prebisch, 1950](#) ; [Prebisch, 1960](#) qui a noté que dans les années 1950 et 1960, les pays en développement connaissaient souvent des cycles d'endettement, des dettes croissantes créant des problèmes de balance des paiements qui rendaient difficile le remboursement. Un autre auteur important dans le développement de la théorie du cycle de la dette est l'économiste américain [Rogoff \(1985\)](#). Dans les années 1980, [Rogoff \(1985\)](#) a averti que les pays surendettés pourraient tomber dans une spirale de la dette dans laquelle les remboursements de la dette entraînent une augmentation de la dette, la rendant plus difficile à rembourser.

En résumé, la théorie du cycle de la dette met en évidence l'impact négatif d'un endettement excessif sur les économies en développement et la nécessité de gérer soigneusement la dette extérieure pour éviter les cycles de la dette.

➡ **La théorie de la réaction des créanciers**

La théorie de la réaction des créanciers est une théorie économique qui suppose que les créanciers réagissent aux problèmes d'endettement du pays emprunteur en ajustant les conditions de crédit et les taux d'intérêt. La théorie de la réaction des créanciers suggère que la gestion de la dette extérieure dépend non seulement des actions des pays emprunteurs, mais aussi

des actions des créanciers internationaux. Les mesures de resserrement budgétaire ou d'austérité mises en place par les pays sur-endettés peuvent donc provoquer une réaction négative des créanciers qui resserrent les conditions de crédit ou augmentent les taux d'intérêt pour se prémunir contre les risques.

L'un des principaux auteurs qui ont développé cette théorie est l'économiste américain [Krugman \(1980\)](#). Dans les années 1980, [Krugman \(1980\)](#) a développé la théorie de la réaction des créanciers pour expliquer pourquoi les créanciers internationaux continuent de prêter aux pays surendettés malgré le risque élevé de défaut. Un autre auteur majeur dans le développement de la théorie de la réaction des créanciers est l'économiste argentin [Calvo \(1990\)](#). Dans les années 1990, [Calvo \(1990\)](#) a élargi la portée de sa théorie pour inclure les réponses des créanciers aux changements financiers et économiques dans les pays emprunteurs, et comment les créanciers peuvent ajuster les conditions de crédit pour se protéger contre le risque.

En résumé, la théorie de la réaction des créanciers souligne l'importance d'une gestion systématique de la dette extérieure et de la coopération entre les pays emprunteurs et les créanciers internationaux pour prévenir la détérioration des conditions de la dette.

➡ La théorie des coûts de désendettement

La théorie du coût de la dette est une théorie économique qui soutient que le processus de désendettement peut être coûteux pour les pays emprunteurs, en particulier face à des taux d'intérêt élevés et à des conditions de crédit défavorables. La théorie du coût de la dette met l'accent sur la nécessité pour les pays emprunteurs de gérer activement leur dette afin d'éviter de tomber dans une crise de la dette difficile à surmonter. Cette gestion active comprend la mise en œuvre de politiques budgétaires et monétaires saines, la diversification des sources de financement et la négociation de conditions de prêt favorables avec les créanciers internationaux.

L'un des principaux auteurs qui ont développé cette théorie est l'économiste américain [Rogoff \(1985\)](#). Dans les années 1990, [Rogoff \(1985\)](#) a émis l'hypothèse que le coût du désendettement serait élevé pour les pays emprunteurs, compte tenu de la difficulté à lever des fonds pour assurer le service de la dette, des sorties d'impôts nécessaires au service de la dette et du ralentissement économique qui en résulterait. Un autre auteur majeur dans le développement de la théorie des coûts de désendettement est l'économiste canadienne [Reinhart \(2000\)](#). Dans les années 2000, [Reinhart \(2000\)](#) a examiné les coûts historiques des processus d'allègement de la dette de nombreux pays et a constaté que ces processus étaient souvent longs et coûteux, avec des conséquences économiques et politiques durables pour les pays concernés.

En résumé, la théorie du coût de la dette met en évidence les risques importants liés à la gestion de la dette extérieure d'un pays emprunteur et souligne l'importance d'une gestion prudente et pro-active pour minimiser ces risques.

➡ **La théorie du règlement de la dette**

La théorie du règlement de la dette est une branche de la finance internationale axée sur la gestion des dettes extérieures des pays. Cette théorie comprend de multiples approches et contributions d'auteurs clés. Certaines des principales contributions sont énumérées ci-dessous.

— **Théorie de la faillite d'État**

Cette théorie a été développée par les économistes [Rogoff \(1985\)](#) et [Reinhart \(2000\)](#). Il est basé sur l'idée qu'un excès de dette publique peut conduire à l'insolvabilité nationale, un état dans lequel la dette est trop élevée pour que le pays puisse la rembourser. Cette théorie montre que de telles faillites ont des conséquences économiques et politiques potentiellement dévastatrices.

— **L'approche à ressources limitées**

Cette approche a été développée par les économistes [Gelb et Riddle \(2013\)](#). Cela met en lumière le fait que les pays en développement disposent de ressources limitées pour assurer le service de leur dette extérieure. Selon cette approche, la gestion de la dette devrait se concentrer sur la réduction des coûts et la maximisation des rendements afin que les pays puissent éviter de s'endetter au-delà de leurs moyens.

— **Théorie de la conditionnalité**

Cette théorie a été développée par les économistes [Krueger et Musa \(2000\)](#). Cela souligne l'importance de conditionner les programmes de prêts. Selon cette approche, les prêteurs imposent des conditions strictes aux pays emprunteurs pour s'assurer que les fonds sont utilisés efficacement et que les réformes nécessaires sont mises en œuvre pour soutenir la croissance économique et améliorer la situation financière des pays emprunteurs.

— **Approche d'allègement de la dette**

Cette approche a été développée par les économistes [Sachs et Williamson \(1985\)](#). Il souligne la nécessité de réduire le fardeau de la dette pour les nations en développement dont la dette est insoutenable. Selon cette approche, les pays développés devraient accorder un allègement de la dette afin que les pays en développement puissent se concentrer sur la croissance économique et la réduction de la pauvreté.

En résumé, la théorie des solutions de la dette est un domaine important de la finance

internationale qui nécessite une approche intégrée de la gestion des dettes extérieures des pays. Les contributions des auteurs principaux ont aidé à développer des approches théoriques et pratiques pour aider les pays dans la gestion de la dette. Ces théories ont évolué au fil du temps et sont constamment affinées et remises en question par les auteurs et théoriciens de l'économie. De plus, les différences observées au niveau théorique existent aussi au niveau empirique.

2.2.2 Revue empirique sur les effets de la dette extérieure

Bon nombre de travaux économétriques ont été développés afin d'analyser le lien entre la dette et quelques indicateurs macroéconomiques. A cet effet, nous présentons dans cette section quelques travaux empiriques qui se sont intéressés à cette relation. La plupart des travaux centrent leur analyse sur la variable macroéconomique croissance (PIB) dont les composantes sont : l'investissement, la consommation finale, les exportations, la variation des stocks et les importations. La hausse de la consommation finale annote principalement la croissance économique. Effectivement, l'indice de fiabilité des consommateurs rebondir comme un bon présage de la croissance faisant en sorte qu'on s'attende à une consommation plus importante à l'avenir. Cependant, le développement des firmes est un virage important vers la production qui contribue à augmenter la capacité et la productivité.

Comme mentionnée plus haut, la gestion efficace de la dette internationale est cruciale pour les nations en voie de développement. Cette revue de la littérature empirique examine les divers effets de la gestion de la dette extérieure et les principaux auteurs qui ont étudié ces effets. La gestion de la dette extérieure peut avoir des effets positifs ou négatifs sur les économies des pays en développement. Les effets positifs peuvent inclure :

- Vulnérabilité réduite aux impacts externes : Une gestion avisée de la dette peut réduire la vulnérabilité d'un pays aux variations des marchés financiers mondiaux ;
- Stimuler la croissance économique : Une gestion efficace de la dette peut stimuler la croissance économique en libérant des ressources pour des investissements dans des domaines prioritaires ;
- Optimiser la gestion de leur endettement : Les pays peuvent renforcer la fiabilité de leurs stratégies économiques et rehausser leur réputation auprès des marchés financiers mondiaux.

La croissance économique durable est une préoccupation majeure de toutes les économies, en particulier des pays en développement ([Theys, 2020](#)), qui sont structurellement confron-

tés à des déficits budgétaires et à des remboursements élevés de la dette. Par conséquent, certains économistes ont cherché à utiliser une variété de données et de méthodes pour étudier la charge de l'endettement extérieur comme moyen de développement économique. L'application de départ était d'examiner la nature du lien entre l'endettement extérieur et la croissance. Les aboutissements ne nécessitent point de consentement unanime et restent concurrents. Au regard donc des différentes conclusions présentent dans la littérature, l'impact de la dette extérieure sur la croissance peut être divisé en deux décisions (Kra, 2020) :

La première division de l'effet de l'endettement extérieur met en exergue un effet positif sur la croissance en ce sens que, la dette extérieure en tant que flux de capitaux a un effet positif sur l'épargne, l'investissement et la croissance (Diallo, 2007). Cette justification signifie que le financement étranger complète l'épargne intérieure. Le résultat final est un investissement accru et une croissance automatique. La seconde penche plutôt pour un effet négatif dans la mesure où, la mobilisation de la dette remplace l'investissement et l'épargne. Cependant, lorsque l'endettement dépasse les capacités de remboursement du pays, cela aura un impact néfaste sur la croissance.

Une autre division peut être faite. En regroupant les deux tendances ci-dessus, on se rend compte que ce lien peut ne pas être linéaire. Ce qui revient encore à confirmer l'existence de la courbe de Laffer de la dette.

Ainsi, nous développons ci-dessous les différents travaux relatifs aux différentes conclusions sur l'effet de la dette sur la croissance économique.

➡ **Existence d'une relation positive**

De manière théorique et même pratique, le recours des États à la dette extérieure est largement justifié dans la littérature et le modèle de référence pour justifier l'effet positif de la dette extérieure est celui de Harrod (1948) et Domar (1946). Ce modèle maintient l'hypothèse de la complémentarité des facteurs. De ce fait, si l'on part du principe que l'endettement est bénéfique pour une hausse du capital physique et par là la croissance économique, on remarque que pour sa réalisation, le crédit étranger doit être investi dans des projets productifs qui permettront aux pays de s'assurer que sa dette sera remboursée à son échéance. Un financement et des besoins de financement insuffisants entraînent des dettes pour combler le fossé entre le travail et les ressources. Au fur et à mesure que la production augmente, les taux d'épargne et d'investissement augmentent. En conséquence, l'afflux de capitaux externes permet une production durable. Et les économies en développement ont une avidité vis-à-vis de l'extérieur car

non seulement l'épargne intérieure mais aussi les marchés financiers sont faibles.

Ces effets sont largement justifiés dans la littérature par les travaux des auteurs notamment [Roubini et Setser \(2004\)](#) ont examiné l'impact de la dette extérieure sur la croissance économique des pays exportateurs de pétrole. Ils ont conclu qu'une gestion prudente de la dette extérieure combinée à des mesures de réforme structurelle pourrait conduire à une croissance économique plus forte. De même, [Coricelli et Jazbec \(2004\)](#) ont étudié l'impact de la dette extérieure sur la croissance économique de la Croatie. Ils ont conclu que la gestion de la dette aide à éviter les problèmes d'endettement et favorise la croissance économique à long terme. [Allegret et Benkhodja \(2008\)](#) ont étudié l'impact de la dette extérieure sur la croissance économique de la Tunisie. Il a conclu qu'en raison d'une gestion stricte de l'endettement et des politiques économiques strictes, l'emprunt extérieur n'a pas eu d'impact significatif sur la croissance économique.

[ES-sounboula et Hefnaoui \(2019\)](#) s'intéressent à la problématique de l'impact de la gestion de la dette extérieure sur les agrégats macroéconomiques au Maroc sur la période 1998-2017. La méthodologie employée repose sur le VAR structurel. Ils montrent que la dette extérieure du Maroc a un impact positif sur la croissance du PIB. Ce résultat soutient la théorie de [Patillo et al. \(2002\)](#) selon laquelle l'emprunt rationnel de la dette contribue à stimuler la croissance du pays. Cela signifie qu'en rationalisant le système d'endettement extérieur, le Maroc peut en tirer davantage profit. Cette relation positive et l'impact significatif de la dette extérieure sur la croissance économique est la gestion agressive de la dette extérieure introduite par le Maroc depuis 1996 dans le but d'atténuer les risques et de réduire le poids et les coûts de la dette.

[Ahmed et al. \(2021\)](#) étudient l'impact de la dette extérieure sur la croissance économique de la République de Djibouti sur la base d'une modélisation ARDL entre 1987 et 2017. Les conclusions montrent que lorsque l'endettement est considéré en valeur nominale, elle a un impact positif significatif sur la croissance économique. Mais si l'estimation est basée sur la valeur actuelle nette de la dette, cet effet sera faible et statistiquement moins significatif. Ces résultats, contrairement à l'intuition et à la théorie, conduisent à conclure que le financement à des conditions favorables est moins judicieux et efficace que le financement à des conditions plus restrictives à taux variable.

Pour conclure cette section, nous notons que la dette extérieure ne favorise la croissance que lorsque certaines conditions sont remplies :

- La productivité du capital emprunté doit être supérieure à son coût. De plus, ce capital ne doit pas décourager les épargnants dans les pays où les taux d'épargne sont trop bas. Cette disposition est liée au démêlé entre la substituabilité et la complémentarité des ressources extérieures ([Lajili, 2015](#));
- Il faut également s'assurer que ces ressources externes soient bien placées en capital productif. L'utilisation pour une consommation improductive réduit leur impact sur la croissance et rend plus difficile le respect des contraintes de retour sur investissement ;
- Et enfin, il est également important de noter qu'une partie de la dette extérieure doit être utilisée pour le développement des exportations. Ceux-ci permettent au pays de libérer la devise nécessaire pour rembourser l'échéance.

Il est important de noter que même si de nombreuses études ont montré que la dette extérieure a un impact positif sur la croissance économique, il existe cependant une autre majorité des auteurs qui soupçonnent qu'une gestion inadéquate de la dette peut entraver la croissance économique.

➡ **Existence d'une relation négative**

Sur la base de ces travaux qui penchent pour un lien positif entre la dette extérieure et la croissance, il s'est développé dans les années 2000 une vague de travaux qui pour leur part penche plutôt pour un lien inverse.

D'entrée de jeu, [Osei \(2000\)](#) se concentre sur l'effet de l'endettement du Ghana sur sa croissance économique de 1983 à 1990 et aboutit à la conclusion que l'endettement est un obstacle à la croissance de l'économie du Ghana. [Barungi et Atingi \(2000\)](#) analysent les problèmes dette extérieure en Ouganda de même que leur impact sur une croissance durable. Ils découvrent que le règlement de dette est la principale cause du ralentissement de la croissance économique. [Yapo \(2001\)](#) a mené une recherche empirique des déterminants de la dette dans les PPTE. Il remarque qu'en Côte d'Ivoire le sur-endettement n'avait pas d'impact positif sur sa croissance et conclu à un effet pervers de la dette sur la croissance. Au Sénégal, [Dumont et Mesplé-Somps \(2001\)](#) ont montré en utilisant un MEGC dynamique et séquentiel, et une matrice de comptabilité sociale sénégalaise que la dette publique affaiblit la compétitivité extérieure du Sénégal. Pour la Turquie la conclusion est la même avec [Karagol \(2002\)](#) qui a mis en lumière l'impact néfaste du remboursement de la dette sur la croissance en Turquie, à la fois à LT et à CT de 1956 à 1996.

Du côté des pays en développement, l'analyse est faite par [Patillo et al. \(2002\)](#). Il s'agit

d'un groupe de 93 pays en développement qui a été interrogé entre 1969 et 1998 pour identifier les niveaux de dette. En utilisant les MCO, les variables instrumentales, les effets fixes et les moments généralisés, les auteurs constatent un effet néfaste de la dette sur la croissance pour une valeur actuelle nette dépassant 35 % à 40 % du PIB ou alors 160 % à 170 % des exportations. [Clements et al. \(2003a\)](#) s'intéressent pour leur part uniquement aux pays à faible revenu sur la période 1970-1999 et trouvent des seuils d'endettement moins élevés que chez [Patillo et al. \(2002\)](#). En utilisant la même méthodologie, leurs résultats montrent que la dette extérieure au-dessus du seuil en valeur nominale de 50 % du PIB et en valeur actuelle nette de 20 % à 25 % du PIB ralentit la croissance économique. Pour [Mendoza et Oviedo \(2003\)](#), la part marginale de l'endettement diminue et passe de 50,5 % à négative, de sorte que lorsque la dette augmente de 1 point de PIB, elle croît par rapport au niveau d'endettement extérieur de 27,1 % du PIB et le taux de croissance baissera de 0,18 point. De plus, partant d'une analyse descriptive en Inde, [Rangarajan et Srivastava \(2004\)](#) établissent que les déficits primaires structurels combinés aux règlements des intérêts sur l'endettement ont un impact négatif sur la croissance.

L'analyse des canaux par lesquels l'endettement entrave la croissance est faite par [Patillo et al. \(2004\)](#). Avec un échantillon de 61 États en développement de 1969 à 1998, ils montrent que le résultat négatif de l'endettement sur la croissance est dû à celui sur l'accumulation de capital physique et la productivité totale des facteurs. Cette fois sur un échantillon de 79 pays en développement, et en prenant en compte l'impact de la qualité des institutions et politiques sur la relation entre endettement et croissance, [Cordella et al. \(2005\)](#) ont constaté que la dette nationale avec de meilleures politiques et institutions a un impact négatif sur la croissance au-delà d'un certain seuil de l'endettement, estimé entre 15 % à 30 % du PIB. Ailleurs, ce résultat a été relevé à des niveaux d'endettement de 10 % du PIB. Ce résultat est contesté par [Wijeweera et al. \(2005\)](#) qui en mettant l'accent sur la relation entre la croissance économique du Sri Lanka et la restructuration de la dette au cours de la période 1952-2002, montre que le Sri Lanka peut ne pas avoir le problème du sur-endettement et ne pas se voir attribuer une part élevée de la dette totale. [Tanimoune et al. \(2005\)](#), insèrent leur analyse dans la concordance avec la théorie du sur-endettement. En effet, en s'inspirant de la méthode de [Hansen \(1982\)](#), ils réussissent en quelque sorte à trouver l'effet de seuil du taux d'endettement national de 83 % en mettant l'accent sur l'efficacité des politiques budgétaires des pays de l'UEMOA pour la période 1986-2002. Toujours dans les pays en développement, [Drine et Nabi \(2010\)](#), ont étudié la dette extérieure et l'efficacité de la production des États en développement et ont appliqué la technique de

restriction de la production probabiliste dans un échantillon de 28 États en développement de 1970 à 2002. De leurs résultats, on peut voir que l'augmentation de la dette extérieure de 1 % réduit l'efficacité de la production de 2,5 %, et l'augmentation de la proportion de l'endettement public dans la « dette extérieure » accroît l'efficacité de la production de 1,3 %.

En Guinée, [Diallo \(2007\)](#) s'inspire du modèle de [Patillo et al. \(2002\)](#) pour examiner la relation entre la dette extérieure et le développement économique. Sa méthodologie est basée sur la cointégration comme technique sur les séries temporelles avec un MCE (modèle à correction d'erreur) de 1972 à 2005. Son analyse montre que le taux d'endettement est négativement corrélé à la croissance du PIB par habitant et par là au développement économique. De leur côté, [Wijeweera et al. \(2007\)](#) trouvent un équilibre à LT entre les variables sans impact significatif du remboursement de l'endettement sur la croissance au Sri Lanka sur la période 1952-2002. Sur la base d'un panel de 114 États en développement, [Presbitero \(2008\)](#), montre que la relation entre l'endettement et la croissance nationale découle des institutions et politiques dans les pays. Sur la période de 1988 à 2001, [Ferreira \(2009\)](#) centre son analyse sur les seuls taux de croissance annuels pour 20 pays de l'OCDE et montre que la hausse des taux d'obligation impacte négativement la croissance en ce sens que les obligations d'État élevées ralentissent cette dernière et qu'une croissance discutable augmente les obligations. [Checherita-Westphal et Rother \(2010a\)](#) en s'intéressant à la relation entre les obligations d'un pays et la croissance, consultent 12 États dans la zone euro pour de 1970 à 2011. Ils distinguent la croissance annuelle et trouver une relation en U inversé entre la croissance économique et les obligations d'État avec un seuil de 70 % à 80 %.

Bien que certaines recherches corroborent l'idée de seuils de dette publique inférieurs à 90%, d'autres, comme Irons et Bivens en 2010, ont remis en question ces conclusions en raison du manque de données pour les niveaux de dette supérieurs à 90% aux États-Unis. De plus, d'autres chercheurs tels que Ferguson et Johnson en 2011, Minea et Parent en 2012, Baglan et Yoldas en 2013, Pescatori et al. en 2014, et Égert en 2015 ont également contribué au débat.

Sur la base des travaux de [Reinhart et Rogoff \(2010\)](#), qui ont utilisé une analyse de corrélation sur un panel de 20 États développés sur la période 1946-2009 pour trouver un effet négatif de la dette extérieure supérieure au seuil de 90 % et la croissance économique. Ce résultat, basé sur une approche statistique descriptive simple, a déclenché un flot d'études empiriques utilisant diverses techniques économétriques, et les résultats ont suscité de nombreuses controverses. Bien que certaines recherches corroborent l'idée de seuils de dette publique infé-

rieurs à 90% ([Caner et al., 2010](#) ; [Checherita-Westphal et Rother, 2010a](#) ; [Kumar et Woo, 2010](#) ; [Lin, 2014](#)), d'autres, comme [Irons et Bivens \(2010\)](#), ont remis en question ces conclusions en raison du manque de données pour les niveaux de dette supérieurs à 90% aux États-Unis. De plus, d'autres chercheurs tels que [Ferguson et Johnson \(2011\)](#), [Minea et Parent \(2012\)](#), [Baglan et Yoldas \(2013\)](#), [Pescatori et al. \(2014\)](#), [Égert \(2015\)](#) ont également contribué au débat.

En effet pour des auteurs comme : ([Checherita-Westphal et Rother, 2010b](#) ; [Kumar et Woo, 2010](#) ; [Pescatori et al., 2014](#) ; [Eberhardt et Presbitero, 2015](#) ; [Chudik et al., 2017](#)), les études empiriques se sont principalement concentrées sur l'étude de la relation non linéaire concave entre la dette publique et la croissance économique. Pour ([Panizza et Presbitero, 2012](#), [Panizza et Presbitero, 2013](#) ; [Di Sanzo et Bella, 2015](#) ; [Gómez-Puig et Sosvilla-Rivero, 2015](#)), l'accent est mis sur la relation causale entre la dette nationale et la croissance économique. Tandis que pour ([Greiner, 2011](#) ; [Kourtellos et al., 2013](#) ; [Pan et Wang, 2013](#) ; [Sharpe, 2013](#) ; [Marchionne et Parekh, 2014](#)) c'est l'influence d'autres variables institutionnelles et macroéconomiques interférant sur la relation entre l'endettement public et la croissance économique qui est prise en compte.

Toujours du côté des pays de l'OCDE, [Cecchetti et al. \(2011\)](#) ont à l'aide d'un échantillon de 18 pays de l'OCDE de 1980 à 2010, étudié des données annuelles sur le revenu par habitant et les taux d'endettement dans le secteur réel. L'application de la méthode en seuil aux panels dynamiques, montrent que la dette publique impacte négativement la croissance économique au-dessus 85 % de la croissance. [Jalles \(2011\)](#) intègre la dimension corruption dans son analyse pour étudier l'impact de la corruption et des interactions de la dette extérieure sur la croissance de 72 pays de 1970 à 2005. En utilisant des spécifications dérivées de la fonction de production néoclassique, il montre en fait que le fardeau de la dette, qui a un impact négatif sur la croissance au-delà, est important dans les pays à faible corruption. Par ailleurs, [Medeiros \(2012\)](#), montre que la capacité des pays de l'Union européenne à augmenter leur solde primaire ne peut pas suivre l'augmentation de la dette.

L'attention est portée du côté de l'analyse des déterminants de la dette extérieure au Togo avec [Agbere \(2012\)](#), qui constate que la croissance du PIB dans ce pays évolue dans le sens inverse de la dette nationale correspondant à un pourcentage significativement négatif. Si le taux de croissance du PIB augmente de 10 %, le taux d'endettement extérieur chutera à 0,102 à long terme. Et si la croissance du PIB est relativement élevée, la dette du pays diminuera. Pour lui, performances macroéconomiques tendent à limiter dans une certaine mesure l'utilisation de

l'effet de levier. [Afonso et Jalles \(2013\)](#) ont utilisé des panels plus larges de 155 pays industriels et émergents entre 1970 et 2008. Ils soulignent l'impact négatif des taux d'endettement sur la croissance lorsque le taux d'endettement initial est élevé. Lorsque le ratio d'endettement sur la croissance excède 90 %, l'augmentation de 10 % de ce ratio ramènera la croissance à 0,27 % mais à 0,08 % dans les pays avec un taux d'endettement de 30 à 60 % au départ. Ils estiment les limites d'endettement et au-delà, l'impact de l'augmentation des taux d'endettement sur la croissance sera significativement négatif, 79 % dans les États émergents et 58 % en zone euro. [Baum et al. \(2013\)](#), analysent la non linéarité de l'endettement public par rapport à la croissance du PIB dans 12 États de 1990 à 2010. Cependant, à partir de 67 % de la croissance, et diminue jusqu'à être nul. Et lorsque le taux d'endettement dépasse 95 %, un endettement élevé impacte négativement l'activité économique.

Prenant en compte le rôle des institutions, [Cadoret et al. \(2014\)](#) étudient l'effet à LT de l'endettement public sur l'évolution du PIB par habitant sur un échantillon de 32 pays entre 1994 et 2011. Les résultats les plus importants sont : Si l'on ne tient pas compte le cadre institutionnel, l'impact du seuil de la dette se traduit par un ratio d'endettement de 60 % dans les pays hors zone euro et de 70 % dans les pays de la zone euro rapporté au PIB ; l'impact de l'historique de la dette semble être plus important que l'impact des niveaux d'endettement. La prise en compte de la source juridique et de l'attribut institutionnel change de manière plus significative le caractère du lien qui existe entre l'endettement et la croissance. Cet impact négatif du développement des obligations sur la croissance se voit atténué par l'action de gouvernance. Cet effet néfaste n'est perceptible que dans les juridictions françaises et socialistes. Les conclusions d' [Abdelhafidh \(2014\)](#) et [Faye et Thiam \(2015\)](#) sont tout aussi les mêmes à savoir : l'impact de la dette sur la croissance a été négatif à LT et à CT. L'emploi de l'endettement public, notamment extérieur, dans capital accumulé se traduira de manière positive sur la consommation, l'investissement et par là la production, en aggravant les lacunes de la balance courante. A l'inverse, les obligations d'État générées sur le marché domestique auront un impact négatif sur le total, mais amélioreront le déficit du compte courant.

[Caraus \(2016\)](#), analyse la possibilité pour une économie de se passer de la dette tant bien qu'elle-même créait la dette. Sa conclusion est que, l'accent mis sur la contingence et la contestabilité de la dette augmente la résistance à la dette et la résistance au système néolibéral lui-même. [Ruhangamuza \(2018\)](#) évalue l'impact de la dette publique sur l'investissement public et privé sur les économies de la CEPGL et de ses pays membres des pays. Après une

analyse basée sur les tests des effets individuels et test de spécification de Hausman, il conclue que l'investissement public a un effet positif sur l'investissement privé et vice versa. Les stocks de dette publique et garantie par l'État ont un impact négatif sur l'investissement privé, par opposition à une relation positive avec l'investissement public. Pour ce qui est du remboursement de l'emprunt public garanti par le gouvernement, cela a un impact négatif sur l'investissement, par opposition à son impact sur l'investissement privé à long terme.

L'analyse des effets de l'annulation de la dette est aussi interrogée par [Kombo \(2019\)](#). Sur la base d'un panel de 2002 à 2017 analysés en GMM, il analyse l'impact de l'allègement de la dette et de la qualité institutionnelle sur la croissance économique des pays de la CEMAC. Les conclusions sont qu'un allègement de l'endettement public n'affecte pas la croissance. Ces résultats montrent également que la qualité du système (mesures anti-corruption) a un impact positif sur la croissance. [Bentour \(2020a\)](#), examine la relation entre l'endettement public et la croissance à court terme, à travers des multiplicateurs de dépenses et l'impact de l'accumulation de dette publique sur la taille des multiplicateurs de dépenses, ainsi que les effets du cycle économique en adoptant la méthodologie SVAR, pour un échantillon de 18 pays de l'OCDE. L'étude conclut que si la dette publique évince l'investissement privé et entraîne une baisse des taux de croissance en période d'expansion économique, la dette publique a un impact positif sur la croissance en période de récession.

En somme, la recherche sur l'impact de la gestion de la dette extérieure est vaste et diversifiée, y compris des recherches approfondies sur les impacts économiques, financiers et sociaux. Cependant, il existe des lacunes notables dans la littérature critique et les études ne tiennent pas compte des profils de leadership politique.

2.2.3 Limite de la littérature

De nombreux chercheurs se sont concentrés sur l'impact économique de la gestion de la dette extérieure, y compris la croissance économique, la réduction de la pauvreté et les inégalités sociales. Ces études ont mis en évidence l'impact négatif de la dette sur l'économie et la nécessité de politiques de gestion de la dette pour atténuer l'impact négatif de cette dette sur le développement économique ([Afonso et Jalles, 2013](#) ; [Bentour, 2020b](#)). D'autres recherches se sont concentrées sur les implications financières de la gestion de la dette extérieure, tels que le coût de la dette pour les pays emprunteurs, les taux d'intérêt et la volatilité du marché financier. Ces études soulignent l'importance de la gestion de la dette comme outil de stabilisation finan-

cière et macroéconomique ([Caraus, 2016](#)). Pour des recherches plus approfondies, les facteurs institutionnels sont la problématique dans la gestion de la dette extérieure ([Cooray et al., 2017](#); [Benfratello et al., 2018](#); [Njangang, 2018](#)).

Cependant, toutes ces études n'ont pas pris en compte les profils des dirigeants politiques. Pourtant, l'économie a également des théories traitant de la relation entre les profils des dirigeants politiques et la gestion de la dette extérieure, en particulier la théorie de la réélection, la théorie de l'expertise et la théorie de la pression des créanciers.

La théorie de la réélection est une théorie politique qui promeut l'idée que les politiciens cherchent à se faire réélire en prenant des mesures qui plaisent à leur circonscription. Selon cette théorie, les dirigeants politiques cherchent souvent à maximiser leurs chances de réélection, et peuvent donc être incités à emprunter à court terme pour financer des projets populaires qui ont un impact à court terme sur l'économie. Cela pourrait conduire à l'accumulation d'importantes dettes extérieures qui pourrait nuire à l'économie du pays à long terme. Les auteurs de cette théorie soutiennent que les politiciens sont motivés par la poursuite de l'intérêt personnel et cherchent à se faire réélire en répondant aux demandes des électeurs. Pour ce faire, ils prennent des positions qui attirent de nouveaux électeurs tout en conservant le soutien des électeurs actuels ([Downs, 1957](#)).

Par ailleurs, d'autres ont fait valoir que les politiciens sont motivés par la poursuite du pouvoir et que la réélection est un moyen essentiel d'y parvenir. Les politiciens poursuivent donc des politiques qui sont politiquement bénéfiques plutôt que socialement bénéfiques et peuvent aller à l'encontre de l'intérêt public ([Buchanan et Tullock, 1965](#)). De même, axée sur le rôle de la bureaucratie en politique, une théorie du budget maximum, stipule que les agences gouvernementales ont tendance à gonfler leurs budgets pour se protéger des coupes budgétaires à court terme. L'idée est que l'objectif principal des politiciens est de conserver les électeurs, ce qui pourrait entraîner des dépenses supplémentaires non directement liées à la sécurité sociale ([Niskanen, 1971](#)). L'économiste américain [Lee \(1988\)](#) a contribué à la théorie de la réélection en proposant l'idée selon laquelle les politiciens sont motivés non seulement par la survie politique mais aussi par la richesse. Des gains économiques peuvent être réalisés en adoptant des politiques qui favorisent certaines industries et certains groupes d'intérêts. En fin, les politiciens sont choisis non pas en s'appuyant sur une analyse économique rigoureuse mais en proposant des politiques qui « correspondent » aux aspirations des électeurs. Ils ont tendance à critiquer le marché et à soutenir les solutions gouvernementales même lorsqu'elles sont inefficaces ([Caplan,](#)

1999).

La théorie de l'expertise suppose que l'expertise est acquise par une pratique intensive et répétée et par le développement de connaissances et de compétences spécifiques à un domaine. Ces connaissances peuvent être utilisées pour résoudre des problèmes complexes sur le terrain en utilisant des mécanismes de raisonnement avancés et la capacité de trouver rapidement des erreurs et de les résoudre efficacement. Les auteurs testant cette théorie soulignent l'importance de l'expertise dans la gestion de la dette extérieure. Les dirigeants politiques ayant une expertise en économie peuvent être en mesure de prendre des décisions éclairées sur le financement par emprunt extérieur (Sternberg, 1985 ; Ericsson et al., 1993 ; Ericsson et Lehmann, 1996).

Sur cette base, il est évident que les politiques économiques et budgétaires sont étroitement liées aux décisions politiques des chefs d'État et de gouvernement. Ainsi, les décisions de gestion de la dette sont souvent fondées sur les objectifs politiques de ceux qui sont au pouvoir ou sur les intérêts de l'élite des affaires du pays. Enfin, les études sur la gestion de la dette extérieure ne tiennent pas compte du profil des dirigeants politiques, ce qui limite la compréhension des facteurs qui influencent les décisions en matière de dette extérieure. Pour bien comprendre l'impact de la gestion de la dette extérieure, il est important que les recherches incluent une analyse le profil du dirigeant politique, des objectifs et des intérêts des dirigeants politiques.

Conclusion

Les niveaux de dettes élevées en Afrique centrale soulèvent une véritable préoccupation pour les économies de cette zone. En effet, selon la Banque africaine de développement, la dette extérieure de l'Afrique centrale est passée de 48 % du PIB en 2019 à 54 % en 2020, avec des pays atteignant souvent 105 %. La ventilation de la dette montre que la dynamique de la dette est principalement causée par des taux de change cumulés plus faibles, des taux d'intérêt plus élevés et des déficits primaires plus élevés. Toutefois, la forte croissance enregistrée au fil des ans a contribué à ralentir le rythme de croissance des ratios d'endettement. Les autres principaux moteurs de la dynamique de la dette sont associés à une inflation élevée, à une gouvernance faible, aux dépenses de sécurité et à la mobilisation de faibles revenus. En 2016, la croissance du produit intérieur brut (PIB) réel de la région était inférieure de 0,8 % à celle de l'année précédente. Cependant, la croissance en Guinée équatoriale reste négative, mais des améliorations sont observées. En fait, certains exportateurs de matières premières ont souffert des conséquences de la détérioration des termes de l'échange en 2016. Avant la pandémie, la Banque mondiale prévoyait une croissance du PIB réel de l'Afrique centrale de 3,5 % en 2020.

Depuis, le taux a été révisé à -2,5 % avec une perte de 6,1 points de pourcentage et -4,3 % pour le cas le plus pessimiste soit une perte de 7,8 points. Cependant, le stock de la dette extérieure totale des pays d'Afrique centrale continue de croître de manière significative. En effet, le stock total de la dette extérieure de l'Afrique centrale, qui dépassait 41,54 % du PIB en 2008, est tombé à 30,21 % en 2014 et a augmenté de façon exponentielle à 41,99 % en 2020. Autrement dit, il a augmenté de plus de 45 % par rapport à 2012. On peut également observer que Sao Tomé et Príncipe a la dette extérieure totale la plus élevée entre 2008 et 2020, suivi du Congo, de la Centrafrique, du Gabon, du Tchad, de la République démocratique du Congo et enfin du Cameroun.

Cet état des lieux de la dette extérieure en Afrique centrale nécessite une analyse détaillée pour apporter quelques éléments de réponse aux nombreuses questions posées par les actions économiques actuelles des pays de la région. Le chapitre suivant, aborde ce sujet d'un point de vue macroéconomique.

Chapitre 2

Analyse des effets de la dette extérieure sur la croissance en Afrique centrale

Introduction

Le développement rapide de l'économie calqué sur les modèles des pays développés met l'Afrique en marge de cette discipline malgré le fait que les années 1970 et 2000 soient considérées comme des années de réjouissance en Afrique. Mais suite de la chute du prix des matières premières en 2014, qui a entraîné une baisse de la croissance économique d'une moyenne de 5 % entre 2000 et 2014 à 3,1 % entre 2015 et 2019 ; les doutes ont repris place dans les esprits quant à la capacité des pays africains à maintenir des niveaux de croissance élevés pour atteindre le statut de pays développés. Or le processus de développement économique a entraîné un important besoin de financement (pour la construction d'infrastructures, des services publics, etc.), dont la majeure partie est couverte par la dette, en particulier la dette publique. Par conséquent, le montant de l'encours de la dette publique en Afrique était de 1,33 billion de dollars en 2018, soit 57 % du PIB du continent et 1,06 billion de dollars par habitant, traduisant une augmentation par rapport au début des années 2010. Cette augmentation pose des questions sur l'administration de l'endettement dans les États africains au même titre que sur la préoccupation du financement des processus de développement. Cet enjeu est d'autant plus important que d'importants allègements de dette publique ont été accordés dans les années 2000 en Afrique en général, notamment en Afrique centrale. Il est question dans ce chapitre de faire une analyse macroéconomique de la gestion de la dette extérieure en Afrique centrale. L'atteinte de cet objectif passe par la présentation dans un premier temps des performances macroéconomiques des pays d'Afrique centrale puis le rôle de la gestion de la dette extérieure dans la relation dette extérieure et croissance (Section 1), et pour conclure l'analyse proprement dite qui se décline par la présentation de la méthodologie mobilisée, les résultats et leurs interprétations (section 2).

Section 1 : Dynamique de la dette et performances macroéconomiques des pays d'Afrique centrale

1.1 Faits stylisés

Afin de bien analyser la dynamique de l'évolution du taux d'endettement public national, la fluctuation du ratio dette publique/PIB peut être décomposée en plusieurs facteurs à savoir : croissance économique, solde budgétaire, dette des entreprises publiques, taux d'intérêt, taux

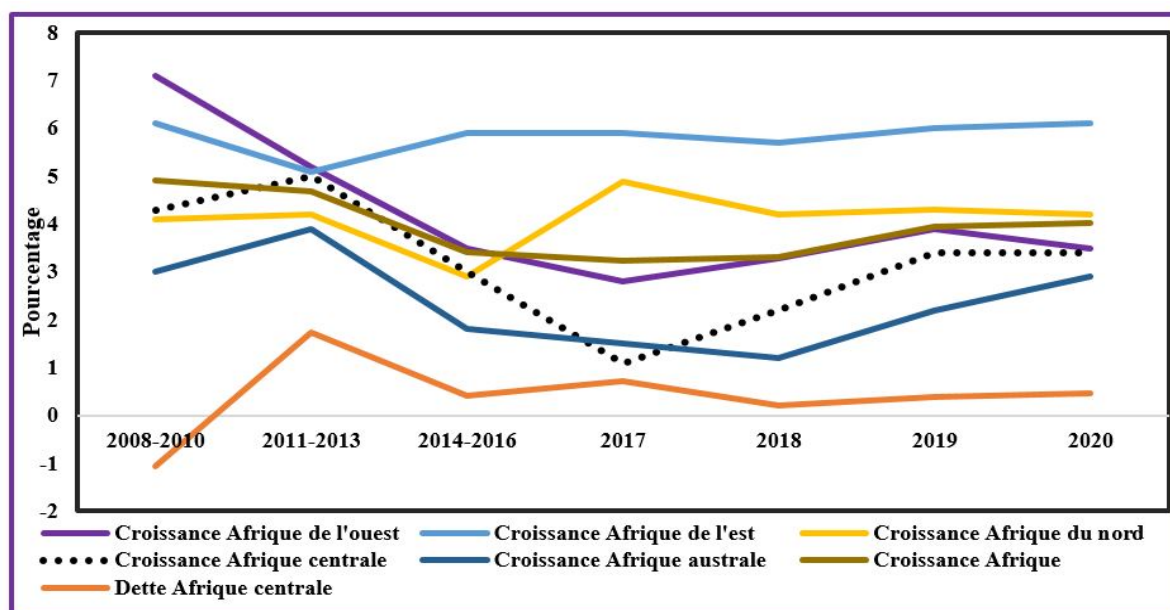
de change, et autres éléments (Barat et Ehrhart, 2020). Les variables supplémentaires comme l'inflation et le solde du compte courant Butkus et Seputiene (2018).

1.1.1 Croissance

Le coefficient de l'endettement gouvernemental est déterminé par la relation entre le montant total de la dette gouvernementale et le Produit Intérieur Brut (PIB) nominal. Étant donné que le PIB sert de dénominateur dans ce calcul de l'endettement, une hausse du PIB, ou de l'expansion économique⁷, entraîne une réduction proportionnelle du niveau d'endettement. Par conséquent, l'évolution de la dette gouvernementale est inversement proportionnelle à la croissance économique.

Bon nombre de travaux aussi bien théoriques qu'empiriques ont montré la nécessité de prendre en compte la croissance dans l'analyse de la dynamique de l'endettement (Griffin et Enos, 1970; Kessler, 1984; Krugman, 1988; Sachs, 1989; Oliveira-Martins et Plihon, 1990; Claessens, 1996; Barat et Ehrhart, 2020).

Figure 6 – Tendence du PIB réel par région en Afrique de 2008 à 2020



Source : Auteur à partir des données, estimées et prévisionnelles de la BAD (2018)

La croissance économique de l'Afrique est restée forte sur la période 2010-2014 soit une moyenne de 4,7 %, à l'exception de 2011, en raison des effets du printemps arabe. Puis l'Afrique a connu un resserrement de 2015 à 2016 (la croissance a atteint un point bas à 2,1 % en 2016),

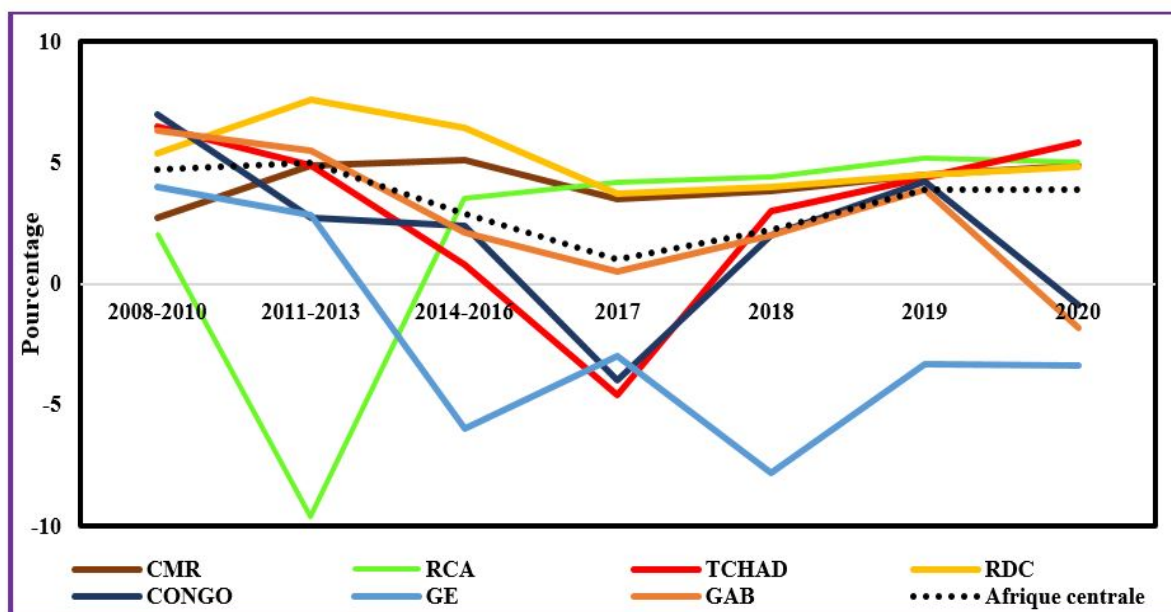
7. Ceci est généralement mesuré de manière substantielle. En d'autres termes, l'inflation a été corrigée.

notamment dans un contexte de baisse des prix des matières premières, avant d'afficher un rebond de 2017 à 2018 soit une croissance moyenne de 3,5 % (figure 6). L'Afrique centrale pour sa part montre des signes positifs sur sa situation à la suite de cet événement.

De la figure 7, on note que la tendance du PIB réel de l'Afrique centrale est passée bien en dessous du taux moyen de l'Afrique (de 1,1 % en 2017 à 2,2 % en 2018). Malgré cette embellie constatée en 2018, la croissance en Afrique centrale est bien en deçà des 5 % enregistrés en 2011-2013, légèrement en deçà des 5,3 % de l'Afrique de l'ouest et des 5,2 % de l'Afrique de l'Est en hausse sur la période considérée. Il est à noter qu'en 2018 le bon développement du Cameroun, de la République centrafricaine et de la RDC a pondéré le recul de la Guinée équatoriale. Cette tendance est estimée en 2018 et pour le compte du Cameroun à 3,8 %, proche des 3,5 % de 2017. Les acrimonies sécuritaires, sanitaires ainsi que les crises sociopolitiques actuelles dans le nord-ouest et le sud-ouest sont quelques arguments qui justifient le fait que le gouvernement ne soit en mesure de maintenir ce rythme de croissance.

Toujours de la figure 7, on observe que l'économie de la RCA s'y situe dans une optique de reprise après un ralentissement dû aux crises sociopolitiques et institutionnelles. Estimée à 4,3 % en 2018 contre 3,5 % en 2017, la croissance du PIB réel est principalement soutenue par le secteur de la construction, des services publics, le secteur minier et le secteur forestier malgré des conditions de sécurité difficiles et instables. En RDC, la croissance a atteint 4 % en 2018, contre 3,7 % en 2017 et 1,7 % en 2016. Le Tchad a renoué avec la croissance en 2018 (estimée à 2,8 %) après avoir reculé en 2016 (6,3 %) et 2017 (2,9 %) en raison de la chute des prix du pétrole. Le Congo se familiarise également avec cette tendance en 2018, avec l'augmentation observée au niveau de la production et du prix du pétrole qui donne une estimation du taux de de 2 % après la baisse consécutive de 2017 à 2016 (3,1 % à 2,8 %). Cette baisse était tributaire de celle du prix du pétrole brut. Au Gabon, on note en 2018 une hausse estimée à 2 % malgré les 0,5 % de 2017 et la réduction subie par la production pétrolière (4,3 %). La croissance en 2018 était principalement due à la reprise des prix des matières premières, en particulier du pétrole, ainsi que des quantités demandées aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur. Effectivement, l'augmentation des quantités produites et demandées par l'extérieur a stimulé le développement des investissements dans les infrastructures et les activités de croissance. La reprise en question prend sons sens non seulement avec la croissance économique mondiale mais aussi la diversification des alliés commerciaux, en particulier les États d'Asie (surtout l'Inde, la Chine et moins en Amérique latine, le Brésil).

Figure 7 – Tendence du PIB en Afrique centrale en %



Source : Construction de l'auteur à partir des données, des estimées et des prévisions de la [BAD \(2018\)](#)

Croissance économique et déficits budgétaires dans plusieurs pays sont étroitement liés aux dynamiques de l'endettement. Certains pays (par exemple le Kenya, le Sénégal, la Côte d'Ivoire, etc.) ont adopté des politiques budgétaires expansionnistes caractérisées par des déficits budgétaires élevés avec pour objectif d'inciter la croissance et les investissements. Or, croissance et déficits se complètent avec la dynamique de la dette en ce sens que le déficit nourrit la dette et la croissance permet de réduire la dette.

1.1.2 Solde budgétaire

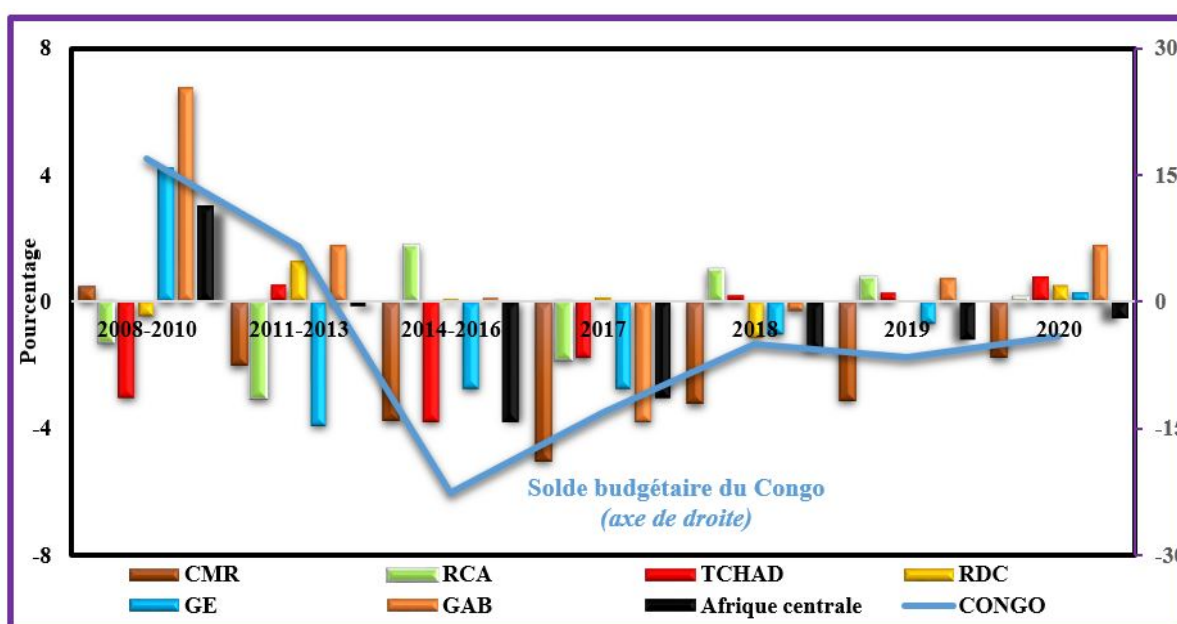
La différence entre les recettes mobilisées et les dépenses effectuées, représente un solde budgétaire. S'il est excédentaire, le gouvernement peut réduire sa dette. En revanche, si un déficit survient, les ressources doivent être mobilisées par le biais de prêts, ce qui augmente la dette. L'évolution de la dette publique est donc une fonction croissante du déficit budgétaire ([Humbert, 2016](#) ; [Barat et Ehrhart, 2020](#)).

Des preuves empiriques de cet effet sont avancées dans la littérature. En effet, en mettant en évidence le fait que le déficit public était à l'origine du financement extérieur, [Corden \(1988\)](#) estime que dans les pays d'Amérique latine, la crise de l'endettement est le résultat d'une combinaison de politiques économiques inappropriées dans de nombreux pays, de politiques de prêt négligentes des banques commerciales et de conditions macroéconomiques internationales

défavorables. Cet analyse est renchérie par [Artus et Morin \(1991\)](#) qui notent que les déficits structurels enregistrés dans beaucoup de pays suite aux chocs pétrolier ont pour la plupart été financés par les émissions de titres.

Au niveau continental, il y a eu une augmentation continue des déficits primaires en 2012 et 2015 soit respectivement 1,4 % du PIB et 5,1 % du PIB, contribuant ainsi à la hausse de l'emprunt public. Cependant, l'incapacité primaire s'est sensiblement réduit en 2018 (1,9 % du PIB), contribuant à ralentir la tendance haussière du taux d'endettement public. Le déficit budgétaire était le plus fort en Afrique du Nord (avec une moyenne de 8 % du PIB entre 2014 et 2016) et en Afrique centrale (en moyenne 5,5 % du PIB entre 2015 et 2016). À l'inverse, les grands déficits de l'Afrique de l'ouest et de l'Afrique de l'est sont plus stables et restent à des niveaux modérés.

Figure 8 – Solde budgétaire en Afrique centrale (en % du PIB)



Source : Auteur, en utilisant des données estimées et prévisionnelles de la [BAD \(2018\)](#)

La situation budgétaire en 2018 de l'Afrique centrale affichait -1,4 % du PIB (Figure 8), contre un déficit en 2017 (3,0 %), principalement dû à la flambée des prix du pétrole et de l'épuration budgétaire en lien avec le programme de réformes économiques et financières dans la CEMAC. Cet agencement se poursuit avec en 2019 et 2020 des déficits respectifs de 1,0 % et 0,3 %. À marquer les surcroîts de la RCA (0,1 %), du Tchad (0,6 %), de la RDC (0,4 %), de la Guinée Équatoriale (0,2 %) et du Gabon (1,9 %).

1.1.3 Dette des entreprises publiques

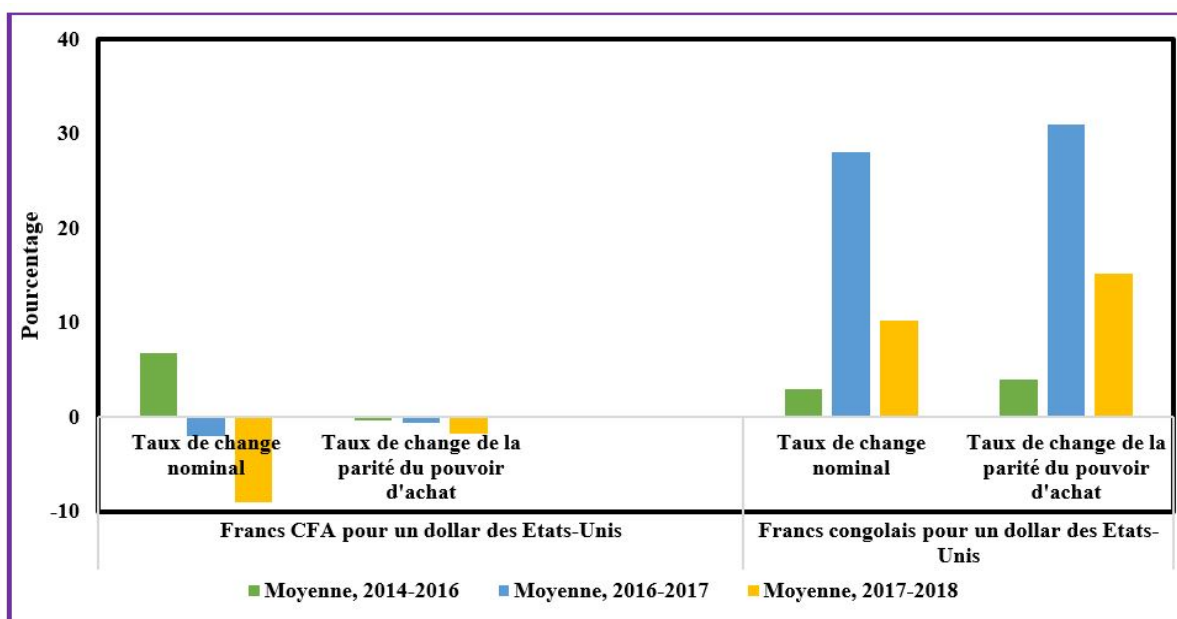
Afin d'avoir une compréhension intégrée et appropriée du risque budgétaire du gouvernement, il est nécessaire d'inclure les passifs qui présentent un risque accidentel pour le gouvernement dans le champ de la dette publique. En particulier, la dette supportée par les entreprises publiques est essentielle, car elle peut avoir un impact en cas de faillite de ces dernières, même si elle n'affecte pas le budget pour l'instant ([Barat et Ehrhart, 2020](#)). En effet, en tant qu'actionnaire de référence des entreprises publiques, et compte tenu de leur rôle stratégique, les gouvernements ont du mal à se soustraire à leurs obligations et doivent en quelque sorte remplacer les débiteurs défaillants (en assumant l'endettement contracté). Cette dynamique portée par les entreprises publiques a été particulièrement importante dans certains pays au cours de la dernière décennie. Elle a été partiellement négligée en raison de l'absence d'un système d'information solide et n'est devenue évidente que lorsque les États ont dû assister à la faillite d'une entreprise publique, ce qui a conduit à une incarnation significative de la dette conditionnelle. En analysant les effets négatifs du financement extérieur, [Gang et Khan \(1990\)](#) et [Khan et Hoshino \(1992\)](#) utilisent des méthodologies économétriques avancées pour un petit échantillon de pays asiatiques afin d'avoir un impact négatif sur le niveau de l'aide étrangère, de la fiscalité et de l'investissement public. Le point commun de leur conclusion est que l'aide affecte non seulement les dépenses mais aussi les recettes publiques, mais avec une grande différence entre l'utilisation des subventions et des prêts. Par ailleurs, seuls 32 % des dons reçus seront investis dans 85 % du prêt. Malgré le fardeau de la dette causé par ces derniers, dans certains cas, la croissance et le bien-être peuvent être plus efficaces que les dons.

1.1.4 Taux de change

La signification des taux de change s'accroît en raison de l'augmentation de la dette exprimée en monnaies étrangères. Ainsi, une dévaluation de la devise nationale entraîne une hausse du montant de la dette en devises, convertie en monnaie locale. Par conséquent, les variations de la dette publique sont une fonction croissante du taux de dépréciation de la monnaie nationale ([Raffinot, 1991](#) ; [Raffinot, 1998](#) ; [Barat et Ehrhart, 2020](#)). L'impact des devises sur la dette peut parfois être important ou également avoir pour effet de favoriser le cycle économique. Si le taux de change est serré, une dévaluation excessive de la monnaie peut augmenter le taux d'endettement. À mesure que la situation se stabilisera, la normalisation des circonstances favorisera une valorisation de la devise nationale, ce qui aidera à diminuer le pourcentage de la dette gou-

vernementale. Dans cette optique, les arrangements financiers en place jouent un rôle crucial dans l'influence des fluctuations des taux de change. Par exemple, dans les nations de la zone franc où la devise est fermement liée à l'euro, la proportion de la dette en monnaie étrangère est souvent supérieure à 50 %, cependant, l'effet des variations des taux de change sur l'évolution de la dette reste modeste.

Figure 9 – Taux de change moyens en Afrique centrale, 2004–2018



Source : Auteur à partir des données, estimées et prévisionnelles de la [BAD \(2018\)](#)

La monnaie des pays de la zone CEMAC est fixée à l'euro (franc CFA), néanmoins demeure fortement valorisé par rapport à la monnaie américaine. Un dollar américain valait en 2017 580 francs CFA et 529 francs en 2018. A contrario, l'euro s'est apprécié face au dollar. En RDC, la monnaie perd de la valeur face à celle des USA. Pour un dollar américain elle est passée entre 2017 et 2018 de 1 403 francs congolais à 1 763 francs congolais. Cette baisse était conforme à l'utilisation continue de cette monnaie dans l'économie du pays (Figure 9).

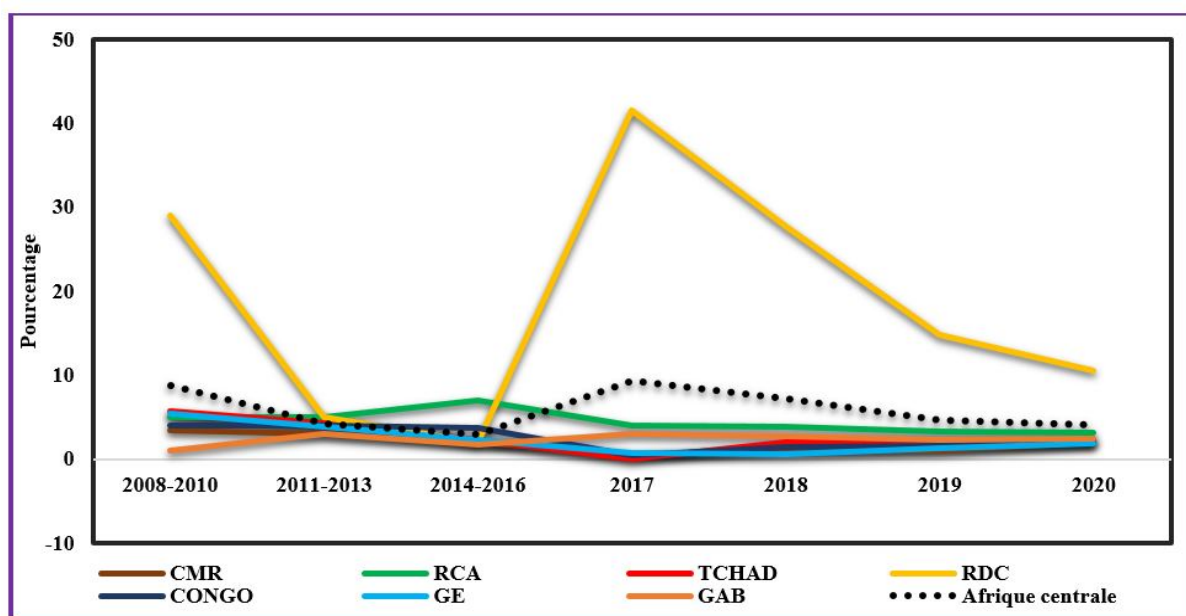
1.1.5 L'inflation

Les six pays de la CEMAC partagent une monnaie commune, le franc CFA d'Afrique centrale, administrée par la Banque des États d'Afrique centrale. La République démocratique du Congo, quant à elle, n'appartient à aucune zone monétaire et possède sa propre monnaie, le franc congolais, qui est contrôlée par la Banque centrale du Congo. Cette dichotomie se reflète dans leurs taux d'inflation respectifs ([Barat et Ehrhart, 2020](#)). [Ecalte \(2022\)](#) a montré

qu'une inflation plus élevée tend à entraîner une hausse du PIB nominal et une baisse des ratios dette/PIB ; raison pour laquelle on a tendance à avoir ce besoin que l'emprunt n'augmente pas plus vite que la croissance sous la contrainte des déficits primaires et de la charge des taux d'intérêt.

Dans les nations constituant la CEMAC, l'inflation reste généralement contenue, résultat des stratégies coordonnées des banques centrales pour maintenir la stabilité des prix. On observe des fluctuations des taux d'inflation allant de 0,6% en Équateur-Guinée à 3,9% en République Centrafricaine. En outre, la République Démocratique du Congo a vu son taux d'inflation chuter de 41,5% en 2017 à 27,7% en 2018(BAD, 2018).

Figure 10 – Inflation en Afrique centrale, par pays, 2008–2020



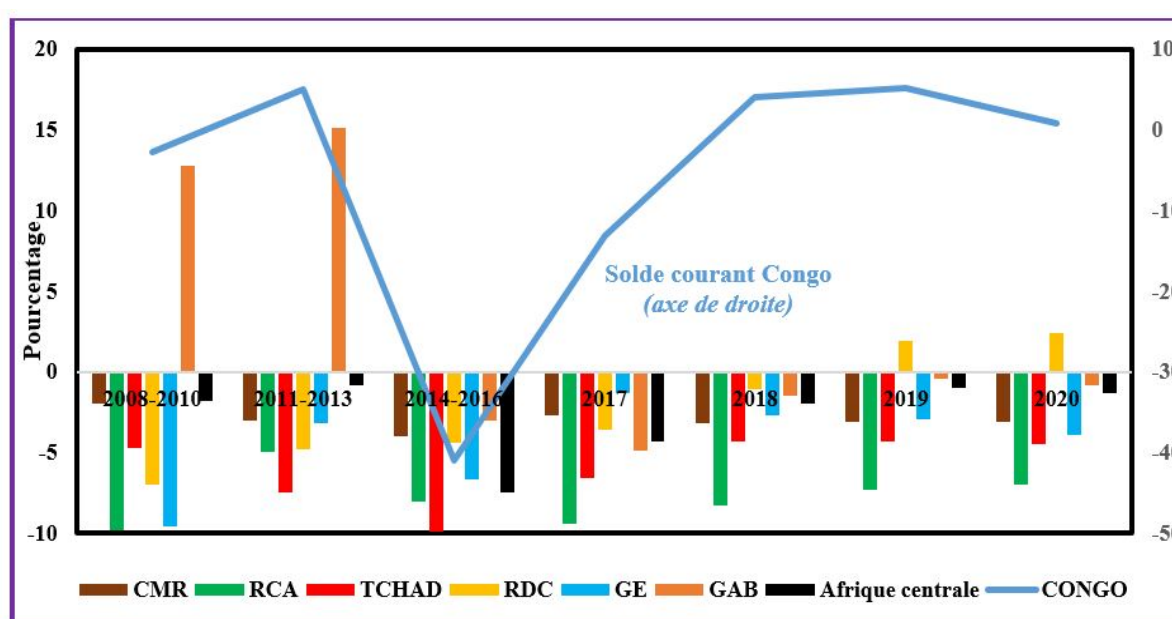
Source : Auteur à partir des données, estimées et prévisionnelles de la BAD (2018)

En 2018, tous les membres de la Communauté CEMAC ont maintenu un taux d'inflation en dessous de l'objectif régional de 3%, avec des chiffres comme le Cameroun à 1,1%, le Tchad à 2,1%, le Congo à 1,5%, le Gabon à 2,8% et la Guinée équatoriale à 0,6%. Seule la République centrafricaine a dépassé cette limite avec 3,9% (Figure 10). La politique de taux de change fixe de la zone franc CFA contribue à la stabilité de l'inflation dans les pays de la CEMAC, malgré la prédominance de l'industrie extractive. Cette stabilité est notable comparée à d'autres régions africaines où l'inflation moyenne était plus élevée en 2018 : 14,5% en Afrique de l'Est, 12,8% en Afrique du Nord, 7,4% en Afrique australe et 9,5% en Afrique de l'Ouest.

1.1.6 Le solde des paiements courants

La performance du compte courant de la région de l'Afrique centrale a connu une amélioration notable, attribuable à l'augmentation des prix des matières premières. Cette situation a contribué à la diminution du déficit du compte courant, le faisant passer de 9,3% du Produit Intérieur Brut (PIB) en 2016 à environ 2,0% en 2018 (Figure 11). Le Congo a vu son excédent du compte courant s'élever à 4% du PIB en 2018, marquant un renversement par rapport au déficit de 13% observé en 2017, grâce aux revenus générés par l'exploitation des ressources naturelles. En revanche, durant les trois années précédentes, soit 2015 à 2017, les autres nations de la région ont fait face à des déficits courants. Le Cameroun a vu son déficit s'aggraver, atteignant 3,2% du PIB en 2018, contre 2,7% en 2017, en grande partie à cause des importations d'équipements pour les stades et autres infrastructures nécessaires à l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations de 2019. La République centrafricaine a enregistré un déficit de 8,3% du PIB, tandis que le Tchad a affiché un déficit de 4,3% du PIB, impactant ainsi la moyenne du solde du compte courant de la région (BAD, 2018).

Figure 11 – Soldes du compte courant en Afrique centrale, par pays, 2008–2020



Source : Auteur à partir des données, estimées et prévisionnelles de la BAD (2018)

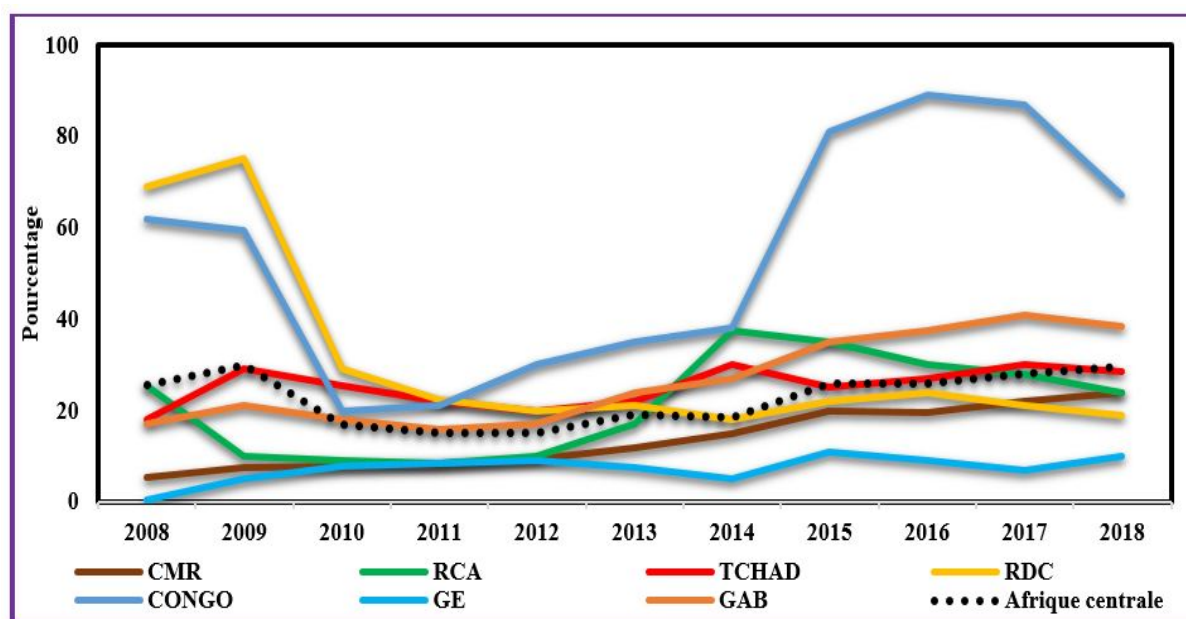
Les achats de nourriture de l'étranger ont connu une hausse antérieure, attribuable à l'accroissement de la consommation individuelle. Le Gabon a vu son déficit de la balance des paiements courants se contracter, passant de 4,9% du PIB en 2017 à 1,5% en 2018, grâce à une

augmentation des ventes internationales de pétrole. Néanmoins, cette croissance des importations a été neutralisée par une production nationale peu diversifiée, risquant de fragiliser cette tendance positive.

1.1.7 Dynamique de la dette

En 2018, l'endettement extérieur de la région de l'Afrique centrale s'élevait à 27% de son Produit Intérieur Brut (PIB) (Figure 12). Le Congo fait face à une situation d'endettement préoccupante, avec une dette qui a grimpé de 32% du PIB en 2013 à 87% en 2016. Quant au Gabon, sa dette a augmenté de 15% du PIB en 2011 à 41% en 2017, avant de diminuer légèrement à 37% en 2018. Les niveaux de dette extérieure des autres nations de la région varient généralement entre 20% et 30%, à l'exception de la Guinée équatoriale où elle représente 10% du PIB.

Figure 12 – Dette extérieure en Afrique centrale, par pays, 2008–2018



Source : Auteur à partir des données, estimées et prévisionnelles de la [BAD \(2018\)](#)

La charge financière totale de la région, incluant les dettes internes et externes, nécessite une consolidation. Fin 2017, le Congo affichait une dette publique avoisinant les 10,6 milliards d'euros, représentant 118,5% de son Produit Intérieur Brut (PIB), ce qui marque une multiplication par près de six depuis 2010. En 2018, le ratio dette/PIB du pays a diminué à 86%, en raison d'une croissance économique renouvelée et d'une augmentation des revenus fiscaux. Cependant, pour assurer la pérennité de la dette, une restructuration demeure essentielle, car

le ratio reste modeste. À moyen terme, ce ratio excède significativement le seuil de 70% fixé par la communauté. Le Congo a aussi été jugé en défaut de paiement selon l'évaluation de la soutenabilité de la dette de 2017 réalisée par le Fonds Monétaire International.

Divers grands projets dans la dernière décennie ont également contribué à la hausse des ratios d'endettement. Le Cameroun, le Congo, la Guinée équatoriale et le Gabon se sont lancés dans des projets de dépenses publiques à grande échelle pour mettre à niveau et moderniser les infrastructures routières, portuaires et aéro-portuaires. Fort de cela, le niveau d'endettement ne cesse d'augmenter.

Nous concluons cette analyse en notant que l'évolution de la dette extérieure et la croissance économique sont deux mesures interdépendantes. Une crise de la dette peut survenir lorsque la dette extérieure augmente plus rapidement que la croissance économique. En Afrique centrale, les données montrent que certains pays, comme le Cameroun, le Tchad et le Congo, ont augmenté leur dette extérieure ces dernières années à mesure que leurs économies se développaient.

Entre 2015 et 2019, le Cameroun a vu sa dette extérieure grimper de 8,7 milliards à 9,2 milliards de dollars, avec une croissance économique maintenue autour de 4%. Parallèlement, l'endettement des sociétés d'État a grimpé de 2,7 milliards à 4,5 milliards de dollars, affectant défavorablement le solde courant qui a décliné de -2,4% à -4,1% du PIB. Similairement, la dette extérieure du Tchad a connu une hausse notable, passant de 4 milliards à 5,2 milliards de dollars, tandis que la croissance économique est restée modeste, ne dépassant pas 1% en 2019. L'endettement des entreprises publiques tchadiennes a aussi augmenté, atteignant 2,3 milliards de dollars, impactant le solde courant qui est demeuré négatif à environ -5% du PIB. Le Congo a également enregistré une augmentation de sa dette extérieure en 2019, mais avec une croissance économique limitée à 1%. La dette des sociétés d'État congolaises a augmenté pour atteindre 3,8 milliards de dollars, contribuant à un solde courant négatif de -6,2% du PIB. À l'échelle régionale, l'économie de l'Afrique centrale est influencée par des éléments tels que la chute des prix du pétrole, la réduction des exportations de matières premières, une diversification économique insuffisante et des zones d'incertitude, tous facteurs qui alimentent l'accroissement de la dette extérieure et peuvent peser sur la croissance économique et les équilibres des comptes courants.

La dynamique de l'endettement extérieur en Afrique centrale, telle qu'elle est présentée, met en évidence les principaux facteurs à considérer dans l'analyse de la dette. Par ailleurs,

les mauvaises performances macroéconomiques des pays d’Afrique centrale, sous le regard des niveaux d’endettement sans cesse croissant soulèvent le problème de la gestion de la dette dans ces pays. A cet effet, avant de tester notre première hypothèse de recherche, nous développons dans la section suivante les arguments en faveur de la gestion de la dette pris par le profil du dirigeant en lien avec la croissance.

1.2 La place du leadership politique dans la gestion de la dette

Le profil d’un leader politique est défini comme un ensemble de caractéristiques propres à un leader et bien adaptées pour définir cette personne, en particulier son éducation, son âge et son mandat. Les psychologues, les économistes et les spécialistes des sciences sociales supposent que leurs préférences et décisions politiques sont motivées par leur parcours ([Constant et Tien, 2010](#); [Besley et al., 2011](#); [Hayo et Neumeier, 2012](#); [Page et Initiative, 2013](#); [Hayo et Neumeier, 2014](#); [Hayo et Neumeier, 2017](#)). À cette fin, les arguments pour examiner le leadership politique dans la gestion de la dette extérieure sont présentés d’un point de vue théorique et empirique.

1.2.1 Du point de vue théorique

Il existe de nombreuses théories pour expliquer le leadership, mais les définitions de ce qui distingue une personne ne sont pas rigoureuses. Les explications les plus largement acceptées et utilisées du leadership sont la théorie de la grande personne, la théorie des traits, la théorie de l’action, la théorie de la contingence, la théorie des transactions et la théorie de la transformation.

La théorie du grand homme, développée au milieu du XIXe siècle, affirme que les qualités de leadership sont essentielles et que seuls les humains peuvent posséder les qualités de grands leaders à condition que les grands leaders se lèvent et dominent lorsqu’ils sont confrontés à des situations pertinentes. Dans le contexte de la perspective africaine, après les coups d’État militaires et la montée des dictatures, les dirigeants qui gouvernent les nations aussi longtemps qu’ils vivent croient qu’ils sont les seuls à avoir des qualités de leadership. Cependant, certains auteurs ont conclu que de tels dirigeants ne sont que des produits de leur temps et des actions révolutionnaires selon les conditions sociales et économiques ([Dobbins et Platz, 1986](#)).

La théorie des traits suppose que les gens naissent avec certaines qualités, telles que l’intelligence, la responsabilité et la créativité, qui les font exceller dans des rôles de leadership. Cette théorie se concentre sur l’examen de traits tels que les traits physiques, mentaux et so-

ciaux qui sont communs aux bons leaders, et sur la compréhension de ces traits et leur déblocage pour des propres compétences en leadership. Mais les seules qualités que ces individus reconnus comme de grands leaders ont en commun sont : soit plus grands, ou plus intelligents. L'approche des traits présente de nombreuses lacunes, notamment le fait que dans les années 1930, le domaine de la psychométrie en était encore à ses balbutiements et que les mesures des traits de caractère n'étaient pas fiables dans toutes les études.

La recherche d'[Allport \(1961\)](#) utilisant une approche de psychologie de la personnalité réaffirme l'importance d'étudier le leadership à travers une approche comportementale ([Katz, 1991](#)). Dans les années 1940 et 1950, la théorie comportementale a reçu beaucoup d'attention pour expliquer le leadership. Cette théorie se concentre sur le comportement des dirigeants par opposition à leurs caractéristiques physiques, sociales et mentales. Au fur et à mesure que la psychométrie évoluait, les chercheurs ont pu mesurer la causalité de comportements humains spécifiques par les cadres. Ce développement conclut qu'avec le bon conditionnement, n'importe qui peut accéder à un club qui était autrefois un club d'élite de dirigeants doués. Cette théorie distingue souvent deux types de leaders à savoir ceux qui gèrent des tâches et ceux qui gèrent des personnes.

Une autre théorie pour expliquer le leadership est la théorie de la contingence, qui a été développée depuis les années 1960. Cette théorie stipule qu'il n'existe pas de style de leadership unique et que tous les styles de leadership doivent être basés sur des circonstances spécifiques ([Woodward, 1965](#) ; [Lawrence et Lorsch, 1967](#) ; [March et Simon, 1993](#)). Ainsi, certains dirigeants sont excellents dans certains endroits et dans certaines circonstances, mais se comportent misérablement lorsqu'ils sont amenés à un autre endroit dans des conditions différentes. Cette théorie est liée à la théorie des traits en ce sens qu'elle dépend des circonstances dans lesquelles le leader exerce son leadership. Cette relation indique que les dirigeants sont plus susceptibles de faire preuve de leadership lorsqu'ils sentent que les suiveurs répondent. Par conséquent, un leader prospère avec le soutien de ses suiveurs.

Développée dans les années 1970, la théorie des transactions, également appelée théorie de l'échange du leadership, présente les transactions entre les leaders et les suiveurs et met l'accent sur les relations positives et mutuellement bénéfiques entre les leaders et les suiveurs ([Coase, 1988](#) ; [Williamson, 2003](#)). Dans ce qui a été associé au leadership démocratique, les dirigeants qui aspirent à diriger leur congrégation articulent des programmes sociaux, économiques et de développement à travers des manifestes. Grâce à ces derniers, les électeurs sont

encouragés à voter pour les dirigeants, et les dirigeants doivent s'efforcer de mener à bien ces programmes tels que décrits dans le manifeste. Sinon, ils pourraient être éliminés lors des prochaines élections. Par conséquent, pour que la théorie des transactions soit efficace, les dirigeants doivent pouvoir récompenser assez de followers à travers des projets, du travail, etc. Les dirigeants sont donc considérés comme efficaces lorsqu'il existe un environnement qui se renforce mutuellement dans lequel les objectifs sociaux, économiques et de développement sont atteints.

Une autre théorie pour expliquer le leadership est la théorie de la transformation, qui a été développée dans les années 1970. Selon cette dernière, les leaders peuvent établir des relations solides grâce à leurs interactions avec les autres, ce qui se traduit par des taux de confiance élevés, qui à leur tour motivent les leaders et les suiveurs ([Autissier et Metais-Wiersch, 2016](#); [Metais-Wiersch et Autissier, 2016](#)). Ainsi, il existe une flexibilité en termes de règles et de réglementations guidées par les normes du groupe, permettant aux suiveurs d'identifier facilement les leaders et leurs objectifs, donnant ainsi aux suiveurs un sentiment d'appartenance ([Autissier et al., 2018](#)). De plus, en ce qui concerne les méthodes démocratiques de gouvernance, les dirigeants sont capables de transformer leurs partisans grâce à leur nature inspirante et leur personnalité charismatique.

Pour finir, nous avons la théorie de candidat-citoyen ([Osborne et Slivinski, 1996](#); [Besley et Coate, 1997](#)) décrit comme une forme de compétition politique ou de jeu entre citoyens en lice pour une fonction publique. Ainsi, les préférences politiques, les talents ou les vertus peuvent influencer les résultats politiques à cet égard. Concernant la qualité, [Caselli et Morelli \(2002\)](#) et [Poutvaara et Takalo \(2007\)](#) soutiennent que le loyer est l'un des principaux facteurs influençant la sélection des mauvais dirigeants car, ils peuvent gagner de l'argent pendant leur mandat et la présence d'informations incomplètes rend difficile le contrôle de la qualité des candidats.

Afin d'analyser le rôle du profil du dirigeant dans la relation dette extérieure et croissance économique dans les pays d'Afrique centrale, nous mettons en exergue dans cette étude la théorie sur les dirigeants politiques basée sur l'approche candidat-citoyen. Pour [Jones et Olken \(2005\)](#), [Dreher et al. \(2009\)](#) et [Besley et Reynal-Querol \(2011\)](#), il s'agit d'un modèle innovant de compétition électorale dans lequel le nombre de candidats est endogène. Les candidats sont des citoyens avec leurs propres préférences qui choisissent de voter malgré les coûts de la campagne. Les jeux politiques placent les citoyens dans des positions compétitives pour la fonction publique, et les choix basés sur les qualifications, les vertus et les préférences peuvent influen-

cer les résultats politiques ([Osborne et Slivinski, 1996](#) ; [Besley et Coate, 1997](#)). Les électeurs ont donc tendance à être plus préoccupés par les valeurs de la personne qui dirige le parti que par l'idéologie ou le programme que le parti soutient.

La diversité observée au niveau théorique se retrouve aussi bien au niveau empirique.

1.2.2 Du point de vue empirique

Sur la base de ces différentes théories évoquées ci-dessus, le rôle que jouent les dirigeants et les régimes pour influencer la croissance économique a pris de l'importance ces dernières années.

En s'intéressant à l'impact des présidents américains sur la croissance économique, axé sur la durée au pouvoir, [Olson \(1993\)](#) a observé que les dirigeants au pouvoir durant une courte période avaient un impact négatif sur le développement, tandis que les dirigeants au pouvoir durant une longue période avaient un impact plus important. [Olson \(1993\)](#) soutenu par [Tetlock et al. \(1992\)](#) montre qu'à mesure que les dictateurs vieillissent, ils s'inquiètent moins de leur avenir économique et sont plus susceptibles de mourir de causes naturelles. Ils ont trouvé des preuves que l'allongement de la durée du dictateur réduit les investissements dans le secteur de la production et donc la croissance.

En se basant sur des données mondiales, [Przeworski et al. \(2000\)](#) ont démontré que l'instabilité politique a un impact sur la croissance économique, mais que cet effet varie selon le type de régime. Dans les dictatures, l'instabilité politique entrave la croissance, tandis que dans les démocraties, le revenu par habitant augmente plus rapidement. De plus, les travaux de [Jones et Olken \(2005\)](#) ont mis en évidence que les dirigeants jouent un rôle crucial dans les dictatures ainsi que dans d'autres contextes où ils ne sont pas contraints par le pouvoir.

L'intérêt sur l'éducation des leaders politiques et analysé par [Congleton et Zhang \(2013\)](#) qui finissent par constater que des niveaux d'éducation plus élevés et une expérience professionnelle spécifique des présidents ont considérablement stimulé la croissance économique. En outre, [Constant et Tien \(2010\)](#) ont constaté que le type de formation des leaders tend à augmenter les IDE, suggérant que la formation à l'étranger des leaders est importante pour l'afflux d'investissements directs étrangers (IDE) dans leur pays d'origine qui sont un facteur clé pour la croissance économique d'un pays. Cependant, lorsqu'on leur a demandé si les premiers dirigeants africains avaient eu des effets durables sur la croissance économique, [Jørgensen et Bjørnskov \(2015\)](#) ont trouvé des influences puissantes et significatives de l'idéologie, de l'oc-

cupation et de l'éducation.

[Don et al. \(2015\)](#) expliquant pourquoi certains pays se démocratisent et d'autres non, montrent que l'éducation occidentale socialise les dirigeants, soutient la démocratie et soutient les changements dans le calcul stratégique des transitions démocratiques. Les dirigeants africains diplômés des universités en Occident sont plus susceptibles de se démocratiser que les autres nations parce qu'ils créent des liens entre les nations. En ce qui concerne le revenu, la démocratie et le changement de leadership, [Treisman \(2015\)](#) a observé une relation claire entre le revenu et la démocratie. [Treisman \(2015\)](#) note également que cette relation est plus forte à moyen terme qu'à court terme, et beaucoup plus forte immédiatement après une rotation de leader.

[Houmpe et al. \(2020\)](#) suggèrent que les études à l'étranger sont associées à des facteurs déterminant les choix de politique économique. Les résultats pour un échantillon de 219 cadres montrent que l'éducation des leaders à l'étranger affecte en effet négativement l'achèvement du cycle primaire, privant les cadres d'étudier à l'étranger. Car les études à l'étranger privent les managers des réalités de leur pays d'origine et les obligent à se concentrer sur la politique étrangère. Nous clôturons cette sous-section avec les travaux de [Don et al. \(2015\)](#) qui se concentrent sur le secteur informel pour montrer sous les mêmes hypothèses que [Houmpe et al. \(2020\)](#) que les dirigeants ayant fait leur étude à l'étranger adoptent des politiques qui favorisent l'implosion du secteur informel.

À notre connaissance, l'impact de la gestion de la dette en fonction du profil de leadership dans la relation entre la dette et la croissance n'a pas encore été largement étudié. Cependant, la littérature sur le leadership politique suggère que le profil du dirigeant peut influencer de nombreux aspects économiques. Nous formulons donc l'hypothèse qu'il existe un effet indirect du profil du dirigeant sur la relation entre la dette et la croissance économique dans les pays d'Afrique centrale. En conséquence, nous nous attendons à ce que les pays d'Afrique centrale dont le profil de dirigeant reflète une bonne gestion de la dette extérieure réussissent à stimuler leur économie en adoptant une politique de sur-endettement.

Il est question dans la suite de ce chapitre de faire une analyse macroéconomique de l'impact du rôle du profil du dirigeant dans la relation dette extérieure et croissance dans les pays d'Afrique centrale.

Section 2 : Analyse du rôle du profil du dirigeant dans la relation dette extérieure et croissance en Afrique centrale

Cette section est dédiée à la mise en évidence spécifiquement de la méthodologie, des résultats et leurs interprétations. En effet nous présenterons la démarche méthodologique utilisée pour analyser la relation entre la dette extérieure et la croissance, compte tenu du rôle du profil du dirigeant politique ainsi que les résultats et leurs interprétations.

2.1 Méthodologie

Cette section présente un ensemble d'outils (données, statistiques, variables, modèle économétrique et méthodes d'estimation) permettant d'étudier la contribution du profil des dirigeants politiques dans la relation entre de la dette extérieure et la croissance économique dans les pays d'Afrique centrale.

2.1.1 Nature et sources de données

Les données utilisées dans cette étude en fonction de la disponibilité proviennent de sources secondaires. Chaque variable est basée sur plusieurs bases de données, notamment la Banque mondiale ([WDI, 2018c](#)), Archigos (version 4.1) et [Scartascini et al. \(2021\)](#). La période d'étude et le nombre de pays inclus sont déterminés par la disponibilité des données. Ces données couvrent sept pays d'Afrique centrale pour la période 1975-2019, à savoir le Cameroun, le Tchad, la République démocratique du Congo, la Guinée équatoriale, le Gabon, le Congo et la République centrafricaine. Le choix de ces pays est motivé par leur représentativité dans la région et la pertinence du sujet.

2.1.2 Description des variables et modèle économétrique

Avant d'établir la relation entre le profil du dirigeant, la dette extérieure et la croissance économique, il est recommandé de définir et de démontrer comment les divers agrégats économiques utilisés dans cet effort de modélisation sont calculés. Grâce à un rapport de recherche sur l'impact de la dette sur la croissance, nous avons identifié des variables à partir desquelles nous pouvons extrapoler l'équation de la croissance économique. Notamment : la croissance économique, la dette extérieure, l'éducation, les transferts de fonds des migrants, la valeur ajoutée du secteur industriel, l'indice du capital humain et les dépenses de consommation finale publique. Parlant de la gestion de la dette, elle est appréhendée à travers le profil du dirigeant politique.

Ainsi nous retenons 03 variables sur le profil du dirigeant : l'âge, le niveau d'étude et le lieu où le dirigeant a terminé ses études.

2.1.2.1 Description des variables

Les variables utilisées dans l'analyse empirique appartiennent à deux catégories : la variable dépendante et les variables indépendantes (Tableau [A.9](#)).

➡ La croissance économique / Le produit intérieur brut

L'indicateur économique du Produit Intérieur Brut (PIB) permet d'estimer la valeur globale des biens et des services produits dans une économie sur une période spécifique, ce qui permet d'évaluer la taille et la performance économique d'un pays. Le PIB est calculé en prenant en compte la consommation des ménages, les investissements, les dépenses publiques et les exportations nettes, mais il ne prend pas en compte tous les aspects de l'activité économique. Notons qu'il s'agit d'une mesure de la croissance économique, couramment utilisée dans les études empiriques traitant de la croissance économique ([Aïda, 2014](#); [Boukhatem et Kaabi, 2015](#); [Mupenda, 2021](#)).

➡ La dette extérieure

La dette extérieure représente les sommes dues par un pays à ses créanciers étrangers, englobant à la fois la dette publique et la dette privée. La dette publique concerne les obligations de l'État et de ses institutions, tandis que la dette privée englobe les dettes des entreprises et des particuliers. Les créanciers étrangers sont souvent des banques, des gouvernements étrangers ou des institutions internationales comme le Fonds monétaire international (FMI) ou la Banque inter-américaine de développement (BID). La dette extérieure est utilisée pour pallier le manque de ressources nationales nécessaires au financement de la croissance économique, en permettant aux capitaux étrangers d'augmenter les capacités d'investissement et de favoriser la prospérité nationale. Cet indicateur permet d'évaluer le niveau d'endettement d'un pays. Une variable importante dans cette analyse est le ratio de la dette extérieure par rapport à l'indice de GINI, tel que discuté par [Kpemoua \(2016\)](#), [Benayed et Gabsi \(2020\)](#) et [Mouandat \(2021\)](#).

➡ Le capital humain

D'après la définition de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), le capital humain englobe l'ensemble des connaissances, qualifications, compétences et traits personnels qui contribuent au bien-être personnel, social et économique. Il s'agit d'un actif immatériel pouvant favoriser la productivité, l'innovation et l'employabilité. Depuis les travaux d'[Adam \(1776\)](#), la plupart des économistes reconnaissent que les compétences de la

main-d'œuvre d'un pays représentent un avantage concurrentiel majeur. Cependant, la théorie moderne du capital humain a réellement émergé dans les années 1960, lorsque [Schultz \(1961\)](#) et [Becker \(1975\)](#) ont proposé une analyse théorique et empirique du lien entre l'investissement dans le capital humain et les récompenses. En réalité, la théorie du capital humain a permis de mieux comprendre la croissance économique et la manière dont les récompenses individuelles sont configurées. Cette théorie est reflétée à travers deux variables, à savoir les dépenses d'éducation au niveau secondaire ([Nubukpo, 2007](#)) et l'indice du capital humain ([Logossah, 1994](#); [Kraay, 2018](#); et [Kafando, 2021](#)).

➡ **Les transferts de fonds des migrants**

Les transferts de fonds des migrants, également appelés remises, correspondent aux sommes d'argent que les travailleurs migrants envoient dans leur pays d'origine pour aider leur famille, leurs proches et leurs amis. Nous incluons les transferts de fonds des migrants en tant que variable supplémentaire, car ils peuvent avoir un impact macroéconomique significatif sur les économies des pays hôtes en raison de leur contribution au PIB et de leur régularité et stabilité. Le choix de cette variable est motivé par les études de [Gbenou \(2015\)](#), [Soumaho \(2018\)](#) et [Saidane \(2021\)](#).

➡ **Les dépenses de consommation finale publique**

Les dépenses de consommation finale publique comprennent les dépenses publiques consacrées à la production de biens et services finals non marchands (hors FBCF) et de biens et services marchands fournis au titre des prestations sociales en nature. La consommation publique totale est peut-être moins pertinente politiquement d'un point de vue budgétaire que les dépenses publiques générales, mais en tant que composante du PIB total qui reflète ainsi le rôle direct du gouvernement en tant que « consommateur », de produits et services finaux, son rôle reste très important. Le choix de cette variable est motivé par les travaux de ([Togbenu, 2018](#) et [Thaddeus et al., 2021](#)).

➡ **La valeur ajoutée du secteur industriel**

La valeur ajoutée reflète la valeur créée par le processus de production de biens et de services et est mesurée par la différence entre la production et la consommation intermédiaire. Elle mesure également la contribution du travail et du capital au processus de production. Dans le processus de développement économique national, le développement de l'agriculture précède souvent le développement du secteur industriel. À cette fin, certains auteurs ([Schultz, 1964](#); [Matsuyama, 1992](#); [Timmer, 1995](#), [Timmer, 2002](#); [Gollin et al., 2002](#)) soutiennent que l'in-

dustrialisation et la croissance économique dépendent fortement du développement du secteur agricole. Pour ces auteurs, l'investissement dans l'agriculture et le développement des infrastructures associées est une condition préalable à la croissance économique. En effet, pour [Benabdelkader \(2019\)](#), Le développement industriel d'un pays détermine son degré d'intégration économique et ses chaînes de valeur mondiales.

➡ Variables institutionnelles

L'analyse de la gestion de la dette extérieure tient également compte des variables institutionnelles, comme le soulignent les recherches de [Cooray et al. \(2017\)](#), [Benfratello et al. \(2018\)](#) et [Njangang \(2018\)](#). Nous avons intégré ces variables dans notre étude afin d'exploiter au mieux les informations cruciales disponibles sur les profils des dirigeants politiques en Afrique centrale en ce qui concerne la gestion de la dette extérieure.

➡ Le profil du dirigeant

Nous utilisons les bases de données Archigos (version 4.1) et DPI (2020) pour obtenir des données sur les dirigeants politiques. Si plus d'un chef partage la même année, c'est celui qui détient le mois avec la plus longue période de pouvoir que nous retenons. Le bilan scolaire dans un pays a résisté à l'épreuve du temps. Nous ne gardons que les dirigeants qui sont au pouvoir depuis au moins trois ans. Ce choix s'explique aussi par le fait qu'en Afrique, la plupart des dirigeants en poste depuis moins de trois ans sont des présidents par intérim, tellement éloignés de leurs objectifs qu'ils s'intéressent peu à l'éducation. Par ailleurs, une autre possibilité d'un mandat à court terme est l'instabilité politique définie par un coup d'État qui pourrait saper le système éducatif.

Les informations sur l'âge sont issues des bases de données sus évoquées. Ceux sur le contexte de l'éducation et de la formation des dirigeants africains sont compilées à partir de plusieurs sources, notamment la Bibliothèque du Congrès, l'histoire des dirigeants politiques africains, ([Besley et Reynal-Querol, 2011](#)). Nous centrons notre attention sur deux informations principales. Le plus haut niveau d'études et/ou de formation des cadres et le pays dans lequel ils ont terminé leurs études et/ou leur formation. La construction de la variable niveau d'études du leader est décrite par [Besley et Reynal-Querol \(2011\)](#). Cette variable est discrète et prend des valeurs de 1 à 8 : inconnu (pas d'information); alphabétisé (pas d'éducation formelle); école primaire ou tutorat; école primaire/école terminale/école primaire/écoles spécialisées; éducation spéciale (autre que secondaire) comme les écoles de mécanique, d'infirmières, d'art, de musique ou militaires; universités; écoles postuniversitaires ou professionnelles (par exemple,

masters); diplômes de doctorat.

Il y a deux raisons pour lesquelles les dirigeants africains voyagent vers un autre horizon. Certains ont reçu des bourses de leur pays d'origine ou d'autres pays, d'autres ont voulu suivre une formation militaire (surtout ceux admis ou ayant terminé au moins le lycée). Par conséquent, nous définissons un vecteur de variables de localisation d'apprentissage comme suit : études ou stages à l'étranger ; cela reflète le fait que les cadres ont suivi un enseignement supérieur ou une formation professionnelle en dehors de leur pays d'origine. Deux cibles ont été sélectionnées l'Ouest représenté par la variable (*EtudierhorsAfrique*). Il a la valeur 1 si le manager est diplômé d'Europe, d'Amérique ou d'Asie, et 0 sinon. Puis l'Afrique, représentée par la variable (*EtudierenAfrique*), code 1 si le dirigeant a terminé ses études dans un pays africain autre que son pays d'origine, et 0 sinon.

Les tableaux 1 et 2 présentent les données statistiques et la matrice de corrélation. De plus, le test de dépendance transversale de Pesaran (2004) indique une dépendance entre toutes les variables du modèle économétrique. Les résultats de ce test sont présentés dans le tableau 3. Cette dépendance transversale nous permet d'utiliser les tests de stationnarité de deuxième génération (Pesaran, 2007) ainsi que la méthode d'estimation des moindres carrés ordinaires en raison de la structure de notre panel.

Tableau 1 – Statistiques descriptives

Variables	Obs	Mean	Std. Dev.	Min	Max
PIB	315	12,425	0,535	10,825	13.349
Dette externe	315	73,986	64,838	10,204	489,297
Âge leader	315	55 ,775	11 ,39	30	86
Niveau d'éducation leader	315	5 ,321	1 ,063	3	8
Éducation secondaire	315	26 ,885	13 ,921	2 ,381	71 ,054
Transfert migrants	315	0 ,465	0 ,751	0	4 ,363
Valeur ajoutée manuf	315	38 ,35	19 ,456	9 ,039	84 ,349
Indice capital humain	270	-0 ,972	0 ,136	-1 ,252	-0 ,784
Dépenses Cons Public	315	11 ,773	4 ,71	2 ,058	27 ,74
Corruption	315	-1 ,165	0 ,878	-4 ,075	2 ,689
Stabilité politique	315	3 ,99	1 ,609	2	8
Voix Responsabilité	315	-0 ,796	1 ,183	-2 ,48	5 ,87
Règle Loi	315	22 ,899	40 ,038	-82 ,296	228 ,628
Gouvernance Effective	315	-0 ,009	0 ,309	-1 ,017	0 ,332

Source : Auteur

Tableau 2 – Matrice de corrélation

Variables	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14
(1) <i>PIB</i>	1,000													
(2) <i>Detteexterne</i>	-0,118	1,000												
(3) <i>geleader</i>	0,472	-0,039	1,000											
(4) <i>Niveaud'ducleader</i>	0,181	0,070	0,022	1,000										
(5) <i>ducationsecondaire</i>	0,327	0,248	0,155	0,191	1,000									
(6) <i>Transfertmigrants</i>	0,290	0,066	-0,018	0,108	0,014	1,000								
(7) <i>Valeurajoutemanuf</i>	-0,292	0,132	0,104	-0,117	0,209	0,017	1,000							
(8) <i>Indicecapitalhumain</i>	0,174	0,224	0,227	-0,098	0,638	-0,048	0,575	1,000						
(9) <i>DpensesConsPublic</i>	-0,088	0,203	0,100	0,047	0,467	-0,345	0,248	0,520	1,000					
(10) <i>Corruption</i>	-0,351	0,120	-0,080	0,114	0,426	-0,310	0,289	0,241	0,435	1,000				
(11) <i>Stabilitpolitique</i>	0,549	-0,427	0,581	0,193	0,345	0,093	0,098	0,269	0,042	-0,018	1,000			
(12) <i>VoixResponsabilit</i>	-0,004	0,085	-0,277	0,021	0,517	-0,216	-0,035	0,337	0,466	0,529	-0,161	1,000		
(13) <i>RgleLoi</i>	-0,159	0,221	-0,130	0,212	0,531	-0,084	0,055	0,150	0,339	0,673	-0,131	0,667	1,000	
(14) <i>GouvernanceEftec</i>	0,343	0,109	0,470	0,264	0,221	0,022	0,131	0,169	-0,122	-0,041	0,499	-0,345	-0,139	1,000

Source : Auteur

Tableau 3 – Test de dépendance transversale

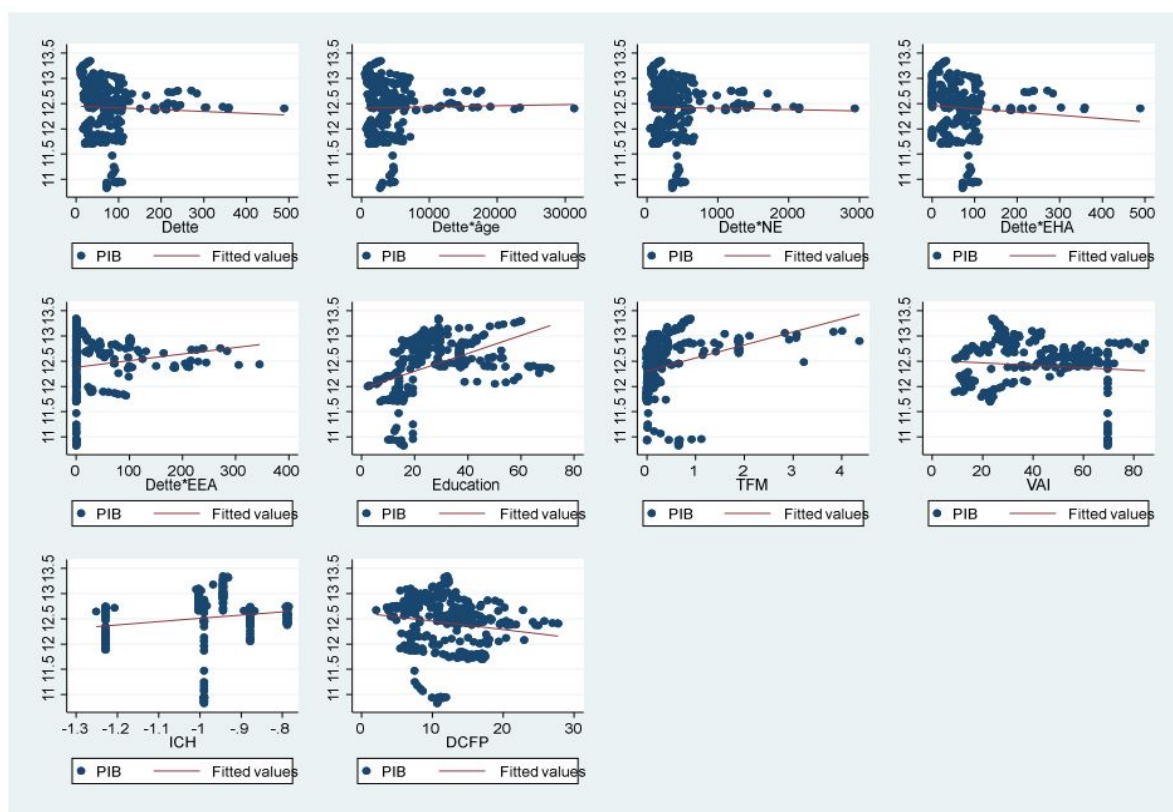
Variables	CD-test	p-value	corr	abs(corr)
PIB	18 ,180	0 ,000	0 ,591	0 ,591
Dette externe	23 ,340	0 ,000	0 ,759	0 ,759
Âge leader	10 ,560	0 ,000	0 ,344	0 ,582
Niveau d'éducation leader	9 ,480	0 ,000	0 ,308	0 ,369
Éducation secondaire	6 ,730	0 ,000	0 ,219	0 ,413
Transfert migrants	13 ,770	0 ,000	0 ,448	0 ,453
Valeur ajoutée manuf	11 ,420	0 ,000	0 ,440	0 ,445
Indice capital humain	2 ,430	0 ,015	0 ,093	0 ,514
Dépenses Cons Public	4 ,220	0 ,000	0 ,162	0 ,208
Corruption	-2 ,170	0 ,030	-0 ,084	0 ,905
Stabilité politique	24 ,840	0 ,000	0 ,956	0 ,956
Voix Responsabilité	30 ,250	0 ,000	0 ,984	0 ,984
Règle Loi	-2 ,860	0 ,004	-0 ,093	0 ,727
Gouvernance Effective	30 ,660	0 ,000	0 ,997	0 ,997

Source : Auteur

Le tableau 3 montre le résultat du test de dépendance transversale. Ce test permet de vérifier s'il existe une corrélation entre les erreurs de différentes unités transversales dans un modèle de données de panel. Une valeur élevée du test CD indique une forte dépendance transversale. La valeur p est la probabilité que les résultats de notre test soient dus au hasard. Si la p-value est inférieure à 0,05 (comme c'est le cas pour toutes nos variables), nous rejetons généralement l'hypothèse nulle de non-dépendance, ce qui signifie qu'il existe une dépendance significative. La corrélation entre les variables est également prise en compte. Une valeur positive indique une corrélation positive, tandis qu'une valeur négative indique une corrélation négative. Par exemple, la variable PIB a une corrélation positive de 0,591, tandis que la variable Corruption a une corrélation négative de -0,084. Sur la base des résultats du tableau 3, nous constatons que toutes les variables de notre tableau présentent une dépendance transversale significative, comme l'indiquent les valeurs élevées du test CD et les faibles valeurs p. Cela signifie qu'il existe une corrélation entre les erreurs des différentes unités transversales pour ces variables. Cela peut avoir des implications importantes pour l'analyse et la modélisation des données de panel.

Sur la base des nuages de points (Figure 13) avec tendance ci-dessous, nous présentons dans le tableau 4 les signes attendus pour chacune des variables de notre analyse.

Figure 13 – Nuage de points avec tendance



Source : Auteur

Tableau 4 – Signes attendus

VARIABLES	Produit intérieur brut par habitant
Dette extérieure	-
Âge leader	+
Niveau d'éducation leader	+
Étudier hors Afrique	-
Étudier en Afrique	+
Éducation secondaire	+
Transfert migrants	+
Valeur ajoutée manuf	+
Indice capital humain	+
Dépenses Cons Public	-
Corruption	-
Stabilité politique	+
Voix Responsabilité	+
Règle Loi	+
Gouvernance Effective	+

Source : Auteur

2.1.2.2 Modèle économétrique

Une généralisation de base de la littérature suppose que la dette extérieure a des effets négatifs sur la croissance économique. Cependant, selon [Pattillo et al. \(2011\)](#), les pays en développement disposant d'un emprunt extérieur suffisant au début de leur développement peuvent stimuler leur croissance. Sur la base de cet argument, le cadre théorique de notre étude repose sur l'hypothèse que la dette extérieure a des effets à la fois positifs et négatifs sur la croissance. Par conséquent, afin de générer des hypothèses vérifiables sur la direction des effets sur la croissance économique de la dette extérieure, cette étude utilise [Lawanson \(2014\)](#), [Ndikumana \(2014\)](#), [Marchionne et al. \(2015\)](#), [Eberhardt et Presbitero \(2015\)](#) et [Kaulihowa et Adjasi \(2018\)](#) pour estimer un modèle dans lequel la croissance est une fonction de la dette extérieure et de l'interaction de cette dernière avec le profil du leader politique, contrôlée par de nombreuses autres variables.

Pour examiner la contribution du profil du leader politique à la gestion de la dette extérieure en Afrique centrale, nous identifions dans un premier temps un modèle économétrique. L'équation de croissance est la même quels que soient l'âge, le niveau d'éducation et la localisation d'étude du dirigeant politique. Le modèle économétrique utilisé s'inspire des approches d'études telles que [Smits \(2016\)](#) et [Zhang et al. \(2021\)](#). Les équations de croissance des dirigeants politiques (constitués de 07 pays) sont données par les modèles suivants :

$$\ln PIB_{it} = \beta_0 + \beta_1 Dette_{it} + \sum_i \beta_i X_{it} + \varepsilon_{it} \quad (1)$$

Nous avons ajouté les caractéristiques du leader politique pour prendre en compte le rôle du profil du leader politique, à savoir : *Age leader* : l'âge du leader politique au moment de son arrivée au pouvoir ; *Niveau d'éducation leader* : le niveau d'études du leader politique, codé en nombre d'années d'études ; *etudier hors Afrique* : une variable binaire égale à 0 si le leader politique a étudié hors d'Afrique ; *etudier en Afrique* : une variable binaire égale à 1 si le leader politique a étudié en Afrique et à 0 sinon. Nous avons donc estimé quatre modèles différents en ajoutant ces variables et leurs interactions avec la variable dette. Les équations sont les suivantes :

$$\ln PIB_{it} = \beta_0 + \beta_1 Dette_{it} + \beta_2 \hat{Age}leader_{it} + \beta_3 Dette_{it} * \hat{Age}leader_{it} + \sum_i \beta_i X_{it} + \varepsilon_{it} \quad (2)$$

$$\begin{aligned} \ln PIB_{it} = & \beta_0 + \beta_1 Dette_{it} + \beta_2 Niveau d'éducation leader_{it} + \beta_3 Dette_{it} * \\ & Niveau d'éducation leader_{it} + \sum_i \beta_i X_{it} + \varepsilon_{it} \quad (3) \end{aligned}$$

$$\begin{aligned}
LnPIB_{it} &= \beta_0 + \beta_1 Dette_{it} + \beta_2 EtudierHorsAfrique_{it} + \beta_3 Dette_{it} * \\
&\quad EtudierHorsAfrique_{it} + \sum_i \beta_i X_{it} + \varepsilon_{it} \quad (4) \\
LnPIB_{it} &= \beta_0 + \beta_1 Dette_{it} + \beta_2 EtudierenAfrique_{it} + \beta_3 Dette_{it} * EtudierenAfrique_{it} + \\
&\quad \sum_i \beta_i X_{it} + \varepsilon_{it} \quad (5)
\end{aligned}$$

Le vecteur de variables de contrôle X_{it} comprend les variables suivantes : Éducation dans le secondaire, Transferts de fonds des migrants, Valeur ajoutée manufacturière, Indice du capital humain, Dépenses de consommation publique, Corruption, Stabilité politique, Voix et responsabilité, Règle de loi et Gouvernance effective. Une description et une mesure des variables sont présentées dans le tableau A.9.

Cette partie du travail se concentre sur l'analyse macroéconomique de la dette extérieure en Afrique centrale, en examinant les interactions entre la dette extérieure et le profil des dirigeants. La justification de l'utilisation des panels repose sur la nécessité de capturer les dynamiques temporelles et les variations entre les différents pays de la région. En utilisant des données de panel, l'étude peut mieux contrôler les effets spécifiques à chaque pays et identifier les tendances communes et les divergences au sein de la région. La période d'étude choisie, de 1975 à 2019, permet de couvrir plusieurs décennies de politiques économiques et de chocs externes, offrant ainsi une perspective historique complète sur l'évolution de la dette extérieure et ses impacts économiques. Cette période inclut des événements clés tels que les crises économiques mondiales, les initiatives de réduction de la dette et les réformes économiques, ce qui permet d'évaluer l'efficacité des politiques mises en œuvre et d'identifier les facteurs déterminants de la croissance économique en relation avec la dette extérieure.

2.1.3 Méthode d'estimation des paramètres

Compte tenu des problèmes d'autocorrélation, d'hétéroscédasticité des résidus et de dépendance transversale, nous utilisons la méthode d'estimation par panel de Driscoll et Kraay (1998), qui offre ces avantages. Comme le soulignent Driscoll et Kraay (1998), elle fournit des estimations robustes des erreurs types qui résistent à des formes très générales de dépendance spatiale et temporelle à mesure que la dimension temporelle devient grande. De plus, cette méthode ne nécessite pas de conditions de mélange qui nécessitent que la dépendance entre deux observations « distantes » soit faible en ordre transversal. Enfin, cette méthode est utile pour obtenir des estimations cohérentes de la matrice $N \times N$ des corrélations croisées en faisant une moyenne sur la dimension temporelle (Baltagi et al., 2005 ; Wooldridge, 2010).

La méthode d'estimation de Driscoll-Kraay est une technique statistique qui corrige les erreurs types des coefficients estimés par les moindres carrés ordinaires (MCO) en présence d'hétéroscédasticité, d'autocorrélation et de corrélation croisée entre les unités d'observation (Singh et Pradhan, 2022). Le recours à cette méthode se justifie dans le cas de l'étude de l'impact du profil du gestionnaire sur la gestion de la dette extérieure en Afrique Centrale, car les données utilisées sont des données de panel (combinant des observations temporelles et spatiales), qui souffrent des inconvénients ci-dessus. -problèmes mentionnés. Le test de Driscoll-Kraay consiste à comparer les erreurs types des MCO avec celles obtenues par la méthode de Driscoll-Kraay. Si les deux types d'erreurs types sont significativement différents, cela indique que les hypothèses classiques des MCO ne sont pas vérifiées et que la méthode de Driscoll-Kraay est plus appropriée (Shah al, 2021). Cependant, les résultats du test appliqué aux données de l'étude montrent que les erreurs types des MCO sont inférieures à celles de Driscoll-Kraay pour la plupart des variables explicatives (Tableau 4), ce qui suggère que les MCO sous-estiment les coefficients de variabilité et que les MCO sous-estiment les coefficients de variabilité. les coefficients de variabilité. La méthode Driscoll-Kraay est plus robuste et fiable. La méthode de Driscoll-Kraay est également applicable lorsque la dimension temporelle du panel est suffisamment grande pour justifier l'utilisation d'asymptotiques lorsque T tend vers l'infini, tout en gardant fixe la taille de la dimension transversale N (Nuhu et al., 2014) (qui est le cas de notre panel).

2.2 Résultats et interprétations

La présentation de nos résultats par méthodologie scientifique suppose deux manières d'interpréter les résultats obtenus : l'interprétation économétrique et l'interprétation économique. L'interprétation économétrique utilise les résultats de différents tests, à savoir le test de stationnarité, le test de cointégration et le test de signification globale en évaluant la signification globale des valeurs du coefficient de détermination. L'interprétation économique pour sa part permet de vérifier si nos résultats sont conformes à la théorie économique.

Cette section comprend deux parties distinctes. La première partie présente les résultats des tests préliminaires. La deuxième partie expose les résultats des estimations et la troisième partie offre une interprétation économétrique et économique des estimations de l'équation de croissance économique dans les deux modèles. Pour ce faire, les résultats principaux sont présentés dans les différents tableaux ci-dessous. En prenant en compte l'importance des profils

des dirigeants dans la relation entre la dette extérieure et la croissance économique, le tableau 5 expose les résultats de l'effet du rôle du profil du dirigeant dans la relation entre dette extérieure et croissance économique à travers la méthode des MCO. De même, le tableau 6 illustre une régression de base utilisant la méthode de Driscoll-Kraay. Enfin, le tableau 8 dévoile les résultats de l'estimation de l'impact de la dette extérieure sur la croissance en utilisant la méthode des moindres carrées généralisées.

2.2.1 Résultat des tests préliminaires

➡ Résultats des tests de stationnarités et de cointégration

Les résultats du tableau A.8 montrent l'ordre d'intégration des variables dans les deux modèles. Le test de stationnarité utilisé est celui de Levin et al. (2002) et Im et al. (2003). Notons que pour l'ensemble des modèles, les variables sont non stationnaires à niveau. Puisque les variables sont combinées dans des ordres différents, nous optons pour le test de cointégration. Sur la base des résultats du test de cointégration, nous notons que nos séries sont cointégrées. En effet, les résultats montrent des P-values inférieures à 1 % (Voir annexes du chapitre 2).

2.2.2 Présentation des résultats de l'estimation de la croissance économique dans les modèles respectifs

La méthode d'estimation des MCO et celle des MCG sont robustes à l'autocorrélation et à l'hétérogénéité des erreurs, mais ne tiennent pas compte des effets fixes, qui sont toujours limités par l'incapacité à expliquer les problèmes d'endogénéité et de dépendance transversale (Tableau 3). La prise en compte des problèmes potentiels d'endogénéité et de dépendance transversale est la tâche des méthodes à effet fixe de Driscoll-Kraay. En effet, lorsque nous avons effectué le test de dépendance transversale plus haut, les résultats montraient que nos variables admettent une dépendance transversale, car les p-value étaient significative. Ce résultat permet de rejeter l'hypothèse nulle selon laquelle les variables sont indépendante. Cela rend le résultat de base précédent obsolète. Pour pallier ce problème, nous avons utilisé la méthode des variables fixes de Driscoll-Kraay donc les résultats sont consignés dans le tableau 6.

2.2.3 Interprétation des résultats

➡ Résultats de base : méthode des moindres carrées ordinaires

Le tableau 5 montre les résultats de l'estimation préliminaire utilisant les moindres carrés ordinaires. Les résultats sont interprétés par colonne (voir tableau 4). **Colonne 1** : La dette

extérieure réduit négativement et significativement la croissance économique au seuil de 10 %. Une augmentation de la dette extérieure d'une unité entraîne une diminution de 0,0918% de la croissance économique, selon le coefficient de -0,00918. **Colonne 3** : La dette extérieure a un impact négatif plus fort sur la croissance économique, qui est significatif au seuil de 1%. Le coefficient de la dette s'élève à -0,00692, ce qui implique que chaque unité supplémentaire de dette réduit la croissance économique de 0,692 %. Toutefois, l'âge du leader politique atténue cet effet négatif. Le coefficient de 0,00976 pour l'âge du leader signifie qu'une année supplémentaire de leadership augmente la croissance économique de 0,976 %. De même, le coefficient de 0,000120 pour l'interaction entre la dette et l'âge du leader signifie qu'une année supplémentaire de leader et 1 % de dette en plus augmentent le PIB par habitant de 0,0120 %. **Colonne 5** : La dette extérieure a toujours un effet négatif et significatif sur la croissance économique au seuil de 1%. Le niveau d'éducation du leader politique atténue également cet effet négatif. Le coefficient de 0,0892 pour le niveau d'éducation du leader signifie qu'un niveau d'éducation supplémentaire du leader augmente la croissance économique de 8,92 %. De plus, le coefficient de 0,000850 pour l'interaction entre la dette et le niveau d'éducation du leader implique qu'un niveau d'éducation supplémentaire du leader et une unité de dette en plus augmentent la croissance économique de 0,0850%. **Colonne 7** : La dette extérieure a toujours un effet négatif et significatif sur la croissance économique. Le fait que le leader ait étudié hors d'Afrique renforce cet effet négatif. Le coefficient de -0,192 pour le leader ayant étudié hors d'Afrique indique qu'un leader ayant étudié hors d'Afrique réduit la croissance économique de 19,2%. De plus, le coefficient de -0,00126 pour l'interaction entre la dette et les études du leader hors d'Afrique indique que pour un leader qui a étudié hors d'Afrique, une unité supplémentaire de dette réduit la croissance économique de 0,126% de plus. **Colonne 9** : La dette extérieure a toujours un effet négatif et significatif sur la croissance économique au seuil de 1%, mais moins qu'en colonne 7. Le fait que le leader étudié en Afrique atténue cet effet négatif. Le coefficient de 0,200 pour le leader ayant étudié en Afrique indique qu'un leader ayant étudié en Afrique augmente la croissance économique de 20%. De plus, le coefficient de 0,000810 pour l'interaction entre la dette et l'éducation du dirigeant en Afrique indique que pour un dirigeant qui a étudié en Afrique, une unité supplémentaire de dette extérieure augmente la croissance économique de 0,0810%.

Tableau 5 – Rôle du profil du dirigeant dans la relation entre dette extérieure et croissance économique : méthode MCO

Variables	PIB						
	Âge			Niveau d'étude		Étude en Afrique	
Dette	-0 ,000918* (0 ,000481)	-0 ,00643** (0 ,00283)	-0 ,00692*** (0 ,00139)	-0 ,00785* (0 ,00470)	-0 ,00665*** (0 ,00226)	-0 ,000944** (0 ,000469)	-0 ,00153** (0 ,000648)
Âge_leader		0 ,0214*** (0 ,00392)	0 ,00976*** (0 ,00363)				
Dette*Âge_leader			0 ,000120*** (2 ,18e-05)				
Niveau d'étude_leader				0 ,00496 (0 ,0492)	0 ,0892* (0 ,0512)		
Dette*Niveau d'étude_leader					0 ,000850** (0 ,000380)		
Étude en Afrique						0 ,300*** (0 ,0646)	0 ,200** (0 ,0998)
Dette*Étude en Afrique							0 ,000810** (0 ,000395)
Éducation			0 ,0107*** (0 ,00252)		0 ,00790*** (0 ,00262)		0 ,00669** (0 ,00269)
Transfert migrants			0 ,124*** (0 ,0263)		0 ,111*** (0 ,0276)		0 ,0984*** (0 ,0282)
Valeur ajoutée manuf ,			-0 ,00839*** (0 ,00129)		-0 ,00905*** (0 ,00135)		-0 ,00888*** (0 ,00135)
Indice capital humain			0 ,309 (0 ,249)		0 ,604** (0 ,277)		0 ,538** (0 ,259)
Dépenses_Cons_Public			-0 ,00800 (0 ,00502)		-0 ,00746 (0 ,00545)		-0 ,00579 (0 ,00525)
Contrôle corruption			-0 ,178*** (0 ,0291)		-0 ,189*** (0 ,0307)		-0 ,183*** (0 ,0305)
Stabilité politique			0 ,107*** (0 ,0201)		0 ,132*** (0 ,0210)		0 ,141*** (0 ,0203)
Responsabilité			0 ,135*** (0 ,0261)		0 ,107*** (0 ,0274)		0 ,115*** (0 ,0271)
Règle de droit			-0 ,00164** (0 ,000717)		-0 ,00140* (0 ,000758)		-0 ,00141* (0 ,000752)
Efficacité gouvernementale			0 ,241*** (0 ,0861)		0 ,252*** (0 ,0914)		0 ,291*** (0 ,0911)
Constant	12 ,27*** (0 ,0664)	11 ,49*** (0 ,205)	12 ,39*** (0 ,343)	12 ,37*** (0 ,281)	12 ,60*** (0 ,391)	12 ,40*** (0 ,0460)	12 ,52*** (0 ,362)
Observations	315	315	270	315	270	315	270
R-squared	0 ,045	0 ,350	0 ,709	0 ,161	0 ,677	0 ,066	0 ,680
R ² ajusté	0 ,0391	0 ,342	0 ,696	0 ,151	0 ,661	0 ,0605	0 ,665
F	7 ,385	41 ,72	52 ,23	14 ,91	44 ,79	11 ,10	45 ,55
Prob > F	0 ,0007	0 ,0000	0 ,0000	0 ,0000	0 ,0000	0 ,0000	0 ,0000

Source : Auteur. Note : ***, **, * représentent les seuils de significativité à 1%, 5% et 10% respectivement. Les valeurs entre parenthèses représentent les erreurs-types.

➡ Résultats obtenus par la méthode Driscoll-Kraay

En raison des limites de la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO), en particulier l'hétéroscédasticité, l'autocorrélation et la corrélation croisée entre les unités d'observation comme mentionné ci-dessus, nous avons décidé d'utiliser la méthode de Driscoll-Kraay pour notre analyse. Cette méthode corrige les erreurs types des coefficients estimés par MCO en présence de ces problèmes, offrant ainsi une plus grande robustesse et fiabilité. Les résultats obtenus grâce à la méthode Driscoll-Kraay sont présentés dans le tableau 5. Chaque colonne du tableau représente un modèle différent, prenant en compte différents aspects du profil du

leader politique. L'interprétation des résultats est effectuée colonne par colonne, permettant une discussion plus approfondie et nuancée des effets de la dette extérieure et du profil des dirigeants sur la croissance économique. Cela nous permet de mieux comprendre et expliquer les dynamiques économiques complexes à l'œuvre dans les pays d'Afrique centrale.

Colonne 1 : Le résultat de la colonne 1 indique que la dette extérieure a un effet négatif sur la croissance économique dans les pays d'Afrique centrale. Cela signifie qu'une augmentation de la dette extérieure d'une unité entraîne une diminution de la croissance économique de 0.0918%. Ce résultat est cohérent avec la théorie de la dette insoutenable, selon laquelle un niveau élevé de dette extérieure peut entraver la croissance économique en réduisant les investissements et en augmentant le service de la dette.

L'impact négatif de la dette sur la croissance peut s'expliquer de plusieurs manières. Premièrement, un niveau d'endettement élevé peut entraîner une augmentation du service de la dette, c'est-à-dire des paiements d'intérêts et du principal, ce qui peut réduire les ressources disponibles pour investir dans l'économie. Deuxièmement, un niveau d'endettement élevé peut créer une incertitude quant à la capacité d'un pays à rembourser sa dette, ce qui peut réduire la confiance des investisseurs et décourager les investissements. Troisièmement, des niveaux d'endettement élevés peuvent conduire à une dépendance à l'égard des prêteurs internationaux et limiter la capacité d'un pays à mener des politiques économiques indépendantes.

Ce résultat est cohérent avec les travaux de [Patillo et al. \(2002\)](#) et [Clements et al. \(2003b\)](#), qui ont constaté un effet négatif de la dette extérieure sur la croissance dans les pays à faible revenu. Il est toutefois important de noter que l'effet de la dette sur la croissance peut varier en fonction de divers facteurs tels que la structure de l'économie, la qualité des institutions, les politiques économiques et la gestion de la dette.

Par exemple, certains pays pourraient être en mesure de gérer efficacement leur dette et de l'utiliser pour financer des investissements productifs qui stimulent la croissance. D'autres pays pourraient avoir du mal à gérer leur dette et se retrouver dans une situation d'endettement insoutenable, où le service de la dette absorbe une part importante des ressources du pays et entrave la croissance.

Il est également possible que l'effet de la dette sur la croissance soit non linéaire, c'est-à-dire qu'il varie en fonction du niveau d'endettement. Par exemple, la dette peut avoir un effet positif sur la croissance jusqu'à un certain seuil, au-delà duquel l'effet devient négatif. Cette idée est soutenue par les travaux de [Clements et al. \(2003b\)](#), qui estiment un seuil d'endettement

au-delà duquel l'endettement devient préjudiciable à la croissance.

Colonne 3 : Le résultat de la colonne 3 indique que l'âge du leader politique a un effet positif sur le PIB par habitant dans les pays d'Afrique centrale. Cela signifie qu'un dirigeant plus âgé a tendance à avoir un effet positif sur la croissance économique. Ce résultat peut s'expliquer par un certain nombre de facteurs.

Premièrement, un dirigeant plus âgé peut avoir plus d'expérience dans la gouvernance et la gestion des politiques économiques et sociales. Cette expérience peut lui permettre de prendre des décisions plus éclairées et plus efficaces, susceptibles de conduire à de meilleures performances économiques. Deuxièmement, un leader plus âgé peut avoir une plus grande sagesse acquise grâce à des années d'expérience et de réflexion. Cette sagesse lui permettra peut-être de mieux comprendre les complexités et les nuances des défis économiques et sociaux, et d'élaborer des solutions plus nuancées et plus efficaces. Troisièmement, un dirigeant plus âgé peut avoir une plus grande légitimité aux yeux de la population et des autres acteurs politiques. Cette légitimité peut lui permettre de mettre en œuvre des politiques économiques et sociales plus audacieuses et plus innovantes sans craindre une opposition excessive.

Ces interprétations sont cohérentes avec les travaux de [Jones et Olken \(2005\)](#) et [Besley et Reynal-Querol \(2011\)](#). [Jones et Olken \(2005\)](#) constatent un effet positif de l'âge des dirigeants sur la croissance économique dans un échantillon de 138 pays. Ils suggèrent que les dirigeants plus âgés pourraient être plus à même de mettre en œuvre des réformes économiques efficaces grâce à leur expérience et leur sagesse. [Besley et Reynal-Querol \(2011\)](#) montrent que les dirigeants plus âgés sont associés à une meilleure qualité institutionnelle et à une plus faible propension à la guerre civile. Ils suggèrent que les dirigeants plus âgés pourraient être plus à même de gérer les conflits et de maintenir la stabilité politique, ce qui pourrait favoriser la croissance économique.

Cependant, il est important de noter que l'effet de l'âge des dirigeants sur la croissance économique peut dépendre de nombreux autres facteurs, tels que le contexte institutionnel, culturel et socioéconomique du pays. Par exemple, dans un pays doté d'institutions fortes et d'une culture de respect de l'âge et de l'expérience, l'effet positif de l'âge des dirigeants sur la croissance économique peut être plus fort. À l'inverse, dans un pays doté d'institutions faibles et d'une culture de méfiance à l'égard des personnes âgées, l'effet positif de l'âge des dirigeants sur la croissance économique peut être plus faible.

Pour l'âge du leader politique, on peut calculer l'effet seuil et l'effet net. L'effet de seuil

est une valeur critique de l'âge du dirigeant au-dessus de laquelle l'effet de la dette extérieure sur la croissance économique change de signe. Dans ce cas, le seuil est calculé comme le rapport entre le coefficient de la dette extérieure et le coefficient de l'interaction entre la dette et l'âge des dirigeants. Pour la colonne 3, le seuil est de 57,66. Cela signifie que lorsque l'âge du dirigeant atteint 57,66 ans, l'effet de la dette extérieure sur le PIB par habitant change de signe.

$$Effet\ seuil = \frac{|\beta_{Debt_external}|}{\beta_{Debt*Age_leader}} = \frac{0,00692}{0,000120} = 57,66$$

$$Effet\ net = (-0,00692 + (0,000120 \times 55,775)) = -0,000227$$

L'effet de seuil a d'importantes implications politiques. En effet, la valeur seuil de 57,66 pour l'âge du leader se situe entre les âges minimum et maximum des dirigeants politiques présentés dans le tableau des statistiques descriptives. Cela signifie que l'impact de la dette extérieure sur la croissance économique peut varier en fonction de l'âge du dirigeant. Les décisions de politique économique et de gestion de la dette doivent donc tenir compte non seulement du niveau d'endettement mais aussi de l'âge du dirigeant politique. Cela met en évidence l'importance de la gouvernance et du leadership dans la gestion économique des pays d'Afrique centrale.

L'effet net est l'effet total de la dette extérieure sur le PIB, en tenant compte de l'âge du dirigeant. Il est calculé en additionnant l'effet direct de la dette extérieure (le coefficient de la dette extérieure) et l'effet indirect via l'âge du chef de l'État (le produit du coefficient d'interaction entre la dette et l'âge du chef de l'État et la valeur de l'âge moyen du chef de l'État incluse dans le tableau des statistiques descriptives). Dans ce cas, l'effet net est de -0,000227. Cela signifie que, compte tenu de l'âge du leader, une augmentation de 1 % de la dette extérieure réduit la croissance économique de 0,0227 %.

Colonne 5 : Le résultat de la colonne 5 indique que l'interaction entre la dette extérieure et le niveau d'éducation du leader politique a un effet sur la croissance économique dans les pays d'Afrique centrale. Plus précisément, le coefficient de l'interaction est positif et significatif au niveau de 1 %, ce qui suggère que l'effet négatif de la dette extérieure sur la croissance économique est atténué lorsque le leader politique a un niveau d'éducation plus élevé. Cela peut être dû au fait qu'un dirigeant ayant un niveau d'éducation plus élevé peut être mieux équipé pour gérer efficacement la dette extérieure, par exemple en mettant en œuvre des politiques économiques saines, en négociant de meilleures conditions de prêt avec les créanciers ou en évitant le sur-endettement.

Cette conclusion est conforme à certains travaux antérieurs dans la littérature économique. Par exemple, [Bokpin \(2011\)](#) a constaté que le niveau d'éducation des dirigeants politiques a un effet positif sur la gestion de la dette dans les pays africains. De même, [Jaramillo et Sancak \(2009\)](#) ont montré que les pays dont les dirigeants ont des niveaux d'éducation plus élevés ont tendance à avoir des niveaux de dette publique plus faibles. Cependant, il existe également des travaux qui ont abouti à des résultats contradictoires. Par exemple, [Dreher et Vaubel \(2004\)](#) ont constaté que le niveau d'éducation des dirigeants politiques n'avait pas d'effet significatif sur la dette publique dans un échantillon de pays développés et en développement.

Plusieurs facteurs pourraient expliquer la divergence de ces résultats. Le contexte institutionnel et politique peut jouer un rôle important. Dans les pays où les institutions sont solides et où il existe des mécanismes efficaces de contrôle et de responsabilisation, les dirigeants politiques peuvent être plus enclins à utiliser leur éducation pour le bien public. En revanche, dans les pays où les institutions sont faibles, les dirigeants politiques sont plus susceptibles d'utiliser leur éducation pour poursuivre leurs propres intérêts, ce qui ne conduit pas nécessairement à une meilleure gestion de la dette. Le niveau d'éducation des dirigeants politiques peut également avoir des effets différents selon le type de dette considéré. Par exemple, des niveaux d'éducation plus élevés peuvent s'avérer plus bénéfiques pour la gestion de la dette extérieure, qui nécessite souvent de négocier avec les créanciers internationaux et de naviguer dans le système financier international complexe, que pour la gestion de la dette intérieure.

De la même manière que pour l'âge du leader, on peut calculer l'effet de seuil et l'effet net pour le niveau d'éducation du leader.

$$Effet\ seuil = \frac{|\beta_{Debt_external}|}{\beta_{Debt*niveau\ d'etude_leader}} = \frac{0,00665}{0,000850} = 7,82$$

$$Effet\ net = (-0,00665 + (0,000850 \times 55,775)) = -0,00212715$$

L'effet de seuil est calculé comme le rapport entre le coefficient de la dette extérieure et le coefficient d'interaction entre la dette et le niveau d'éducation du dirigeant. Dans ce cas, le seuil est de 7,82. Cela signifie que lorsque le niveau d'éducation du dirigeant atteint 7,82%, l'effet du niveau de la dette extérieure sur la croissance économique change de signe.

L'effet net reste l'effet total de la dette extérieure sur le PIB par habitant, en tenant compte du niveau d'éducation du chef de l'État. Il est calculé en additionnant l'effet direct de la dette extérieure (le coefficient de la dette extérieure) et l'effet indirect via le niveau d'éducation du chef de ménage (le produit du coefficient d'interaction entre la dette et le niveau d'éducation

du chef de ménage). du chef de ménage et la valeur du niveau d'éducation moyen du chef de ménage). Dans ce cas, l'effet net est de -0,00212715. Cela signifie que, compte tenu du niveau d'éducation du dirigeant, une augmentation de 1% de la dette extérieure réduit la croissance économique de 0,212715%.

Il est important de noter que le seuil demeure significatif puisqu'il se situe entre les niveaux de scolarité minimum et maximum présentés dans le tableau des statistiques descriptives (tableau 1). Cela souligne l'importance du niveau d'éducation du dirigeant dans la gestion de la dette extérieure et son impact sur le PIB par habitant.

Colonne 7 : Le résultat de la colonne 7 indique que le fait qu'un leader ait étudié hors d'Afrique a un impact négatif sur la croissance économique des pays d'Afrique Centrale. Cela signifie qu'avoir un dirigeant qui a étudié hors d'Afrique est associé à une diminution du PIB par habitant. Ce résultat peut s'expliquer de plusieurs manières. Premièrement, un dirigeant qui a étudié hors d'Afrique est peut-être moins familier avec la réalité socioéconomique et culturelle de son pays. Cette moindre familiarité peut le rendre moins efficace dans la conception et la mise en œuvre de politiques économiques et sociales adaptées à son pays. Deuxièmement, un dirigeant qui a étudié en dehors de l'Afrique peut être plus susceptible d'adopter des politiques inappropriées ou imposées par les donateurs internationaux. Ces politiques peuvent ne pas tenir compte des spécificités locales et peuvent donc être moins efficaces pour stimuler la croissance économique.

Ces interprétations sont en contradiction avec les travaux d'[Ahlerup et Olsson \(2012\)](#) et [Gift et Krcmaric \(2017\)](#). [Ahlerup et Olsson \(2012\)](#)) constatent un effet positif de l'éducation à l'étranger sur la croissance économique dans un échantillon de 113 pays. Ils suggèrent que l'éducation à l'étranger peut contribuer à développer des compétences et des connaissances bénéfiques pour la croissance économique. [Gift et Krcmaric \(2017\)](#) ont montré que les dirigeants formés à l'étranger sont plus démocratiques et moins corrompus. Ils suggèrent que l'éducation à l'étranger peut contribuer à développer des valeurs et des attitudes qui favorisent la démocratie et la bonne gouvernance, lesquelles peuvent à leur tour favoriser la croissance économique. Cependant, il est important de noter que l'impact des études à l'étranger sur la croissance économique peut dépendre de nombreux autres facteurs, tels que le contexte institutionnel, culturel et socioéconomique du pays. Par exemple, dans un pays doté d'institutions solides et d'une culture de respect de l'éducation, l'effet négatif d'avoir étudié en dehors de l'Afrique sur la croissance économique peut être moindre. À l'inverse, dans un pays doté d'institutions faibles

et d'une culture de méfiance à l'égard de l'éducation, l'effet négatif des études hors d'Afrique sur la croissance économique peut être plus important.

Colonne 9 : Le résultat de la colonne 9 indique que le fait qu'un leader ait étudié en Afrique a un impact positif sur la croissance économique des pays d'Afrique Centrale. Cela signifie qu'avoir un leader ayant étudié en Afrique est associé à une augmentation de la croissance économique. Ce résultat peut s'expliquer de plusieurs manières. Premièrement, un leader qui a étudié en Afrique peut être plus conscient des défis et des opportunités spécifiques à son continent. Ces connaissances approfondies peuvent leur permettre de concevoir et de mettre en œuvre des politiques économiques et sociales mieux adaptées aux réalités africaines. Deuxièmement, un dirigeant qui a étudié en Afrique peut être plus enclin à promouvoir des politiques de coopération avec d'autres pays africains. Cette coopération peut conduire à des synergies et à des avantages mutuels qui stimulent la croissance économique.

Ces interprétations s'inscrivent dans la lignée des travaux de [Masunungure et Ndoma \(2013\)](#), [Eggoh et al. \(2015\)](#), [Houmpe et al. \(2020\)](#) et [Donal et al. \(2021\)](#). [Eggoh et al. \(2015\)](#) ont découvert un effet positif de l'éducation en Afrique sur la croissance économique dans un échantillon de 35 pays africains. Ils suggèrent que l'éducation en Afrique peut contribuer à développer des compétences et des connaissances bénéfiques pour la croissance économique. [Masunungure et Ndoma \(2013\)](#) ont montré que les dirigeants instruits en Afrique sont plus pacifiques et plus respectueux des droits humains. Ils suggèrent que l'éducation en Afrique peut contribuer à développer des valeurs et des attitudes qui favorisent la paix et le respect des droits de l'homme, ce qui peut à son tour créer un environnement propice à la croissance économique.

Cependant, il est important de noter que l'impact de l'éducation en Afrique sur la croissance économique peut dépendre de nombreux autres facteurs, tels que le contexte institutionnel, culturel et socioéconomique du pays. Par exemple, dans un pays doté d'institutions solides et d'une culture de respect de l'éducation, l'effet positif d'avoir étudié en Afrique sur le PIB par habitant peut être plus fort. À l'inverse, dans un pays doté d'institutions faibles et d'une culture de méfiance à l'égard de l'éducation, l'effet positif d'avoir étudié en Afrique sur la croissance économique peut être plus faible.

Tableau 6 – Rôle du profil du dirigeant dans la relation entre dette extérieure et croissance économique : méthode Driscoll-Kraay

Variables	PIB						
	Âge			Niveau d'étude		Étude en Afrique	
Dette	-0 ,000918*	-0 ,00643**	-0 ,00692***	-0 ,00785*	-0 ,00665***	-0 ,000994*	-0 ,00153**
	(0 ,000645)	(0 ,00596)	(0 ,00238)	(0 ,00622)	(0 ,00232)	(0 ,000564)	(0 ,00128)
Âge_leader		0 ,0214***	0 ,00976**				
		(0 ,00381)	(0 ,00483)				
Dette*Âge_leader			0 ,000120***				
			(4 ,12e-05)				
Niveau d'étude_leader				0 ,00496	0 ,0892*		
				(0 ,0506)	(0 ,0531)		
Dette*Niveau d'étude_leader					0 ,000850**		
					(0 ,000336)		
Étude_en_Afrique						0 ,300***	0 ,200**
						(0 ,104)	(0 ,153)
Dette*Étude_en_Afrique							0 ,000810**
							(0 ,000549)
Education			0 ,0107**		0 ,00790**		0 ,00669**
			(0 ,00402)		(0 ,00308)		(0 ,00291)
Transfert_migrants			0 ,124***		0 ,111***		0 ,0984***
			(0 ,0199)		(0 ,0202)		(0 ,0177)
Valeur_ajoutée_manuf			-0 ,00839***		-0 ,00905***		-0 ,00888***
			(0 ,00218)		(0 ,00271)		(0 ,00262)
Indice capital humain			0 ,309		0 ,604***		0 ,538**
			(0 ,212)		(0 ,223)		(0 ,251)
Dépenses_Cons_Public			-0 ,00800		-0 ,00746		-0 ,00579
			(0 ,00666)		(0 ,00520)		(0 ,00509)
Contrôle corruption			-0 ,178***		-0 ,189**		-0 ,183**
			(0 ,0576)		(0 ,0820)		(0 ,0752)
Stabilité politique			0 ,107***		0 ,132***		0 ,141***
			(0 ,0104)		(0 ,0148)		(0 ,0118)
Responsabilité			0 ,135*		0 ,107		0 ,115
			(0 ,0783)		(0 ,0876)		(0 ,0878)
Règle de droit			-0 ,00164**		-0 ,00140***		-0 ,00141**
			(0 ,000610)		(0 ,000474)		(0 ,000616)
Efficacité gouvernementale			0 ,241		0 ,252		0 ,291
			(0 ,228)		(0 ,245)		(0 ,241)
Constant	12 ,27***	11 ,49***	12 ,39***	12 ,37***	12 ,60***	12 ,40***	12 ,52***
	(0 ,0938)	(0 ,244)	(0 ,279)	(0 ,323)	(0 ,314)	(0 ,110)	(0 ,349)
Effet seuil			57 ,66		7 ,82		
Effet net							
Observations	315	315	270	315	270	315	270
R-squared	0 ,045	0 ,350	0 ,709	0 ,161	0 ,677	0 ,066	0 ,680
Number of groups	7	7	6	7	6	7	6
F	18 ,99	69 ,87	476 ,3	32 ,58	360 ,1	5 ,229	202 ,8
Prob > F	0 ,0000	0 ,0000	0 ,0000	0 ,0000	0 ,0000	0 ,0092	0 ,0000

Source : Auteur. Note : ***, **, * représentent les seuils de significativité à 1%, 5% et 10% respectivement. Les valeurs entre parenthèses représentent les erreurs-types.

Dans ce contexte, des dirigeants africains instruits ont démontré leur capacité à gérer efficacement leur dette extérieure et à trouver des solutions innovantes aux besoins de leur pays. Par exemple, le président de la République du Congo, Denis Sassou Nguesso, a étudié à l'Université Marien Ngouabi de Brazzaville. Depuis son élection en 1997, il a introduit des stratégies de gestion de la dette pour réduire le fardeau de la dette extérieure du Congo. En collaboration avec des partenaires internationaux, il a négocié avec succès l'annulation d'une partie importante de la dette du Congo. Il a également travaillé à la diversification de l'économie congolaise

afin de réduire sa dépendance aux exportations pétrolières. De même, le président tchadien Idris Deby Itno a étudié à l'école nationale d'administration et de magistrature du Tchad. Depuis son arrivée au pouvoir en 1990, il s'est efforcé de réduire la dette extérieure du Tchad et de stabiliser l'économie du pays. Il a également introduit une politique de transparence fiscale et mené des réformes pour réduire la corruption intérieure. Enfin, le président du Cameroun, Paul Biya, a également étudié à l'Université de Yaoundé en Afrique. Depuis son arrivée au pouvoir en 1982, il s'est efforcé de réduire la dette extérieure du Cameroun et de diversifier l'économie du pays afin de la rendre plus résiliente aux chocs économiques extérieurs. Il a également travaillé pour améliorer la transparence et la responsabilité des finances du pays.

Dans l'ensemble, les exemples de la République du Congo, du Tchad et du Cameroun mettent en évidence l'efficacité des dirigeants africains qui étudient en Afrique dans la gestion de la dette extérieure de leur pays. Ils combinent souvent leur connaissance approfondie de leur pays et de ses conditions avec des compétences en négociation et en gestion pour trouver des solutions innovantes et efficaces à des problèmes complexes. Cela montre que les dirigeants africains instruits jouent un rôle clé dans la gestion de la dette extérieure de leur pays et dans la promotion d'un développement économique durable.

2.2.4 Traitement du problème d'endogénéité

L'endogénéité se produit lorsque la variable d'intérêt (dans votre cas, la dette extérieure ou le profil d'un leader politique) est corrélée à l'erreur de régression, ce qui peut biaiser les estimations des coefficients. Dans le cadre de notre étude, il existe un risque d'endogénéité entre la croissance économique et le profil du leader politique. En effet, le profil du leader politique peut affecter à la fois la dette extérieure et la croissance économique, ce qui peut introduire un biais dans l'analyse de l'impact de la dette extérieure sur la croissance économique. Par exemple, un dirigeant politique corrompu ou incompetent pourrait avoir tendance à s'endetter davantage à l'extérieur pour financer des projets non rentables ou pour s'enrichir personnellement, ce qui pourrait avoir un impact négatif sur la croissance économique. À l'inverse, un dirigeant politique compétent et honnête pourrait être en mesure de gérer la dette plus efficacement et de mettre en œuvre des politiques économiques qui favorisent la croissance. Il est donc important de prendre en compte ces facteurs endogènes dans notre analyse, en utilisant des techniques économétriques appropriées pour contrôler les biais éventuels et obtenir des résultats robustes. Il peut également être intéressant d'inclure des variables supplémentaires dans le modèle, telles que des indicateurs de gouvernance ou de stabilité politique, afin de mieux comprendre les mé-

canismes de causalité entre la dette extérieure, le profil des dirigeants politiques et la croissance économique dans les pays d'Afrique centrale.

La régression 2SLS (Two-Step Least Squares) est une technique d'estimation robuste utilisée pour corriger l'endogénéité dans les modèles économétriques où les variables explicatives sont corrélées avec le terme d'erreur. Il utilise des variables instrumentales pour obtenir des estimations cohérentes et non biaisées des paramètres. L'importance de cette technique est soulignée par [Hill et al. \(2021\)](#) et [Cooper et al. \(2020\)](#), qui reconnaissent que l'endogénéité peut biaiser les résultats et conduire à des inférences incorrectes.

Cette méthode d'estimation (régression des variables instrumentales 2SLS) est essentielle dans notre étude car elle nous permet de corriger l'endogénéité potentielle entre la croissance économique et le profil du leader politique dans les pays d'Afrique centrale. Selon [Bliese et al. \(2020\)](#), cette technique est particulièrement utile lorsque les variables explicatives sont corrélées à l'erreur de régression, ce qui est souvent le cas dans les études économiques. Dans notre cas, l'âge, le niveau d'éducation et la localisation du dirigeant politique peuvent être liés à des caractéristiques non observées qui affectent à la fois la dette extérieure et la croissance économique. À cette fin, nous instrumentons des variables de qualité institutionnelle telles que le contrôle de la corruption, la stabilité politique, la voix et la responsabilité, l'État de droit et une gouvernance efficace. Ces variables sont considérées comme exogènes à la croissance économique et peuvent être utilisées pour contrôler l'endogénéité, comme l'a souligné [Wooldridge \(2003\)](#). En effet, ces variables peuvent influencer indirectement la dette extérieure et le profil du leader politique, mais ne sont pas directement liées à la croissance économique, ce qui en fait des instruments pertinents pour notre modèle. Cette approche permet d'obtenir des estimations fiables et robustes de l'impact de la dette extérieure et du profil du leader politique sur la croissance économique dans les pays d'Afrique centrale, et les résultats sont donc présentés dans le tableau 7.

Tableau 7 – Rôle du profil du dirigeant dans la relation entre dette extérieure et croissance économique : régression 2SLS

Variables	PIB					
	Âge		Niveau d'étude		Étude en Afrique	
Dette	-0,00209*** (0,000408)	-0,0485*** (0,0188)	-0,00325*** (0,000501)	-0,0589*** (0,0101)	-0,00329*** (0,000534)	-0,00569*** (0,000932)
Âge_leader	0,0172*** (0,00166)	0,0126*** (0,00119)				
Dette*Âge_leader		0,000784** (0,000311)				
Niveau d'étude_leader			0,0673** (0,0262)	-0,446*** (0,0948)		
Dette*Niveau d'étude_leader				0,00979*** (0,00173)		
Étude en Afrique					0,0890 (0,0629)	-0,290*** (0,104)
Dette*Étude en Afrique						0,00454*** (0,00107)
Éducation	0,0105*** (0,00200)	0,0234*** (0,00627)	0,00979*** (0,00253)	0,00616** (0,00295)	0,0108*** (0,00250)	0,0102*** (0,00264)
Transferts migrants	0,181*** (0,0274)	0,179*** (0,0448)	0,178*** (0,0336)	0,230*** (0,0405)	0,164*** (0,0369)	0,173*** (0,0390)
Valeur ajoutée manuf ,	-0,0136*** (0,00124)	-0,0117*** (0,00219)	-0,0138*** (0,00151)	-0,0125*** (0,00177)	-0,0136*** (0,00153)	-0,0128*** (0,00163)
Indice capital humain	1,378*** (0,242)	0,895** (0,436)	1,986*** (0,301)	2,652*** (0,370)	1,801*** (0,294)	1,930*** (0,312)
Dépenses_Cons_Public	-0,0176*** (0,00529)	-0,0127 (0,00904)	-0,0184*** (0,00647)	-0,0415*** (0,00821)	-0,0165** (0,00653)	-0,0183*** (0,00687)
Constant	13,43*** (0,343)	15,38*** (0,981)	14,75*** (0,386)	18,64*** (0,829)	14,85*** (0,388)	15,12*** (0,416)
Observations	270	270	270	270	270	270
R-squared	0,567	0,603	0,413	0,213	0,401	0,333
Chi2	431,2	162,6	237,9	191,0	225,5	209,3
Prob > Chi2	0,0000	0,0000	0,0000	0,0000	0,0000	0,0000

Source : Auteur. Note : ***, **, * représentent les seuils de significativité à 1%, 5% et 10% respectivement. Les valeurs entre parenthèses représentent les erreurs-types.

2.3 Robustesse

2.3.1 Robustesse par les moindres carrés généralisés

Dans le cadre de notre analyse de robustesse, nous avons tenté de vérifier la fiabilité de nos résultats en utilisant une méthode d'estimation alternative : les moindres carrés généralisés (MCG). Cette approche est particulièrement utile lorsque les erreurs sont corrélées ou hétéroscédastiques, ce qui peut être le cas dans notre étude de l'impact du profil de leadership sur la gestion de la dette extérieure en Afrique centrale. Le tableau 8 présente les résultats obtenus en utilisant cette méthode d'estimation.

Tableau 8 – Le rôle du profil du dirigeant dans la relation entre dette extérieure et croissance économique : méthode des moindres carrés généralisés (FGLS)

Variables	PIB						
	Âge			Niveau d'étude		Étude en Afrique	
Dette	-0,000918* (0,000478)	-0,00643** (0,00281)	-0,00692*** (0,00135)	-0,00785* (0,00466)	-0,00665*** (0,00224)	-0,000944** (0,000467)	-0,00153** (0,000644)
Âge_leader		0,0214*** (0,00389)	0,00976*** (0,00360)				
Dette*Âge_leader			0,000120*** (2,13e-05)				
Niveau d'étude_leader				0,00496 (0,0488)	0,0892* (0,0509)		
Dette*Niveau d'étude_leader					0,000850** (0,000377)		
Étude en Afrique						0,300*** (0,0643)	0,200** (0,0992)
Dette*Étude en Afrique							0,000810** (0,000386)
Éducation			0,0107*** (0,00246)		0,00790*** (0,00256)		0,00669** (0,00263)
Transferts migrants			0,124*** (0,0256)		0,111*** (0,0270)		0,0984*** (0,0275)
Valeur ajoutée manuf ,			-0,00839*** (0,00125)		-0,00905*** (0,00132)		-0,00888*** (0,00131)
Indice capital humain			0,309 (0,243)		0,604** (0,270)		0,538** (0,253)
Dépenses_Cons_Public			-0,00800 (0,00490)		-0,00746 (0,00531)		-0,00579 (0,00512)
Contrôle corruption			-0,178*** (0,0284)		-0,189*** (0,0299)		-0,183*** (0,0298)
Stabilité politique			0,107*** (0,0196)		0,132*** (0,0205)		0,141*** (0,0198)
Responsabilité			0,135*** (0,0255)		0,107*** (0,0267)		0,115*** (0,0264)
Règle de droit			-0,00164** (0,000700)		-0,00140* (0,000740)		-0,00141* (0,000734)
Efficacité gouvernementale			0,241*** (0,0840)		0,252*** (0,0892)		0,291*** (0,0888)
Constant	12,27*** (0,0660)	11,49*** (0,203)	12,39*** (0,335)	12,37*** (0,279)	12,60*** (0,381)	12,40*** (0,0457)	12,52*** (0,353)
Effet seuil			57,66		7,82		
Effet net							
Observations	315	315	270	315	270	315	270
Nombre d'ID	7	7	6	7	6	7	6
Chi2	14,91	169,6	658,5	60,59	564,7	22,42	574,3
Prob > Chi2	0,0754	0,0000	0,0000	0,0000	0,0000	0,0000	0,0000

Source : Auteur. Note : ***, **, * représentent les seuils de significativité à 1%, 5% et 10% respectivement. Les valeurs entre parenthèses représentent les erreurs-types.

En comparant ces résultats avec ceux obtenus précédemment, nous pouvons évaluer la sensibilité de nos conclusions à la méthode d'estimation utilisée. Il est rassurant de voir que nos premiers résultats restent valables après application de la méthode des MCG. Cela donne confiance à nos conclusions et suggère que nos résultats sont robustes non seulement à la spécification du modèle mais également à la méthode d'estimation utilisée. En somme, l'analyse de robustesse confirme l'importance du profil de leadership dans la gestion de la dette extérieure en Afrique Centrale. Cela souligne la nécessité pour les décideurs politiques de prendre en compte

le profil du leadership lors de la conception des stratégies de gestion de la dette.

2.3.2 Appariement par score de propension (PSM)

Dans cette étude, une analyse de l'effet de la dette extérieure sur la croissance économique a donné des résultats significatifs, montrant un effet positif pour les dirigeants qui ont étudié en Afrique et un effet négatif pour ceux qui ont étudié en dehors de l'Afrique. Afin de renforcer la robustesse de ces conclusions et de vérifier la validité des résultats obtenus, nous utilisons la méthode d'appariement par score de propension (PSM) dans le cadre des analyses de robustesse complémentaires. La MSP est une méthode statistique largement utilisée en économétrie pour réduire les biais de sélection et estimer plus précisément les effets causaux d'une variable d'intérêt (Najjar-Debbiny et al., 2023).

Dans notre étude, le PSM est utilisée pour créer des groupes comparables de pays avec des dirigeants formés en Afrique et en dehors de l'Afrique, en contrôlant les caractéristiques observables qui pourraient influencer les résultats. Cette méthode d'analyse repose sur l'estimation du score de propension, qui représente la probabilité pour chaque pays d'avoir un leader ayant étudié en Afrique, sur la base de ses caractéristiques observables.

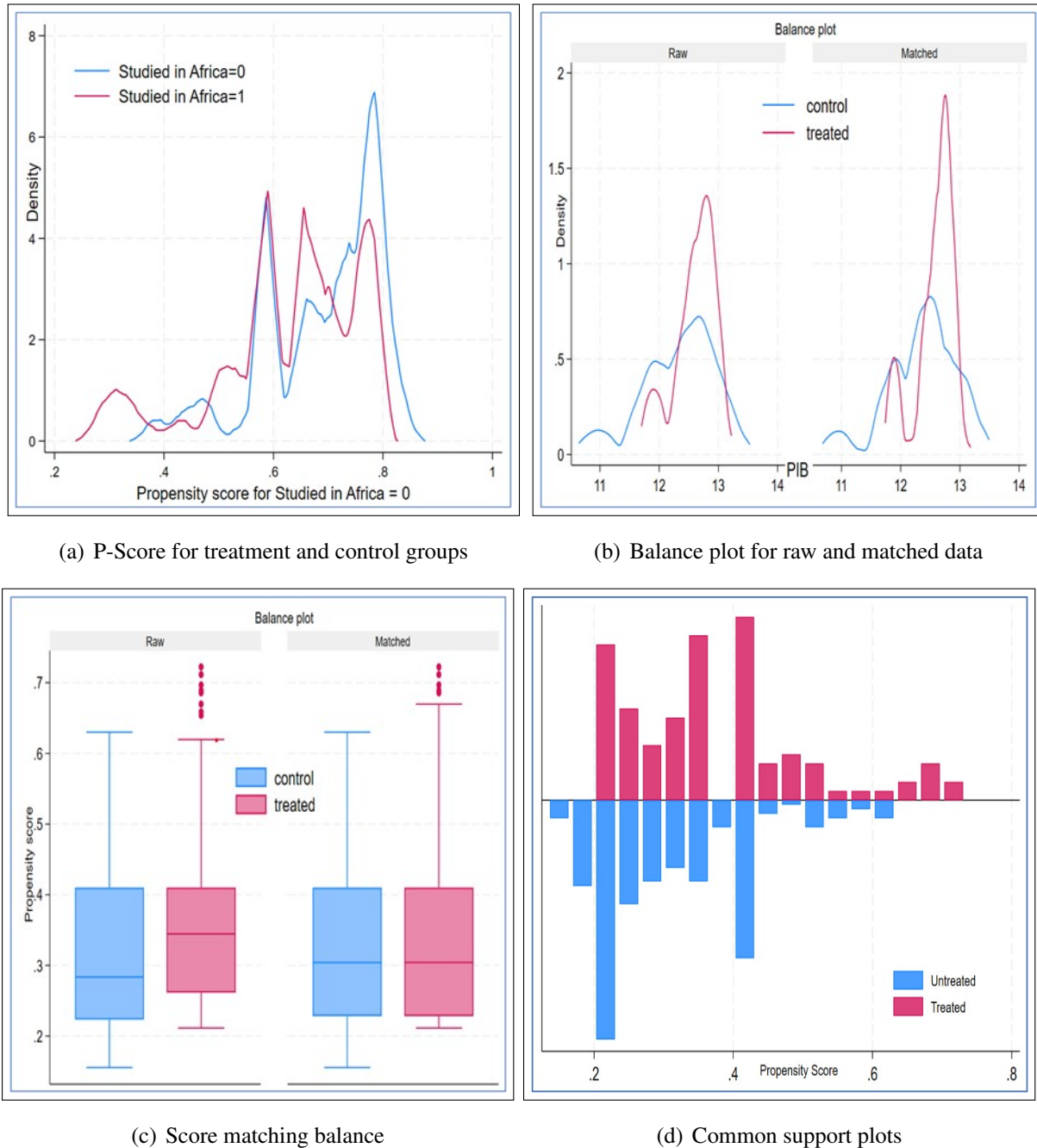
À l'aide de cette probabilité, les pays peuvent être appariés de sorte que des groupes comparables soient équilibrés en termes de caractéristiques susceptibles d'influencer les résultats. Cela nous permettra de contrôler les variables confondantes et de nous assurer que les différences observées dans l'impact de la dette extérieure sur la croissance économique pour les dirigeants qui ont étudié en Afrique et en dehors de l'Afrique sont bien dues au lieu d'éducation du dirigeant. En isolant cet effet, nous serons en mesure de renforcer la validité et la robustesse de nos conclusions.

➡ Application de l'appariement

La figure 14(a) montre la distribution des scores de propension pour les groupes de traitement et de contrôle, où le traitement est défini par le fait d'avoir étudié en Afrique. Les deux distributions, représentées par les lignes rouge et bleue, montrent un certain chevauchement, ce qui indique que les dirigeants qui ont étudié en Afrique ont des caractéristiques similaires à ceux qui n'ont pas étudié en Afrique en termes de variables observées. Cela suggère que le PSM pourrait être efficace pour appairer les dirigeants des deux groupes, ce qui permettrait une estimation plus précise de l'impact de l'éducation en Afrique sur la croissance économique. Cette analyse est cruciale car elle permet de s'assurer que les comparaisons entre les groupes

sont valides et que les conclusions tirées sur l'impact de la formation au leadership en Afrique sur la croissance économique sont fiables.

Figure 14 – Application de l'appariement



Source : Auteur à partir du logiciel STATA 17

La figure 14(b) illustre l'effet de l'appariement par score de propension (PSM) sur l'équilibre des données entre le groupe témoin et le groupe de traitement. Avant l'appariement, les courbes de densité du PIB montrent une différence notable entre les deux groupes, ce qui pour-

rait introduire un biais dans l'analyse de l'effet de l'éducation des dirigeants africains sur la croissance économique. Après appariement, les courbes sont presque superposées, ce qui indique que les distributions du PIB sont maintenant similaires entre les dirigeants qui ont étudié en Afrique et ceux qui ne l'ont pas fait. Cela suggère que le PSM a réussi à équilibrer les données, ce qui a permis une comparaison plus juste et des conclusions potentiellement plus précises sur l'impact de l'éducation des dirigeants sur la croissance économique en Afrique centrale.

La figure 14(c) montre le graphique d'équilibre pour les données brutes et appariées, avec des boîtes à moustaches pour les groupes de contrôle et de traitement avant et après l'appariement des scores de propension. Cette figure illustre comment le PSM peut créer des groupes équivalents pour l'analyse d'inférence causale dans les études observationnelles où l'attribution aléatoire n'est pas possible (Meizlish et al., 2021). Les données brutes montrent une différence notable entre les scores médians de propension des dirigeants qui ont étudié en Afrique et ceux qui ne l'ont pas fait, ce qui indique un déséquilibre initial. Après l'appariement, les médianes sont plus proches, ce qui suggère que le PSM a été ajusté pour tenir compte des différences de covariables entre les unités traitées et les unités témoins. Cela permet une estimation plus précise des effets du traitement, dans ce cas-ci, de l'impact de l'endroit où les gestionnaires ont été formés sur les résultats économiques.

➡ **Estimated average treatment**

Le tableau 9 de l'analyse PSM montre les résultats de la régression logistique utilisée pour estimer les scores de propension et l'effet moyen du traitement (ATT) avec son erreur-type, sa valeur statistique t et son intervalle de confiance. L'estimation de l'effet moyen du traitement (ATT) du tableau 8 est une mesure de la différence moyenne entre les pays où les dirigeants ont étudié en Afrique (valeur traitée : 12,62) et les pays où les dirigeants n'ont pas étudié en Afrique (valeur non traitée : 12,31) sur la dette extérieure et la croissance économique en Afrique centrale. Une ATT positive (0,308) indique un impact positif de la variable de traitement (étude en Afrique) sur les résultats. Ce résultat suggère que la place de l'éducation des dirigeants a un effet causal sur la dette extérieure et la croissance économique en Afrique centrale.

L'estimation positive de l'effet moyen du traitement (ATT) présentée ci-dessus a une incidence importante. En effet, il suggère que les pays d'Afrique centrale dont les dirigeants ont étudié en Afrique bénéficient d'un impact positif sur la croissance économique. Cela suggère que les dirigeants formés en Afrique sont capables de mettre en œuvre des politiques écono-

miques plus efficaces ou bénéfiques pour leur pays que ceux qui ont étudié à l'étranger. En d'autres termes, la formation des leaders en Afrique a un impact positif sur la croissance économique des pays de la région, soulignant l'importance de former les leaders locaux pour un développement économique durable en Afrique centrale.

Tableau 9 – Estimation on the average treatment effect

Variable	Sample	Treated	Controls	Difference	S ,E ,	T-stat
Dette extérieure (PIB)	Unmatched	12 ,602	12 ,337	0 ,265	0 ,062	4 ,240
	ATT	12 ,622	12 ,314	0 ,308	0 ,215	1 ,430
psmatch2 : common Common support						
psmatch2 : Treatment assignment	Off support	On support	Total	Number of obs	315	
	Untreated	0	211	211	LR chi2(7)	19 ,89
	Treated	8	96	104	Prob > chi2	0 ,0000
	Total	8	307	315	R2 username	0 ,0498

Note : S.E. does not take into account that the propensity score is estimated

Source : Auteur

➡ Vérification de l'équilibrage avant et après l'appairage

La figure 14(d) montre le graphique des supports communs, qui illustre la distribution des scores de propension pour les groupes traités et non traités. Ce graphique est crucial car il permet d'évaluer si les groupes ont suffisamment de soutien commun pour permettre une comparaison précise de l'impact du lien éducatif des dirigeants sur la croissance économique en Afrique centrale. Les barres bleues représentent la fréquence des observations pour le groupe non traité (leaders qui n'ont pas étudié en Afrique), tandis que les barres roses représentent le groupe traité (leaders qui ont étudié en Afrique). L'observation d'un plus grand nombre de bars traités avec des scores de propension plus faibles et d'un plus grand nombre de bars non traités avec des scores plus élevés suggère des différences dans les caractéristiques des gestionnaires qui pourraient influencer les résultats économiques. Il existe également un chevauchement important entre les deux distributions, ce qui suggère que les individus du groupe témoin sont comparables à ceux du groupe de traitement en ce qui concerne les facteurs qui influencent leur inclusion dans l'étude (Meng et al., 2020). Ce chevauchement significatif fournit une base solide pour une comparaison équilibrée et aide à atténuer les biais potentiels découlant des différences préexistantes entre les groupes.

Tableau 10 – Check for pre- and postmatching balancing

Variable	Unmatched	Mean		%reduct		t-test		V(T)/V(C)
	Matched	Treated	Control	%Bias	bias	t	p>t	
_pscore	U	0 ,372	0 ,309	52 ,000		4 ,480	0 ,000	1 ,440*
	M	0 ,346	0 ,346	-0 ,200	99 ,600	-0 ,020	0 ,987	0 ,990

* If variance ratio outside [0 ,68 ; 1 ,47] for U and [0 ,67 ; 1 ,50] for M

Balancing indexes

Sample	Ps R2	LR chi2	p>chi2	MeanBias	MedBias	B	R	%Var
Unmatched	0 ,047	18 ,890	0 ,000	52 ,000	52 ,000	52 ,000*	1 ,440	0
Matched	0 ,000	0 ,000	0 ,987	0 ,2	0 ,2	0 ,2	0 ,990	0

* if B>25%, R outside [0.5 ; 2]

Source : Auteur

L'analyse des vérifications d'équilibre avant et après appariement dans le tableau 10 montre des résultats encourageants en termes de similarité entre les groupes traités et témoins avant et après appariement. La différence moyenne standardisée pour la variable pscore dans le modèle PSM est proche de zéro après appariement, indiquant que les deux groupes sont désormais comparables en termes de caractéristiques observables. En effet, après appariement, le test t indique que la différence entre les groupes n'est plus statistiquement significative. De plus, la réduction du biais et la convergence des ratios de variance vers l'unité confirment que les groupes sont désormais comparables sur les covariables clés. Cela suggère que le processus d'appariement a été efficace pour équilibrer les caractéristiques des dirigeants qui ont étudié en Afrique et de ceux qui n'y ont pas étudié, renforçant ainsi la validité des résultats.

Conclusion

L'incapacité de certaines économies à recourir à la dette extérieure pour stimuler une forte croissance économique a relancé le débat sur la relation entre ces deux indicateurs. Dans ce contexte, nous avons examiné le rôle que pourrait jouer le profil du leader politique dans la relation entre dette extérieure et croissance économique en Afrique centrale. Cet article évalue donc l'impact du profil du leader politique sur la relation entre dette extérieure et croissance en Afrique centrale. Les résultats montrent que la dette extérieure a un effet négatif sur la croissance en Afrique Centrale d'environ 0,0918%. En revanche, l'analyse du rôle du profil du leader montre que l'âge, le niveau d'éducation et le fait d'avoir étudié en Afrique ont un effet positif sur ladite relation de 0,0120%, 0,0850% et 0,0810% respectivement. D'un autre côté, avoir une éducation occidentale a un effet négatif sur la relation de croissance de la dette de 0,126 %.

Nous faisons les recommandations suivantes aux dirigeants des pays d’Afrique centrale : Les gouvernements devraient investir dans l’éducation et veiller à ce que les dirigeants politiques aient accès à une solide formation en économie et en finance. Les gouvernements devraient également soutenir la recherche et le développement en économie et en finance afin de renforcer les compétences et l’expertise des futurs dirigeants politiques. Les gouvernements devraient établir des mécanismes de contrôle pour garantir que les décisions concernant la dette extérieure sont prises de manière transparente et responsable. Les gouvernements doivent adopter des politiques qui encouragent la diversification économique et les investissements dans des secteurs prometteurs. Cela réduira la dépendance excessive à l’égard de la dette extérieure et favorisera une croissance économique durable. La décision de se concentrer sur les pays d’Afrique centrale se justifie par leurs caractéristiques économiques et politiques communes, ainsi que par l’existence d’institutions régionales telles que la Communauté économique et monétaire de l’Afrique centrale. Toutefois, les résultats ne sont peut-être pas généralisables à d’autres régions. Il serait également intéressant d’étudier l’impact du profil du leader politique sur la gestion de la dette dans d’autres régions. En outre, d’autres facteurs tels que la culture politique et les relations internationales pourraient être explorés pour mieux comprendre la gestion de la dette.

Conclusion de la première partie

L'élément clé pour qu'un pays puisse être considéré comme répondant aux critères des pays développés de la Banque mondiale est le niveau adéquat de prospérité durable pour ses habitants, généralement mesuré par le PIB par habitant du pays. Le taux de pauvreté d'un pays reflète également le bien-être économique de ses résidents (WDI, 2018a). La performance économique d'un pays, à son tour, est un reflet de sa gouvernance et peut être évaluée par le taux de croissance du revenu par habitant de ce pays par rapport à son PIB (Iyoha et Oriakhi, 2002). De plus, comme souligné précédemment, l'objectif de l'endettement est d'améliorer le niveau de vie des populations. C'est dans cette perspective que la première partie de cette recherche vise à évaluer l'impact de la gestion de la dette sur la croissance économique en Afrique centrale, et elle est structurée en deux chapitres distincts.

Le premier chapitre aborde les fondements de la dette, de la croissance économique et du développement théorique de la relation entre la dette extérieure et la croissance. Il se compose de trois parties distinctes. La première partie expose les principes de base de la dette, la deuxième se concentre sur les théories de gestion de la dette extérieure, tandis que la troisième intègre la dette extérieure dans la théorie macroéconomique. Quant au chapitre 2, également subdivisé en trois parties, il traite de l'analyse macroéconomique de la gestion de la dette en Afrique centrale. Les caractéristiques stylisées de la dynamique de la dette extérieure sont examinées dans la première partie, tandis que la deuxième présente des données empiriques sur la corrélation entre la gestion de la dette extérieure et la croissance économique. Enfin, la troisième partie de ce chapitre détaille l'approche méthodologique et l'analyse des résultats obtenus à partir de différents modèles économétriques.

En se basant sur les données de sources telles que WDI (2018a), Archigos (version 4.1) et Scartascini et al. (2021) couvrant la période de 1975 à 2019, et en utilisant des techniques d'estimation des variables instrumentales, l'étude sur l'impact de la gestion de la dette extérieure sur la croissance économique en Afrique centrale met en lumière trois conclusions significatives :

Premièrement, il ressort de l'analyse que la dette extérieure constitue un obstacle majeur à la croissance économique en Afrique centrale. Deuxièmement, une corrélation est observée entre l'âge et le niveau d'éducation d'un leader politique d'une part, et la croissance économique de l'autre. Cela indique que l'âge et le niveau d'éducation d'un leader politique sont des facteurs déterminants pour une gestion efficace de la dette extérieure afin d'avoir un impact positif sur

la croissance économique. Cependant, il est souligné dans cette étude que la localisation de l'éducation du leader politique a un impact significatif sur la relation entre la dette extérieure et la croissance économique. Ainsi, les leaders ayant suivi leur éducation en Afrique adoptent une approche plus efficace de la dette extérieure, tandis que ceux formés dans un contexte occidental ont tendance à avoir une approche moins optimale de la gestion de la dette extérieure.

Ces résultats ont d'importantes implications théoriques car ils soutiennent les théories de l'expertise et de la réélection, suggérant que les dirigeants ayant une meilleure éducation et une meilleure expérience sont plus à même de prendre des décisions économiques éclairées. Ainsi, cette étude enrichit la littérature sur la gouvernance et la gestion de la dette en soulignant l'importance des caractéristiques personnelles des dirigeants politiques. Elle confirme les travaux de (Northouse, 2021) sur le leadership et le management qui suggèrent que les caractéristiques personnelles des dirigeants, telles que l'âge et le niveau d'éducation, influencent leur efficacité. Elle est également cohérente avec les travaux d'Acemoglu et Robinson (2012) sur l'importance des institutions et du capital humain dans le développement économique. Concrètement, ces résultats suggèrent que les politiques de formation et de développement des dirigeants politiques devraient être adaptées pour inclure des critères d'âge et de niveau d'éducation. Les programmes de formation en Afrique devraient être renforcés pour préparer les futurs dirigeants à gérer efficacement la dette extérieure. De plus, les électeurs devraient être sensibilisés à l'importance de ces critères lors des élections. Enfin, les bailleurs de fonds internationaux et les institutions financières devraient prendre ces facteurs en compte lors de l'élaboration de leurs politiques de prêts et d'assistance aux pays d'Afrique centrale.

En se basant sur les conclusions de la première partie concernant les impacts économiques de l'endettement extérieur en Afrique centrale, plusieurs recommandations de politiques économiques appropriées et réalisables pour ces pays peuvent être formulées.

En premier lieu, notre analyse a mis en évidence que la dette extérieure représente un obstacle majeur à la croissance économique en Afrique centrale. Par conséquent, il est crucial pour ces pays de réduire leur dépendance à l'endettement extérieur en adoptant des politiques économiques visant à favoriser la mobilisation de ressources internes. Cela pourrait comprendre le recours à la dette intérieure pour financer le développement, des investissements dans des secteurs productifs, ainsi que l'amélioration de la collecte des recettes fiscales. De plus, l'âge et le niveau d'éducation des dirigeants politiques ont un impact significatif sur la relation entre la dette extérieure et la croissance économique. Par conséquent, il est recommandé aux pays

d’Afrique centrale de renforcer l’éducation de leurs dirigeants et de les encourager à suivre des formations en économie. Ils devraient également s’assurer que leurs dirigeants politiques soient compétents et correctement préparés pour gérer efficacement la dette.

Une autre recommandation essentielle consiste à encourager une utilisation de la dette extérieure qui prend en considération les réalités locales. Notre recherche a montré que les dirigeants ayant suivi des études en Afrique ont tendance à gérer la dette extérieure de manière plus efficace que ceux ayant suivi des formations occidentales. Il est donc primordial de mettre en place des mécanismes pour garantir que les dirigeants politiques comprennent les réalités et les défis particuliers auxquels ils sont confrontés en matière de gestion de la dette. Enfin, afin d’assurer une gestion efficace de la dette et de favoriser la croissance économique, il est crucial de renforcer la transparence et la gouvernance dans la gestion des finances publiques. Cela peut être accompli en instaurant des mécanismes de contrôle des comptes, en renforçant les institutions chargées de la gestion de la dette et en encourageant la participation des citoyens dans le processus décisionnel.

En appliquant ces recommandations, les pays d’Afrique centrale peuvent améliorer leur utilisation de la dette extérieure et favoriser la croissance économique. Cependant, il est important de se demander si cela contribue également au bien-être de leurs citoyens. Pour résumer, nos résultats soulignent que les dirigeants politiques formés en Afrique ont un impact positif significatif sur la relation entre la dette extérieure et la croissance économique. Une meilleure compréhension des réalités locales assure que les décisions prises répondent mieux aux besoins de la population. Il serait donc intéressant de continuer cette recherche en partant de l’analyse de la dynamique de la dette extérieure présentée précédemment, et en déterminant, à travers des analyses de micro-simulation, si la trajectoire actuelle de l’endettement extérieur en Afrique centrale peut contribuer à réduire la pauvreté et les inégalités dans la région.

Deuxième partie

Évaluation de l'impact social de l'endettement extérieur en Afrique centrale

« Les dirigeants ayant une vision à long terme et un engagement envers le développement durable sont plus susceptibles de mettre en place des politiques de gestion de la dette qui favorisent la croissance économique et la réduction de la pauvreté. »

Stiglitz (2002b)

Une version de cette deuxième partie a été co-écrite avec Ngouhouo, I. et Bilan,

I. Elle a donné lieu à deux publications :

- Nguepi, N. D., & Ngouhouo, I. (2025). *An Externality Approach to the Impact of External Debt Dynamics on Poverty and Inequalities in Central Africa*. *Economics Open*, 2550001.
- Nguepi, N. D., Ngouhouo, I., & Bilan, I. (2024). *Foreign or Domestic Public Debt for Cameroon's Development? An Externality Approach*. *Sustainability*, 16(16), 7169.

Introduction de la Deuxième partie

De nombreux pays en développement, y compris ceux de l'Afrique centrale, sont considérés comme pauvres non pas en raison d'un manque de revenus, mais parce que la majorité de ces revenus est utilisée pour répondre aux besoins de consommation de leur population et qu'ils épargnent très peu. Un taux d'épargne bas entraîne un taux d'investissement faible, ce qui conduit à une croissance économique limitée. Ainsi, la pauvreté persiste en raison de la faiblesse de l'épargne, de l'investissement et de la croissance ([Ugwuegbe et al., 2016](#)). Pour remédier à cette situation, ces pays dépendent des emprunts étrangers et de l'aide internationale pour combler les déficits d'épargne et d'investissement, afin de stimuler une croissance économique stable et atteindre les objectifs de réduction de la pauvreté. Cependant, la gestion de la dette extérieure joue un rôle clé et peut avoir un impact significatif sur la pauvreté et les inégalités en Afrique centrale. Une gestion inadéquate de la dette extérieure peut restreindre la capacité des gouvernements à financer les programmes sociaux et les investissements dans les infrastructures, aggraver la pauvreté et les inégalités.

Les stratégies de réduction de la pauvreté ont pris une place centrale dans les stratégies de développement, impliquant désormais activement la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Alors qu'ils étaient traditionnellement axés sur la mise en œuvre de programmes d'ajustement structurel, ces organismes ont également participé activement à ces stratégies ([Campbell et Losch, 2002](#)). Dans cette optique, l'initiative de réduction de la dette des pays pauvres très endettés (IPPTE) a été lancée en 1996 par ces institutions, créant ainsi un cadre institutionnel pour une réduction efficace de la pauvreté. Par exemple, la plupart des pays d'Afrique centrale ont pu bénéficier d'une réduction de leur dette extérieure d'environ 85%, atteignant un stade d'achèvement vers la fin de juin 2010.

En République du Congo, le taux de pauvreté a atteint près de 50% en 2018 et ne montre aucun signe de réduction significative, tandis que les inégalités sont en augmentation, avec un coefficient de Gini de 0,49 en 2015 et de 0,51 en 2018. Au Cameroun, le taux de pauvreté est resté relativement stable autour de 37% en 2014 et 34% en 2018, mais les inégalités ont augmenté, passant d'un coefficient de Gini de 0,37 en 2014 à 0,40 en 2019. Au Tchad, le taux de pauvreté est proche de 40% en 2018, sans signe marqué de diminution significative, tandis que les inégalités ont également progressé, passant d'un coefficient de Gini de 0,41 en 2011 à 0,50 en 2018. La région dans son ensemble présente des indices préoccupants, avec

des pays comme la République centrafricaine et la Guinée équatoriale confrontés à une dette extérieure croissante. Les taux de pauvreté demeurent élevés dans toute la région, avec une moyenne de 40% en 2018, et les inégalités y sont marquées, avec un coefficient de Gini moyen de 0,44 en 2015.

Pour réduire la profondeur des phénomènes de la pauvreté et des inégalités en Afrique centrale, il est primordial que la politique économique de la région ait pour objectif principal de promouvoir le bien-être social des citoyens et de diminuer significativement le taux de pauvreté, tout en veillant à mobiliser les ressources nécessaires ([Wabenga Yango, 2009](#)).

Un article de la Banque mondiale sur la dette extérieure met en avant l'impact de la gestion de la dette sur les conditions de vie des populations en Afrique centrale. La gestion de la dette extérieure dans la région peut influencer la pauvreté et les inégalités. Les gouvernements doivent être conscients des dangers liés à un endettement élevé et s'engager à diversifier l'économie, encourager les investissements privés, améliorer la gestion financière et renforcer l'efficacité des programmes sociaux pour combattre la pauvreté et les inégalités. Ainsi, notre recherche porte sur le lien entre la charge de la gestion de la dette extérieure et la pauvreté d'une part, et la gestion de la dette extérieure et les inégalités d'autre part.

Cette partie vise à évaluer les conséquences microéconomiques de la gestion de la dette extérieure sur la pauvreté et les inégalités en Afrique centrale. Pour ce faire, nous structurons cette partie en deux chapitres : le premier aborde les enjeux microéconomiques liés à l'endettement, tandis que le second se concentre sur l'analyse microéconomique de la gestion de la dette dans la région d'Afrique centrale.

Chapitre 3

Analyse microéconomique de l'endettement extérieur en Afrique centrale : cadre conceptuel et revue de littérature

Introduction

Dans les pays en voie de développement, la pauvreté est un problème majeur en raison de niveaux de revenu bas, de faibles niveaux d'épargne et d'investissement, de taux de chômage élevés, d'une capacité de production sous-utilisée et de taux de croissance limités. Pour surmonter ces défis économiques, ces pays ont besoin d'emprunter de l'argent à l'étranger et de recevoir de l'aide pour combler les déficits nécessaires à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté (Ugwuegbe et al., 2016). À l'orée du XXI^e siècle, les pays en développement sont confrontés à deux problèmes interdépendants majeurs : une dette extérieure élevée et la pauvreté. Ces deux éléments ont de grandes répercussions sur les perspectives de croissance. Les modèles théoriques classiques se concentrent sur les mécanismes de transmission potentiels entre la pauvreté et la dette extérieure élevée, mais les modèles empiriques de réduction de la pauvreté restent peu définis. La littérature empirique et théorique aborde principalement les questions de l'endettement en lien avec la croissance économique, sans toujours établir un lien clair avec la pauvreté et le développement humain. Il est généralement reconnu que la croissance économique globale joue un rôle essentiel dans la réduction de la pauvreté.

La dette extérieure est vue comme un complément à l'épargne intérieure pour les pays en développement, car elle permet de mobiliser des capitaux afin de favoriser le développement économique. Cela signifie que ces pays empruntent dans le but de stimuler la croissance économique et de réduire la pauvreté. Plusieurs études soulignent maintenant que le fardeau important de la dette extérieure à long terme est l'une des principales causes de la pauvreté, ayant des effets négatifs sur la croissance économique et le développement humain. En mettant en lumière les impacts négatifs de la dette extérieure sur la pauvreté, les recherches mettent en avant l'effet d'éviction des paiements de la dette sur les dépenses sociales, la réduction des investissements à moyen et long terme due à un niveau élevé d'endettement qui décourage de nouvelles initiatives, la diminution de la croissance économique causée par la baisse des dépenses en infrastructures, et l'accroissement de la pauvreté. La question qui se pose alors est de savoir si la gestion de la dette extérieure a un impact sur la réduction de la pauvreté et des inégalités dans les pays d'Afrique centrale.

La réponse à cette question passe par la présentation dans un premier temps de la pauvreté et des inégalités dans les pays d'Afrique centrale (Section 1), puis les fondements microéconomiques de la dette extérieure en lien avec la pauvreté et les inégalités (section 2).

Section 1 : Cadre conceptuel sur la pauvreté et les inégalités

La définition de la pauvreté peut varier en fonction du contexte socio-économique d'un pays, de ses particularités géographiques et de ses aspects culturels. Bien que la pauvreté soit traditionnellement considérée comme un problème majeur dans les pays en développement, elle est devenue également une préoccupation majeure dans les pays développés ces dernières années. La notion de pauvreté est donc un sujet largement débattu avec une portée universelle (Gerşil, 2015). Malgré les multiples définitions de la pauvreté proposées, il n'existe pas de consensus clair sur sa définition.

Cependant, presque toutes les définitions de la pauvreté font une distinction entre les individus vivant dans la pauvreté et ceux qui ne le sont pas (Güneş, 2009). En général, la pauvreté renvoie à l'incapacité de satisfaire les besoins les plus essentiels tels que l'accès à l'eau potable, à l'électricité, aux soins de santé, à l'éducation, aux infrastructures, ainsi qu'à la nourriture, aux vêtements et au logement (Moussannef et al., 2017). Selon la Banque mondiale, la pauvreté est souvent mesurée en termes de revenu monétaire, où les individus en-dessous d'un certain seuil de revenu sont considérés comme pauvres. La pauvreté est associée à un manque plutôt qu'à des niveaux suffisants de revenu et de consommation. En d'autres termes, les personnes en situation de pauvreté se trouvent en deçà du niveau minimum absolu ou relatif en termes de richesse sociale et de qualité de vie (Öztürk et Çetin, 2009).

Malgré les différences dans les définitions et les mesures de la pauvreté, l'incapacité de l'humanité à accéder aux opportunités et opportunités empêche une vie longue, saine, créative, libre et humaine avec des conditions de vie acceptables. C'est l'élément le plus fondamental dont vous avez besoin. Le respect de soi et des autres est la définition la plus acceptée de la pauvreté (Erdoğan, 2002 ; Gül, 2007).

La pauvreté n'est pas seulement une insuffisance de revenus et de conditions physiques, mais aussi des difficultés sociales, la vulnérabilité et la mauvaise répartition des ressources. (Farrell et Aherne, 2003). La pauvreté est définie comme l'incapacité de maintenir un certain niveau minimum de productivité. Les définitions de la pauvreté, les niveaux de pauvreté, les profils de pauvreté et leur évolution dans le temps sont des conditions préalables importantes pour la formulation, l'évaluation et le succès des mesures de réduction de la pauvreté (Gerşil, 2015).

1.1 Pauvreté

[Lau et al. \(2015\)](#) a expliqué que la pauvreté est la proportion de personnes gagnant moins de 1 dollar par jour. Il existe différents types de pauvreté avec différentes significations du concept de pauvreté, en tenant compte de différents critères notamment la pauvreté absolue, la pauvreté relative et la pauvreté humaine.

Pauvreté absolue forme le fond de la pauvreté. Elle représente la difficulté de satisfaire même les « besoins physiologiques » au bas de la « hiérarchie des besoins » de Maslow. Elle est aussi appelée pauvreté, c'est le niveau minimum de consommation requis par un ménage ou un individu pour subvenir aux besoins de son corps. C'est le budget des revenus personnels du ménage qui détermine ce niveau ([Hüner et Muharrem, 2005](#)).

La pauvreté relative est une sorte de pauvreté déterminée par des circonstances, des époques, des lieux et des besoins différents. Au-delà de ces besoins physiologiques, les humains en tant qu'êtres sociaux sont privés de besoins changeants ([Oren, 2014](#)). Elle compare son propre niveau de vie aux tranches de revenu supérieures au sien. Le fait que les humains soient des êtres sociaux conduit à la pauvreté comme exemple d'inégalité ([Şenses, 2006](#)). Selon les définitions relatives de la pauvreté sont définies comme pauvres, les groupes à faible revenu et ceux dont les niveaux de revenu sont inférieurs à la moyenne identifiés ([Yildirim, 2011](#) ; [Taş et Özcan, 2012](#)).

Bien qu'elle soit liée à la pauvreté économique, les mesures monétaires de la pauvreté se concentrent sur le revenu absolu, tandis que le concept de pauvreté humaine est basé sur des facteurs fondamentaux tels que l'alphabétisation, la malnutrition, une courte espérance de vie, une santé maternelle inadéquate et la transmission de maladies évitables, définies comme un manque de compétences humaines. Selon celle-ci, «l'humanité» de la pauvreté est définie comme les aspects «humains» du manque ou de la limitation de l'accès aux biens, aux services, aux infrastructures, à l'énergie, à l'assainissement, à l'éducation, à la communication, à l'eau potable et aux compétences humaines de base ([Taş et Özcan, 2012](#)).

Publié en 1997 par le PNUD, le rapport sur le développement humain considère la pauvreté humanitaire, la pauvreté absolue et la pauvreté relative comme des concepts plus larges. Le concept de pauvreté accepté par les Nations Unies, répond au besoin d'opportunités économiques, politiques, sociales et culturelles pour répondre aux besoins fondamentaux, ainsi qu'au besoin d'opportunités économiques pour le développement humain et une vie décente ([Châtaigner et Magro, 2007](#)). Toutefois, les politiques de réduction de cette dernière fondées

uniquement sur l'amélioration des indicateurs macroéconomiques ne sont manifestement pas suffisantes.

Le revenu a pour fonction principale d'acquérir les biens nécessaires pour répondre aux besoins humains, en particulier les besoins essentiels de base. Ainsi, la pauvreté peut être définie comme l'incapacité à satisfaire ces besoins fondamentaux. Pour évaluer cette insuffisance en l'absence d'informations sur les revenus et les dépenses de consommation, différents sondages sont réalisés auprès des ménages.

Il est possible d'appréhender les niveaux de pauvreté selon deux approches. La première consiste à évaluer la possession de biens durables. Cependant, cette méthode ne considère pas uniquement la satisfaction des besoins essentiels, mais aussi celle des besoins non essentiels liés aux biens durables. Ces mesures ne prennent pas en compte la dimension sociale de la pauvreté et peuvent plutôt être considérées comme une estimation des revenus durables. Pour véritablement tenir compte de la dimension sociale, il est essentiel de se focaliser sur la satisfaction des besoins de base tels que l'alimentation, le logement, les vêtements, l'éducation des enfants et la santé.

Une seconde étape cruciale des enquêtes auprès des ménages réside dans l'analyse des profils sociodémographiques en fonction du niveau de vie des ménages. Cette démarche permet de mieux comprendre la dynamique de la pauvreté et son influence sur divers aspects de la vie des ménages.

1.1.1 Différentes approches de la pauvreté

Aujourd'hui, la pauvreté, qui s'est imposée comme le grand défi du troisième millénaire et est combattue avec une grande détermination par les gouvernements, les donateurs, le secteur privé et la société civile, n'a rien de nouveau. Même la Bible parle des « accablés », des « vulnérables » et des « modestes ». Les pauvres sont ceux qui manquent de nourriture, de vêtements et d'abri, qui sont victimes d'injustices ou qui reconnaissent leur infériorité en attente d'un salut de Dieu.

Depuis lors, de nombreux ouvrages ont été consacrés à l'étude de la pauvreté. Parmi eux figurent des œuvres de [Rowntree et al. \(1941\)](#), [Sen \(1976\)](#), [Sen \(1983\)](#), [Dubois \(2003\)](#), [Lashaw \(2012\)](#) et [Ravallion \(2003\)](#), [Ravallion \(2011\)](#), [Ravallion \(2013\)](#). La littérature sur la pauvreté est remarquablement abondante et les définitions du concept de pauvreté varient considérablement. Selon les recherches, cela conduit apparemment à une autre identification des pauvres. [Hagenaars et al. \(1998\)](#), en comparant les effets de différentes définitions sur les estimations

et la composition de la pauvreté, ont constaté que le choix d'une définition particulière peut complètement changer l'ampleur et la distribution des sous-groupes du phénomène. De plus, chaque concept introduit ses propres recommandations liées à la réduction de la pauvreté. Les indicateurs élaborés pour mesurer la pauvreté jouent donc un rôle important dans l'évaluation des orientations politiques et de l'efficacité des différentes politiques.

Trois approches dominent à ce jour la recherche sur la pauvreté. Il s'agit de l'approche « welfariste », qui définit le bonheur en termes de niveau d'utilité que les individus atteignent, quels que soient leurs choix. L'approche des besoins fondamentaux et l'approche des compétences. Ces dernières approches qui défient la première préconisent un ensemble particulier de produits jugés nécessaires et définissent le bonheur en fonction de ces produits sans tenir compte des choix individuels.

➡ **L'approche welfariste ou monétaire**

Soutenue par la Banque mondiale, cette approche est centrée sur la pauvreté monétaire. Selon cette école, la pauvreté nuit au bien-être économique, qui représente le profit généré par toute consommation. En d'autres termes, c'est le bonheur, le plaisir ou l'accomplissement des désirs qu'une personne tire de la consommation (ou de la possession) de biens ou de services. La pauvreté résulte donc de l'insuffisance des ressources, entraînant une sous-consommation et traduisant un manque de bonheur. Les personnes qui gagnent trop peu, que ce soit en termes absolus ou relatifs, sont considérées comme pauvres. Ce concept de pauvreté trouve ses origines principalement dans la théorie microéconomique moderne et repose sur l'hypothèse que les individus maximisent leur bien-être. Dans cette approche, l'un des éléments de base pour mesurer la pauvreté absolue est le seuil de pauvreté. Autrement dit, il s'agit du niveau de revenu ou de consommation en dessous duquel un individu ou un ménage est défini comme pauvre. De manière générale, l'ampleur de ce phénomène peut être estimée en fonction du pourcentage de la population dont le revenu ou la consommation se situe en dessous de ce seuil de pauvreté. Pour cette raison, les écoles sociales préconisent des politiques visant à améliorer la productivité et l'emploi afin de réduire la pauvreté et d'accroître les revenus. Les travaux de [Friedman \(1957\)](#), [Sen \(1976\)](#) et [Ravallion \(1994\)](#) ont grandement contribué à cette perspective. Nous pouvons également mentionner les travaux de [Foster et al. \(1984\)](#) qui ont proposé une famille d'indices de pauvreté monétaire basés sur la distance entre le revenu des pauvres et le seuil de pauvreté et une autre référence importante est comme celle de [Atkinson \(1987\)](#) qui a développé une approche axiomatique de la mesure de la pauvreté monétaire, en tenant compte de la sensibilité à

la distribution du revenu parmi les pauvres.

Cependant, cette approche présente des limites. D'abord, la reconnaissance des personnes pauvres issues de la société passe nécessairement par des similitudes entre les individus. Par ailleurs, l'interprétation du bien-être financier en tant que concept subjectif suggère que les comparaisons entre individus n'ont pas de sens. Par ailleurs, il y a des problèmes éthiques dans cette approche, ceux qui sont très chanceux mais pas satisfaits matériellement doivent être classés comme pauvres, et ceux qui sont très chanceux mais pas satisfaits matériellement doivent être classés comme non pauvres. Sur la base de ces limites, deux autres approches sur la pauvreté ont vu le jour.

➡ **L'approche des besoins de base**

Remontant au début des années 1990 avec [Rowntree et al. \(1941\)](#) elle remet en cause l'approche monétaire. Selon cette approche, la pauvreté est l'incapacité de subvenir à ses besoins essentiels ou de base (manque de nourriture, d'eau potable, d'assainissement, de santé, d'éducation, de logement, de services de transport, etc.), entraînant une exclusion pour certains biens matériels et culturels. Ils sont dits basiques car leur satisfaction est une condition préalable à l'atteinte d'une certaine qualité de vie. Ils ne contribuent pas nécessairement au bonheur.

L'une des principales difficultés de cette approche réside dans la détermination des dits besoins de base. Des diététiciens, des psychologues et d'autres professionnels sont généralement consultés pour déterminer les besoins de base, mais ils ne correspondent pas toujours. Par exemple, la question des niveaux nutritionnels est que les besoins diffèrent non seulement selon l'âge et le sexe, mais aussi selon le type d'individu et le niveau d'activité, qui sont propres aux individus.

Reconnaissant tout de même les avantages des politiques d'amélioration des revenus pour lutter contre la pauvreté, cette approche met l'accent sur les politiques visant à répondre aux besoins fondamentaux. En effet, augmenter les revenus des ménages pauvres n'est pas le meilleur moyen d'augmenter leurs besoins de base. Premièrement, les besoins de base tels que l'éducation, la santé, l'eau et l'assainissement sont plus faciles à satisfaire avec les services publics qu'avec des revenus élevés. Deuxièmement, les individus n'utilisent pas toujours leurs revenus accrus pour améliorer leur alimentation et leur santé. Troisièmement, les ressources sont souvent inégalement réparties au sein des ménages. Cette approche utilise les métriques clés suivantes : Mortalité infantile, alphabétisation, accès à l'eau potable, proportion de ménages vivant dans des logements précaires, proportion de ménages utilisant l'électricité. Il est entendu

que ces indicateurs sont utilisés à un niveau macroéconomique. Dès lors, il est important de trouver leurs équivalents pour mesurer l'appauvrissement des ménages (du point de vue microéconomique).

➡ **L'approche par les compétences**

Contrairement aux deux premières approches, cette dernière couramment utilisée par le PNUD privilégie l'incapacité à utiliser des équipements spécifiques comme freins au développement humain. Notamment l'accès à l'intermédiation financière (crédit, épargne), l'accès à la terre et aux marchés, l'éducation et l'emploi, et la bonne gouvernance. Cette approche est lancée principalement par [Sen \(1983\)](#) qui mettait l'accent sur les valeurs humaines bien plus que sur la pauvreté. Cependant, il existe un lien entre les deux. La valeur de la vie d'une personne dépend en réalité de l'ensemble des êtres et des comportements qui composent ses fonctions. Les écoles de compétences considèrent les personnes pauvres comme celles qui n'ont pas les compétences nécessaires pour accomplir un sous-ensemble particulier de fonctions, telles que : être bien nourrit, être convenablement habillés ou logés, pouvoir participer à la vie de la communauté, pouvoir se montrer sans vergogne et se prémunir des maladies évitables.

Les trois approches présentées ci-dessus influencent les méthodes utilisées pour mesurer la pauvreté. A cet effet, des informations supplémentaires sont nécessaires pour faciliter le dialogue et mettre en œuvre des mesures de lutte contre la pauvreté. Cependant, le phénomène de la pauvreté est complexe et ne peut être confiné à aucune de ces approches. En fait, se cantonner à la première approche omet toutes les difficultés d'accès à ses besoins de base. En fait, on oublie que certains choix sont limités ou peuvent différer selon les contextes.

Par ailleurs, les deux dernières approches noient les préférences individuelles et rendent la mesure difficile. Le problème de leur utilisation réside dans la sélection appropriée des variables entrant dans le calcul de l'indice composite évaluant le niveau de vie et les poids attribués à chacune de ces variables. Il en est de même pour les indicateurs IDH et IPH du PNUD. En définitive, s'il est vrai que les définitions de la pauvreté ne sont pas uniformes, alors les méthodes de mesure de la pauvreté sont encore plus différentes que les approches d'identification et de caractérisation des pauvres, c'est-à-dire leur profilage.

1.1.2 Mesure de la pauvreté

La définition de la pauvreté adoptée par le Conseil européen en 1986 définit les pauvres comme des personnes très pauvres en ressources (matérielles, culturelles et sociales) et exclus

du niveau de vie minimum acceptable dans les États membres. (ONPES ⁸, 2006). Au-delà de cette définition, la pratique n'envisage pas moins de quatre accessions conceptuelles différentes du dit phénomène lors de l'identification des indicateurs utiles dans la mesure du phénomène de pauvreté.

➡ Accession monétariste

Selon cette première approche, un individu est qualifié de pauvre s'il vit dans un foyer où le revenu est strictement inférieur à un seuil appelé « seuil de pauvreté monétaire » (Hourriez et Legris, 1998). Cette approche de la pauvreté repose uniquement sur la dimension financière en permettant la distinction des ménages et individus précaires par rapport à ceux qui ne le sont pas vraiment lorsqu'on utilise les deux seuils de pauvreté à savoir absolue et relatif.

Le premier seuil se réfère au coût d'un panier de biens et services qui sont essentiels pour s'assurer qu'une personne puisse répondre à ses besoins nutritionnels quotidiens. Il était selon les normes adoptées par les Nations Unies (ONU, 2014) estimé à 1,90 USD par jour et pour une personne. 736 millions de personnes ont vécu cette situation en 2015 en adoptant cette approche de lutte contre la pauvreté (WDI, 2018a). Pour le second seuil de pauvreté, des organismes tels qu'Eurostat et l'INSEE, ainsi que certains organismes qui œuvrent pour l'aide sociale, estiment des seuils relativement comparables au revenu moyen ⁹ des populations d'un pays.

➡ Accession administrative

Les Accessions administratives de la réduction du phénomène de pauvreté comptent les ménages et individus pauvres, commençant par ceux-là dont le revenu minimum est garanti par des organismes publics en raison de ressources limitées. Il peut s'agir des allocataires des piètres sociaux toujours valides, des demandeurs d'asile bénéficiant d'une concession alternative d'attente, des personnes handicapées, âgées éligibles aux concessions de viduité et de soutien (Fusco, 2009 ; Guillaumont 1 et Wagner, 2013).

➡ Accession issue sur les conditions de vie

Éventuellement, le phénomène de pauvreté s'appréhende aussi sous l'assistance de l'accession issue sur les conditions de vie qui discerne ménages et individus pauvres en fonction des manquements auxquels ces derniers sont confrontés comparativement à ce donc souffre la plupart des ménages dans une nation donnée. Le sociologue britannique Townshend (1979) a été le premier à penser au concept de « privation » comme mesure de la pauvreté. Par la suite,

8. Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale

9. Le revenu médian divise en deux parties la répartition des revenus. Conséquemment, une moitié a plus et l'autre moitié moins.

en prolongeant ses recherches, plusieurs économistes français, notamment [Lollivier et Verger \(1998\)](#) qui à partir d'un catalogue de biens et services considérés comme « normaux » dans le pays, ont créé un indice de pauvreté.

Divers groupes, tels la nutrition, la scolarisation, les libertés, la vitalité et les dispositions en matière de logement permettent la catégorisation des éléments classifiés pour l'estimation du revenu qui rendrait difficile pour les ménages de vivre une vie « normale ». La mesure de la pauvreté par rapport aux dispositions de vie, poussent les organismes stochastiques à s'intéresser aux ajouts des désagréments subis par les ménages et les individus en diverses branches de la vie ordinaire. Pour ce faire, ils appliquent un assortiment d'indicateurs qui valident les manquements, qui selon la multitude classe le ménage comme pauvres ou non.

Selon Eurostat, chaque personne ou ménage est pauvre s'il est sujet à la somme d'au moins 3 des 9 points suivants : 1) retards de paiement, 2) incapacité à couvrir des dépenses imprévues, 3) incapacité de sortir pendant une semaine des vacances par an, 4) incapacité de manger de la viande après deux jours, 5) incapacité de dégeler l'appartement, 6) incapacité d'obtenir une machine à laver, 7) incapacité d'avoir une télévision, 8) incapacité de s'offrir un téléphone, 9) incapacité de s'offrir une voiture ([Shon, 2015](#)). Pour sa part, l'INSEE utilise annuellement le système Statistique des ressources personnelles et des conditions de vie (SRCV). Il compte 27 éléments de privation qui sont regroupés en quatre domaines : la rareté des actifs, les austérités de consommation, les achoppements d'habitation et les ajournements de paiement selon l'observatoire des inégalités en 2014. Par conformisme, un ménage ou individu est envisagé comme pauvre si ce dernier a accumulé plus de 7 éléments sur les 27 énumérés.

➡ Accession subjective

La dernière approche est celle dite subjective qui dénombre les ménages et individus de pauvres en se basant sur l'auto-définition. Sur le fondement des perceptions des ressources et de la consommation, ils sont considérés comme pauvres s'ils se déclarent pauvres. Ici, l'individu ayant des complexités à stabiliser son ménage est considéré comme étant pauvre. Cet accession aide ainsi les chercheurs à « déterminer les perceptions que le ménage à vis-à-vis de son bien-être tant matériel que psychologique et de sa plus ou moins grande aisance vis-à-vis de sa consommation » ([Charbonnel, 2014](#)).

En somme, les mesures de la pauvreté sont conventionnelles. Elles comprennent des enjeux économiques, politiques et sociaux car elles dépendent des critères qui les définissent. En effet, pour [Gelot \(2011\)](#), « la sélection des indicateurs est un fait directif encapsulant des choix

politiques qui résultent d'expressions sociales et de circonspections techniques ». Les changements affectant les conventions statistiques et sociales influencent donc l'évolution des chiffres sur la pauvreté, le positionnement, la spécification des groupes de population miséreux par le biais des institutions publiques, et le développement des diplomaties sociales d'aide au revenu. Ils influencent également les analyses économiques et anthropologiques de la pauvreté. Surtout lorsque les analyses sont résumées à l'aspect monétaire des conformités statistiques établies, nous réduisons la substance de l'évidence sociale de la pauvreté. Que dire des inégalités ?

1.2 Inégalités

Les trois symptômes de la pauvreté peuvent être associés aux trois mêmes formes d'inégalité à savoir :

- L'inégalité monétaire ou de revenu (ou de consommation) : Elle est mise en évidence par la courbe de Lorenz, qui montre la proportion de la population qui possède un pourcentage de la richesse. Cette courbe est dérivée, par exemple, d'une courbe de distribution par habitant montrant le nombre de personnes à chaque niveau de revenu et d'une courbe de distribution montrant le pourcentage de la population en dessous d'un certain seuil de revenu. Les trois courbes sont reliées par d'autres définitions, et toutes trois respectent le pré ordre des utilités ([Boccanfuso et Ménard, 2009](#)) ;
- L'inégalité des conditions de vie : Elle décrit les différences qui existent dans la probabilité d'accéder aux services collectifs pour répondre aux besoins de base (santé, éducation, etc.). Cela est dû non seulement à de graves inégalités de revenus, mais aussi à un manque d'installations, à des difficultés d'accès au logement et à la communication, à l'insécurité alimentaire et aux différences de niveaux d'éducation ([Tawil et al., 2010](#)) ;
- L'inégalité des potentialités ou des chances : Elle met en lumière les différences dans les probabilités de pouvoir développer une compétence (différences de potentiel) qui ont pour principale conséquence que les individus n'ont pas les mêmes chances de réussite. Par définition, nous voyons l'égalité des chances lorsque l'avenir d'une personne ne dépend pas de son capital économique, culturel et social, mais uniquement de ses talents. Ce cadre introduit d'abord des indicateurs de différences dans la propriété du capital. Tant le capital physique (actifs financiers et actifs), le capital humain (éducation et espérance de vie en bonne santé) que le capital social (relations avec les autres) ([Marniesse, 1999](#)).

Notons cependant qu'en Afrique et dans de nombreuses sociétés traditionnelles, l'inégalité sociale de pouvoir qui trace le contraste entre les forts et les faibles domine. Ces formes d'inégalités engendrent ensuite d'autres formes d'inégalités intrinsèquement plus économiques, traquant la différence entre les riches et les pauvres. Comme la pauvreté, la dimension sociale prédomine et a un impact économique. En effet, combattre les inégalités n'implique pas une égale répartition de tous les biens sociaux (richesse, pouvoir, prestige), c'est donc un cas plus général de justice et de pouvoir (égalité devant la loi, égale dignité pour tous, etc.), mais seule la possibilité d'y accéder est ouverte. Cela implique l'existence de formes de démocratie économique, sociale et politique, ou la mise en place de processus de démocratisation correspondants, pour réaliser ce potentiel face aux déséquilibres de pouvoir.

L'étude des inégalités macroéconomiques s'est beaucoup développée ces dernières années. Qui plus est les inégalités de revenus et de richesse. Il devient donc nécessaire de décrire ce qu'est l'inégalité et de présenter certaines études qui ont évalué l'impact sur ce dernier.

[Jenkins et Van Kerm \(2009\)](#) voient l'inégalité comme des différences d'accès ou de contrôle sur les ressources économiques. Nous concentrons principalement notre analyse sur l'inégalité des revenus de [Piketty et Saez \(2014\)](#). Il est défini comme une variable de flux qui mesure la quantité de biens et services distribués au cours de l'année. Et sur l'inégalité de richesse qui selon [Zucman \(2019\)](#) est une variable de stock qui mesure la différence entre les actifs et les passifs des ménages. De plus, [Jäntti et Jenkins \(2015\)](#) mettent en évidence la mobilité des revenus qui définit la capacité d'un individu ou d'une génération à gravir l'échelle sociale.

Ces dernières périodes, les inégalités se sont accentuées et ont entravé la mobilité des revenus (OCDE, 2015). Les auteurs tels qu'[Acemoglu \(1999\)](#), [Galor et Moav \(2000\)](#) soutiennent que la cause principale est le progrès technologique, pour [Hanson \(2007\)](#), [Stiglitz \(2012b\)](#) c'est la mondialisation des échanges qui est pointé du doigt quand [Stockhammer \(2015\)](#), [Piketty et Saez \(2014\)](#) indexent la financiarisation.

Les arguments souvent avancés sont que, concernant le progrès technologique, [Galor et Moav \(2000\)](#) montrent que ce dernier affectera la demande de main-d'œuvre qualifiée, creusant l'écart de revenu entre les travailleurs qualifiés et non qualifiés tout en dépendant également de la structure de production de l'entreprise ([Acemoglu, 1999](#)). Pour la mondialisation des hypothèses commerciales traduisent la répartition des flux de capitaux et de production entre des économies plus compétitives à mesure que le monde devient plus connecté. Cela a conduit à

des progrès dans les processus technologiques économes en main-d'œuvre et à l'externalisation de la production, ce qui a entraîné une pression à la baisse sur les salaires, notamment pour les travailleurs non qualifiés. Les discussions sur la financiarisation sont celles de [Reinhart et Rogoff \(2009\)](#), [Stiglitz \(2012b\)](#), [Piketty et Saez \(2014\)](#) et [Stockhammer \(2015\)](#) qui se sont concentrées sur l'importance croissante de la finance pour la croissance économique et sur la manière dont les conséquences de cette transformation ont conduit à la libéralisation des marchés financiers, conduisant à l'introduction de bulles spéculatives et à la prise de risques dans le secteur bancaire.

Les sujets les plus étudiés sur l'impact macroéconomique de la répartition des revenus portent sur sa relation avec la croissance ([Alesina et Rodrik, 1994](#) ; [Perotti, 1996](#) ; [Barro, 2000](#) ; [Ostry et al., 2014](#)). Par ailleurs, plusieurs études ont mis en évidence l'interdépendance entre répartition des revenus et investissement ([Alesina et Rodrik, 1994](#)) avec ces dernières années, une attention particulière sur l'impact de la répartition des revenus sur l'apparition de l'instabilité et de la crise économiques ([Stiglitz, 2012b](#) ; [Stockhammer, 2015](#)) et sur l'interaction entre les inégalités et la finance ([Botta et al., 2021](#)).

Section 2 : Fondements microéconomiques de la dette extérieure

La relation entre la dette extérieure et la pauvreté peut être évaluée selon deux perspectives différentes en termes de causalité. Premièrement, des taux d'épargne, des niveaux de production, des niveaux d'investissement et des niveaux de revenu faibles dans les pays en développement entraînent une augmentation de la dette extérieure de ces pays. Il a été avancé que la spirale de la pauvreté et de la dette extérieure est le résultat de déficits d'épargne et d'investissement, et que le poids de la dette extérieure orientera les décisions d'investissement de ces pays vers des domaines improductifs à court terme. Deuxièmement, en plus d'emprunter pour lutter contre la pauvreté, une dette extérieure excessive contribue également à la pauvreté. Après une période de crise dans les pays en développement, la demande de prêts extérieurs et la restructuration de la dette augmentent, une dette extérieure élevée avec une fuite des capitaux et des remboursements de dette élevés conduisent à une faible croissance et à une injustice sociale au point de s'effondrer ([Esener, 2013](#)).

Bien qu'il existe peu de recherches sur le lien direct entre la dette extérieure et la pauvreté,

un examen de la littérature théorique et empirique suggère que le lien entre la dette extérieure et la pauvreté étaye l'hypothèse selon laquelle la croissance économique conduit indirectement à la réduction de la pauvreté. Ainsi, les recherches dans la littérature se sont principalement concentrées sur la relation entre la dette extérieure, la croissance et la pauvreté. Les résultats des études empiriques examinées ont testé les effets généralement négatifs de la dette extérieure sur la croissance et la pauvreté (Ekpo et Udo, 2015 ; Akram et Hamid, 2016), bien que certaines études empiriques aient testé des effets positifs (Nguena, 2014 ; Ugwuegbue et al., 2016).

2.1 La dette extérieure dans la théorie microéconomique

Les fondements théoriques de la relation entre la dette extérieure et la pauvreté sont avancés par Johnson et Salop (1980) ; Rogoff (1992) et Handa et King (1997) qui pointent du doigt la réduction des dépenses publiques dans le secteur social, la taxation de l'investissement et la taxation de la consommation.

En effet, Johnson et Salop (1980) ont constaté que lorsque les gouvernements réduisaient l'emploi dans le secteur public, cela entraîne une augmentation rapide du chômage accompagnée d'une baisse des salaires. Ce qui augmente l'incidence de la pauvreté car des salaires plus bas réduisent le pouvoir d'achat des pauvres. Rogoff (1992) s'intéresse pour sa part à une potentielle taxe sur l'investissement qui conduirait à une fuite des capitaux, et le remboursement de la dette serait une taxe sur les nouveaux investissements. Comme, selon la loi d'Okun, moins d'investissements entraînent moins d'emplois. Cette réduction de l'emploi entraîne une baisse des revenus personnels, qui à son tour entraîne une augmentation de la pauvreté. Il en est de même dans le cas d'une taxe à la consommation. En cas de taxe sur les biens de consommation, cela touchera les pauvres. Car cette politique consiste à grossir l'assiette fiscale, souvent par le biais de la fiscalité indirecte. La régressivité des impôts indirects a dans ce cas un impact négatif plus important sur les personnes à faible revenu, entraînant une augmentation de la pauvreté. Enfin, réduire les dépenses dans le secteur social (éducation, santé et assainissement en eau) pour rembourser la dette accroît la pauvreté, comme dans de nombreux pays en développement endettés. Handa et King (1997) l'ont expliqué, la réduction des déficits budgétaires par la baisse des dépenses publiques passe nécessairement par la réduction des dépenses publiques dans le secteur social parallèlement à la dénationalisation.

Autrement dit, les recettes publiques et les recettes en devises sont majoritairement utilisées pour financer le remboursement des obligations. Les gouvernements endettés disposent donc de trois options pour financer leurs besoins croissants en matière de service de la dette.

Soit ils réduisent les dépenses publiques, soit ils taxent le capital ou encore la consommation.

Effectivement, les gouvernements dans un premier temps ont la capacité de réduire les dépenses publiques. Ce qui est une très bonne chose pour l'économie lorsqu'il s'agit des dépenses non liées au développement. Mais lorsqu'elles sont liées au développement (éducation, santé, transport, communication, assainissement en eau, etc.), l'économie, en particulier les circonscriptions les plus fragiles de l'État, en souffriraient. Les pauvres sont directement touchés par cette politique de réduction des dépenses de développement. Dans un second temps, le choix des gouvernements de taxer l'investissement pour générer des revenus afin de régler le remboursement de la dette, peut conduire à la pauvreté. Puisque les gouvernements augmentent les impôts sur le revenu, les dépenses privées globales diminuent, ce qui réduit les niveaux de production et d'emploi. La hausse du chômage entrave ainsi les salaires nominaux et réels. Ce qui crée des inégalités et de la pauvreté dans les pays débiteurs. Et en fin, le choix de taxer l'accise crée également de la pauvreté dans le pays car l'assiette fiscale est certes élargie sur la consommation, mais comme les produits utilisés par les pauvres sont également taxés, cela rend la taxe régressive. Et les pauvres en sont directement affectés. ([Michaelowa, 2000](#) ; [Ki et al., 2005](#) ; [Fall et Verger, 2005](#) ; [Sampognaro et al., 2018](#) ; [Jellema et Tassot, 2018](#) ; [Guéguen, 2020](#) ; [Bourgain et Vérez, 2021](#) et [Biolini, 2022](#)).

Les canaux ci-dessus constituent la base théorique de notre analyse. Les preuves empiriques à ce sujet sont également rares.

2.2 Dette extérieure, pauvreté et inégalités : revue empirique

2.2.1 Dette extérieure et pauvreté

La littérature empirique sur la relation entre la dette extérieure et la pauvreté n'est pas inexistante. D'ailleurs une recherche dans quelques sites de recherche scientifiques fait apparaître des travaux avec des conclusions se sont souvent penchées pour un effet négatif pour certains et pour un effet positif pour d'autres, notamment :

Dans une étude menée dans 67 pays à faible revenu sur la période 1985-1999, [Loko et al. \(2003\)](#) ont analysé la relation entre la pauvreté et la dette extérieure. Les résultats de la recherche utilisant des indicateurs non liés au revenu tels que l'espérance de vie à la naissance, les taux de mortalité infantile et les taux de scolarisation dans le primaire montrent que la dette extérieure a un impact faible mais significatif sur la pauvreté dans ces pays. Le coefficient de la variable dette vient à la conclusion qu'une augmentation de la dette extérieure exacerbe la

situation de pauvreté.

Pour sa part [Maier \(2005\)](#) avance des résultats contradictoires. L'auteur analyse l'impact de la dette extérieure sur la pauvreté financière dans 58 pays en développement et en transition. Il utilise des données de 1970 à 1999 dans les 20 pays les plus pauvres. Dans une approche transnationale, ses preuves empiriques montrent que la dette extérieure a un impact négatif sur les 40 % les plus pauvres, sans amélioration notable de la croissance. Cette recherche montre que la dette a des effets négatifs plutôt que positifs et doit être gérée de manière appropriée. Une autre conclusion de l'étude est qu'une mauvaise gouvernance peut entraver les outils politiques d'allègement de la dette sur les pauvres.

L'étude menée par [Saungweme et Mufandaedza \(2013\)](#) a analysé l'influence de la dette extérieure sur l'indice de pauvreté du Zimbabwe de 1980 à 2010 en utilisant la méthode MCO. Trois indicateurs ont été utilisés pour évaluer la pauvreté et la capacité de l'économie zimbabwéenne à gérer sa dette extérieure, notamment en la comparant aux exportations et au PIB. Les résultats ont montré que la dette extérieure et le service de la dette extérieure ont un impact significatif et positif sur le niveau de pauvreté. D'autre part, l'étude réalisée par [Sheikh et Alam \(2013\)](#) a examiné les conséquences de la dette extérieure sur le taux de pauvreté au Pakistan de 1985 à 2010. Leurs conclusions ont démontré que la dette extérieure et le service de la dette extérieure contribuent à une augmentation notable du taux de pauvreté au Pakistan.

[Emerah et Ogege \(2013\)](#) ont mené une étude utilisant la méthode de cointégration sur la période de 1980 à 2010 afin d'analyser l'impact de la dette extérieure et du service de la dette extérieure sur la réduction de la pauvreté au Nigeria. La mesure de la pauvreté était basée sur les dépenses publiques allouées aux biens et services sociaux en pourcentage du PIB, la dette était exprimée en pourcentage du PIB et le service de la dette par le ratio des exportations. Les résultats ont montré que le ratio de la dette par rapport au revenu et le ratio du service de la dette étaient négativement liés à la réduction de la pauvreté, suggérant que la dette extérieure et le service de la dette augmentent la pauvreté au Nigeria.

De son côté, [Ngerebo \(2014\)](#) a confirmé l'existence d'une relation à long terme entre la dette intérieure et la pauvreté au Nigeria de 1986 à 2012. Ses conclusions indiquent que l'endettement intérieur a un effet positif et significatif à la fois sur la croissance du PIB réel et par habitant, jouant ainsi un rôle crucial dans l'éradication de la pauvreté au Nigeria.

Au cours de l'année 2016, [Akram et Hamid \(2016\)](#) ont analysé les effets de la dette publique sur la croissance économique et la diminution de la pauvreté dans des nations d'Asie

du Sud telles que le Bangladesh, l'Inde, le Pakistan et le Sri Lanka, sur une période s'étendant de 1975 à 2010. Les résultats ont révélé que l'empreinte de la dette gouvernementale avait un impact négatif sur la croissance économique. De plus, il a été observé que ni la dette publique étrangère ni les paiements de cette dette n'étaient significativement liés à l'inégalité des revenus. Il en découle que la dette publique extérieure peut avoir des conséquences tant positives que négatives, que ce soit pour les individus défavorisés ou aisés.

En fin, [Ashraf et al. \(2020\)](#) évaluent la relation entre la dette extérieure et la pauvreté au Pakistan. Les données des séries chronologiques vont de 1981 à 2015. Le taux de pauvreté (HCR) est utilisé comme variable dépendante, le ratio du service de la dette, la dette totale en pourcentage du PIB et les salaires réels comme variables indépendantes. Les résultats montrent des liens à LT du taux de pauvreté aux autres variables explicatives. Suggérant par-là que les gouvernements réduisent le fardeau de leur dette extérieure et utilisent l'argent pour des projets de développement national.

2.2.2 Dette extérieure et inégalités

La majeure partie de la littérature actuelle sur les inégalités accorde une attention particulière à la relation entre les inégalités et la croissance économique. De même, il existe de nombreuses études empiriques sur la dette et la croissance économique. Cependant, les recherches sur la relation entre la dette et l'inégalité sont très limitées.

Concernant les études de panel examinant la relation entre la dette et les inégalités dans les pays en développement et les pays développés, on a :

Pour [Prechel \(1985\)](#) ce sont les stratégies d'exportation et en investissement différents qui sont à l'origine du faible lien entre dette et inégalités dans ces économies étudiées. De plus, pour les études par pays, analysant l'impact de la dette extérieure sur les niveaux d'inégalité au Pakistan. Les deux études montrent en utilisant respectivement la méthode OLS et ARDL qu'il existe une relation négative entre la dette extérieure et l'inégalité des revenus au Pakistan, indiquant ainsi que la dette extérieure ne favorise pas les pauvres ([Akram et al., 2013](#) et [Farid, 2016](#)).

[Arawatari et Ono \(2015\)](#) notent que les pays à forte inégalité ont tendance à être plus endettés que les pays à faible inégalité. L'étude met en évidence le rôle d'une politique budgétaire souple dans la promotion de niveaux élevés d'endettement et de fortes inégalités. [Salti \(2015\)](#) conclut que les gouvernements doivent trouver des sources de financement alternatives susceptibles de contribuer à réduire les inégalités car ses résultats montrent que la dette est responsable

de la hausse des inégalités dans diverses économies. Les résultats de [Tibi \(2016\)](#) soutiennent dans l'analyse de la relation dette et inégalités, le niveau de revenu initial et le niveau de développement d'une économie sont très important. Par ailleurs, pour analyser la relation entre la dette et les inégalités, [Detzer \(2016\)](#) inclut dans analyse une variable qui prend en compte la financiarisation pour expliquer les différences d'endettement et d'inégalité entre les pays développés et les pays en développement ; différences que [Sezgenç \(2019\)](#) attribue à la composition politique et sociale des pays.

À l'heure actuelle, la compréhension de la relation entre la dette extérieure et les inégalités semble nouvelle dans la littérature. Ces dernières années, un examen attentif de l'impact des inégalités de revenus et de richesse sur l'augmentation de la dette extérieure a conduit certains chercheurs à comprendre la dynamique de cette relation.

Le nœud du problème commence donc par une introduction aux travaux de [Berg et Sachs \(1988\)](#) sur les facteurs structurels de la restructuration de la dette dans les pays en développement. Se concentrant sur la dette extérieure, ils ont mené des études empiriques évaluant l'impact des variables de répartition des revenus (inégalité des revenus, part du secteur agricole, niveau du PIB par habitant) et de l'ouverture économique pour analyser la probabilité de restructuration de la dette. Pour ce faire, les auteurs ont utilisé un modèle cross-probit pour un échantillon de 35 pays couvrant la période 1977-1985. Ils ont identifié l'inégalité des revenus comme un facteur clé dans le maintien de la restructuration de la dette. Le mécanisme conduisant à ce résultat est un processus d'instabilité politique et sociale, exacerbé par l'inégalité des revenus et sapant la crédibilité des institutions politiques.

A la suite de leurs travaux, bon nombre de recherches ont inondées la littérature fragmentée. En effet, plusieurs auteurs soutenant que la dette publique peut être un déterminant de l'inégalité or selon cette alternative, les inégalités de revenus et de richesse jouent un rôle clé dans l'augmentation de la dette publique.

Pour donc illustrer la dette extérieure comme l'un des déterminants clés de l'inégalité, des discussions sur l'impact de la dette publique en tant que cause d'inégalité ont été abordées dans le débat sur les taux d'intérêt ([Mankiw, 2000](#)), les contraintes de capital des ménages ([Michel et Pestieau, 1999](#), [Michel et Pestieau, 2005](#)) et les effets d'éviction du capital privé ([Maebayashi et Konishi, 2021](#)), et l'effet du taux d'épargne ([Borissov et Kalk, 2020](#)) pour ne citer que ceux-ci.

Sur la base de certains arguments, notamment la thèse intéressante selon laquelle les niveaux de consommation des ménages sont plus étroitement liés au revenu courant que ne le

suggère la théorie économique. De plus, soulignant l'importance de l'héritage pour la création de richesse, [Mankiw \(2000\)](#) en rejetant les deux modèles canoniques (modèle Barro-Ramsey et modèle Diamond-Samuelson), propose un modèle de politique budgétaire hétérogène impliquant deux groupes de ménages. Les "Donateurs" et les "Épargnants". À cet égard, les « donneurs » reflètent les ménages à faible revenu qui ne sont pas en mesure de lisser leur consommation, et les « épargnants » reflètent les ménages à revenu élevé qui sont capables de lisser leur consommation sur plusieurs générations. Dans un modèle théorique, [Mankiw \(2000\)](#) a montré que la dette publique augmentait les inégalités en régime permanent, affirmant que l'émission de dette publique entraînait une augmentation des impôts pour financer l'augmentation des paiements d'intérêts. La hausse des impôts toucherait alors directement les deux ménages, mais comme indiqué précédemment, l'impact serait plus discordant pour les ménages à faible revenu qui peinent à freiner leur consommation. D'autre part, les « épargnants » ont une légère réduction du revenu disponible pour conserver les obligations émises, ce qui se traduit par des actifs portant intérêt favorisant l'accumulation de richesse et les positions héritées.

Dans une étude similaire, [Michel et Pestieau \(2005\)](#) ont utilisé un modèle hétérogène à générations imbriquées qui considère des agents altruistes et non altruistes. La logique est presque similaire dans la mesure où, l'élément altruiste est lié à l'importance de laisser un héritage aux générations futures et souligne le principe de la capacité à générer des revenus élevés. Ils sont arrivés à des conclusions similaires. Autrement dit, l'augmentation de la dette publique apporte des gains à court terme aux agents « non altruistes », mais à long terme, les gains sont conservés par les agents « altruistes » à travers le même processus de redistribution.

L'impact principal de l'accroissement de la dette étrangère est la diminution continue du capital, connue sous le nom d'effet d'éviction. La croissance de la dette extérieure a soulevé des préoccupations concernant l'augmentation de la liquidité dans l'économie. Les politiques expansionnistes entraînent une hausse de la consommation privée, ce qui entraîne une baisse de l'investissement privé et, par conséquent, une augmentation des taux d'intérêt. Les travaux de [Mankiw \(2000\)](#) et de [Michel et Pestieau \(1999\)](#) et [Michel et Pestieau \(2005\)](#) ont apporté des contributions significatives à ce sujet. Ils soulignent que le rendement marginal à long terme du capital est influencé par le taux préférentiel des investisseurs "épargnants" et "altruistes". Ces études concluent que l'augmentation de l'épargne en réponse à la hausse des taux d'intérêt représente l'effet neutre de la dette extérieure dans le contexte de l'effet d'éviction.

[Maebayashi et Konishi \(2021\)](#) ont souligné des améliorations dans ce mécanisme. En éva-

luant la trajectoire d'équilibre de la viabilité de la dette extérieure, les auteurs ont constaté que l'une des conditions pour maintenir la trajectoire de la dette en bonne position est des niveaux d'inégalité plus élevés. Cette étude met en lumière la dynamique des transferts de capitaux, l'impact des pressions budgétaires et de la dette publique extérieure. Étant donné que des niveaux d'inégalité plus élevés sont une condition préalable à la viabilité de la dette extérieure dans des économies inégales avec une dette publique extérieure plus élevée, ils soutiennent que les ménages à revenu élevé peuvent maintenir des niveaux de capital privé. [Maebayashi et Konishi \(2021\)](#) ont suggéré que de faibles niveaux d'inégalité dans une économie sur une voie non durable amplifieraient l'effet d'éviction, rendant les problèmes hérités du passé plus importants et conduisant à une augmentation constante des inégalités. Une analyse semblable se retrouve chez [Borissov et Kalk \(2020\)](#), mais cette fois, le mécanisme ici est la position dans la société, indiquant une pression sociale à consommer par les agents. [Borissov et Kalk \(2020\)](#) affirment que des niveaux plus élevés de préoccupation de la position dans la société conduisent à des taux d'épargne plus faibles (moins d'investissement) en faveur des économies basées sur la consommation confrontées à des inégalités croissantes.

Notons que la causalité de la dette publique dans l'inégalité se réfracte largement dans les différences d'inégalité de richesse entre les groupes de revenu. On peut dès lors s'attendre à ce que les obligations d'État et les rendements obligataires en soient les principales composantes comme le montre [Mankiw \(2000\)](#). Par ailleurs, les niveaux d'épargne, la consommation des revenus intermédiaires et l'investissement privé doivent être rappelés comme des dynamiques importantes à reconnaître selon [Maebayashi et Konishi \(2021\)](#) et [Borissov et Kalk \(2020\)](#).

Comme mentionné plus haut, la causalité inverse entre la dette et les inégalités est analysée dans les pays de l'OCDE sur différentes périodes notamment par [Jabłoński et al. \(2015\)](#) qui soutiennent que la hausse des inégalités contribue à une augmentation de la dette publique, tandis que [Karlin \(2018\)](#) soutient que la dette extérieure et intérieure a un impact négatif sur les inégalités dans les pays de l'OCDE. L'étude a révélé que l'impact de la dette extérieure est plus important que la dette intérieure dans la réduction des inégalités de revenus.

Contrairement à d'autres études, [Luo \(2020\)](#) introduit les inégalités de travail et de capital. L'inégalité du travail soutient la hausse de l'endettement extérieur de ces économies, tandis que l'inégalité du capital entraîne une réduction de la dette dans ces économies. Les études de [Varthalitis et Sakkas \(2019\)](#) et [Tung \(2020\)](#) qui ont analysées l'effet de la dette sur les inégalités montrent que cette dernière affecte les inégalités dans la zone euro et les pays d'Asie-Pacifique,

respectivement. Suggérant ainsi que les gouvernements peuvent utiliser la dette publique pour réduire les inégalités. [Sayed et al. \(2020\)](#) et [Obiero et Topuz \(2022\)](#) ont constaté des effets positifs de la dette sur les inégalités de revenus au Liban et en Turquie, respectivement. Contrairement à [Arslan \(2019\)](#) qui souligne l'applicabilité des effets redistributifs en Turquie en montrant que l'inégalité des revenus nationaux s'améliore lorsque la dette diminue.

À notre connaissance, aucune étude n'a examiné la relation entre la dette extérieure, la pauvreté et les inégalités en Afrique centrale. En passant en revue les différentes études sur la relation entre dette et pauvreté, et entre dette et inégalités, nous constatons des résultats mitigés. Certaines études montrent des effets négatifs de la dette extérieure sur la pauvreté ou les inégalités ([Sheikh et Alam, 2013](#) ; [Borissov et Kalk, 2020](#)), tandis que d'autres trouvent des effets positifs ([Saungweme et Mufandaedza, 2013](#) ; [Arawatari et Ono, 2017](#)). Les études utilisent des méthodologies différentes (MCO, analyse de régression, etc.), ce qui peut expliquer les résultats divergents. En effet, les résultats varient selon les pays et les périodes étudiées, mettant en évidence la complexité de la relation entre dette extérieure, pauvreté et inégalités. Les lacunes dans la littérature créées par les relations mixtes entre ces variables en Afrique centrale constituent la base de notre étude.

De plus, la prise en compte des externalités dans l'analyse de la dynamique de la dette extérieure en relation avec la pauvreté et les inégalités n'a pas encore été mise en évidence. Cependant, il est clair que les externalités ont un fort impact sur l'économie. Notre travail se distingue des travaux précédents en utilisant une approche par externalités pour analyser l'impact de la dynamique de la dette extérieure sur la pauvreté et les inégalités en Afrique centrale. Contrairement à ces études précédentes, qui se concentrent sur des pays spécifiques ou des régions plus larges, notre recherche se concentre spécifiquement sur l'Afrique centrale. Nous soulignons l'importance d'une gestion prudente de la dette pour minimiser son impact négatif sur les populations vulnérables, en tenant compte des externalités économiques et sociales. Notre travail apporte donc une nouvelle perspective en intégrant les externalités dans l'analyse de la dette extérieure, ce qui peut aider à mieux comprendre et gérer son impact sur la pauvreté et les inégalités. Cela nous permet de formuler l'hypothèse suivante : il existe un effet indirect des externalités de la dette extérieure sur la relation entre dette extérieure, pauvreté et inégalités dans les pays d'Afrique centrale. Par conséquent, les pays d'Afrique centrale où les externalités reflètent une bonne gestion de la dette extérieure sont censés réduire la pauvreté et les inégalités grâce à des politiques de surendettement. Enfin, notre analyse est également innovante dans son

cadre méthodologique, qui met l'accent sur la microsimulation dynamique, comme présenté dans la section suivante.

2.3 Brève présentation sur la micro-simulation

La modélisation en EGCD ¹⁰ permet de comprendre les interactions complexes entre les divers secteurs de l'économie en prenant en compte les relations interdépendantes entre les variables économiques, les comportements des agents et les chocs externes. Cependant, il existe peu d'études sur la dette extérieure qui utilisent cette méthodologie avancée. En intégrant l'EGCD, nous pouvons mieux évaluer les répercussions à long terme de la dette sur la pauvreté, les inégalités et d'autres aspects économiques. Notre analyse se démarque également par son approche méthodologique novatrice axée sur la micro-simulation dynamique, comme exposé dans la section suivante. Nous ne pouvons donc commencer cette section sans présenter avant les avantages qui militent en faveur des MEGC. Car l'analyse en micro-simulation passe nécessairement par la formalisation et la mise en œuvre d'un MEGC.

2.3.1 Bref aperçu sur les modèles d'équilibre général calculable

Un MEGC est une simulation simplifiée d'une économie qui met en lumière l'ensemble des interactions entre les acteurs économiques (ménages, entreprises, gouvernement et autres pays), entre les différents secteurs de l'économie, l'économie dans son ensemble et l'environnement extérieur. Les MEGC combinent à la fois des modèles macroéconomiques et microéconomiques. Ils permettent une modélisation à un niveau plus détaillé, comme des groupes d'agents hétérogènes, différents secteurs de production, différentes classes de biens et services. Ces motifs deviennent rapidement trop complexes et doivent être résolus numériquement sur ordinateur comme le montre l'adjectif "calculable". Leurs paramètres sont fréquemment calibrés à l'aide d'une matrice de comptabilité sociale (MCS). L'application la plus courante consiste à exécuter des simulations afin d'examiner les effets de divers chocs exogènes sur une économie du monde réel. Ceux-ci ont été principalement développés pour analyser l'impact des ajustements structurels sur la production économique et la répartition des revenus dans les pays en développement. Le modèle d'équilibre général calculable est un système d'équations qui décrit l'économie comme une unité fonctionnelle qui contient toutes les relations entre les différents acteurs (Burfisher, 2021). En bref, ces modèles supposent que chaque acteur de l'économie représente un système d'équations interdépendantes dans lequel chaque agent influence et est

10. Équilibre Général Calculable Dynamique

influencé par les décisions de consommation et de production d'un autre agent. Pour cette raison, le MEGC est un outil très utile pour la pré- et post-évaluation des alternatives de politiques publiques.

Les MEGC dérivent du cadre théorique des modèles d'équilibre général concurrents développés au XIXe siècle par les écoles néoclassiques ou marginalistes. Les leaders les plus importants sont [Gossen \(1854\)](#), [Jevons \(1871\)](#), [Menger \(1871\)](#) et [Walras \(1874\)](#), qui est considéré comme le contributeur le plus important à la conceptualisation de ces modèles et dont le prolongement est fait à la suite des travaux d'[Arrow et Debreu \(1954\)](#), [McKenzie \(1954\)](#) au 20e siècle. La tendance à combiner les informations microéconomiques des modèles d'équilibre général concurrentiel avec le cadre global d'analyse économique au sein d'un même cadre d'analyse a conduit à l'émergence de nouveaux modèles macroéconomiques dans la seconde moitié du XXe siècle, avec une variété d'analyses économiques. A la fin de la seconde moitié du XXe siècle, les MEGC se sont adonnés à de nombreuses analyses dans divers domaines. Des auteurs tels que [Johansen \(1960\)](#), [Harberger \(1962\)](#) et [Scarf et Hansen \(1973\)](#) ont été les premiers auteurs à développer un MEGC ([Agbodji et al., 2007](#)). Développés principalement pour les pays développés, ces modèles sont qualifiés de Walrasien car ils admettent l'hypothèse de plein emploi des facteurs et se concentrent spécifiquement sur la question de l'allocation optimale des ressources. Par conséquent, la construction d'un MEGC connaîtra une nouvelle direction en s'attaquant presque exclusivement aux problèmes de répartition des revenus et de pauvreté.

Les premiers auteurs à utiliser l'EGC dans le cadre de leur analyse de la répartition des revenus sont [Adelman et al. \(1978\)](#), qui représentent la Corée ([Boccanfuso et al., 2003](#)). Les travaux de ces auteurs ont donné naissance à un modèle dans la littérature appelé le modèle "structuraliste néoclassique". Cela s'explique principalement par le fait que ces modèles compensent certaines lacunes liées à l'hypothèse néoclassique qui ne prend pas en compte les failles observées dans le fonctionnement des marchés des pays en développement. Les programmes d'ajustement structurel font également l'objet de nombreux travaux de modélisation dans le cadre du MEGC et de l'analyse de distribution, qui analyse la répartition des revenus en Indonésie ([Bourguignon et al., 1991](#) ; [Thorbecke, 1991](#)).

Plusieurs auteurs ont avancés des arguments rigoureux quant à l'utilisation des MEGC plutôt que les modèles IO ¹¹ pour les études d'impact régional ([Partridge et Rickman, 1998](#) ;

11. Input-Output

Dwyer et al., 2006). Or la plupart des MEGC au niveau régional sont à régions uniques (Ferguson et al., 2003 ; Goodman, 2003 ; Liu, 2006). En réalité, seulement quelques-uns de ces modèles abordent directement la question de la dette publique, mais plusieurs modèles ont été développés et perfectionnés pour inclure cette dimension. En réponse aux diverses préoccupations soulevées précédemment, et en raison de leur capacité à prendre en considération les multiples interactions entre les variables économiques, les Modèles d'équilibre général calculable (MEGC) ont été choisis. La méthodologie de ces modèles est détaillée dans le chapitre suivant. Le modèle créé est un modèle dynamique incluant plusieurs pays. Ce choix découle d'une logique impliquant que toute dette contractée doit être remboursée à un moment donné, rapproché ou lointain.

L'estimation des effets distributifs des mesures de politique économique est une tâche centrale de l'économie appliquée. L'identification des gagnants et des perdants de la réforme nécessite des outils puissants qui fournissent des informations non seulement sur l'impact global de la réforme à l'étude, mais aussi sur l'éventail des impacts qui affectent le bien-être des individus et des ménages. Cette dernière exigence devrait prendre de plus en plus d'importance dans le domaine de la redistribution.

2.3.2 Présentation et différents types de MMS

➡ Présentation du MMS

Un modèle de micro-simulation (MMS) est un outil analytique qui simule l'impact d'une réforme de politique économique particulière sur un échantillon d'acteurs (individus ou ménages) au niveau individuel. Ils s'appuient sur une présentation analytique des contraintes économiques et institutionnelles spécifiques auxquelles sont confrontés les acteurs et, si possible, sur la manière d'adapter leur comportement à l'évolution de ces contraintes. Les simulations de réformes économiques consistent à évaluer les contraintes auxquelles sont confronté un échantillon représentatif d'acteurs et l'impact des changements qu'ils produisent sur un certain nombre d'indicateurs de leur activité et de leur bien-être.

La micro-simulation est une technique largement utilisée depuis longtemps dans les sciences appliquées, mais son utilisation dans le domaine économique est relativement récente. Bien que les premières études remontent à Orcutt (1957), son utilisation pour analyser les politiques économiques, notamment en matière de redistribution, n'a véritablement pris de l'ampleur que dans les années 1980. Ce développement est principalement dû à l'amélioration de la puissance de calcul des ordinateurs et à la disponibilité croissante des bases de données microéconomiques.

Son impact potentiel sur la recherche et les politiques économiques est considérable ¹². Selon [Nelissen \(1994\)](#), cette technique consiste à créer un modèle reproduisant le fonctionnement d'un système en ajustant les caractéristiques individuelles à chaque période.

Un intérêt majeur des MMS pour l'analyse des politiques redistributives réside essentiellement dans la possibilité de prendre en compte l'hétérogénéité des agents, tout en agrégeant les conséquences de leurs actions, notamment les budgets d'impact des politiques analysées. De ce point de vue, le MMS contraste avec l'analyse traditionnelle du point de vue des agents représentatifs. Si cette dernière peut sans doute donner une première idée de l'impact des réformes, elle occulte les différences de ces impacts entre les partis et ne donne pas forcément une bonne idée de l'impact global des réformes envisagées.

Un modèle de micro-simulation se compose de trois éléments :

- Bases de données microéconomiques contenant les caractéristiques économiques et sociodémographiques d'un échantillon représentatif d'agents (ménages ou individus) ;
- Le système de redistribution initial et le système simulé, c'est-à-dire les règles qui déterminent les contraintes financières et autres auxquelles sont soumis les agents ;
- Un modèle théorique du comportement des agents. À partir de cette troisième composante, en considérant spécifiquement s'il faut inclure les changements de comportement de l'agent, l'axe temporel du comportement de l'agent, et enfin s'il faut inclure les effets d'équilibre général.

➡ Différents types de MMS

Parmi les modèles de micro-simulation, on peut distinguer deux grandes catégories. Le premier est un modèle statique, qui reste inchangé alors que la partie démographique évolue par recalibrage et adoption de comportements endogènes. Le deuxième est un modèle dynamique où tous les individus modélisent explicitement le changement au fil du temps ([Schofield et al., 1996](#)). Un modèle statique, également appelé "modèle transversal", est principalement utilisé pour évaluer l'impact d'une politique fiscale ou sociale sur une année donnée. Les modèles "fiscaux" ou "comptables" relèvent souvent de cette catégorie, avec l'hypothèse implicite que la structure des "micro-entités" sous-jacentes ne change pas dans l'échantillon, mais avec des ajustements des pondérations de l'échantillon sur une période plus longue pour refléter les biais liés à la pyramide des âges des populations futures.

Les ajustements de ces pondérations sont généralement réalisés en tenant compte de plu-

12. Pour l'histoire et le développement de la micro-simulation dans l'analyse économique, voir [Atkinson et Sutherland \(1988\)](#), [Merz \(1991\)](#), [Harbison et Hanuscheck \(1991\)](#), [Schofield et al. \(1996\)](#), [Gupta et al. \(2000\)](#).

sieurs variables démographiques telles que l'âge, le sexe, le type de ménage et la région de résidence. Ces modèles se basent sur des observations instantanées et fournissent des résultats à un instant donné. Les individus au sein d'un même groupe sont considérés comme ne modifiant pas leur comportement au fil du temps. Ainsi, ces modèles sont davantage appropriés pour des simulations à court et moyen terme (1 à 5 ans), en supposant que les caractéristiques de la population n'ont pas connu de changements significatifs.

Les modèles dynamiques sont construits à partir d'observations transversales ou longitudinales. Les unités de base sont suivies tout au long de leur existence dans le modèle, simulant différents événements de la naissance au décès, en passant par le revenu, la pension et la santé. Les données d'échantillon sont actualisées à chaque période. Chaque fonction de chaque micro-unité est mise à jour à chaque intervalle de temps ([Shoven et Whalley, 1984](#) ; [Caldwell, 1990](#) ; [Harding, 2000](#)). Les individus peuvent ajuster leur comportement en réaction aux changements du système. Contrairement aux modèles statiques constants, le nombre d'unités individuelles varie dans le temps. L'utilisation des modèles dynamiques est de plus en plus courante pour simuler les politiques publiques à long terme. Les modèles dynamiques inter-temporels peuvent être globalement divisés en deux catégories ([Harding, 1993](#)) :

- Un modèle longitudinal ou générationnel simule la durée de vie complète d'une seule génération, de la naissance au décès. Dans ce type de modèle, toutes les transitions de l'unité de base sont effectuées avant de passer à l'unité suivante. Cependant, un inconvénient majeur de l'approche longitudinale est le manque d'interaction entre les différentes unités ([Nelissen, 1994](#)). Ces modèles sont principalement utilisés pour réduire le coût associé à la mise en œuvre de modèles à partir d'un échantillon plus large ;
- Un modèle transversal ou modèle de population simule toutes les unités de l'échantillon de population sur une période spécifique, de la date d'observation à la fin de la période de prévision. Cette méthode permet une interaction continue entre les individus.

Les travaux de par l'utilisation de cet outil inondent la littérature. C'est ainsi qu'on retrouve des travaux comme ceux de [Heckman et al. \(1998\)](#) qui examinent les effets des politiques de reconversion sur l'équilibre dynamique du marché du travail. Ceux de [Townsend et Yaron \(2002\)](#) qui considèrent donc un équilibre dynamique dans une économie où les trajectoires de revenus sont exposées à divers types de risques et où les individus s'assurent avec

leur épargne face à des marchés du crédit imparfaits. [Bourguignon et al. \(2003\)](#), qui ont analysé l'impact de la réforme de l'impôt sur le revenu, et [Spadaro, 2007](#), qui a analysé l'impact des crises macroéconomiques sur la pauvreté, ne sont pas exhaustifs.

Certaines des déclarations ci-dessus suggèrent que la micro-simulation affecte désormais l'ensemble du domaine de l'économie. La disponibilité accrue des données individuelles et les progrès de la puissance de calcul modifient fondamentalement notre façon d'analyser la politique économique. Au lieu de discuter des agents représentatifs et des modèles agrégés de l'économie, on a de plus en plus tendance à s'intéresser à l'hétérogénéité fondamentale des agents. Tant que les hypothèses requises pour l'agrégation complète des comportements sont très sophistiquées, l'analyse d'agrégation sera améliorée tout en permettant une prise en compte explicite de la dimension distributionnelle de la politique économique.

Le modèle de micro-simulation arithmétique statique a été le premier pas dans cette direction. Ils sont de plus en plus utilisés aujourd'hui, notamment dans le domaine de la redistribution, ce qui est bienvenu. Cependant, ils peuvent être limités. L'extension de l'analyse à d'autres dimensions du comportement des agents nécessite un investissement important dans la modélisation économique. Des tentatives en ce sens, évoquées à la fin de cette brève présentation, démontrent les bénéfices que les décideurs peuvent tirer de l'utilisation de ces techniques, mais il est très difficile de développer des outils satisfaisants. Malgré que des efforts de recherche à grande échelle sont encore nécessaires à la fois dans l'utilisation des techniques existantes et dans la création de nouveaux outils d'analyse dans la formulation de la politique économique.

Les modèles de micro-simulation dynamique, comme tout outil prédictif, présentent certaines limites, mais sont très utiles pour analyser en détail les enjeux économiques et socio-politiques ([Legendre et al., 2004](#)). Utilisés dans de nombreux pays depuis la fin des années 1990 (Australie, Canada, Italie, Suède, Royaume-Uni, France, etc.), ces modèles sont essentiels pour évaluer l'impact des politiques publiques, notamment celles concernant les retraites. Afin d'étudier les effets d'une politique de sur-endettement sur la pauvreté et les inégalités en Afrique centrale, nous avons choisi d'utiliser l'approche Top-Down, développée par [Bourguignon et al. \(2005\)](#), et analysée par [Hérault \(2007\)](#) lors de la transition des modèles de micro-simulation dans ses travaux.

Conclusion

La relation entre pauvreté et inégalités est intrinsèque et dépendante des riches et des pauvres, créant ainsi une disparité de revenus relative. Jusqu'à présent, le lien systémique entre

ces deux phénomènes n'a été clairement établi qu'en relation avec le revenu et la croissance économique. Bien qu'il soit souhaitable d'explorer d'autres conditions de vie et possibilités, de nombreux défis méthodologiques se posent en raison de la multitude de facteurs à prendre en compte. En période de crise, réduire les inégalités peut limiter l'augmentation de la pauvreté, comme cela a été observé en Côte d'Ivoire entre 1985 et 1988 et au Zimbabwe entre 1980 et 1990. À l'inverse, durant les périodes de croissance, l'accentuation des inégalités peut entraîner un statu quo voire une aggravation de la pauvreté. Cependant, le lien entre la dette extérieure et son impact sur la pauvreté et les inégalités en Afrique centrale reste à prouver. Les travaux existants mettent en lumière l'intérêt croissant de la micro-simulation comme un outil d'analyse et de prévision des effets des politiques économiques et sociales dans le cadre de l'aide au développement. La confiance grandissante dans les modèles de micro-simulation dynamique les positionne comme des outils essentiels pour les décideurs politiques, devenant ainsi de plus en plus populaires dans les milieux de la recherche et du gouvernement. Ces modèles offrent une vision précieuse des conséquences potentielles de maintenir ou de modifier les lois actuelles.

Chapitre 4

Étude micro-économique de l'endettement extérieur en Afrique centrale : analyse empirique

Introduction

En se basant sur le principe de la rareté, il apparaît que les pays, y compris ceux d’Afrique centrale, sont contraints d’emprunter tant à l’intérieur qu’à l’extérieur pour stimuler leur économie, favoriser le développement et finalement améliorer le niveau de vie de leur population. L’endettement extérieur de ces pays leur permet d’éviter les risques liés à un déséquilibre entre les dépenses publiques et les recettes publiques, en reliant davantage le développement aux emprunts plutôt qu’à l’épargne intérieure, nécessaire au développement des infrastructures et à la gestion d’autres facteurs macroéconomiques importants.

Cependant, des recherches mettent en lumière les possibles effets négatifs des politiques de sur-endettement sur les investissements du secteur privé, la tarification des produits pétroliers (qui jouent un rôle clé dans les économies d’Afrique centrale), le chômage, la corruption, l’inflation, et même le niveau de vie des citoyens. Malgré cela, le gouvernement continue d’utiliser l’endettement pour financer ses projets. Bien que de nombreuses études sur la dette extérieure et son impact sur la croissance économique et le développement inonde la littérature, la majorité s’articulent sur l’importance du service de la dette et l’effet cumulatif des paiements d’intérêts sur la croissance économique (Clements et al., 2003a ; Hunt, 2007 ; Ayadi et Ayadi, 2008). Plusieurs études sur l’exécution et la gestion des dettes ont également été réalisées (ARİKAWÉ, 2001 ; Omotoye et al., 2006). Cependant, l’impact de la dette extérieure sur les taux de pauvreté et les inégalités n’a pas pu être articulé. C’est dans cette optique que cette étude évalue dans quelle mesure la dette extérieure a un impact significatif sur les taux de pauvreté et d’inégalité en Afrique centrale, compte tenu du rôle des profils des dirigeants politiques. Cette recherche est également importante pour les chercheurs et les décideurs politiques. En tant que tel, il y a eu un débat croissant sur les revendications de la direction, en particulier si le financement accru des déficits économiques des pays d’Afrique centrale par la dette extérieure est superficiel et ne devrait pas réellement avoir d’effets négatifs.

Pour parvenir à cette contribution, nous organisons le présent chapitre comme suit : la section 1 présente les variations de la pauvreté et des inégalités en Afrique centrale et le cadre méthodologique utilisée pour aboutir aux différents résultats qui sont présentés à la section 2.

Section 1 : Choix méthodologique

1.1 Tendances de la pauvreté et des inégalités en Afrique centrale

La région d'Afrique centrale est classée parmi les régions les plus pauvres du monde par les instances économiques internationales. Actuellement, les économies de ces pays présentent deux phénomènes simultanés : d'après la [WDI \(2015\)](#), le taux de croissance moyen en 2014 était d'environ 4,6%, boosté par la mise en production de nouveaux champs pétroliers et par des perspectives encourageantes pour le Tchad, le Cameroun, le Congo et le Gabon grâce à la croissance des secteurs non pétroliers. Bien que l'économie bénéficie de facteurs favorables, comme un taux d'investissement annuel moyen de 20% depuis 2012, la croissance demeure modeste et ne devrait pas dépasser 5% à long terme.

D'autre part, le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté, c'est-à-dire avec moins de 2 dollars par jour, a considérablement augmenté et dépasse désormais les 70%. En 2012, la part des revenus détenue par les 20% les plus démunis représentait 8,7%, tandis que les 20% les plus riches détenaient 63,5% des revenus. La répartition des revenus de la population, du quintile le plus pauvre au quintile le plus riche, était de 5,6%, 9,5%, 14,2%, 21,3%, 49,3% ([WDI, 2011](#)). Cependant, ces chiffres peuvent varier d'un pays à l'autre. En effet, deux pays ayant un revenu par habitant similaire peuvent afficher des taux de pauvreté très différents en raison de niveaux d'inégalité des revenus distincts. Par exemple, la République centrafricaine et le Tchad, deux pays à faible développement humain, présentent des disparités significatives. Plus de 92% de la population en République centrafricaine vit avec moins de 2 dollars par jour, tandis qu'au Tchad, ce taux est de 83% au niveau national ([Bureau, 2011](#)).

Au cours des dernières années, il est devenu clair pour la communauté internationale que les niveaux de pauvreté observés au début du XXI^e siècle étaient inacceptables. Cette prise de conscience s'est notamment manifestée à travers l'adoption des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) lors d'un sommet parrainé par l'ONU à New York en 2000. Le premier objectif des OMD consistait à éliminer la pauvreté dans le monde et à réduire de moitié le pourcentage de la population mondiale vivant dans l'extrême pauvreté entre 1990 et 2015. Malgré cela, la population de l'Afrique centrale devait augmenter de 10 millions de personnes d'ici la fin de 2015. Réduire de moitié le nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté d'ici là impliquait un taux annuel de réduction de la pauvreté de 2,7% en 2000. En outre, depuis septembre 2015, l'Assemblée générale des Nations Unies a réaffirmé son engagement à pour-

suivre les efforts des OMD à travers un nouveau programme appelé Objectifs de développement durable (ODD), qui se poursuivra jusqu'en 2030. Cette décision a été motivée par le constat qu'entre 2000 et 2015, 795 millions de personnes dans le monde sont restées sous-alimentées et que le nombre de milliardaires a quintuplé.

Malgré cela, il y a des doutes quant au financement de ce programme évalué à environ 1 000 milliards de dollars par an par l'ONU. En effet, l'aide publique au développement (APD) destinée au financement des Objectifs du Millénaire pour le Développement n'a jamais dépassé 150 milliards de dollars par an, ce qui justifie ces préoccupations (Sané, 2022). Par ailleurs, la mise en œuvre des objectifs de développement durable requiert d'importants investissements dans les infrastructures, le capital humain, la résilience climatique, etc. Cependant, dans les pays en développement, les gouvernements sont souvent confrontés à des ressources limitées pour mobiliser les recettes publiques et les investissements privés. Recourir à l'endettement apparaît alors comme une solution cruciale pour atteindre ces objectifs, mais des niveaux d'endettement insoutenables risquent de compromettre la croissance et de pénaliser les populations les plus vulnérables.

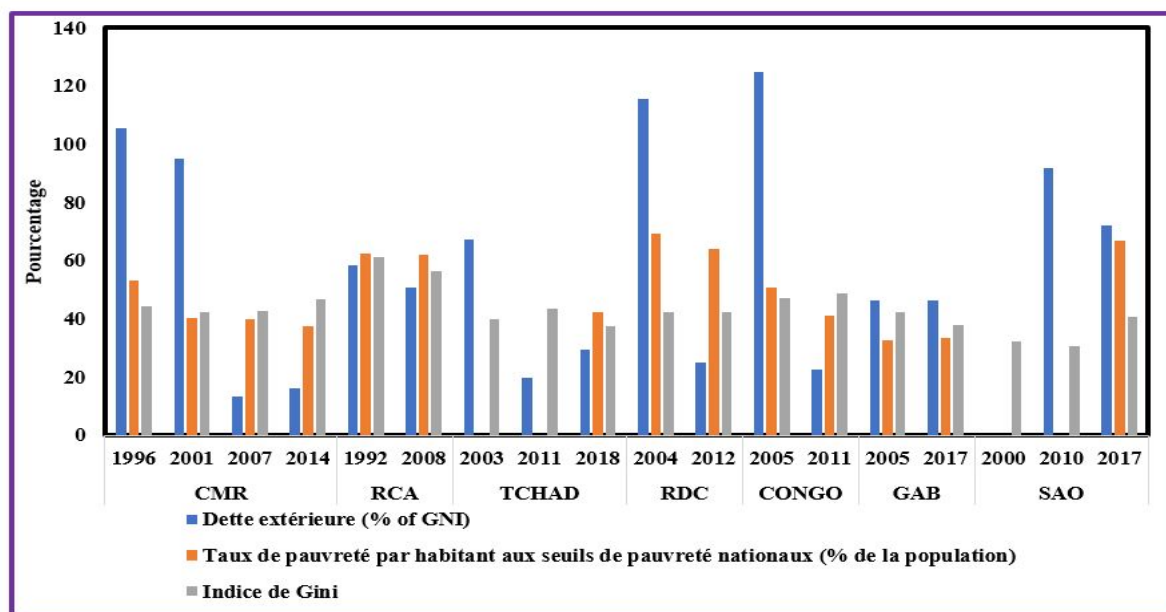
L'introduction des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) en 2000 et des Objectifs de Développement Durable (ODD) en 2015 a permis aux gouvernements des pays en développement de définir et de mettre en place des actions visant à réduire la pauvreté. Toutefois, les études sur la situation de la pauvreté et du bien-être dans ces pays, notamment en Afrique centrale, indiquent que bien que la pauvreté ait diminué initialement, cette réduction s'est faite à un rythme plus lent que prévu pour le pays.

Le concept de pauvreté suscite de nombreuses interrogations, tant en ce qui concerne sa définition que ses divers aspects ou symptômes. Habituellement abordée d'un point de vue économique¹³, à travers des analyses financières et l'évolution des seuils de pauvreté, d'autres approches peuvent être envisagées pour mieux comprendre les différents défis liés à la réduction de la pauvreté. Une observation simple de la répartition des richesses dans le monde révèle des inégalités flagrantes. L'Afrique apparaît comme étant particulièrement touchée par ce phénomène, et les pays d'Afrique centrale ne font malheureusement pas exception. La situation

13. Nous disposons actuellement de quelques études. La première, nommée ECAM 1 (Direction de la statistique et de la comptabilité nationale de 1996), a été menée en 1996 et a impliqué 9 978 personnes réparties dans 1 731 ménages. Une deuxième enquête, ECAM 2, a été réalisée entre septembre et décembre 2001 et a porté sur 11 553 ménages (Direction de la statistique et de la comptabilité nationale de 2001). La troisième enquête, ECAM 3, a été effectuée en 2007 et comprenait 12 000 ménages. Enfin, la quatrième enquête auprès des ménages, ECAM-4, date de 2014. L'échantillon de cette enquête était composé d'environ 12 847 ménages répartis dans 1 024 grappes, également appelées zones d'enquête, situées dans 12 zones couvrant l'ensemble du territoire de l'Union.

est d'autant plus préoccupante qu'elle est étroitement liée à des domaines essentiels tels que l'éducation, la santé, l'emploi et la nutrition, pour n'en nommer que quelques-uns. Surtout au Cameroun, des disparités régionales notables existent, provenant non seulement de différences observables en matière d'éducation et de secteur d'activité (formel ou informel), mais également de particularités sociales spécifiques.

Figure 15 – Évolution comparée dette extérieure, pauvreté et inégalité en Afrique centrale



Source : Auteur à partir des données de la [WDI, 2018b](#)

L'absence de données rend difficile l'analyse des faits stylisés en ce qui concerne la pauvreté et les inégalités de manière spécifiques aux différents pays d'Afrique centrale. Toutefois, on note pour ce qui est du Cameroun que cette analyse peut néanmoins être faite sur les années 1996, 2001, 2007 et 2014. En 1996, le stock de la dette extérieure au Cameroun était de 105,33 % avec un taux de pauvreté de 53,3 % et un égard de 44,4 % d'inégalité. Entre 2001 et 2007, on note une baisse de la dette extérieure de 81,87 %, du taux de pauvreté de seulement 0,3 % avec par contre une augmentation des inégalités de 0,7 %. En 2014 par contre, on note une augmentation du stock de la dette extérieure de 2,80 % qui est suivie par une baisse du taux de pauvreté de 2,4 % et d'une hausse des inégalités de 3,8 %.

En république centrafricaine, on note entre 1992 et 2008 une baisse de la dette de 7,59 % qui a induit une baisse du taux de pauvreté et des inégalités respectivement de 0,4 % et 5,1 %. Au Tchad, la tendance diffère. On note une baisse de la dette extérieure de 47,72 % entre 2003 et 2011 ; contre une augmentation des inégalités de 3,5 % sur la même période. Le constat

inverse est fait en 2018 où on observe une augmentation de la dette extérieure de 9,62 % contre une baisse des inégalités de 5,8 % avec un taux de pauvreté de 42,3 %. En RDC la baisse de la dette de plus de 90 % est suivit par une baisse de 5,4 % et de 0,1 % du taux de pauvreté et des inégalités respectivement. Au Congo, la tendance est similaire pour ce qui est de la dette et le taux de pauvreté sur la période 2005-2011 ; avec une baisse respective de plus de 100 % et de 9 %. A l'inverse, sur la même période les inégalités ont grimpées de 1,6 %. L'analyse inverse est faite pour le compte du Gabon où on note sur la période 2005-2017, une augmentation de la dette extérieure et de la pauvreté contre une baisse des inégalités de l'ordre de 0,13 % ; 0,7 % et 4,2 % respectivement (Figure 15).

L'étude des liens entre la dette extérieure, la pauvreté et les inégalités en Afrique centrale révèle des ambiguïtés qui justifient la nécessité de mieux comprendre les impacts de ces variables. Il est crucial d'évaluer de manière objective l'effet des politiques d'endettement actuelles et de proposer de nouvelles stratégies pour améliorer le bien-être des populations. Il est donc essentiel d'examiner attentivement les liens entre la gestion de la dette extérieure, la pauvreté et les inégalités afin de réduire ces phénomènes. L'utilisation de données microéconomiques et de modèles de micro-simulation est un outil précieux pour expliquer ces phénomènes, comme démontré dans la sous-section 2.3 du chapitre 3.

1.2 Modèle d'équilibre général calculable (MEGC)

L'objectif pointé dans ce chapitre est l'évaluation des impacts potentiels dû à la dynamique de la dette extérieure sur la pauvreté et les inégalités en Afrique centrale. Pour y parvenir, un modèle de micro-simulation dynamique séquentielle sur une approche intégrée similaire aux travaux de [Cloutier et Cockburn \(2002\)](#) et calibré sur une MCS (Matrice de Comptabilité Sociale) de 2015 est retenu pour analyse. Les données de l'enquête auprès des ménages permettent d'apprécier les différences de variations observées entre les individus. Avant de présenter le MMS (Modèle de Micro Simulation), présentons tout d'abord le MEGC de base qui nous permet d'aboutir à ce dernier.

1.2.1 MEGC de base

La construction de ce modèle se base sur une MCS agrégée comprenant au total 18 comptes dont : 4 comptes de branches d'activité (agriculture, industrie, services marchands et services non marchands); 3 comptes pour la taxe (taxe domestique, taxe à l'importation, taxe à l'exportation); 5 comptes de facteurs de production (travail qualifié, travail non qualifié,

capital, terre et ressources naturelles) ; 4 comptes d'agents courants (ménages, entreprises, gouvernement et le reste du monde) ; 1 compte d'accumulation et enfin 1 compte de variation de stock.

➡ Adoption des formes fonctionnelles du modèle

Le choix des formes fonctionnelles dans les MEGC dépend de plusieurs facteurs. En général, la fonction choisie doit être continue et homogène de degré zéro, résultant en un système de demande selon la loi de Walras ([Shoven et Whalley, 1984](#)). De plus, le choix de la fonction comportementale dans la construction d'un MEGC dépend des caractéristiques du secteur ou du produit et, dans la plupart des cas, reflète le choix personnel du modélisateur basé sur la connaissance du secteur ou du produit. Des références sur les formes fonctionnelles du modèle d'équilibre général calculable sont fournies par [Shoven et Whalley \(1984\)](#), [Gunning et Keyzer \(1995\)](#) et [Willenbockel \(2004\)](#). Selon [Shoven et Whalley \(1984\)](#), on trouve de multiples formes fonctionnelles lorsqu'on fait référence à la modélisation en équilibre général. En effet, soucieux de respecter les propriétés techniques et les contraintes théoriques d'une fonction (continuité, dérivabilité, uniformité, etc.), les modélisateurs limitent souvent leurs choix à des formes communes de fonction tels que : la fonction CES (Constant Elasticity of substitution), la fonction CET (Constant Elasticity of Transformation), la fonction LES (Linear Expenditure System), la fonction CRESH (Constant Ratios of Elasticity of Substitution Homothetic), la fonction Cobb-Douglas, la fonction de type Leontief, fonction Translog, etc.

Par conséquent, on admet généralement que les fonctions de demande dépendent de la forme Cobb-Douglas. Cependant, si elles admettent des restrictions, la formulation appropriée est la forme CES. Les fonctions de type CES sont appliquées pour déterminer l'élasticité du prix unitaire ; celles de type LES sont assez souvent utilisées pour éviter les problèmes laissés par la formulation Cobb-Douglas, mais avec pour contrainte la spécification des valeurs initiales pour les paramètres. Pour l'optique production, la fonction à valeur ajoutée CES est couramment utilisée pour agréer la subrogation des éléments clés et enfin si plusieurs facteurs sont concernés, une fonction hiérarchique de type CES est utilisée.

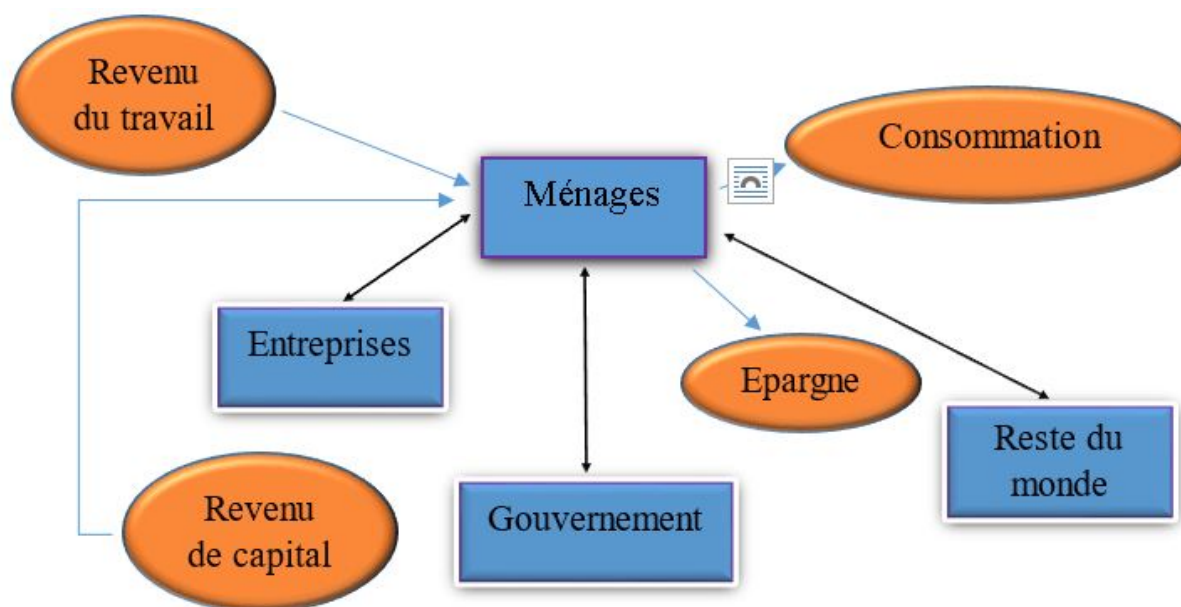
➡ Description du modèle et MCS

— Description du modèle

Le modèle qui sert de base ici est celui de [Decaluwé et al. \(2013\)](#) . Il est calibré sur une MCS agrégée pour la Cameroun, le Tchad et la République Démocratique du Congo avec au total 18 comptes. Le comporte des différents agents est décrit ci-dessous.

Dans ce modèle d'équilibre général calculable, le comportement des ménages est défini par plusieurs éléments : les revenus des ménages proviennent de trois sources, à savoir les revenus du travail, les revenus du capital et les transferts en provenance d'autres agents (Figure 16). Chaque ménage reçoit une part fixe des revenus générés par chaque type de travail, tandis que les revenus du capital sont répartis de manière équitable entre les différents agents. Les transferts reçus constituent le total des sommes envoyées aux ménages. Le revenu disponible des ménages est calculé en déduisant les impôts directs et les transferts vers le gouvernement. Après l'épargne et les transferts aux autres agents, le reste du revenu disponible est consacré à la consommation. L'épargne des ménages dépend linéairement du revenu disponible, ce qui permet d'avoir une propension marginale à épargner différente de la propension moyenne. Dans une économie en croissance, comme dans les pays d'Afrique centrale, la partie fixe de la fonction d'épargne diminuera avec le temps, sauf si elle augmente proportionnellement. Les transferts des ménages vers les agents non gouvernementaux sont proportionnels au revenu disponible et les transferts vers l'État, similaires aux cotisations aux programmes sociaux, sont considérés comme des impôts sur le revenu des ménages, représentant une fonction linéaire du revenu total.

Figure 16 – Comportement des ménages



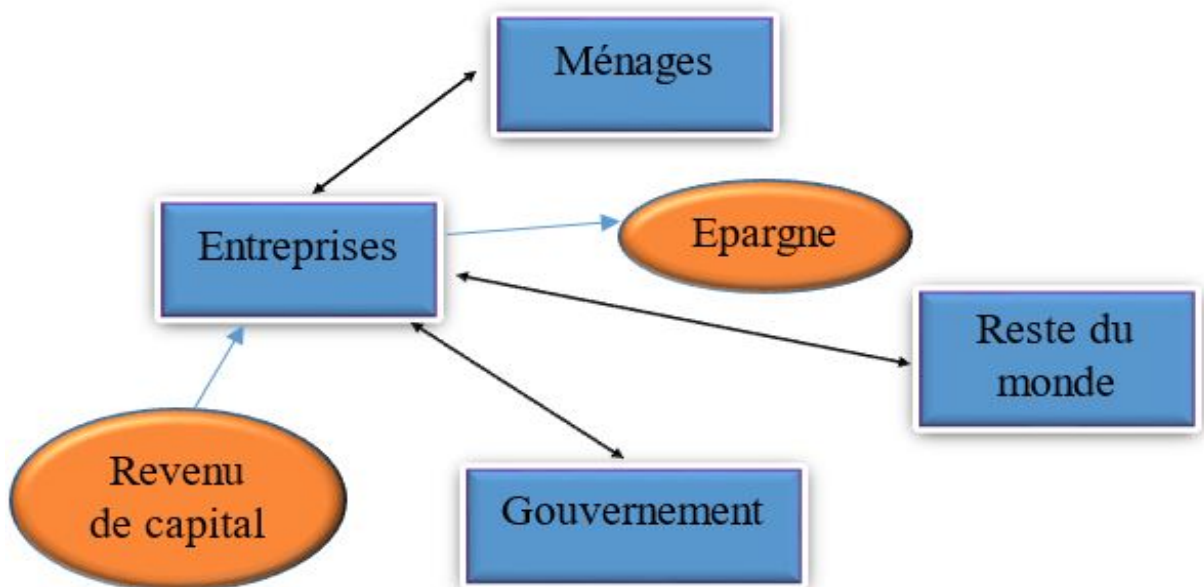
Source : Auteur à partir de [Decaluwé et al. \(2013\)](#)

Pour ce qui est des entreprises, leurs revenus proviennent de deux sources principales : les revenus du capital et les transferts reçus d'autres agents économiques (Figure 17). Les revenus

de transfert perçus par les entreprises sont la somme de tous les transferts reçus par les entreprises d'un certain type, notées " f ". Après déduction de l'impôt sur le revenu des entreprises, le revenu disponible de chaque type d'entreprise est obtenu. Ce revenu disponible est utilisé pour couvrir les dépenses courantes ou pour être épargné. Cet épargne correspond au montant restant après soustraction des transferts effectués vers d'autres agents économiques, à partir du revenu disponible. Enfin, les transferts d'entreprises vers d'autres agents économiques sont proportionnels au revenu disponible, c'est-à-dire qu'ils dépendent de la proportion du revenu disponible que les entreprises choisissent de transférer.

Dans le cadre du modèle de [Decaluwé et al. \(2013\)](#), le gouvernement dispose d'une gamme étendue d'outils fiscaux incluant l'impôt sur le revenu des ménages et des entreprises, les taxes sur les produits et les importations, ainsi que d'autres taxes sur la production (Figure 18). Les impôts sur les produits et les importations englobent les taxes indirectes sur la consommation, les droits de douane et les taxes à l'exportation. Les autres taxes sur la production comprennent les charges sociales, les impôts sur le capital et les taxes sur la production. De plus, le gouvernement perçoit une partie des revenus générés par le capital ainsi que des transferts émanant d'autres agents.

Figure 17 – Comportement des entreprises



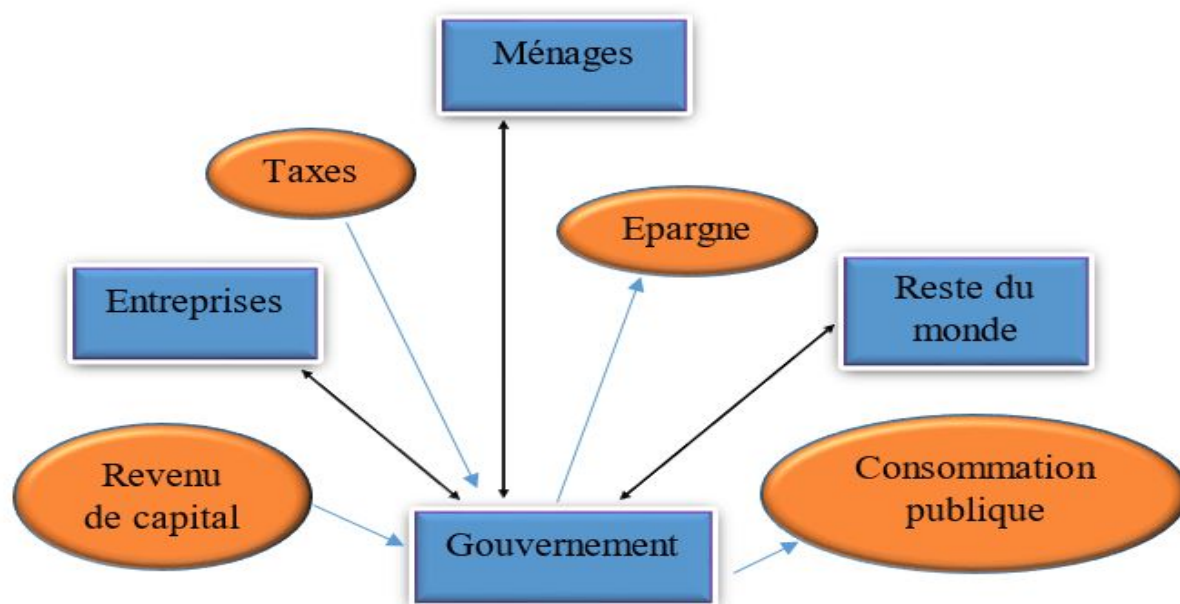
Source : Auteur à partir de [Decaluwé et al. \(2013\)](#)

Le modèle permet également l'imposition des facteurs de production tels que les salaires et le capital, ainsi que des impôts sur la production elle-même. Les taux d'imposition sont indexés dans le temps pour permettre la simulation de scénarios dans lesquels la politique budgétaire évolue au fil du temps. Les impôts peuvent être appliqués par secteur d'activité, mais également par type de travail ou de capital.

En ce qui concerne les transferts versés par le gouvernement, ils sont initialement établis en fonction des valeurs de la Matrice de Comptabilité Sociale (MCS) et augmentent à chaque période en suivant la même croissance que l'indice de la population, étant partiellement ou totalement indexés sur l'indice des prix à la consommation. Le solde budgétaire actuel du gouvernement, qu'il soit excédentaire ou déficitaire, correspond à la différence entre ses recettes et ses dépenses. Les dépenses englobent les transferts versés aux agents ainsi que les dépenses courantes liées aux biens et services

Dans la mise en œuvre du modèle d'équilibre général appliqué (MEGC), les indicateurs de pauvreté et d'inégalités se trouvent souvent délaissés. Logiquement, si l'on s'en tient aux politiques économiques formelles qui cherchent à orienter l'activité économique vers la rationalité des acteurs économiques, il faut traiter de la même manière les politiques économiques. Cette insuffisance devient moins perceptible à mesure que l'on aborde la micro-simulation dans les MEGC.

Figure 18 – Comportement du gouvernement



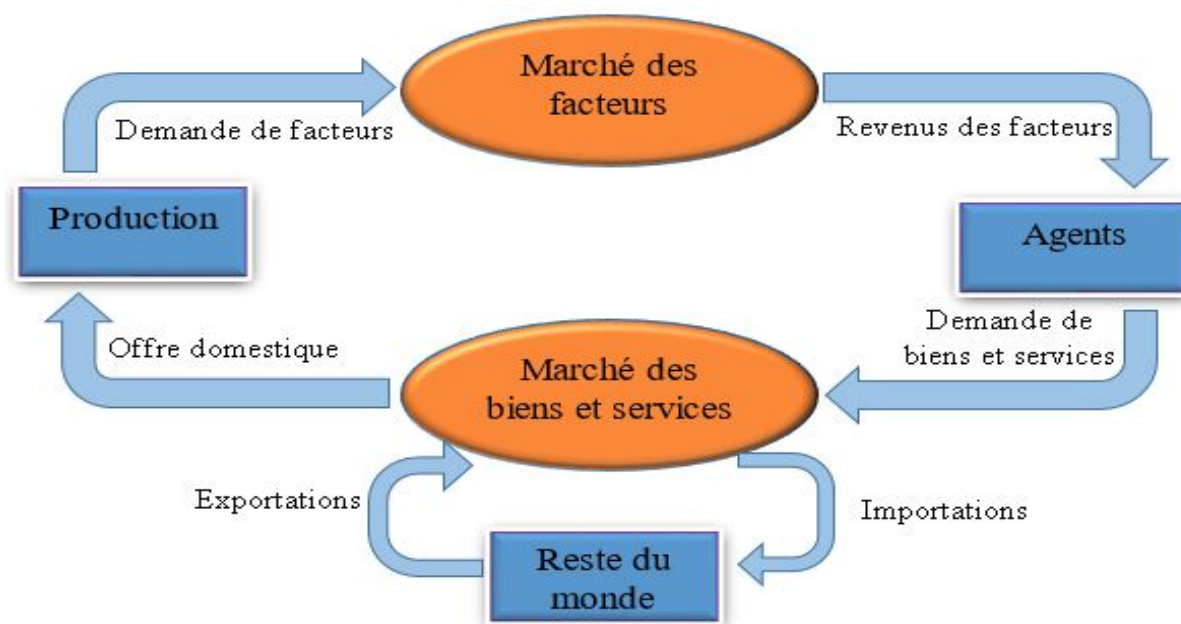
Source : Auteur à partir de [Decaluwé et al. \(2013\)](#)

— Matrice de comptabilité sociale réelle

Le squelette de notre MCS avec pour année de référence 2015 et dont les données sont généralement issues du TRE (Tableau Ressource Emploi), du TCEI ¹⁴ (Tableau de Compte Économique Intégré), est disponible pour l'ensemble des pays de l'Afrique centrale. Elle comprend 18 comptes : on a respectivement 4 comptes de branches d'activité (agriculture, industrie, services marchands et services non marchands); 3 comptes pour la taxe (taxe domestique, taxe à l'importation, taxe à l'exportation); 5 comptes de facteurs de production (travail qualifié, travail non qualifié, capital, terre et ressources naturelles); 4 comptes d'agents courants (ménages, entreprises, gouvernement et le reste du monde); 1 compte d'accumulation et enfin 1 compte de variation de stock. Dans la figure 19 nous illustrons les interactions qui s'y produisent entre les différents agents économiques.

La MCS regroupe généralement deux sphères à savoir une réelle (sus présentée) qui prend en compte les transactions des activités réelles des agents et l'autre financière qui pour sa part prend en compte non seulement les transactions réelles, mais aussi celles ayant lieu sur le marché financier. A cet effet, dans une MCSF (Matrice de Comptabilité Sociale Financière), les agents institutionnels (ménages, gouvernement, sociétés non financières et financières, et reste du monde) effectuent des transactions liées non seulement à la sphère réelle de l'économie, mais possèdent également des actifs et contractent des dettes (sphère financière).

Figure 19 – Schématisation des interactions entre les agents



Source : [Decaluwé et al. \(2013\)](#) et construis par l'auteur

14. L'alternative pouvant être les comptes nationaux et du MINFI (Ministère des Finances)

➡ Équilibrage de la matrice de comptabilité sociale

Il existe plusieurs techniques pour équilibrer la Matrice de Comptabilité Sociale (MCS), telles que les processus de Racking-Ration (RAS) et d'entropie croisée. Le Racking-Ration est appliqué lorsque des disparités existent entre les diverses sources de données, permettant ainsi de générer une nouvelle matrice très similaire à la matrice initiale en ajustant simplement les totaux de contrôle pour chaque ligne et colonne de la matrice à équilibrer. Dans le cadre de notre étude, nous utilisons la méthode mentionnée ci-dessus pour équilibrer la MCS.

➡ Cohérence de la matrice de comptabilité sociale

Cette partie examine les divers équilibres macroéconomiques de la Matrice de Comptabilité Sociale (MCS). Il est essentiel, lors de l'analyse des Modèles d'Équilibre Général Calculable (MEGC), de veiller à ce que la MCS soit équilibrée à la fois dans les lignes et colonnes du compte, ainsi que dans l'identité comptable. En modélisation en équilibre général, l'exactitude des résultats repose sur la cohérence de la MCS. D'après [Decaluwé et al. \(2001\)](#), il existe deux types de cohérence : interne et externe. La cohérence interne d'une matrice de comptabilité sociale est assurée lorsque le total des lignes correspond au total des colonnes pour chaque compte, ou encore lorsque les recettes totales égalent les dépenses totales ([Decaluwé et al., 2001](#)). Dans notre cas, la somme des recettes pour chaque ligne i est égale à la somme des dépenses de la colonne j correspondante, garantissant ainsi la cohérence interne de notre MCS. La cohérence externe dans une MCS se manifeste à travers trois identités comptables macroéconomiques, également appelées équilibres comptables macroéconomiques.

Dans le cas de notre MCS, ces équilibres tournent autour des identités suivantes :

$$Y + M = C + G + IT + E \quad (1)$$

$$M + Rev = E + TR + Sf \quad \text{ou} \quad IT = Sp + Sg + Sf \quad (2)$$

Avec : Y le PIB du marché, M les importations de produits, C la consommation privée, G la consommation publique, IT l'investissement total, E les exportations de produits, Rev les revenus du capital payé au reste du monde, TR les transferts courants nets en provenance du reste du monde, Sf l'épargne étrangère, Sp l'épargne privée et Sg l'épargne publique.

Par conséquent, les Matrices de Comptabilité Sociale (MCS) que nous avons établies en 2015 servent de référence comptable pour l'analyse des données. Elles peuvent être utilisées dans la modélisation des économies des pays d'Afrique centrale pour évaluer les effets des chocs et des politiques macroéconomiques.

➡ Calibrage du modèle

La création d'un modèle d'équilibre général calculable (MEGC) repose généralement sur une matrice de comptabilité sociale (MCS) qui dépeint l'état initial de l'économie. L'implémentation du MEGC fait appel au principe d'étalonnage, impliquant l'utilisation de différentes fonctions pour refléter les comportements de consommation, de production, de taxation et de transfert des acteurs économiques. L'étalonnage consiste à assigner des valeurs numériques aux paramètres de ces fonctions pour qu'ils soient cohérents avec l'équilibre initial de la MCS. Cependant, dans de nombreux cas, les informations fournies par la MCS ne sont pas suffisantes pour déterminer avec précision tous les paramètres des fonctions comportementales, nécessitant ainsi des informations complémentaires pour les identifier.

Dans cette sous-section, nous présentons pour chaque cas la méthode d'étalonnage utilisée pour déterminer les valeurs des paramètres de ces fonctions. Si ces différentes caractéristiques peuvent représenter des choix de production, nous portons notre attention sur la modélisation des systèmes de demande par souci de simplification.

La procédure de calibrage du modèle consiste à choisir une valeur numérique des différents paramètres et coefficients du modèle, compatibles avec l'équilibre de la MCS initiale, c'est-à-dire à reproduire les données de la MCS avant que les simulations ne soient effectuées [Hosoe et al. \(2010\)](#). Pour ce qui est du calibrage de la sphère réelle (calcul des valeurs numériques de tous les paramètres et coefficients) ¹⁵, nous avons suivi les étapes suivantes :

- Nous partons d'un MEGC linéaire tels qu'illustré par [Émini et Feunou \(2008\)](#);

$$Y = f(X, \beta, \gamma)$$

- Les valeurs de β et celles des variables endogènes étant connues, on aboutit au modèle suivant :

$$Y_0 = f(X_0, \beta, \gamma)$$

- La résolution de ce modèle nous donne les valeurs de γ .

$$\gamma = g(Y_0, X_0, \beta)$$

➡ **Bouclage du modèle**

Ces conditions d'équilibre, également appelées règles de bouclage macroéconomique ou contraintes de système, doivent être remplies, mais les agents ne les considèrent pas dans leur prise de décision. Ces contraintes affectent les signaux (prix) envoyés aux agents pour prendre des décisions compatibles avec la cohérence macroéconomique du modèle. Lorsque la rigidité est introduite dans le modèle, le comportement de la microéconomie est naturellement affecté

15. Les développements qui conduisent à l'obtention des résultats ci-dessous sont présentés en annexe.

et des règles alternatives d'allocation des ressources doivent être adoptées pour maintenir la cohérence macroéconomique.

Tableau 11 – Variables exogènes

e	Taux de change
CAB	Solde du compte courant
$CMIN_{(i,h)}$	Consommation minimale du produit i par les ménages
$dette$	Dette extérieure
G	Dépenses publiques courantes en biens et services
$IND_{(k,j)}$	Investissement en capital k pour l'industrie j
$KD_{(k,j)}$	Demande de capital de type k par industrie j
$LS_{(l)}$	Fourniture de travail de type l
$PWM_{(i)}$	Prix mondial du produit importé i
$PWX_{(i)}$	Prix mondial du produit exporté i
$sh0_{(h)}$	Interception (épargne des ménages de type h)
$sh1_{(h)}$	Pente (épargne des ménages de type h)
$tr0_{(h)}$	Interception (transferts des ménages de type h au gouvernement)
$tr1_{(h)}$	Taux marginal des transferts des ménages de type h à l'État
$ttdf0_{(f)}$	Interception (impôts sur le revenu des entreprises de type f)
$ttdf1_{(f)}$	Taux marginal d'imposition sur le revenu des entreprises de type f
$ttdh0_{(h)}$	Interception (impôts sur le revenu des ménages de type h)
$ttdh1_{(h)}$	Taux marginal d'imposition sur le revenu des ménages de type h
$ttic_{(i)}$	Taux d'imposition sur le produit i
$ttik_{(k,j)}$	Taux d'imposition sur le capital de type k utilisé dans l'industrie j
$ttim_{(i)}$	Taux des taxes et droits sur les importations de produits de base m
$ttip_{(j)}$	Taux d'imposition sur la production de l'industrie j
$ttiwl_{(l,j)}$	Taux d'imposition sur l'indemnisation des travailleurs de type l dans l'industrie j
$ttix_{(i)}$	Taux de la taxe à l'exportation sur le produit exporté
$VSTK_{(i)}$	Variation de stock du produit i

Source : Auteur

Concrètement, le modèle empirique doit pouvoir séparer les variables endogènes, des variables exogènes qui sont considérées par Hosoe et al. (2010) comme données. La boucle du modèle dépend ainsi de la sélection de variables exogènes, sur lesquelles différentes simulations sont effectuées. Le modèle est basé sur des équations simultanées, et il suffit d'imposer une condition d'équilibre entre variables endogènes et équations dans le modèle. A cet effet, quatre règles de bouclage macroéconomiques sont généralement distinguées dans la littérature (Suwa-Eisenmann, 1991) : le bouclage keynésien : qui donne la possibilité de chômage dans l'économie. La demande de travail étant endogène; le bouclage néo-classique : ici l'épargne joue un rôle très important et l'investissement varie pour s'ajuster ex post; le bouclage à la Johannsen : l'investissement joue un rôle déterminant et la consommation ou l'épargne s'ajuste de façon résiduelle; le bouclage Kaldorien : les facteurs sont payés à leur productivité marginale.

L'équilibre entre l'investissement et l'épargne passe par une redistribution des revenus influant sur le taux d'épargne. Pour ce qui est du cas de notre modèle, afin de mieux représenter les économies des pays de l'Afrique centrale, nous faisons un bouclage spécifié sur 25 variables (Tableau 11)

1.2.2 Mise en œuvre du MMS

À ce stade, notons que la mise en œuvre du MMS est précédée par celle du MEGC. Par souci de commodité, le développement des équations et des variables de base utilisées dans le MEGC de départ sont données dans l'annexe du chapitre 4. Cela nous permet de passer à la présentation du MMS. Selon [Cockburn et al. \(2010\)](#), la micro-simulation dans les modèles d'équilibre général calculable (MEGC) est une technique qui permet d'analyser les impacts des politiques économiques à un niveau très détaillé, souvent au niveau des ménages ou des individus. Elle permet de capturer les effets hétérogènes des politiques économiques sur différentes catégories de la population et utilise des données microéconomiques (comme les enquêtes auprès des ménages) pour affiner les résultats des MEGC. Avec un MMS, on peut simuler les effets à long terme des politiques économiques en tenant compte des comportements et des interactions des agents économiques et ainsi aider à concevoir des politiques plus efficaces et équitables en identifiant les groupes les plus affectés.

➡ Conciliation des données d'enquêtes avec la MCS

Schématiquement, les données des enquêtes auprès des ménages doivent être pré-traitées avant la comparaison avec les données de la MCS de référence. Par manque de données d'enquête auprès des ménages pour la majorité des pays d'Afrique centrale, cette étude utilise les données d'ECAM4 qui dénombre 10 303 ménages, notamment 5 464 en milieu urbain et 4 839 en milieu rural ; les données de l'enquête sur la consommation des ménages et le secteur informel au Tchad de 2018 (ECOSIT 2018) avec 7493 ménages, notamment 3538 en milieu urbain et 3955 en milieu rural et enfin les données d'EDS-RDC (2013-2014) avec 21454 ménages, notamment 9873 en milieu urbain et 11581 en milieu rural. L'une des principales contributions ici est l'utilisation des dépenses totales de consommation des ménages plutôt que le revenu enclin à la présence des revenus négatifs et la sous-estimation du revenu par les ménages. Même si, [Fofana et Cockburn \(2003\)](#) nous expliquent comment résoudre ces problèmes liés au revenu qui ne sont pas présents dans nos données.

Après traitement des données ECAM 4, ECOSIT 2018 et EDS-RDC (2013-2014) nous

optons comme mentionné plus haut l'approche de [Bourguignon et al. \(2003\)](#) qui permet de passer d'un MEGC à un MMS. L'inclusion des vecteurs de dépenses totales des ménages dans la MCS conduit inévitablement à des déséquilibres dans cette dernière. Selon [Fofana \(2007\)](#), deux méthodes sont couramment utilisées pour rééquilibrer la nouvelle MCS. Soit la méthode de substitution ou celle de la programmation. La méthode de substitution que nous avons choisie dans le cadre de cette étude consiste à affecter les vecteurs de dépenses des catégories de ménages (ménages capitalistes et ouvriers) représentatifs de la MCS primaire selon les ratios de distribution déterminés à partir des données d'enquête des différentes classes de ménages.

A cet effet, [Fofana \(2007\)](#) utilise les formulations ci-dessous pour décrire les parts distributives des ménages.

$$\beta_{h,i}^{em} = Y_{h,i}^{em} / \sum_h Y_{h,i}^{em} \quad (3)$$

Avec $\beta_{h,i}^{em}$ le coefficient de distribution des dépenses ou du revenu i du ménage h enquêté ; $Y_{h,i}^{em}$ la dépense ou le revenu i du ménage h enquêté et donc $\sum_h Y_{h,i}^{em}$ la somme des revenus ou dépenses i du ménage enquêté h . Les pourcentages de cette distribution sont ensuite utilisés pour affecter les éléments de revenus ou de dépenses de la matrice aux catégories de ménages h de l'enquête comme suit :

$$Y_{(h,i)}^m cs = \beta_{h,i}^{em} Y_i^m cs \quad (4)$$

Avec $Y_{(h,i)}^m cs$ les revenus ou dépenses imputés et $Y_i^m cs$ les postes de revenus ou dépenses de la MCS primaire.

➡ Mesure de la pauvreté et des inégalités

L'étude de la pauvreté est généralement effectuée par la méthode développée par [Foster et al. \(1984\)](#) (l'indice FGT). Pour les inégalités, la courbe de concentration de Lorentz et l'indice de Gini sont davantage utilisés.

— Pauvreté

Notre modèle incorpore les indices de pauvreté de classe $P(\alpha)$ développé par [Foster et al. \(1984\)](#) encore appelé indice FGT (Foster-Greer-Thorbecke). La formule générale de cet indicateur est donnée par :

$$P_\alpha = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^q \left(\frac{z - y_i}{z} \right)^\alpha \quad (5)$$

Avec : n le nombre de ménages dans la population, q le nombre de ménages pauvres, z le seuil de pauvreté, y_i la dépense de consommation de l'individu i et α le paramètre d'aversion vis-à-vis de la pauvreté. Cependant, une pondération des observations par la taille w_i peut être

faite lorsque l'unité d'analyse est le ménage comme tel est le cas ici. Soit :

$$P_\alpha = \frac{1}{\sum_{i=1}^n W_i} \left(\sum_{i=1}^q W_i \left(\frac{z - y_i}{z} \right)^\alpha \right) \quad (6)$$

Le paramètre α prend des valeurs alternées 0, 1 et 2. Lorsque $\alpha = 0$, P_α désigne le pourcentage de la population en dessous du seuil de pauvreté et mesure l'incidence de la pauvreté (taux d'incidence) comme le nombre de pauvres exprimé en pourcentage de la population totale. Calculer P_1 ($\alpha = 1$) pour évaluer à quelle distance les pauvres dépassent du seuil de pauvreté, ou de la profondeur de la pauvreté. Cet indice s'appelle le « taux d'écart de revenu ». Une valeur $\alpha = 2$ ou plus indique une plus grande préoccupation ou aversion pour la pauvreté. L'indice P_2 nous permet de calculer la sévérité de la pauvreté, en tenant compte non seulement de l'incidence et de la profondeur de la pauvreté, mais aussi de la répartition des ressources parmi les pauvres.

— Inégalités

Dans cette étude, le coefficient de Gini est calculé à l'aide de la « méthode de la privation relative », largement utilisée dans de nombreuses études. En utilisant la méthode de la privation relative, le coefficient de Gini est la moitié de la moyenne des écarts de revenu absolus moyens pour n'importe quelle paire dans la population totale. En d'autres termes, il s'agit de la privation relative moyenne des individus divisée par leur revenu moyen. Soit :

$$G = \frac{1}{2\mu_y n^2} \sum_{i=1} \sum_{j=1} |y_i - y_j| pds_i \cdot pds_j \quad (7)$$

Avec : μ_y le revenu moyen de la population, n la population totale, pds_i le poids du ménage i dans la population. Le terme $|y_i - y_j|$ représente la valeur absolue de la différence entre le revenu moyen du ménage i et le revenu moyen du ménage j . C'est-à-dire la valeur absolue de la privation absolue moyenne de i par rapport à j . Cette privation absolue moyenne devient la privation relative moyenne lorsqu'elle est rapportée au revenu moyen de l'échantillon de ménages considéré.

La valeur du coefficient de Gini est supérieure ou égale à 0 et inférieure ou égale à 1. Plus cette valeur est proche de 1, plus l'inégalité correspondante est élevée. Un coefficient de zéro (inégalité minimale ou égalité parfaite) correspond à une société égalitaire dans laquelle tous les membres reçoivent exactement le même revenu que les autres membres. D'autre part, un coefficient de Gini égal à 1 décrit une société extrêmement inégalitaire dans laquelle un membre reçoit tous les revenus et les autres ne reçoivent aucun revenu.

➡ Mesure des externalités

La prise en compte des externalités dans un modèle d'équilibre général remonte aux travaux de [Estache et al. \(2012\)](#) et [Vicente Cateia et al. \(2022\)](#). Ces auteurs ont en effet trouvé un procédé qui permet de prendre en compte les externalités dans un MEGC. Ces externalités dans notre modèle mesurent l'efficacité de la dette publique et permettent de faire une distinction entre dette publique productive et non productive ([Estache et al., 2012](#)).

Ainsi, le revenu total du gouvernement (YG_t) peut être obtenu à partir de plusieurs source comme présenté dans l'équation 8 ci-dessous :

$$YG_t = YGK_t + TDHT_t + TDFT_t + TPROD N_t + TPRCTS_t + YGTR_t + Dette_t \quad (8)$$

Avec YGK_t , le revenu du capital du gouvernement; $TDHT_t$, les recettes publiques totales provenant des impôts sur le revenu des ménages; $TDFT$, les recettes publiques totales provenant des impôts sur le revenu des entreprises; $TPRODN_t$, les recettes publiques totales provenant des autres taxes sur la production; $TPRCTS_t$, les recettes publiques totales provenant des taxes sur les produits et les importations; $YGTR_t$, les revenus de transferts gouvernementaux; $Dette_t$, la dette extérieure contractée. Notons que le calcul de $TPRODN_t$ est fait comme suit :

$$TPRODN_t = TIWT_t + TIKT_t + TIPT_t \quad (9)$$

Avec $TIWT_t$ qui représente le total des recettes publiques provenant des charges sociales; $TIKT_t$, les recettes publiques totales provenant des impôts sur le capital et $TIPT_t$, les recettes totales du gouvernement provenant des taxes de production.

Pour ce qui est de $TPRCTS_t$, on l'obtient de l'équation suivante.

$$TPRCTS_t = TICT_t + TIMT_t + TIXT_t \quad (10)$$

Avec $TICT_t$ qui représente les recettes publiques totales des impôts indirects sur les produits de base; $TIMT_t$, les recettes totales du gouvernement provenant des droits d'importation et $TIXT_t$, le total des recettes publiques provenant des taxes à l'exportation.

Nous explorons dans cette étude deux principales sources fondatrices : la dette extérieure $Dette_t$, et la dette intérieure $YGTR_t$.

Le gouvernement pouvant être confronté à des contraintes budgétaires pour financer le développement, le budget présent du gouvernement ou encore ses économies (SG_t) sont calculés selon [Vicente Cateia et al. \(2022\)](#) comme étant la différence entre ses recettes publiques

(YG_t) et ses dépenses qui sont constituées de transferts aux agents non gouvernementaux ($TR_{gov, agng,t}$) et de dépenses courantes en biens et services (G_t) comme rapporté par l'équation (11) ci-dessous :

$$SG_t = YG_t - TR_{gov, agng,t} - G_t \quad (11)$$

Si la dette publique est utilisée à bon échéance, ses financements peuvent avoir des effets en termes externalités sur l'économie (Vicente Cateia et al., 2022). Cependant, contrairement à ces auteurs qui se sont concentrés sur les niveaux passés et actuels du stock de capital, nous basons le calcul du coefficient d'externalité de la dette publique sur l'épargne publique (équation 4). Cela nous offre une mesure plus solide et réaliste de la capacité du Cameroun à faire face à sa dette, en prenant en compte sa capacité réelle à épargner et à rembourser. Cela permet aussi une prise de décision plus éclairée par les investisseurs et les créanciers, contribuant ainsi à renforcer la stabilité financière et économique. Dès lors, ce coefficient est donné par :

$$\theta_{j,t} = \left(\frac{SG_t}{SG0 * Pop(t)} \right)^{\varphi_j} \quad (12)$$

Où $SG0$ représente la valeur de référence de l'épargne publique, $Pop(t)$ renvoi au taux de croissance de la population considéré comme exogène et φ_i est un paramètre qui représente le coefficient d'élasticité des infrastructures publiques de type i , calculé comme suit :

$$\varphi_j = \frac{dLog(XST_j)}{dLog(DI_j)} \times \frac{DI_j}{XST_j} \quad ; \quad XST_j \text{ et } DI_{ser,j} > 0 \quad (13)$$

Avec respectivement, la production totale (XST_j) et la demande intermédiaire totale de l'industrie j ($DI_{ser,j}$). Par ailleurs, nous faisons débiter la propagation des effets d'externalités à travers l'équation de valeur ajoutée. Cela permet de prendre en compte de manière exhaustive les impacts économiques et sociaux de chaque mode de financement du développement et, facilite une prise de décision éclairée en identifiant quel mode de financement est le plus avantageux pour favoriser le développement économique et social du pays. L'équation est la suivante :

$$VA_{j,t} = \theta_{j,t} \cdot B_j^{VA} [\beta_j^{VA} LDC_{j,t}^{-\rho_j^{VA}} + (1 - \beta_j^{VA}) KDC_{j,t}^{-\rho_j^{VA}}]^{-\frac{1}{\rho_j^{VA}}} \quad (14)$$

Avec $LDC_{j,t}$ la demande de l'industrie j en main-d'œuvre composite; $KDC_{j,t}$ la demande du secteur j en capital composite; B_j^{VA} et β_j^{VA} , les paramètres d'échelle CES¹⁶ de la valeur ajoutée; ρ_j^{VA} le paramètre d'élasticité CES de la valeur ajoutée avec $-1 < \rho_j^{VA} < \infty$ lié

16. Constant Elasticity of Substitution

à l'élasticité constante de substitution ρ_j^{VA} par la relation suivante :

$$\rho_j^{VA} = \frac{1 - \sigma_j^{VA}}{\sigma_j^{VA}} \quad (15)$$

Pour finir, $\theta_{j,t}$ qui capture ici les effets des différentes dettes publiques comme source d'avantage comparatif (Estache et al., 2012). Cette méthodologie ouvre ainsi le champ à la mise en œuvre d'un scénario d'accroissement de la dette extérieure avec et sans externalités, qui nous renvoi aux résultats.

Section 2 : Présentation et interprétation des résultats

Cette section présente les résultats et leurs interprétations et est divisée en deux parties. La présentation des résultats sur les indicateurs macroéconomiques fait l'objet de la première partie. La deuxième partie présente les résultats phares de l'analyse à savoir sur la pauvreté et les inégalités. Afin de capter ces différents impacts, nous simulons une hausse de la dette extérieure des pays d'Afrique centrale (Cameroun, Tchad et République Démocratique du Congo) ¹⁷ de 20 %. Le but étant de montrer le rôle joué par la gestion de l'endettement en Afrique centrale sur ces indicateurs. Il est question ici de voir sans et à travers les externalités, comment les indicateurs se comporteraient s'il advenait que les pays d'Afrique centrale procédaient à un accroissement de leur endettement extérieur de 20 %. En effet, avec une dette extérieure plus élevée de 10 % ou de 20 %, on peut s'attendre à une amélioration des indicateurs ciblés pour l'analyse si la gestion de la dette est efficace.

2.1 Impact sur les indicateurs macroéconomiques

Comme tout résultats de la micro-simulation, il convient avant de procéder à l'analyse des résultats sur la pauvreté et des inégalités de s'arrêter sur les indicateurs macroéconomiques ce d'autant plus que l'approche de la micro-simulation adopté dans cet étude part de la mise en œuvre d'un MEGC.

L'analyse de la gestion de l'endettement public peut être décomposée en plusieurs facteurs donc le plus courant est la croissance économique. À cet effet, nous présentons les résultats de l'impact d'un accroissement du niveau d'endettement des pays d'Afrique centrale de 20 % sur des variables clés tels que le prix d'achat du produit composite, la consommation des ménages,

17. C'est la disponibilité des données d'enquête auprès des ménages qui justifie ce choix

la production totale et quelques variables à une dimension (PIB, revenu total des ménages, l'indice des prix à la consommation et le bien-être). Ainsi, selon les résultats obtenus par le modèle d'équilibre général calculable dynamique, nous pouvons observer les impacts dus à l'augmentation de la dette publique extérieure sur ces indicateurs dans le cas du Cameroun, du Tchad et de la RDC.

Ainsi, sans prendre en compte les externalités, nous constatons que l'augmentation de la dette extérieure entraînerait une augmentation du prix d'achat du produit composite dans tous les secteurs (AGR, IND, SER, SAD) au fil des années. Cependant, les augmentations seraient plus marquées dans certains secteurs tels que l'industrie (IND), les services (SER) et les administrations publiques (SAD). Par exemple au Cameroun, en 2040, le prix d'achat du produit composite dans le secteur industriel augmenterait de 51% par rapport à 2020. En revanche, l'augmentation de la dette intérieure entraînerait une diminution du prix d'achat du produit composite dans tous les secteurs (AGR, IND, SER) au fil des années. Cette baisse serait plus significative dans les secteurs tels que l'agriculture (AGR), l'industrie (IND) et les services (SER). Par exemple, en 2040, le prix d'achat du produit composite dans le secteur industriel diminuerait de 29% par rapport à 2020 (Tableau 12). Exception faite du secteur des administrations publiques (SAD) où l'on enregistrerait une hausse du prix d'achat du produit composite à partir de 2025.

Le constat est le même au Tchad et en RDC (Tableau 12). On observe que la prise en compte des externalités de la dette extérieure entraînerait une augmentation significative des impacts sur le prix d'achat du produit composite au Cameroun; suggérant que les externalités de la dette extérieure pourraient avoir un effet inflationniste sur les prix. Au Tchad, sans externalités, les impacts seraient positifs, ce qui suggère également un effet inflationniste. Cependant, avec les externalités, les impacts seraient réduits et négatifs pour quelques secteurs (AGR en 2030, 2035, 2040 et IND en 2020 et 2025), indiquant un effet déflationniste sur les prix. Cette disparité peut être due à des facteurs spécifiques à l'économie tchadienne. Pour la République Démocratique du Congo, on constate que la prise en compte des externalités de la dette extérieure n'aurait pas d'impact significatif sur le prix d'achat du produit composite. Cela suggère que les externalités de la dette extérieure n'ont pas d'effet majeur sur l'inflation dans le pays.

Tableau 12 – Impacts sur le prix d’achat du produit composite

Cameroun										
Impacts sans externalités						Impacts avec externalités				
	2020	2025	2030	2035	2040	2020	2025	2030	2035	2040
AGR	1,56	1,08	0,94	0,91	0,94	2,50	2,35	2,44	2,63	2,75
IND	-0,20	0,24	0,41	0,50	0,51	1,25	1,86	2,34	2,77	2,86
SER	1,02	0,72	0,64	0,63	0,66	1,88	1,80	1,89	2,05	2,12
SAD	0,79	0,53	0,43	0,40	0,39	1,58	1,48	1,52	1,61	1,56

Tchad										
Impacts sans externalités						Impacts avec externalités				
	2020	2025	2030	2035	2040	2020	2025	2030	2035	2040
AGR	3,21	2,09	1,74	1,61	1,55	1,20	1,10	-1,41	-0,57	-0,43
IND	-0,12	0,28	0,38	0,41	0,38	-0,42	-0,44	1,18	0,78	0,71
SER	1,31	0,93	0,84	0,83	0,82	0,71	0,69	0,57	0,44	0,40
SAD	1,40	0,93	0,79	0,75	0,72	0,39	0,37	0,82	0,86	0,87

République Démocratique du Congo										
Impacts sans externalités						Impacts avec externalités				
	2020	2025	2030	2035	2040	2020	2025	2030	2035	2040
AGR	1,29	0,93	0,80	0,75	0,74	1,40	1,06	0,94	0,91	0,91
IND	-0,23	0,03	0,14	0,20	0,22	-0,07	0,20	0,34	0,42	0,46
SER	0,80	0,63	0,57	0,56	0,56	0,88	0,73	0,69	0,68	0,69
SAD	0,60	0,47	0,41	0,39	0,38	0,78	0,66	0,61	0,59	0,58

Source : Auteur

En conclusion, l’augmentation de la dette extérieure de 20% entraîne une augmentation du prix d’achat du produit composite au Cameroun, au Tchad et en RDC. Les externalités liées à cette dette amplifient cette augmentation, en particulier au Cameroun et en RDC. Cependant, même si le Tchad est moins touché, il n’en reste pas moins vulnérable aux conséquences économiques de l’augmentation de la dette extérieure. Il serait donc important de trouver des solutions pour réduire cette dette et atténuer son impact sur les prix des produits de première nécessité.

Pour ce qui est de la consommation, on observe qu’au Cameroun, les impacts sur la consommation des ménages seraient négatifs avec la prise en compte des externalités de la dette extérieure. En 2020, l’impact sur la consommation des ménages sans externalités serait de 0,94 %, mais avec externalités, cet impact serait de -1,09% (Tableau 2). Cette tendance se confirme pour toutes les années jusqu’en 2040. Ces résultats indiquent que la dette extérieure aura un effet négatif sur la consommation des ménages au Cameroun, en particulier lorsque les externalités sont prises en compte. Pour le Tchad, les impacts seraient positifs dans le scénario

des externalités (exception faite de la consommation en produits industriels). Sans externalités, seul la consommation en produits agricoles serait impactée positivement. Par exemple, en 2025, l'impact de la dette sans externalités est de 1,25% en produits agricoles, tandis qu'avec externalités, cet impact serait de 2,10% (Tableau 13). Cela suggère que la prise en compte des externalités de la dette extérieure amplifie les effets positifs sur la consommation des ménages au Tchad. En République Démocratique du Congo, le comportement est similaire à celui du Cameroun. Cependant, les impacts sur la consommation des ménages seraient plus faibles avec la prise en compte des externalités de la dette extérieure. Par exemple, en 2025, l'impact sans externalités serait de -1% en produits industriels, tandis qu'avec externalités, cet impact serait de -1,38%. Cela indique que les externalités accentuent partiellement les effets négatifs de la dette extérieure sur la consommation des ménages en RDC. Ces résultats suggèrent que la prise en compte des externalités de la dette extérieure est importante pour évaluer correctement ses impacts sur la consommation des ménages. Ils soulignent également que les effets de la dette extérieure peuvent varier d'un pays à l'autre et peuvent être positifs ou négatifs en fonction du contexte spécifique de chaque pays.

Tout d'abord, l'augmentation de la dette extérieure signifie que ces pays doivent rembourser davantage d'intérêts et de capitaux, ce qui réduit leur capacité à dépenser dans leur économie domestique. L'argent qui aurait pu être investi dans des biens et des services locaux est redirigé vers le remboursement de la dette, ce qui a un impact direct sur la consommation des ménages. Cette augmentation peut également conduire à une dépréciation de la monnaie nationale, ce qui entraîne une augmentation des prix des importations. Les ménages sont alors confrontés à une augmentation du coût de la vie et doivent réduire leurs dépenses dans tous les secteurs, y compris les produits industriels et les services.

Cependant, lorsqu'on ne prend pas en compte les externalités de la dette extérieure, on constate une hausse de la consommation des ménages en produits agricoles dans ces pays. Cette augmentation peut s'expliquer par le fait que les gouvernements des pays endettés peuvent décider de soutenir le secteur agricole afin de réduire la dépendance aux importations et d'assurer la sécurité alimentaire du pays. Les investissements dans l'agriculture peuvent stimuler la production nationale, créer des emplois et accroître les revenus des ménages.

Tableau 13 – Impacts sur la consommation des ménages

Cameroun										
Impacts sans externalités						Impacts avec externalités				
	2020	2025	2030	2035	2040	2020	2025	2030	2035	2040
AGR	0,94	0,48	0,28	0,18	0,13	-1,09	-1,70	-2,20	-2,66	-2,72
IND	-1,49	-0,68	-0,45	-0,41	-0,49	-3,84	-3,50	-3,62	-3,95	-4,26
SER	0,57	0,14	-0,06	-0,19	-0,22	-2,76	-3,61	-4,40	-5,17	-5,04
SAD	0,12	-0,12	-0,27	-0,37	-0,41	-2,08	-2,64	-3,21	-3,77	-3,83
Tchad										
Impacts sans externalités						Impacts avec externalités				
	2020	2025	2030	2035	2040	2020	2025	2030	2035	2040
AGR	1,91	1,25	1,03	0,94	0,89	3,18	2,10	1,85	1,79	1,73
IND	-3,04	-1,33	-0,85	-0,72	-0,65	-2,21	-0,60	-0,23	-0,14	-0,02
SER	-0,39	-0,14	-0,01	0,05	0,14	2,57	1,87	1,86	1,93	1,95
SAD	-0,14	-0,09	-0,07	-0,06	-0,01	0,93	0,80	0,82	0,86	0,87
République Démocratique du Congo										
Impacts sans externalités						Impacts avec externalités				
	2020	2025	2030	2035	2040	2020	2025	2030	2035	2040
AGR	0,67	0,42	0,29	0,22	0,17	0,41	0,12	-0,04	-0,14	-0,22
IND	-1,71	-1,00	-0,74	-0,65	-0,63	-2,05	-1,38	-1,16	-1,12	-1,14
SER	0,17	0,11	0,05	0,00	-0,04	-0,29	-0,41	-0,53	-0,63	-0,69
SAD	-0,12	-0,12	-0,15	-0,20	-0,22	-0,30	-0,35	-0,43	-0,51	-0,57

Source : Auteur

Ainsi, la prise en compte des externalités de la dette extérieure révèle un impact négatif plus prononcé sur la consommation des ménages au Cameroun et en RDC. Les externalités de la dette extérieure comprennent des facteurs tels que la corruption, le mauvais usage des fonds empruntés et l'incapacité à réaliser des investissements efficaces. Ces facteurs entraînent une détérioration de l'environnement économique et une diminution de la confiance des investisseurs, ce qui affecte négativement la consommation des ménages.

Dans le cas du Tchad, on observe également une baisse de la consommation des ménages en produits industriels et services lorsque l'on ne prend pas en compte les externalités de la dette extérieure. Cependant, en prenant en compte ces externalités, les impacts négatifs sont remplacés par des impacts positifs sur la consommation des ménages, à l'exception des produits industriels où l'impact négatif persiste mais est moins prononcé. Ce résultat peut s'expliquer par des facteurs spécifiques au Tchad, tels que la structure de son économie ayant une plus grande dépendance aux exportations de produits agricoles et pétroliers.

En conclusion, l'augmentation de la dette extérieure de 20% a un impact négatif sur la consommation des ménages au Cameroun, en RDC et au Tchad. Cependant, la prise en compte des externalités de cette dette révèle des variations dans les effets observés. L'importance de ces externalités démontre l'importance d'une gestion prudente de la dette extérieure afin de minimiser les impacts négatifs sur la consommation des ménages et de promouvoir la croissance économique durable.

Les impacts sur la consommations sont liés à ceux sur la production. D'ailleurs, la baisse de la production dans tous les secteurs d'activités liée à l'augmentation de la dette extérieure a un effet direct sur les revenus et la disponibilité des biens et services pour les ménages. La faible production entraîne une diminution de l'offre de produits sur le marché, ce qui peut conduire à une hausse des prix. Les ménages sont alors confrontés à une diminution de leur pouvoir d'achat et doivent réduire leur consommation dans tous les secteurs.

Cela dit, en termes de production, en analysant les résultats pour le Cameroun, on observe que les impacts seraient négatifs dans tous les secteurs pour les deux scénarios. Cependant, les impacts avec la prise en compte des externalités de la dette extérieure sont nettement plus importants en termes de réduction de la production totale. Par exemple, pour le secteur IND en 2040, l'impact sans externalités est de -3,78% tandis que l'impact avec externalités est de -9,46% (Tableau 14). Cela suggère que les externalités de la dette extérieure amplifient les effets négatifs sur la production totale. En ce qui concerne le Tchad, les impacts varient selon les secteurs. Pour le secteur AGR, les impacts sont positifs, ce qui signifie que la dette extérieure peut stimuler la production agricole. Cependant, dans les autres secteurs (IND, SER, SAD), les impacts deviennent négatifs avec la prise en compte des externalités de la dette extérieure, montrant ainsi un effet global négatif sur la production totale. Pour la République démocratique du Congo, les impacts seraient également négatifs dans les secteurs (IND, SER, SAD), mais ils sont moins prononcés sans la prise en compte des externalités de la dette extérieure. Cela suggère que les externalités de la dette extérieure agissent comme un accélérateur sur les effets négatifs sur la production totale.

En conclusion, l'augmentation de la dette extérieure de 20% a un impact négatif sur la production au Cameroun, au Tchad et en RDC dans tous les secteurs d'activités. La prise en compte des externalités de cette dette révèle des effets négatifs plus prononcés sur la production au Cameroun et en RDC, avec des différences d'intensité entre les pays. La diminution de la production a un lien direct avec la consommation des ménages, qui se voit réduite en raison

de la diminution de l'offre et de l'augmentation des prix. Ainsi, une gestion prudente de la dette extérieure est essentielle pour minimiser les effets négatifs sur la production et protéger le bien-être économique des ménages.

Tableau 14 – Impacts sur la production totale

Cameroun										
Impacts sans externalités						Impacts avec externalités				
	2020	2025	2030	2035	2040	2020	2025	2030	2035	2040
AGR	2,04	1,90	1,79	1,71	1,65	-0,76	-1,34	-1,95	-2,59	-2,66
IND	-2,83	-3,25	-3,47	-3,61	-3,78	-6,50	-7,42	-8,31	-9,18	-9,46
SER	-0,65	-0,75	-0,85	-0,94	-1,02	-3,96	-4,57	-5,27	-6,00	-6,07
SAD	-0,81	-0,55	-0,46	-0,43	-0,42	-1,71	-1,63	-1,69	-1,81	-1,77
Tcahd										
Impacts sans externalités						Impacts avec externalités				
	2020	2025	2030	2035	2040	2020	2025	2030	2035	2040
AGR	5,02	4,86	4,80	4,77	4,79	6,84	6,14	6,00	5,98	5,96
IND	-2,36	-2,99	-3,16	-3,20	-3,22	1,32	-0,54	-0,85	-0,86	-0,88
SER	-4,02	-3,61	-3,51	-3,50	-3,48	-1,35	-1,70	-1,74	-1,74	-1,70
SAD	-1,13	-0,75	-0,63	-0,60	-0,57	-0,37	-0,28	-0,25	-0,24	-0,21
République Démocratique du Congo										
Impacts sans externalités						Impacts avec externalités				
	2020	2025	2030	2035	2040	2020	2025	2030	2035	2040
AGR	1,87	1,79	1,74	1,69	1,67	1,53	1,41	1,31	1,22	1,17
IND	-2,25	-2,71	-2,94	-3,07	-3,16	-2,82	-3,35	-3,65	-3,85	-3,99
SER	-0,85	-0,84	-0,88	-0,92	-0,98	-1,33	-1,39	-1,49	-1,59	-1,69
SAD	-0,81	-0,64	-0,56	-0,53	-0,51	-1,06	-0,89	-0,83	-0,81	-0,80

Source : Auteur

Pour terminer sur les impacts macroéconomiques, nous présentons les impacts sur quelques variables à une dimension. Dans le cas du Cameroun, sans la prise en compte des externalités de la dette extérieure, on observerait une croissance positive du PIB, bien que cette croissance diminue progressivement au fil du temps. Cependant, lorsque l'on tient compte des externalités, on constate une diminution significative du PIB, de l'ordre de -0,83% en 2020 à -2,17% en 2040 (Tableau 15). Cette diminution du PIB est plus prononcée dans le cas de l'inclusion des externalités. Concernant le revenu total des ménages, sans prise en compte des externalités, on observerait également une croissance positive, bien que cette croissance diminue également au fil du temps. En revanche, si l'on tient compte des externalités, le revenu total des ménages serait négatif de manière significative, passant de -0,27% en 2020 à -1,46% en 2040. L'indice

des prix à la consommation connaîtrait une augmentation progressive dans les deux cas, mais à un rythme plus accéléré lorsqu'on prend en compte les externalités. Sans externalités, cet indice augmente de 1,01% en 2020 à 0,75% en 2040, tandis qu'avec les externalités il augmente de 2,02% en 2020 à 2,53% en 2040. En ce qui concerne le bien-être, sans prendre en compte les externalités, on observe une chute à partir de 2025, avec des valeurs négatives à partir de 2035. Cependant, lorsque l'on tient compte des externalités, le bien-être devient encore plus négatif, avec des valeurs de -19,38% en 2020 à -8,14% en 2040.

Pour le Tchad, on constate des résultats similaires à ceux du Cameroun sans externalités. En effet l'ensemble de ces variables subiraient un impact positif, mais à un rythme plus lent que lorsque l'on prend en compte les externalités. L'indice des prix à la consommation augmente plus rapidement avec les externalités, et le bien-être connaît également une amélioration plus importante. En ce qui concerne la République Démocratique du Congo (RDC), les tendances seraient légèrement différentes. Sans externalités, le PIB et le revenu total des ménages augmenteraient, mais de manière moins prononcée que dans les autres pays. L'inclusion des externalités entraînerait également une augmentation plus faible de ces variables. L'indice des prix à la consommation augmenterait plus rapidement dans les deux cas, mais plus lentement lorsque les externalités sont prises en compte. Le bien-être présenterait une légère amélioration sans externalités, mais devient négatif avec l'inclusion des externalités (Tableau 15).

La prise en compte des externalités de la dette extérieure a un impact négatif sur le PIB et le bien-être au Cameroun et uniquement sur le bien-être en RDC.

Tout d'abord, en ce qui concerne le PIB au Cameroun, l'impact négatif peut être attribué à la baisse de la production mentionnée plus haut. Comme nous l'avons relevé, l'endettement extérieur peut entraîner des contraintes financières importantes, telles que des taux d'intérêt élevés et des remboursements de la dette qui limitent les capacités d'investissement du pays. Par conséquent, les entreprises ont moins de ressources pour développer leurs activités, ce qui conduit à une diminution de la production et donc à une baisse du PIB.

Pour ce qui est du bien-être des ménages, l'impact négatif est le résultat de l'impact sur l'indice des prix à la consommation et la consommation dû à une diminution de leur pouvoir d'achat, ce qui limite leur capacité à consommer davantage de biens et services et se traduit par une diminution du bien-être. De plus, l'endettement extérieur a un impact négatif sur le revenu des ménages. En raison de la diminution de la production, certaines entreprises peuvent être contraintes de réduire leurs effectifs ou de geler les salaires. Cela entraîne une augmentation du

chômage ou une stagnation des revenus, ce qui a un impact direct sur le bien-être des ménages.

Tableau 15 – Impacts sur les variables à une dimension

Cameroun										
Impacts sans externalités						Impacts avec externalités				
	2020	2025	2030	2035	2040	2020	2025	2030	2035	2040
PIB	0,87	0,53	0,38	0,30	0,27	-0,83	-1,33	-1,76	-2,15	-2,17
RTM	1,33	0,91	0,73	0,65	0,63	-0,27	-0,76	-1,15	-1,48	-1,46
IPC	1,01	0,78	0,72	0,73	0,75	2,02	2,05	2,22	2,45	2,53
BE	3,81	0,78	0,14	-0,09	-0,18	-19,38	-11,56	-9,59	-8,84	-8,14

Tcahd										
Impacts sans externalités						Impacts avec externalités				
	2020	2025	2030	2035	2040	2020	2025	2030	2035	2040
PIB	2,23	1,61	1,40	1,33	1,32	3,40	2,40	2,17	2,11	2,07
RTM	2,85	2,06	1,80	1,71	1,68	3,81	2,68	2,41	2,34	2,28
IPC	2,23	1,53	1,31	1,24	1,19	1,59	1,04	0,88	0,82	0,76
BE	7,91	2,90	1,79	1,34	1,27	22,11	7,57	4,82	3,76	3,56

République Démocratique du Congo										
Impacts sans externalités						Impacts avec externalités				
	2020	2025	2030	2035	2040	2020	2025	2030	2035	2040
PIB	0,93	0,65	0,52	0,46	0,41	0,70	0,39	0,24	0,15	0,08
RTM	1,18	0,88	0,74	0,67	0,63	0,97	0,64	0,48	0,39	0,33
IPC	0,95	0,73	0,65	0,63	0,62	1,07	0,86	0,79	0,78	0,79
BE	2,84	0,87	0,39	0,19	0,10	-0,03	-0,70	-0,81	-0,84	-0,92

Source : Authors ; Notes : *IPC = Indice des prix à la consommation, RTM = Revenu total des ménages, BE = Bien-être*

En ce qui concerne la RDC, la situation est légèrement différente. Bien que le bien-être soit impacté négativement, le revenu est impacté positivement. Cela s'explique par le fait que l'endettement extérieur peut être utilisé pour financer des projets d'infrastructure et des programmes de développement, ce qui peut augmenter le revenu national et par conséquent celui des ménages.

En résumé, au Cameroun, l'impact négatif sur le PIB et le bien-être est principalement dû à la diminution de la production, à la baisse de la consommation, à la diminution du revenu des ménages et à la hausse de l'indice des prix à la consommation. En revanche, en RDC, bien que le revenu soit impacté positivement, le bien-être est impacté négativement en raison de la hausse de l'indice des prix à la consommation et de la diminution du pouvoir d'achat des ménages.

Les impacts sectoriels ainsi présentés permettent de passer aux impacts sur la pauvreté et

les inégalités, tant au niveau des pays qu'au niveau des différentes catégories recensées.

2.2 Impact sur les indicateurs de pauvreté et d'inégalité

Les analyses de la pauvreté et des inégalités sont basées uniquement sur l'indice FGT pour la pauvreté et de GINI pour les inégalités. À cet effet, basé sur les seuils de pauvreté nationaux de 339 715 FCFA par ECAM4 pour le Cameroun, 242 094 FCF par ECOSIT4 pour le Tchad et 794 166,7 CDF par EDS-RDC (2013-2014) pour la RDC. En résumant les résultats de 2015, la ligne de pauvreté final est de 1 340 100 FCFA, 1 478 000 FCFA et 1 570 000 CDF pour le Cameroun, le Tchad et la République démocratique du Congo respectivement. Le tableaux 16 ci-dessous résumant les résultats ventilés par niveau national, zones urbaines par rapport aux zones rurales et sexe du chef de ménage à l'aide de l'indice de Foster et al. (1984). Le taux de pauvreté est mesuré à l'aide de l'indice FGT0, la profondeur de la pauvreté est mesurée à l'aide du FGT1 et la sévérité de la pauvreté est mesurée à l'aide du FGT2 et sont présentés en annexe par soucis de simplification.

Une analyse de la dynamique de la dette extérieure de l'Afrique centrale dans un scénario d'augmentation de 20 % conduit au premier diagnostic de réduction de la pauvreté au niveau national, de la zone de résidence et du sexe du chef de ménage dans les trois pays en l'absence des externalités.

En effet, au Cameroun, sans la prise en compte des externalités de la dette extérieure, on observe une diminution de la pauvreté dans l'ensemble du pays au fil du temps, mais à un rythme relativement faible. Cependant, une fois les externalités prises en compte, on constate une aggravation plus marquée de la situation de pauvreté. Par exemple, l'impact avec externalités pour la population totale est estimé à 4,07% en 2020 et à 24,37% en 2040 (Tableau 16), ce qui signifie que la pauvreté augmente de manière significative suite aux effets indirects de la dette extérieure. En termes de répartition entre les zones urbaines et rurales, les impacts indiquent que les effets négatifs de la dette extérieure en présence des externalités sont plus prononcés dans les zones urbaines. Par exemple, pour la population urbaine, l'impact avec les externalités atteint 25,05% en 2040, alors que pour la population rurale, il est de 23,60 à la même période.

Au Tchad, les résultats sont plus mitigés. Sans la prise en compte des externalités, la dette extérieure semble réduire significativement la pauvreté dans l'ensemble du pays, bien que de manière légère en zone urbaine. Cependant, en incluant les externalités, la baisse de la pauvreté devient plus prononcée. Par exemple, l'impact avec externalités pour la population totale est

estimé à -41,48% en 2020 et 39,53% en 2040 (Tableau 16), ce qui indique une diminution significative de la pauvreté dans le pays grâce aux effets indirects de la dette extérieure.

Tableau 16 – Impact sur le seuil de pauvreté (en %)

Cameroun										
Impact sans externalités					Impact avec externalités					
2020	2025	2030	2035	2040	2020	2025	2030	2035	2040	
1	-29,69	-25,42	-22,97	-21,51	-20,96	4,07	11,53	18,24	24,74	24,37
2	-19,60	-17,61	-16,23	-15,43	-15,14	3,84	11,31	18,48	25,46	25,05
3	-41,08	-34,24	-30,58	-28,37	-27,53	4,32	11,78	17,96	23,93	23,60
4	-28,95	-25,07	-22,72	-21,26	-20,67	3,84	11,28	18,11	24,66	24,29
5	-31,51	-26,28	-23,59	-22,11	-21,64	4,63	12,15	18,56	24,93	24,56

Tchad										
Impact sans externalités					Impact avec externalités					
2020	2025	2030	2035	2040	2020	2025	2030	2035	2040	
1	-40,52	-38,81	-37,76	-37,21	-37,06	-41,48	-40,34	-39,88	-39,72	-39,53
2	-18,51	-17,92	-17,50	-17,33	-17,30	-18,71	-18,43	-18,29	-18,17	-18,06
3	-60,20	-57,50	-55,88	-54,99	-54,74	-61,85	-59,95	-59,19	-58,99	-58,74
4	-36,57	-35,51	-34,88	-34,41	-34,25	-37,13	-36,42	-36,10	-36,05	-35,95
5	-53,31	-49,52	-47,08	-46,29	-46,18	-55,58	-53,09	-52,12	-51,61	-51,16

République Démocratique du Congo										
Impact sans externalités					Impact avec externalités					
2020	2025	2030	2035	2040	2020	2025	2030	2035	2040	
1	-41,17	-34,64	-30,62	-28,51	-27,25	-36,89	-27,52	-21,71	-18,25	-15,73
2	-34,71	-30,50	-27,64	-26,24	-25,28	-32,26	-25,51	-21,18	-18,16	-15,89
3	-46,67	-38,17	-33,16	-30,45	-28,93	-40,84	-29,23	-22,17	-18,33	-15,59
4	-41,55	-35,20	-31,19	-29,05	-27,78	-37,41	-28,07	-22,28	-18,82	-16,19
5	-39,52	-32,22	-28,13	-26,16	-24,94	-34,66	-25,12	-19,26	-15,80	-13,73

Source : Auteur ; Notes : 1 = National, 2 = Urbain, 3 = Rural, 4 = Masculin, 5 = Féminin

En République Démocratique du Congo, la tendance est la même qu’au Tchad. Cependant les impacts positifs sont plus prononcés en l’absence des externalités. Par exemple, avec l’inclusion des externalités, la pauvreté au niveau serait réduite de 27,52% en 2025 contre 34,64% sans la prise en compte des externalités (Tableau 16). Ceci indique une baisse bien que décroissante de la pauvreté grâce aux effets indirects de la dette extérieure.

Selon les résultats obtenus, on observe que sans la prise en compte des externalités de la dette extérieure, la pauvreté diminue dans toutes les régions du Cameroun au fil des années.

En examinant les résultats du tableau 17, on constate par exemple que dans la ville de Douala, sans la prise en compte des externalités, la pauvreté baisse de 13,3% en 2020 à 10,9%

en 2040. Cependant, lorsque l'on tient compte des externalités de la dette extérieure, la situation change radicalement. Dans ce cas, la pauvreté augmente de 3,43% en 2020 à 23,31% en 2040. Cette augmentation significative de la pauvreté avec la prise en compte des externalités de la dette extérieure est également observée dans les autres régions du Cameroun. Par exemple, à Yaoundé, la pauvreté augmente de 3,575% en 2020 à 21,26% en 2040. Dans le centre du pays, la pauvreté croît de 3,293% à 28,17% sur la même période.

Ces résultats indiquent clairement que la dette extérieure a des effets négatifs sur la pauvreté lorsqu'on prend en compte les externalités. Cela peut être dû notamment à l'impact de la dette sur les taux d'intérêt, les dépenses publiques, les transferts sociaux et l'investissement dans les secteurs prioritaires.

Dans l'analyse de la pauvreté par provinces au Tchad, nous constatons une diminution de la pauvreté dans toutes les provinces et ce pour les deux scénarios, mais cette diminution est plus prononcée lorsque les externalités de la dette extérieure sont prises en compte.

Tableau 17 – Impact sur la pauvreté par région au Cameroun (en %)

Cameroun										
Impact sans externalités						Impact avec externalités				
	2020	2025	2030	2035	2040	2020	2025	2030	2035	2040
1	-13,3	-12,6	-11,8	-11,1	-10,9	3,43	9,675	16,62	23,75	23,31
2	-15,1	-14	-13,2	-12,8	-12,4	3,575	9,031	14,39	21,54	21,26
3	-29,3	-26	-23,8	-22,8	-22,2	3,293	12,93	20,98	28,29	28,17
4	-35,4	-29,2	-26,5	-24,5	-23,5	4,098	10,52	17,35	22,27	21,86
5	-36,9	-28,6	-24,7	-23	-22,6	2,457	9,008	13,19	18,84	18,2
6	-27,4	-25	-23,4	-23,1	-22,6	3,668	11,64	21,05	28,55	28,23
7	-37,3	-31,4	-28,2	-25,3	-24,5	5,791	11,58	17,17	22,65	22,13
8	-32	-27,5	-25,4	-23,9	-23,3	5,287	14,5	21,6	28,4	28,25
9	-37,4	-32,7	-29,8	-26,5	-26	4,506	14,39	22,03	28,54	28,41
10	-29,2	-26,5	-24,2	-23,2	-23	5,714	13,85	22,09	29,89	29,67
11	-43,3	-34,9	-29,4	-27,6	-26,6	4,149	11,28	16,6	21,28	20,74
12	-23,2	-20,7	-20,1	-19,2	-18,5	3,108	13,16	21,76	29,62	29,07

Source : Auteur ; Notes : 1 = Douala, 2 = Yaoundé, 3 = Centre, 4 = Adamaoua, 5 = Extrême-Nord, 6 = Est, 7 = Nord, 8 = Littoral, 9 = Sud-Ouest, 10 = Ouest, 11 = Nord-Ouest, 12 = Sud

Par exemple, dans la province de Barh-E, sans prendre en compte les externalités de la dette extérieure, la pauvreté diminue de 35,2% en 2020 à 34,9% en 2040. Cependant, lorsque les externalités sont intégrées, la pauvreté diminue légèrement plus rapidement, passant de 35,5% en 2020 à 35,2% en 2040 (Tableau 18). De manière similaire, dans la province de Batha, la pau-

vreté diminue de 47,5% en 2020 à 44,6% en 2040 sans prendre en compte les externalités, mais avec l'intégration de ces externalités, la pauvreté diminue plus rapidement, atteignant 47,5% en 2020 à 47,5% en 2040 (Tableau 18).

Tableau 18 – Impact sur la pauvreté par provinces au Tchad (en %)

	Tchad									
	Impact sans externalités					Impact avec externalités				
	2020	2025	2030	2035	2040	2020	2025	2030	2035	2040
Barh	-35,2	-34,9	-34,9	-34,9	-34,9	-35,5	-35,2	-35,2	-35,2	-35,2
Batha	-47,5	-46,7	-46	-44,6	-44,6	-47,8	-47,5	-47,5	-47,5	-47,5
Borkou	-34,9	-32,8	-32,3	-32,3	-32,3	-34,9	-34,9	-34,4	-34,4	-34,4
Chari-Ennedi	-37,5	-37,5	-36,9	-36,6	-36,3	-38,1	-37,5	-37,5	-37,5	-26,8
Guéra	-9,92	-9,92	-9,92	-9,92	-9,92	-9,92	-9,92	-9,92	-9,92	-9,92
Hadjer	-61,8	-59	-58	-56,9	-56,9	-62,8	-61,8	-61,5	-61,1	-60,8
Kanem	-37,8	-36,9	-36,6	-36,3	-36,3	-38,1	-37,5	-36,9	-36,9	-36,9
Lac	-48,2	-47,5	-47,1	-47,1	-47,1	-48,6	-48,2	-48,2	-48,2	-47,8
Logone	-55,7	-54,2	-53,4	-52,7	-52,7	-56,1	-55,7	-55,7	-55,3	-55,3
Mandou	-59,1	-54,6	-51,6	-50,1	-50	-62	-58,6	-57,3	-57	-56,7
Mayo	-62,1	-55,5	-52,5	-51	-49,9	-65,1	-61,8	-58,8	-58,6	-58,3
Moyen	-59,9	-56,7	-54,2	-53,3	-53,1	-61,5	-59,3	-55,6	-54,4	-54,4
Ouadda	-52,5	-49,6	-48,9	-48,9	-48,6	-53,3	-52,2	-48,2	-48,1	-47,3
Salama	-46,4	-45,3	-44,5	-44,3	-44,3	-47,4	-46,1	-45,9	-45,2	-44,1
Sila	-42,5	-42,1	-41,2	-41,2	-41,2	-43	-42,5	-41,4	-41,4	-41,4
Tandji	-47,8	-47,4	-46,9	-46,1	-45,6	-50,9	-47,8	-50	-50	-50
Ville	-64,9	-60,9	-64,6	-57,5	-57,2	-66,9	-64,5	-65,5	-65,5	-65,5
Wadi F	-5,6	-5,6	-5,53	-5,53	-5,47	-5,6	-5,6	-0,58	-0,25	0,086
	-46,7	-46,3	-46,7	-45	-45	-46,7	-46,7	-46,7	-46,7	-46,7

Source : Auteur

Ces résultats suggèrent que les externalités de la dette extérieure peuvent avoir un impact légèrement positif sur la réduction de la pauvreté. Cependant, il convient de noter que les valeurs d'impact sont relativement faibles, ce qui suggère que la dette extérieure n'est certainement pas le seul facteur déterminant de la réduction de la pauvreté dans les provinces au Tchad.

Selon les résultats obtenus, on observe une diminution de la pauvreté dans toutes les régions de la République Démocratique du Congo, tant avec l'inclusion des externalités de la dette extérieure qu'avec l'exclusion. Cependant, lorsqu'on prend en compte les externalités de la dette extérieure, les impacts sont généralement moins prononcés. Par exemple, prenons le cas de la région de Bandundu. Sans la prise en compte des externalités de la dette extérieure, la pauvreté diminue de 48% en 2020 à 30,7% en 2040. En revanche, lorsque les externalités sont prises en compte, la pauvreté diminue de seulement 42,6% en 2020 à 17,3% en 2040 (Tableau

19). Cela représente une réduction moins significative de la pauvreté dans le cas de l'exclusion des externalités.

En général, la prise en compte des externalités de la dette extérieure conduit à des résultats moins positifs en termes de réduction de la pauvreté. Les externalités de la dette extérieure peuvent inclure des effets indirects tels que l'investissement dans les infrastructures ou le développement du capital humain, qui peuvent avoir des retombées positives sur la croissance économique et la réduction de la pauvreté.

Pour ce qui est des inégalités, elles suivent la même tendance que la pauvreté dans tout les pays. Les résultats obtenus montrent qu'au Cameroun, sans la prise en compte des externalités, on observe une diminution des inégalités au niveau national, urbain, rural, chez les hommes et chez les femmes. Cependant, les valeurs des impacts sont relativement faibles et varient entre -0,05 et -0,11 (Tableau 20). Cela signifie que les inégalités diminuent légèrement, mais de manière assez limitée.

Tableau 19 – Impact sur la pauvreté par région en RDC (en %)

République Démocratique du Congo										
Impact sans externalités						Impact avec externalités				
	2020	2025	2030	2035	2040	2020	2025	2030	2035	2040
1	-48	-40,5	-35,5	-32,1	-30,7	-42,6	-31,1	-24,5	-20,4	-17,3
2	-40	-32,8	-29,4	-27,8	-26,8	-35,2	-26,9	-21,2	-18,5	-16
3	-53,3	-43,8	-39	-36,4	-34,6	-46,9	-34,9	-27,2	-22,2	-18,6
4	-48,9	-42,4	-37,2	-35	-33,6	-44,6	-33,9	-26,5	-21,8	-19
5	-40,1	-33,4	-29,4	-27,1	-25,5	-36,3	-25,8	-19,5	-16,5	-14,4
6	-33,6	-28	-24,4	-22,9	-21,9	-29,6	-22,1	-17,3	-14,7	-12,7
7	-9,24	-9,09	-8,84	-8,63	-8,48	-9,19	-8,48	-7,77	-7,06	-6,3
8	-45,2	-38,7	-35,2	-32,4	-31,8	-40,9	-31,8	-27,5	-22,8	-19,5
9	-45,4	-39,5	-34,8	-32,7	-31,1	-42	-31,6	-25,3	-22	-19,9
10	-46,7	-39,3	-34,3	-31,8	-30,4	-42,2	-30,8	-23,5	-20,1	-17,2
11	-38,7	-31,6	-28,6	-26,8	-25,6	-34,6	-25,7	-22,5	-18,7	-16,6

Source : Auteur ; Notes : 1 = Bandundu, 2 = Bas congo, 3 = Equateur, 4 = Kasai occide, 5 = Kasai orient, 6 = Katanga, 7 = Kinshasa, 8 = Maniema, 9 = Nord kivu, 10= Province ow, 11 = Sud kivu

En revanche, lorsqu'on prend en compte les externalités de la dette extérieure, on constate une augmentation significative des inégalités. Les valeurs des impacts sont positives et augmentent progressivement au fil du temps. Cela signifie que les inégalités augmentent de plus en plus au cours des années, tant au niveau national que dans les zones urbaines et rurales. Les impacts sont plus prononcés chez les femmes, avec des valeurs allant de 0,13 à 0,42 (Tableau

20). Ces résultats indiquent que la dette extérieure a des effets néfastes sur la réduction des inégalités au Cameroun, en particulier lorsqu'on considère les externalités. Les inégalités ont tendance à augmenter davantage et de manière plus importante chez les femmes.

Cela suggère que les politiques liées à la dette extérieure ont des impacts inéquitables et peuvent contribuer à creuser les disparités socioéconomiques entre différents groupes de la population.

Tableau 20 – Impact sur les inégalités

Cameroun										
Impact sans externalités					Impact avec externalités					
2020	2025	2030	2035	2040	2020	2025	2030	2035	2040	
1	-0,08	-0,06	-0,06	-0,05	-0,05	0,03	0,11	0,20	0,34	0,33
2	-0,05	-0,04	-0,03	-0,03	-0,03	0,02	0,06	0,11	0,17	0,17
3	-0,11	-0,09	-0,08	-0,07	-0,07	0,05	0,18	0,39	0,83	0,79
4	-0,08	-0,06	-0,05	-0,05	-0,05	0,03	0,10	0,19	0,31	0,31
5	-0,09	-0,07	-0,06	-0,06	-0,06	0,04	0,13	0,25	0,44	0,42
Tchad										
Impact sans externalités					Impact avec externalités					
2020	2025	2030	2035	2040	2020	2025	2030	2035	2040	
1	-0,12	-0,11	-0,10	-0,10	-0,10	-0,13	-0,12	-0,12	-0,12	-0,12
2	-0,06	-0,05	-0,05	-0,05	-0,05	-0,07	-0,06	-0,06	-0,06	-0,06
3	-0,12	-0,11	-0,11	-0,11	-0,11	-0,12	-0,12	-0,12	-0,12	-0,12
4	-0,06	-0,05	-0,05	-0,05	-0,05	-0,12	-0,11	-0,11	-0,11	-0,11
5	-0,15	-0,13	-0,13	-0,12	-0,12	-0,16	-0,14	-0,14	-0,14	-0,14
République Démocratique du Congo										
Impact sans externalités					Impact avec externalités					
2020	2025	2030	2035	2040	2020	2025	2030	2035	2040	
1	-0,11	-0,09	-0,08	-0,08	-0,07	-0,10	-0,07	-0,06	-0,05	-0,04
2	-0,09	-0,08	-0,07	-0,06	-0,06	-0,08	-0,06	-0,05	-0,04	-0,04
3	-0,09	-0,08	-0,07	-0,07	-0,07	-0,08	-0,07	-0,05	-0,05	-0,04
4	-0,11	-0,09	-0,08	-0,08	-0,07	-0,10	-0,07	-0,06	-0,05	-0,04
5	-0,11	-0,09	-0,08	-0,08	-0,07	-0,09	-0,07	-0,06	-0,05	-0,04

Source : Auteur ; Notes : 1 = National, 2 = Urbain, 3 = Rural, 4 = Masculin, 5 = Féminin

Au Tchad et en RDC, les résultats indiquent que les inégalités diminuent avec ou sans prise en compte des externalités de la dette extérieure. Au Tchad, les valeurs des impacts varient entre -0,10 et -0,12, indiquant une réduction des inégalités. Cette tendance est observée à la fois au niveau national, urbain, rural, chez les hommes et chez les femmes. En République

démocratique du Congo, les valeurs des impacts varient entre -0,07 et -0,11, ce qui suggère également une diminution des inégalités dans tous les secteurs (Tableau 20). Il est toutefois important de noter que bien que les inégalités diminuent dans tous les scénarios, les valeurs des impacts restent relativement modestes.

2.3 Analyse de sensibilité

L'on reproche généralement aux MEGC le fait de ne pas pouvoir tester objectivement la robustesse des estimations des paramètres et donc des résultats de simulation. Pour contrer cette critique, nous effectuons souvent des analyses de sensibilité pour confirmer la robustesse de nos résultats. Ainsi, l'analyse de sensibilité est effectuée à deux fins. L'une étant de tester la robustesse des résultats de simulation par rapport à certaines valeurs de paramètres clés. Et l'autre étant de fournir une sorte "d'intervalle de confiance" pour les résultats de la simulation Hosoe et al. (2010). C'est ainsi que cette section est destinée à tester la sensibilité des résultats.

Cependant, l'analyse de sensibilité dans les MEGC peut être sujette à de fortes critiques en raison de la difficulté de choisir les bons paramètres à analyser (Domingues et Haddad, 2005 ; Mary et al., 2019), des hypothèses simplificatrices, des limitations de données, des hypothèses normatives et des questions d'interprétation des résultats par manque de données (Wang et Chen, 2006). Permettant de démontrer la robustesse des résultats de base, l'analyse de sensibilité en EGC peut consister à tester la structure des élasticités de substitution entre les biens dans un intervalle de 50 % (Domingues et Haddad, 2005).

Selon Hosoe et al. (2010), l'analyse de sensibilité suppose des changements dans les paramètres des fonctions Cobb-Douglas ou CES, en particulier les élastiques. Il peut donc s'agir de l'élasticité constante de substitution ou de l'élasticité de transformation (CET) du facteur capital ou travail. Une fois le choix des paramètres à étudier fait, nous précisons les critères par lesquels nous pouvons évaluer la robustesse des résultats de simulation selon Hosoe et al. (2010).

Pour notre étude, nous avons suivi la méthode de Hosoe et al. (2010) pour analyser la sensibilité de nos résultats en modifiant les valeurs des élasticités CES et/ou CET. Conformément à cette méthode, nous avons choisi de multiplier les valeurs des paramètres CES par 1,5. En procédant ainsi, nous avons pu évaluer l'impact de cette variation sur les résultats des différents scénarios envisagés. Nous avons ainsi pu constater que malgré cette augmentation de 50% des valeurs des paramètres CES. Par conséquent, on s'attendrait naturellement à ce que les signes

d'évolution des variables clés restent inchangés dans tous les cas. Ou alors l'ordre des fluctuations est conservé dans tous les cas. Si les résultats de l'analyse de sensibilité satisfont les deux aspects ci-dessus, nous pouvons conclure que les résultats de la simulation sont robustes. La robustesse est moins évidente si un seul d'entre eux est satisfait.

Ainsi, après une modification du paramètre CES, les résultats des différents scénarios envisagés n'ont pas changé de manière significative. Les variations observées dans les différents indicateurs consignés dans le tableau 21¹⁸ suggèrent que nos résultats sont robustes par rapport à ces modifications. Par souci de brièveté et de cohérence, les résultats de la robustesse pour la pauvreté et les inégalités capturées dans les tableaux B.3 à B.4 sont présentés en annexes.

Tableau 21 – Analyse de sensibilité sur les variables à une dimension

Cameroun										
Impacts sans externalités						Impacts avec externalités				
	2020	2025	2030	2035	2040	2020	2025	2030	2035	2040
PIB	0,85	0,58	0,43	0,34	0,29	-0,83	-1,33	-1,76	-2,15	-2,17
RTM	1,26	0,95	0,79	0,71	0,67	-0,27	-0,76	-1,15	-1,48	-1,46
IPC	0,96	0,80	0,75	0,74	0,77	2,02	2,05	2,22	2,45	2,53
BE	3,59	0,92	0,27	0,00	-0,12	-19,38	-11,56	-9,59	-8,84	-8,14
Tcahd										
Impacts sans externalités						Impacts avec externalités				
	2020	2025	2030	2035	2040	2020	2025	2030	2035	2040
PIB	2,10	1,50	1,40	1,38	1,41	3,34	2,41	2,11	2,01	1,93
RTM	2,72	1,97	1,85	1,83	1,85	3,73	2,66	2,32	2,20	2,11
IPC	2,08	1,40	1,30	1,29	1,30	1,60	1,09	0,90	0,82	0,74
BE	7,89	2,94	1,92	1,49	1,42	21,28	7,37	4,52	3,44	3,24
République Démocratique du Congo										
Impacts sans externalités						Impacts avec externalités				
	2020	2025	2030	2035	2040	2020	2025	2030	2035	2040
PIB	0,90	0,69	0,56	0,49	0,44	0,71	0,45	0,30	0,19	0,12
RTM	1,12	0,90	0,78	0,70	0,66	0,94	0,69	0,53	0,44	0,37
IPC	0,91	0,75	0,67	0,64	0,64	1,00	0,87	0,82	0,80	0,82
BE	2,71	0,91	0,44	0,23	0,13	0,28	-0,50	-0,69	-0,76	-0,87

Source : Authors ; Notes : *IPC* = Indice des prix à la consommation, *RTM* = Revenu total des ménages, *BE* = Bien-être

Face à tous ces résultats, il est légitime de se demander si la dette extérieure est véritable-

18. Les autres tableaux qui étayent nos résultats et ceux sur la robustesse sont présentés en annexe par soucis de clarté.

ment le mode de financement optimal pour le développement de ces pays. Afin de répondre à cette question, une analyse comparative des impacts de la dette extérieure et intérieure sur les économies de ces nations sera réalisée dans la section suivante. Puisque les impacts négatifs semblent plus importants au Cameroun, nous nous concentrerons principalement sur ce pays pour éviter d'être trop exhaustifs.

2.4 Dette extérieure ou dette intérieure ?

L'analyse comparative entre le financement du développement par la dette extérieure et la dette intérieure au Cameroun permettra de formuler des recommandations de politique économique concernant les alternatives de financement du développement dans ce pays. Cette comparaison prendra en compte les impacts de ces deux types de dette, ainsi que les éventuelles externalités économiques qu'ils engendrent.

Dans notre analyse précédente, nous avons démontré que la dette extérieure avait des impacts négatifs sur les variables macroéconomiques, la pauvreté et les inégalités au Cameroun. Il en était de même en République Démocratique du Congo, avec quelques impacts mitigés pour le Tchad. Cependant, pour comprendre pleinement les conséquences économiques de la dette et envisager des alternatives viables au financement du développement, il est important d'examiner attentivement les caractéristiques et les effets de la dette intérieure.

La dette extérieure offre généralement un accès rapide à des ressources financières substantielles, permettant de financer des projets d'infrastructure et de développement à grande échelle (Saungweme et Odhiambo, 2018 ; Zanna et al., 2019). Elle permet également de bénéficier des connaissances et de l'expertise étrangère nécessaires pour mettre en œuvre ces projets de manière efficace (Romer, 1990). Cependant, l'endettement extérieur peut également engendrer une dépendance économique vis-à-vis des créanciers étrangers, avec des implications potentielles sur la souveraineté nationale et la politique économique (Stiglitz, 2017). D'un autre côté, la dette intérieure offre une certaine indépendance et un contrôle économique, car le gouvernement peut mobiliser les ressources financières à l'intérieur du pays, principalement par l'émission d'obligations (Mishkin, 1996). Cela lui permet de diversifier les sources de financement et de prendre des décisions plus autonomes en matière de développement (Solow, 1956 ; Blinder, 1982). Cependant, un recours excessif à la dette intérieure peut aussi entraîner une accumulation de dettes insoutenables, une inflation et une augmentation des taux d'intérêt, ce qui peut à son tour compromettre la stabilité économique et la confiance des investisseurs

(Eichengreen, 2004 ; Reinhart et al., 2012).

L'objectif de cette analyse comparative est donc d'évaluer les impacts de la dette intérieure et de la dette extérieure au Cameroun, en considérant également les externalités qu'elles peuvent générer. Nous cherchons à déterminer quelle option de financement du développement serait la plus favorable pour le pays, en termes de croissance économique, de réduction de la pauvreté et d'égalité des revenus. En prenant en compte les expériences passées et les tendances actuelles, nous pourrions formuler des recommandations de politique économique pour les décideurs afin de guider leurs choix en matière de financement du développement. Ces recommandations viseront à maximiser les impacts positifs tout en minimisant les impacts négatifs sur l'économie, la société et l'environnement.

2.4.1 Comparaison des impacts au niveau macroéconomique

Selon les résultats obtenus par le modèle d'équilibre général calculable dynamique, nous pouvons observer les impacts dus à l'augmentation de la dette publique extérieure et intérieure sur certains indicateurs dans le cas du Cameroun.

Ainsi, sans prendre en compte les externalités, nous constatons que l'augmentation de la dette extérieure entraînerait une augmentation du prix d'achat du produit composite dans tous les secteurs (AGR, IND, SER, SAD) au fil des années. Cependant, les augmentations seraient plus marquées dans certains secteurs tels que l'industrie (IND), les services (SER) et les administrations publiques (SAD). Par exemple, en 2040, le prix d'achat du produit composite dans le secteur industriel augmenterait de 51% par rapport à 2020. En revanche, l'augmentation de la dette intérieure entraînerait une diminution du prix d'achat du produit composite dans tous les secteurs (AGR, IND, SER) au fil des années. Cette baisse est plus significative dans les secteurs tels que l'agriculture (AGR), l'industrie (IND) et les services (SER). Par exemple, en 2040, le prix d'achat du produit composite dans le secteur industriel diminuerait de 29% par rapport à 2020 (Tableau 22). Exception faite du secteur des administrations publiques (SAD) où l'on enregistrerait une hausse du prix d'achat du produit composite à partir de 2025.

En prenant en compte les externalités, nous pouvons observer que les impacts sur le prix d'achat du produit composite sont plus importants dans les deux modes de financement. Cependant, les hausses sont plus élevées dans le cas de la dette extérieure, notamment dans les secteurs de l'agriculture (AGR) et de l'industrie (IND). Par exemple, en 2040, le prix d'achat du produit composite dans le secteur agricole augmenterait de 75% par rapport à 2020 (Tableau

22).

Tableau 22 – Prix d’achat du produit composite

Impacts sans externalités										
	Dette extérieure					Dette intérieure				
	2020	2025	2030	2035	2040	2020	2025	2030	2035	2040
AGR	1,56	1,08	0,94	0,91	0,94	-0,07	-0,21	-0,38	-0,52	-0,68
IND	-0,20	0,24	0,41	0,50	0,51	-0,27	-0,65	-0,91	-1,11	-1,29
SER	1,02	0,72	0,64	0,63	0,66	-0,16	-0,12	-0,16	-0,21	-0,29
SAD	0,79	0,53	0,43	0,40	0,39	-0,10	0,05	0,14	0,19	0,23
Impacts avec externalités										
	Dette extérieure					Dette intérieure				
	2020	2025	2030	2035	2040	2020	2025	2030	2035	2040
AGR	2,50	2,35	2,44	2,63	2,75	-2,07	-2,44	-2,78	-3,07	-3,51
IND	1,25	1,86	2,34	2,77	2,86	-3,26	-3,88	-4,36	-4,75	-5,22
SER	1,88	1,80	1,89	2,05	2,12	-1,89	-2,00	-2,14	-2,28	-2,59
SAD	1,58	1,48	1,52	1,61	1,56	-1,76	-1,56	-1,43	-1,34	-1,39

Source : Auteur

En considérant ces résultats, il est clair que l’augmentation de la dette extérieure a des impacts plus négatifs sur le prix d’achat du produit composite comme déjà mentionné. Cela pourrait entraîner une augmentation des coûts pour les entreprises et les consommateurs, ce qui pourrait être préjudiciable au développement économique du Cameroun.

Par ailleurs, sans prendre en compte les externalités, on observe que l’augmentation de la dette extérieure et intérieure entraînerait une diminution de la consommation des ménages dans presque tous les secteurs au fil des années. Cette baisse est plus prononcée dans les secteurs de l’industrie et des services pour la dette extérieure avec par exemple, en 2040, la consommation des ménages dans l’industrie qui diminuerait de 426% par rapport à 2020. Pour la dette intérieure, les baisses sont moins importantes que dans le cas de la dette extérieure avec par exemple, en 2040, la consommation des ménages dans l’industrie qui diminuerait de 64% par rapport à 2020 (Tableau 23).

En tenant compte des externalités, l’impact sur la consommation des ménages demeurerait négatif pour la dette extérieure et cette fois dans l’ensemble des secteurs. En effet, les réductions sont plus marquées dans le cas de la dette extérieure, notamment dans les secteurs de l’industrie et des services. Par exemple, en 2040, la consommation des ménages dans l’industrie diminuerait de 426% par rapport à 2020. En revanche, l’augmentation de la dette intérieure

aurait des impacts positifs sur la consommation des ménages, entraînant une augmentation dans tous les secteurs au fil des années. Soit en 2040, la consommation des ménages dans l'industrie augmenterait de 755% par rapport à 2020 (Tableau 23).

Tableau 23 – Consommation des ménages

Impacts sans externalités										
Dettes extérieures						Dettes intérieures				
	2020	2025	2030	2035	2040	2020	2025	2030	2035	2040
AGR	0,94	0,48	0,28	0,18	0,13	-0,71	-0,40	-0,16	0,04	0,23
IND	-1,49	-0,68	-0,45	-0,41	-0,49	-1,46	-1,37	-1,17	-0,96	-0,64
SER	0,57	0,14	-0,06	-0,19	-0,22	-1,28	-0,48	0,12	0,58	0,95
SAD	0,12	-0,12	-0,27	-0,37	-0,41	-0,75	-0,11	0,39	0,80	1,12
Impacts avec externalités										
Dettes extérieures						Dettes intérieures				
	2020	2025	2030	2035	2040	2020	2025	2030	2035	2040
AGR	-1,09	-1,70	-2,20	-2,66	-2,72	3,99	4,63	5,18	5,64	6,28
IND	-3,84	-3,50	-3,62	-3,95	-4,26	4,25	4,85	5,46	6,02	7,55
SER	-2,76	-3,61	-4,40	-5,17	-5,04	6,56	8,02	9,20	10,16	10,84
SAD	-2,08	-2,64	-3,21	-3,77	-3,83	4,31	5,56	6,59	7,44	8,11

Source : Auteur

En considérant ces résultats, il est évident que l'augmentation de la dette intérieure a des impacts plus favorables sur la consommation des ménages par rapport à l'augmentation de la dette extérieure. Cela pourrait contribuer à améliorer le niveau de vie des ménages, leur pouvoir d'achat et donc soutenir le développement économique du Cameroun.

En termes de production et sans tenir compte des externalités, lorsque la dette extérieure est utilisée comme mode de financement, la production totale montrerait une légère augmentation dans le secteur agricole (AGR), passant de 2,04% en 2020 à 1,65% en 2040 (Tableau 24). Cependant, dans les secteurs industriels (IND), des services (SER) et d'administration publique (SAD), la production totale diminuerait sur la période. En revanche, avec la dette intérieure comme mode de financement, la production totale augmenterait dans tous les secteurs sur la période. Dans le secteur agricole, la production passerait de 0,85% en 2020 à 2,19% en 2040 (Tableau 24) de même, dans les secteurs industriels et des services, la production monterait également. En revanche, le secteur d'administration publique subirait une baisse de la production au fil des années.

Lorsqu'on prend en compte les externalités et que la dette extérieure est utilisée comme mode de financement, la production totale subirait une baisse importante dans tous les secteurs

sur la période. Dans le secteur agricole par exemple, la production passe de -0,76% en 2020 à -2,66% en 2040 (Tableau 24). En revanche, avec la dette intérieure comme mode de financement, la production totale augmenterait de manière significative et ce dans tous les secteurs sur la période considérée. Dans le secteur agricole, la production passe de 6,83% en 2020 à 10,16% en 2040, et est plus prononcée dans les secteurs industriel, des services et d'administration publique.

En regardant ces impacts en question, nous constatons que l'utilisation de la dette intérieure comme mode de financement entraîne une augmentation de la production totale dans tous les secteurs, tant avec ou sans externalités. Cela indique que la dette intérieure a un impact positif sur le développement du Cameroun. En revanche, l'utilisation de la dette extérieure conduit à une baisse de la production totale dans tous les secteurs, avec des effets encore plus négatifs lorsque les externalités sont prises en compte.

Tableau 24 – Production totale

Impacts sans externalités										
	Dette extérieure					Dette intérieure				
	2020	2025	2030	2035	2040	2020	2025	2030	2035	2040
AGR	2,04	1,90	1,79	1,71	1,65	0,85	1,27	1,63	1,93	2,19
IND	-2,83	-3,25	-3,47	-3,61	-3,78	1,10	1,83	2,41	2,87	3,30
SER	-0,65	-0,75	-0,85	-0,94	-1,02	-0,24	0,33	0,80	1,20	1,56
SAD	-0,81	-0,55	-0,46	-0,43	-0,42	0,07	-0,06	-0,12	-0,17	-0,19
Impacts avec externalités										
	Dette extérieure					Dette intérieure				
	2020	2025	2030	2035	2040	2020	2025	2030	2035	2040
AGR	-0,76	-1,34	-1,95	-2,59	-2,66	6,83	7,77	8,58	9,26	10,16
IND	-6,50	-7,42	-8,31	-9,18	-9,46	9,58	11,10	12,38	13,44	14,86
SER	-3,96	-4,57	-5,27	-6,00	-6,07	7,38	8,61	9,66	10,55	11,59
SAD	-1,71	-1,63	-1,69	-1,81	-1,77	2,05	1,89	1,79	1,73	1,83

Source : Auteur

Pour terminer sur les impacts macroéconomiques, nous présentons les impacts sur quelques variables à une dimension. Ainsi, D'après les résultats obtenus, nous pouvons constater que dans un premier cas (sans tenir compte des externalités), l'augmentation de la dette extérieure entraînerait une augmentation du PIB, bien que cette croissance soit progressivement ralentie au fil des années (Tableau 25). En revanche, le revenu total des ménages, l'indice des prix à la consommation et le bien-être, bien que positif en 2020, diminueraient de manière significa-

tive tout en restant positif au fil du temps (Tableau 25). D'autre part, en augmentant la dette intérieure, on observerait une croissance progressive du PIB, du revenu total des ménages et de l'indice des prix à la consommation dans le bon sens. Cependant, cette augmentation de la dette intérieure se traduirait par une diminution initiale du bien-être, suivi d'une amélioration progressive au fil des années (Tableau 25).

En introduisant les externalités, les résultats diffèrent. L'augmentation de la dette extérieure entraînerait cette fois une diminution significative du PIB, du revenu total des ménages et du bien-être. En revanche, l'indice des prix à la consommation connaît une augmentation constante (Tableau 25). En ce qui concerne la dette intérieure avec les externalités, on observerait une augmentation considérable du PIB, du revenu total des ménages et du bien-être. L'indice des prix de la consommation diminuerait également de manière continue.

Toutefois, il est intéressant de noter que, dans tous les secteurs, l'augmentation de la dette extérieure a des effets négatifs, tandis que l'augmentation de la dette intérieure a des effets positifs, en tenant compte des externalités. Sur la base de ces résultats et de ceux qui précède, il semble que le mode de financement le plus approprié pour le développement au Cameroun serait la dette intérieure. En effet, celle-ci permet une croissance continue du PIB, du revenu des ménages, tout en maintenant une stabilité des prix à la consommation, et en fin de compte, une amélioration du bien-être des populations camerounaises.

Tableau 25 – Variables à une dimension

Impacts sans externalités										
Dette extérieure						Dette intérieure				
	2020	2025	2030	2035	2040	2020	2025	2030	2035	2040
PIB	0,87	0,53	0,38	0,30	0,27	0,28	0,58	0,81	0,99	1,12
RTM	1,33	0,91	0,73	0,65	0,63	0,19	0,48	0,68	0,84	0,95
IPC	1,01	0,78	0,72	0,73	0,75	-0,14	-0,27	-0,40	-0,52	-0,65
BE	3,81	0,78	0,14	-0,09	-0,18	-9,45	-2,62	-0,75	0,09	0,76
Impacts avec externalités										
Dette extérieure						Dette intérieure				
	2020	2025	2030	2035	2040	2020	2025	2030	2035	2040
PIB	-0,83	-1,33	-1,76	-2,15	-2,17	3,93	4,51	4,97	5,36	5,79
RTM	-0,27	-0,76	-1,15	-1,48	-1,46	3,60	4,11	4,51	4,84	5,22
IPC	2,02	2,05	2,22	2,45	2,53	-2,24	-2,57	-2,86	-3,12	-3,50
BE	-19,38	-11,56	-9,59	-8,84	-8,14	44,99	25,45	19,86	17,21	17,91

Source : Authors ; Notes : *IPC = Indice des prix à la consommation, RTM = Revenu total des ménages, BE = Bien-être*

2.4.2 Comparaison des impacts au niveau microéconomique

Toujours fondés sur l'utilisation de l'indice de Foster-Greer-Thorbecke pour mesurer la pauvreté, ainsi que de l'indice de GINI pour évaluer les inégalités, l'interprétation des résultats obtenus montre que sans les externalités, l'augmentation de la dette extérieure, entraînerait une réduction de la pauvreté dans le pays. On constate des baisses du seuil de pauvreté au niveau national ainsi que dans les zones urbaines et rurales, pour les hommes et les femmes. Cependant, l'ampleur de cette réduction varie selon les zones et les groupes de population. Par exemple, la réduction est plus importante au niveau national, tandis qu'elle est légèrement moins prononcée dans les zones urbaines et rurales. En effet, le seuil de pauvreté diminue de 29,69% au niveau national en 2020, 25,42% en 2025, 22,97% en 2030, 21,51% en 2035 et 20,96% en 2040; de 19,60% en 2020, 17,61% en 2025, 16,23% en 2030, 15,43% en 2035 et 15,14% en 2040 en zone urbaine et de 41,08% en 2020, 34,24% en 2025, 30,58% en 2030, 28,37% en 2035 et 27,53% en 2040 (Tableau 26). En revanche, l'augmentation de la dette intérieure entraînerait une augmentation de la pauvreté. Les niveaux de pauvreté augmenteraient au niveau national, ainsi qu'au sein des zones urbaines et rurales, pour les hommes et les femmes. Encore une fois, l'ampleur de cette augmentation varie selon les zones et les groupes de population (Tableau 26).

Tableau 26 – Impact sur le seuil de pauvreté (en %)

Impacts sans externalités										
Dette extérieure					Dette intérieure					
	2020	2025	2030	2035	2040	2020	2025	2030	2035	2040
1	-29,69	-25,42	-22,97	-21,51	-20,96	19,41	13,70	10,01	7,00	4,59
2	-19,60	-17,61	-16,23	-15,43	-15,14	19,62	13,45	9,64	6,64	4,32
3	-41,08	-34,24	-30,58	-28,37	-27,53	19,18	13,97	10,42	7,40	4,90
4	-28,95	-25,07	-22,72	-21,26	-20,67	19,34	13,41	9,72	6,75	4,48
5	-31,51	-26,28	-23,59	-22,11	-21,64	19,60	14,40	10,70	7,62	4,87
Impacts avec externalités										
Dette extérieure					Dette intérieure					
	2020	2025	2030	2035	2040	2020	2025	2030	2035	2040
1	4,07	11,53	18,24	24,74	24,37	-34,90	-35,84	-36,23	-36,47	-36,72
2	3,84	11,31	18,48	25,46	25,05	-21,49	-21,63	-21,67	-21,74	-21,80
3	4,32	11,78	17,96	23,93	23,60	-50,05	-51,89	-52,68	-53,11	-53,56
4	3,84	11,28	18,11	24,66	24,29	-33,31	-34,07	-34,41	-34,62	-34,74
5	4,63	12,15	18,56	24,93	24,56	-38,83	-40,20	-40,70	-41,04	-41,58

Source : Auteur ; Notes : 1 = National, 2 = Urbain, 3 = Rural, 4 = Masculin, 5 = Féminin

Cependant, lorsqu'on prend en compte les externalités, les résultats changent drastique-

ment. Pour la dette extérieure, on observerait plutôt une augmentation de la pauvreté. Le seuil de pauvreté augmenterait de manière significative au niveau national ainsi que dans les zones urbaines et rurales, pour les hommes et les femmes. Les chiffres dans le tableau montrent une augmentation du seuil de pauvreté après chaque année de simulation (Tableau 26). Cela montre que les externalités générées par ce mode de financement du développement ont un impact négatif sur la pauvreté. Par contre, avec la dette intérieure, les externalités générées contribueraient à réduire la pauvreté. On observerait une diminution du seuil de pauvreté au niveau national ainsi que dans les zones urbaines et rurales, pour les hommes et les femmes. La réduction du seuil de pauvreté est plus prononcée au niveau national que dans les zones urbaines et rurales. Sur la base de ces résultats, il est indiqué que la dette intérieure est plus appropriée comme mode de financement du développement au Cameroun. En considérant les externalités, la dette intérieure permettrait de réduire la pauvreté, tandis que la dette extérieure l'augmenterait. Cependant, il convient de prendre en compte l'impact sur les inégalités pour obtenir une vision plus complète de la situation.

Tableau 27 – Impact sur les inégalités

Impacts sans externalités										
Dette extérieure					Dette intérieure					
2020	2025	2030	2035	2040	2020	2025	2030	2035	2040	
1	-0,08	-0,06	-0,06	-0,05	-0,05	0,23	0,13	0,09	0,06	0,03
2	-0,05	-0,04	-0,03	-0,03	-0,03	0,12	0,08	0,05	0,04	0,02
3	-0,11	-0,09	-0,08	-0,07	-0,07	0,45	0,23	0,15	0,10	0,05
4	-0,08	-0,06	-0,05	-0,05	-0,05	0,21	0,12	0,08	0,06	0,03
5	-0,09	-0,07	-0,06	-0,06	-0,06	0,28	0,16	0,10	0,07	0,04
Impacts avec externalités										
Dette extérieure					Dette intérieure					
2020	2025	2030	2035	2040	2020	2025	2030	2035	2040	
1	0,03	0,11	0,20	0,34	0,33	-0,11	-0,11	-0,12	-0,12	-0,12
2	0,02	0,06	0,11	0,17	0,17	-0,07	-0,07	-0,08	-0,08	-0,08
3	0,05	0,18	0,39	0,83	0,79	-0,13	-0,14	-0,14	-0,14	-0,14
4	0,03	0,10	0,19	0,31	0,31	-0,10	-0,11	-0,11	-0,12	-0,12
5	0,04	0,13	0,25	0,44	0,42	-0,12	-0,12	-0,13	-0,13	-0,13

Source : Auteur ; Notes : 1 = National, 2 = Urbain, 3 = Rural, 4 = Masculin, 5 = Féminin

Tout d'abord, réexaminons les résultats sans prendre en compte les externalités. En ce qui concerne la dette extérieure, nous notons qu'au niveau national ainsi que dans les zones urbaines et rurales, pour les hommes et les femmes on enregistrerait une diminution progressive

des inégalités au fil du temps. Cela signifie que l'augmentation de la dette extérieure entraînerait une réduction des inégalités. Cependant, ces réductions restent modestes, avec des valeurs allant de -0,05 à -0,09. Dans le cas de la dette intérieure, on enregistrerait plutôt une augmentation progressive des inégalités dans toutes les catégories au fil du temps. Cela suggère que l'augmentation de la dette intérieure entraînerait une augmentation des inégalités. Les valeurs vont de 0,03 à 0,45, ce qui indique une augmentation plus marquée des inégalités par rapport à la dette extérieure (Tableau 27). Mais une fois de plus, les résultats diffèrent complètement avec la prise en compte des externalités. Dans le cas de la dette extérieure, nous observerions une inversion complète des tendances précédentes. Les inégalités augmenteraient progressivement au fil du temps, ce qui signifie que l'augmentation de la dette extérieure conduirait à une augmentation des inégalités avec des valeurs allant de 0,03 à 0,44. Pour ce qui est de la dette intérieure, les résultats changent grandement par rapport à ceux obtenus sans externalités. Les inégalités dans ce cas seraient réduites progressivement et les valeurs oscillent autour de -0,13 (Tableau 27).

Sur la base de ces résultats, il est indiqué que la dette intérieure est plus appropriée comme mode de financement du développement au Cameroun. En considérant les externalités, la dette intérieure permettrait de réduire les inégalités, tandis que la dette extérieure l'augmenterait.

Conclusion

Nous avons tenu dans ce chapitre à mettre en lumière les différents impacts microéconomiques de la dynamique de la dette extérieure sur la pauvreté et les inégalités. Pour ce faire, nous avons eu besoin de faire recours à la micro-simulation qui comme on le sait est précédé d'un MEGC qui intègre ici les données sur la consommation totale des ménages et met l'accent sur les caractéristiques propres des individus. L'utilisation de cette technique d'analyse peut dès lors fournir des pistes de solutions sur les préoccupations liées à la fois à la pauvreté et aux inégalités suite aux chocs exogènes aux ménages ; et aide à informer les gouvernements sur l'efficacité de l'élaboration des politiques économiques et les actions nécessaires pour réduire la pauvreté et les inégalités. Avec pour principale originalité la prise en compte des dépenses de consommation totales des ménages et une analyse à travers les externalités, nous retenons les principaux résultats suivants : une politique de surendettement est de nature à accroître les taux de pauvreté au Cameroun et en République démocratique du Congo et à réduire ceux du Tchad. De plus, au Cameroun, la dette extérieure aggrave les inégalités, et les réduit au Tchad et en République démocratique du Congo, bien que cette diminution soit modeste.

Conclusion de la deuxième partie

La deuxième partie de cette étude se propose d'évaluer l'impact de la dynamique de la dette extérieure sur la pauvreté et les inégalités dans les pays d'Afrique centrale en prenant en compte les externalités de cette dette. Pour ce faire, nous avons divisé cette partie en deux chapitres. Le premier, le chapitre 3, propose de considérer les aspects microéconomiques de la dette extérieure. Ce chapitre est divisé en trois sections : la section 1 se concentre sur l'évolution des concepts de base de la pauvreté et des inégalité, et la section 2 explore la microéconomie de la dette extérieure en présentant des approches théoriques et empiriques de la relation entre la dette extérieure et la pauvreté et l'inégalité tandis que la section 3 présente une brève introduction à la micro-simulation. Le chapitre 4 est consacré à une analyse microéconomique de la dynamique de la dette extérieure en Afrique centrale. Comme le chapitre 3, ce chapitre est divisé en trois sections : la première section donne un aperçu des faits stylisés sur la pauvreté et les inégalités en Afrique centrale, la deuxième section est consacrée à l'approche méthodologique et la section 3 se termine par la présentation des résultats et leurs interprétations.

A l'aide d'une matrice de comptabilité sociale pour chacun des pays de l'Afrique centrale (Cameroun, Tchad et RDC) et de techniques d'analyse de micro-simulation, qui reposent essentiellement sur les dépenses agrégées des ménages, deux résultats notables ressortent quant à l'impact de la dynamique de la dette extérieure sur la pauvreté et les inégalités en Afrique centrale.

Premièrement, comme pour tous résultats de micro-simulation, il est conseillé de regarder les indicateurs macroéconomiques avant d'analyser les résultats pour la pauvreté et l'inégalité. En effet, en termes macroéconomiques, la dette impacte positivement la croissance économique du Tchad au fil du temps. Parallèlement, les problèmes liés à la gestion de la dette impacte négativement la croissance économique du Cameroun au fil du temps et pourraient ralentir la croissance en République démocratique du Congo d'environ 0,15 % au fil du temps. Ce résultat peut être attribué à la faiblesse de la production dans les secteurs de croissance de l'économie, qui est comprise comme une réaction négative des impôts indirects à la production.

Ainsi, au niveau macroéconomique, la gestion de la dette extérieure est efficace au Tchad mais inefficace au Cameroun et en République démocratique du Congo. L'indexation des facteurs institutionnels (démocratie, corruption, mauvaise gouvernance) devrait inciter le Cameroun et la République démocratique du Congo à réduire leur endettement, sans toutefois en-

courager l'État camerounais à s'endetter anarchiquement. Cela donnerait aux chefs d'État du Tchad et de la République démocratique du Congo l'impression de la baisse des gains issus de la mauvaise gestion de la dette partagés entre eux sans tenir compte de la population.

Deuxièmement, une analyse de la pauvreté et des inégalités au niveau microéconomique basée uniquement sur l'indice de pauvreté de [Foster et al. \(1984\)](#) (FGT) et l'indice d'inégalité GINI montre pour la pauvreté que d'après les résultats désagrégés au niveau national, zone urbaine vs rurale, et sexe du chef de ménage que les problèmes liés à la gestion de la dette en au Cameroun feraient passer le taux de pauvreté de 4,07 % en 2020 à 24,37 % en 2040 (au niveau national), soit une augmentation de 4,98 point de pourcentage. Des constats opposés sont faits pour le Tchad et la République Démocratique du Congo. En effet, le taux national de pauvreté passera de 41,48 % en 2020 à 39,39 % en 2040 au Tchad et de 36,89 % en 2020 à 15,73 % en 2040 en République Démocratique du Congo. Diminutions de 0,047 et 0,57 points de pourcentage, respectivement. Cette amélioration dépend dans ce cas du taux de croissance et du revenu total des ménages au Tchad et en République Démocratique du Congo. En ce qui concerne les inégalités, les résultats désagrégés montrent qu'une bonne gestion de la dette, bien que modeste, est susceptible de réduire les inégalités au Tchad et en République démocratique du Congo.

Conclusion générale

Le travail de cette thèse portait sur la problématique des effets socioéconomiques de la dynamique de la dette extérieure en Afrique centrale. L'objectif était d'évaluer l'impact de la dynamique de la dette sur les économies des pays d'Afrique centrale. S'il est vrai qu'il existe déjà des études sur la dette extérieure, telles qu'[ES-sounboula et Hefnaoui \(2019\)](#) et [Ahmed et al. \(2021\)](#), aborder cette question demeure important. Elle s'inscrit non seulement dans le nouveau cadre d'analyse à savoir l'augmentation continue de la dette extérieure et l'importance de ses externalités en Afrique centrale, mais permet aussi dans une certaine mesure d'évaluation les modes de financements du développement initiée actuellement par les gouvernements des pays d'Afrique centrale en particulier au Cameroun.

Nous reconnaissons la pertinence et les conclusions des études dans une optique d'anticipation menées par [ES-sounboula et Hefnaoui \(2019\)](#) et [Ahmed et al. \(2021\)](#), même si ces dernières n'ont couvert qu'une partie de l'analyse. En effet, pour [Mathouraparsad \(2011\)](#), il devrait même y avoir trois approches pour évaluer les programmes économiques : d'abord, une évaluation ex-ante pour examiner la faisabilité et l'impact de la politique, puis une évaluation intermédiaire visant à améliorer la politique lorsqu'elle ne correspond plus au contexte, et enfin une évaluation ex-post doit être mise en place pour permettre l'apprentissage des leçons des politiques mises en œuvre et, le cas échéant, proposer des alternatives pour éviter que les erreurs ne se reproduisent dans la prochaine politique.

Cette thèse s'inscrit donc dans le deuxième et troisième corridor, dans la mesure où elle permet d'extrapoler ce que sera le résultat réel après la décision de politique économique. Pour y parvenir, nous avons divisé ce travail en deux parties, la première partie étant consacrée à l'analyse des effets économiques de la dynamique de la dette sur la croissance économique en Afrique centrale. La deuxième partie a examiné les impacts sociaux de la dynamique de la dette extérieure sur la pauvreté et les inégalités en Afrique centrale à travers ses externalités sur les économies de ces pays.

Concernant la première partie de ce travail, elle a été divisée en deux chapitres : le premier chapitre explore les diverses théories et perspectives sur l'impact de la dette extérieure sur la croissance économique, en mettant en lumière les approches conceptuelles et les revues de littérature existantes. Il examine comment la dette extérieure peut à la fois stimuler et freiner la croissance économique, en fonction de facteurs tels que la gestion de la dette, les politiques économiques en place, et le contexte macroéconomique global. Les analyses montrent que bien que la dette puisse offrir des ressources nécessaires pour le développement, une mauvaise gestion

et des conditions économiques défavorables peuvent entraîner des effets négatifs significatifs, exacerbant les problèmes économiques et sociaux. Parallèlement, le chapitre 2 explore la dynamique de la dette extérieure et ses impacts sur la croissance économique des pays d'Afrique centrale. Il met en lumière les performances macroéconomiques de la région et examine le rôle crucial du profil des dirigeants dans la gestion de cette dette. L'approche méthodologique pour cette partie repose sur les méthodes d'estimation économétrique notamment les moindres carrés ordinaires, les variables instrumentales et les moindres carrés généralisés. Les résultats montrent une relation inverse entre les deux variables pour la période 1975-2019. Ce résultat permet donc de retenir la première hypothèse selon laquelle la dynamique de la dette dévalorise la croissance économique en Afrique centrale. De plus, en utilisant les variables du profil du leader politique comme variables d'atténuation des effets négatifs de la dette extérieure (telle que mesurée par le niveau d'éducation, l'âge et le lieu d'éducation du leader), les résultats fournis par les indicateurs de niveau d'éducation et d'âge du leader politique ont donné des résultats acceptables. Aussi, les résultats montrent que la prise en compte de la localisation de l'éducation du leader politique a un effet significatif sur la relation entre la dette extérieure et la croissance économique en Afrique centrale. Ainsi, les dirigeants qui ont suivi le cours africain sont en même d'avoir une meilleure orientation de la dette extérieure et par là favorise la croissance en Afrique centrale, alors que les dirigeants qui ont suivi le cours occidental ont une mauvaise orientation de la dette extérieure qui entrave la croissance économique.

La deuxième partie de ce travail, également divisée en deux chapitres, analyse l'impact de la dynamique de la dette extérieure sur la pauvreté et les inégalités dans les pays d'Afrique centrale (Cameroun, Tchad et RDC). Le chapitre 3 présente l'évolution des concepts de base et les aspects microéconomiques de la dette extérieure, tout en présentant les développements théoriques et empiriques de la relation entre la dette et la pauvreté et la dette et les inégalités. Ce chapitre met en lumière les effets complexes de la dette extérieure sur la pauvreté et les inégalités en Afrique centrale. Il démontre que la dynamique de l'endettement extérieur influence significativement les comportements économiques des ménages, des entreprises et du gouvernement. Les résultats empiriques indiquent que, bien que la dette extérieure puisse parfois stimuler la croissance économique, elle tend également à exacerber les inégalités et à augmenter les taux de pauvreté. Le chapitre 4 évalue empiriquement l'impact de la dynamique de la dette extérieure sur la pauvreté et les inégalités à travers ses externalités dans les pays choisis pour l'analyse. Une approche méthodologique basée sur un modèle d'équilibre général calculable dynamique et

micro-simulé est adopté pour cette analyse. Les résultats suggèrent que la dynamique de la dette extérieure dans les pays d’Afrique centrale impacte positivement la croissance du Tchad, potentiellement des problèmes liés à la bonne orientation de la dette extérieure entravent la croissance du Cameroun et de la République démocratique du Congo. Deuxièmement, la dynamique de la dette extérieure entrave les efforts de réduction de la pauvreté au Cameroun et favorise ceux au Tchad et en République démocratique du Congo à travers l’indice d’incidence de la pauvreté (FGT0), la profondeur (FGT1) et la sévérité (FGT2).

Cependant, la profondeur et la sévérité de la pauvreté sont plus importantes dans les zones rurales que dans les zones urbaines au Cameroun. L’examen des indicateurs de pauvreté pour les zones rurales aide à comprendre ce résultat. Cela reflète le fait que la situation des pauvres dans le pays est exacerbée par les problèmes liés à la bonne orientation de la dette extérieure dans le pays. Les efforts de réduction de la pauvreté au Tchad et en RDC ont des impacts positifs plus prononcés dans les zones rurales, en fonction de l’incidence, de la profondeur et de la gravité de la pauvreté.

Aussi, une bonne orientation de la dette extérieure, y compris sa dimension genre, est susceptible de réduire la pauvreté au Tchad et en RDC, et aggraver la pauvreté au Cameroun si elle est mal orientée. La baisse est plus importante pour les femmes au Tchad et pour les hommes en RDC. Cependant, à revenu égal, les ménages dirigés par une femme ne sont pas plus pauvres que les ménages dirigés par un homme en RDC. La tendance ne change pas selon la profession du chef de ménage. Au Tchad, les ménages dont le chef est inactif sont ceux qui bénéficient le plus, avec des réductions de seuil de pauvreté de 41,67 % en 2020 et 39,84 % en 2040. En RDC ce sont les ménages dont le chef est occupé qui bénéficient le plus, avec des baisses de seuil de pauvreté allant de 35,12% en 2020 à 16,12% en 2040. Au Cameroun le constat est le même qu’au niveau national et ce sont les ménages où le chef est chômeur et inactif qui sont les plus touchés avec un taux de pauvreté atteignant 28,39 % et 22,62% en 2040. respectivement (Tableau B.2). L’impact négatif sur les revenus des ménages au Cameroun corrobore ce constat.

En termes d’inégalités, une bonne utilisation de la dette extérieure conduit à une réduction modeste des inégalités de revenus, quels que soient le lieu de résidence, le sexe du chef de ménage, la région, la profession, l’état civil ou le niveau d’instruction du chef de ménage au Tchad et en RDC avec des constats inverses pour le Cameroun. Compte tenu de ces tendances et des politiques d’utilisation actuellement en place dans les pays d’Afrique centrale, la poursuite

de l'endettement pourrait faire craindre des effets d'expulsions forcées et mettre en péril les efforts impressionnants que les gouvernements ont déployés dans leurs programmes de relance.

Recommandations

À la lumière des résultats obtenus à partir de diverses analyses, certaines recommandations de politique économique peuvent être faites pour aider les gouvernements à sélectionner les dirigeants et à établir de meilleures stratégies dans l'utilisation des affaires publiques. Dès le départ, nous encourageons les gouvernements des pays d'Afrique centrale à mettre en place des mécanismes qui favorisent les candidats ayant suivi des études en Afrique dans les mécanismes électoraux en Afrique centrale. Cette première recommandation aux gouvernements suit une logique de proposition des solutions pratiques pour aider à atténuer l'effet négatif de la dette sur la l'économie. Bien que cela ressorte clairement de notre analyse, cela confirme également les opinions de nombreux analystes et observateurs sociaux sur l'utilisation qui est faite de la dette extérieure.

➡ Ainsi, compte tenu de l'importance et du poids des dirigeants politiques dans la société, les statuts et décisions concernant le financement du développement, ou ceux en lien avec l'application des politiques économiques, émanent ou passent presque toujours par ceux-ci. Leur responsabilités étant d'aligner les politiques de gestion et d'utilisation de la dette extérieure vers les secteurs porteurs de l'économie et la restructuration de la dette extérieure. Nous recommandons donc à ces derniers de mettre en place des politiques qui devraient dans un premier temps obliger leurs collaborateurs à aligner leurs politiques de gestion et d'utilisations de la dette extérieure avec la restructuration leur dette extérieure et de l'orienter vers les population ;

➡ Compte tenu des hypothèses de bonne gestion de la dette extérieure, les résultats de l'analyse montrent que les pertes de croissance sont accentuées par un endettement plus élevé. Cela indique que la gestion de la dette extérieure dans les économies d'Afrique centrale est faible, voire inadéquate, ce qui limite leur capacité à faire face à leurs besoins d'endettement pour stimuler la croissance. Cela se traduit dans nos résultats par la faiblesse de la production qui encourage les importations au détriment des exportations. Assurément, la micro simulation a montré que la dynamique de la dette extérieure est légèrement efficace au Tchad. En revanche, elle est inefficace au Cameroun et en République Démocratique du Congo. Nous recommandons donc, avec l'appui du gouvernement de créer des conditions propices à la multiplication des entreprises dans les domaines d'activité pertinents pour aider les pouvoirs publics à répondre

efficacement à la menace que font peser les produits d'origine étrangère sur l'économie des pays d'Afrique centrale ;

➡ Les résultats de la micro-simulation montrent également que les ménages s'appauvrissent au Cameroun et que les inégalités se réduisent certes mais très légèrement sous l'accroissement de la dette extérieure. Cela est dû au fait que les dirigeants politiques élus pour gérer la dette extérieure et lutter contre la pauvreté détournent l'essentiel de cette dette et ne font que peu ou rien pour redistribuer les bénéfices de la dette. Ce qui entrave et ralentit le processus d'éradication de la pauvreté et des inégalités dans ces pays. A cet effet, nous recommandons que les autorités publiques mettent en place une commission donc l'objectif sera de s'assurer que les autres dirigeants politiques élus qui jouissent du privilège de gérer la dette extérieure réintroduisent la totalité de cette dette ou les bénéfices tirés de la l'utilisation de cette dette dans l'économie assurant de ce fait le renforcement des capacités et recyclages permanent dans la compréhension de la gestion efficace de la dette ;

➡ Par ailleurs, les résultats de ce travail montrent qu'en matière d'endettement extérieur, la plupart des indicateurs saillants de l'économie, que ce soit au niveau macroéconomique ou microéconomique, ont connu des chocs d'endettement extérieur négatifs. Par conséquent, avec la situation sociale actuelle en Afrique centrale, afin de retrouver un minimum d'équilibre pour ces indicateurs, il est recommandé aux gouvernements des pays d'Afrique centrale d'arrêter le financement du développement par la dette extérieure. Une analyse comparative entre les impacts de la dette extérieure et intérieure au Cameroun a révélé que la dette intérieure serait bien plus bénéfique que la dette extérieure. Ainsi, une alternative pourrait être la mise sur pieds des mécanismes qui permettent d'encadrer et d'optimiser l'emprunt intérieur. Car la dette intérieure offre de nombreux avantages aux pays d'Afrique centrale : l'endettement intérieur permet de réduire le risque de change associé à l'endettement extérieur. En empruntant auprès des citoyens nationaux, le gouvernement évite l'exposition aux fluctuations des taux de change, ce qui peut contribuer à la stabilité économique ([McKinnon et Pill, 1996](#)) ; l'endettement intérieur peut offrir une source de financement plus stable que l'endettement extérieur. Cela réduit la vulnérabilité aux crises financières externes et favorise la stabilité macroéconomique à long terme ([Arellano et Mendoza, 2002](#)) ; l'endettement intérieur permet aux gouvernements de financer leurs dépenses publiques et leurs investissements sans dépendre excessivement des prêts étrangers. Cela renforce la souveraineté économique en assurant une plus grande autonomie vis-à-vis des créanciers étrangers ([Rodrik, 2016](#)) et enfin, l'endettement intérieur permet de mobiliser

l'épargne nationale en offrant des obligations gouvernementales aux investisseurs nationaux, ce qui stimule l'investissement intérieur et favorise le développement économique ([Stiglitz, 2022](#)).

Perspectives

Comme d'autres études scientifiques, celle-ci ne prétend pas apporter des réponses indiscutables aux questions liées à la problématique de la dynamique de la dette extérieure de l'Afrique centrale. En effet, certains problèmes d'accès aux données et d'exécution de la tâche elle-même peuvent limiter la précision des résultats souhaités. Ainsi le prolongement de cette étude pourrait se faire en considérant les points suivants :

➡ La décision de se concentrer sur les pays d'Afrique centrale se justifie par leurs caractéristiques économiques et politiques communes, ainsi que par l'existence d'institutions régionales telles que la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale. Toutefois, les résultats ne sont peut-être pas généralisables à d'autres régions. Il serait également intéressant d'étudier l'impact du profil du leader politique sur la gestion de la dette dans d'autres régions. En outre, d'autres facteurs tels que la culture politique et les relations internationales pourraient être explorés pour mieux comprendre la gestion de la dette. ;

➡ L'utilisation des données récentes : en effet dans l'élaboration d'un MEGC, la principale source de donnée utilisée est une matrice de comptabilité sociale (MCS). Celle que nous avons utilisé est de 2015. Il serait plus intéressant d'utiliser une MCS plus récentes pour procéder à l'analyse ;

➡ La prise en compte du secteur financier dans la modélisation : en effet, le secteur financier n'a pas été pris en compte dans cette étude or comme on le sait une économie selon [Haqiqi et Mirian \(2015\)](#) est constituée à la fois du secteur réel et du secteur financier. Le premier prenant en compte les marchés de biens et de services et des facteurs tandis que le second regroupe beaucoup plus les interactions sur les marchés financiers et de la monnaie ;

➡ Comparaison entre aide publique au développement et dette extérieure comme mode de financement du développement ;

➡ Quelle est l'ampleur de la vulnérabilité de la dette extérieure en l'Afrique centrale avant et après chaque crise ?

Références bibliographiques

- Abdelhafidh, S. 2014, « External debt and economic growth in tunisia », *Panoeconomicus*, vol. 61, n° 6, p. 669–689.
- Abizadeh, S. et M. Yousefi. 1988, « Growth of government expenditure : The case of canada », *Public finance quarterly*, vol. 16, n° 1, p. 78–100, ISSN 0048-5853.
- Acemoglu, D. 1999, « Changes in unemployment and wage inequality : An alternative theory and some evidence », *American economic review*, vol. 89, n° 5, p. 1259–1278.
- Acemoglu, D. et J. Robinson. 2012, « Institutions, political economy and growth », *Nobel prize 2012 presentations*.
- Adam, S. 1776, « Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations », *Economica*.
- Adelman, I., S. Robinson et al.. 1978, « Income distribution policy in developing countries : A case study of korea », (*No Title*).
- Afonso, A. et J. T. Jalles. 2013, « Growth and productivity : The role of government debt », *International Review of Economics & Finance*, vol. 25, p. 384–407.
- Agbere, Z. K. 2012, « Stratégie d’endettement à court et à moyen terme après l’atteinte du point d’achèvement de l’initiative « pays pauvres très endettés »-ppte » », Report.
- Agbodji, A., K. A. Yovo, A. KD et J. AA. 2007, « Stratégie sectorielle, pauvreté et vulnérabilité : Cas du togo », *Politiques Economiques et Pauvreté (PEP) Final Report PR-MPIA*, vol. 676.
- Aghion, P., P. Howitt et D. Mayer-Foulkes. 2005, « The effect of financial development on convergence : Theory and evidence », *The quarterly journal of economics*, vol. 120, n° 1, p. 173–222, ISSN 1531-4650.
- Aglietta, M. et P. Artus. 1984, *Macroeconomics and the Financial System*, Hampshire : West-view Press.
- Ahlerup, P. et O. Olsson. 2012, « The roots of ethnic diversity », *Journal of Economic Growth*, vol. 17, p. 71–102.
- Ahmed, O., A. Maarouf et al.. 2021, « Djibouti’s external public debt : Sustainability and impact on economic growth [la dette publique extérieure de djibouti : Soutenabilité et impact sur la croissance économique] », cahier de recherche.
- Aïda, W. 2014, « L’impact de la dette publique sur la croissance économique dans la zone uemoa », .
- Akram, N. et A. Hamid. 2016, « Public debt, income inequality and macroeconomic policies : evidence from south asian countries », *Pakistan Journal of Social Sciences*, vol. 36, n° 1, p. 99–108.
- Akram, N. et al.. 2013, « Empirical examination of debt and growth nexus in south asian countries », *Asia-Pacific Development Journal*, vol. 20, n° 2, p. 29–52.

- Alao, R. O. et A. A. Alola. 2022, « The role of foreign aids and income inequality in poverty reduction : A sustainable development approach for africa ? », *Journal of Social and Economic Development*, vol. 24, n° 2, p. 456–469.
- Alesina, A. et R. Perotti. 1996, « Fiscal discipline and the budget process », *The American Economic Review*, vol. 86, n° 2, p. 401–407.
- Alesina, A. et D. Rodrik. 1994, « Distributive politics and economic growth », *The quarterly journal of economics*, vol. 109, n° 2, p. 465–490.
- Alibert, J. 1996, « Un bilan de la dévaluation du franc cfa », *Afrique contemporaine*, , n° 179, p. 16–26.
- Allegret, J.-P. et M. T. Benkhodja. 2008, « External debt and current account adjustments : Is there a way to avoid sudden stops ? », *Economic Modelling*, vol. 25, n° 5, p. 1129–1146.
- Allport, G. W. 1961, « Pattern and growth in personality. », .
- Arawatari, R. et T. Ono. 2015, « Inequality and public debt : A positive analysis, no 15-01 », *Discussion Papers in Economics and Business, Osaka University, Graduate School of Economics*.
- Arawatari, R. et T. Ono. 2017, « Inequality and public debt : A positive analysis », *Review of International Economics*, vol. 25, n° 5, p. 1155–1173.
- Arellano, C. et E. G. Mendoza. 2002, « Credit frictions and 'sudden stops' in small open economies : An equilibrium business cycle framework for emerging markets crises », .
- ARIKAWA, A. 2001, « The emergence and challenges of nigeria's debt management office », dans *United Nations Conference On Trade And Development Proceedings Of Th.*
- Arrow, K. J. et G. Debreu. 1954, « Existence of an equilibrium for a competitive economy », *Econometrica : Journal of the Econometric Society*, p. 265–290.
- Arslan, F. P. 2019, « Public debt and income inequality in turkey », *Journal of Research in Economics*, vol. 3, n° 2, p. 91–109.
- Artus, P. et P. Morin. 1991, *Macroéconomie appliquée : principes et politiques économiques*, Presses universitaires de France, ISBN 2130433405.
- Ashraf, M. W., M. J. Akhtar, P. Hafeez-ul Rehman et A. G. Awan. 2020, « Impact of external debt on poverty in pakistan », *Glob. J. Manag. Soc. Sci. Humanit*, vol. 6, p. 251–271.
- Atkinson, A. B. 1987, « On the measurement of poverty », *Econometrica : Journal of the Econometric Society*, p. 749–764.
- Atkinson, A. B. et H. Sutherland. 1988, *Tax-benefit models*, London School of Economics ; Suntory Toyota International Centre for
- Autissier, D., K. Johnson et E. Metais-Wiersch. 2018, « Du changement à la transformation », *Question (s) de management*, , n° 2, p. 45–54.
- Autissier, D. et E. Metais-Wiersch. 2016, *La transformation digitale des entreprises : Les bonnes pratiques-Axa, Pernod Ricard, Sanofi France, Schneider Electric, les Echos*, Editions Eyrolles.

- Ayadi, F. S. et F. O. Ayadi. 2008, « The impact of external debt on economic growth : A comparative study of nigeria and south africa », *Journal of sustainable development in Africa*, vol. 10, n° 3, p. 234–264.
- BAD. 2018, *Perspectives économiques en Afrique 2018*, The african Developpment bank, ISBN 978-9938-882-45-2.
- Baglan, D. et E. Yoldas. 2013, « Government debt and macroeconomic activity : a predictive analysis for advanced economies », .
- Baltagi, B. H., E. Bratberg et T. H. Holmås. 2005, « A panel data study of physicians' labor supply : the case of norway », *Health Economics*, vol. 14, n° 10, p. 1035–1045.
- Barat, C. et H. Ehrhart. 2020, « li. le dilemme des États africains : entre besoin d'investir et risque de surendettement », *L'économie africaine 2020*, p. 38.
- Barro, R. J. 1989, « The ricardian approach to budget deficits », *Journal of Economic perspectives*, vol. 3, n° 2, p. 37–54, ISSN 0895-3309.
- Barro, R. J. 1990, « Government spending in a simple model of endogeneous growth », *Journal of political economy*, vol. 98, n° 5, Part 2, p. S103–S125, ISSN 0022-3808.
- Barro, R. J. 2000, « Inequality and growth in a panel of countries », *Journal of economic growth*, p. 5–32.
- Barten, A., G. d'Alcantara et G. J. Carrin. 1976, « Comet : A medium-term macroeconomic model for the european economic community », *European Economic Review*, vol. 7, n° 1, p. 63–115, ISSN 0014-2921.
- Barungi, B. et M. Atingi. 2000, « Growth and foreign debt : The ugandan experience », *External debt and capital flight in sub-Saharan Africa*, p. 93–127.
- Baum, A., C. Checherita-Westphal et P. Rother. 2013, « Debt and growth : New evidence for the euro area », *Journal of international money and finance*, vol. 32, p. 809–821, ISSN 0261-5606.
- Baumol, W. J. 1967, « Macroeconomics of unbalanced growth : the anatomy of urban crisis », *The American economic review*, vol. 57, n° 3, p. 415–426, ISSN 0002-8282.
- Becker, G. S. 1975, « Investment in human capital : effects on earnings », dans *Human Capital : A Theoretical and Empirical Analysis, with Special Reference to Education, Second Edition*, NBER, p. 13–44.
- Becker, G. S. 1983, « A theory of competition among pressure groups for political influence », *The quarterly journal of economics*, vol. 98, n° 3, p. 371–400, ISSN 1531-4650.
- Benabdelkader, M. M. 2019, « Industrialisation et croissance économique : Vérification des lois de kaldor pour le cas du maroc (1980-2016) », *repères et perspectives économiques*, vol. 3, n° 2.
- Benayed, W. et F. B. Gabsi. 2020, « Dette publique interne, développement financier et croissance économique en afrique subsaharienne », *L'Actualité économique*, vol. 96, n° 1, p. 111–142.

- Benfratello, L., A. Del Monte et L. Pennacchio. 2018, « Corruption and public debt : a cross-country analysis », *Applied Economics Letters*, vol. 25, n° 5, p. 340–344.
- Bentour, E. m. 2020a, « Dette publique et croissance économique : une nouvelle évaluation », .
- Bentour, E. M. 2020b, *Dette publique et croissance économique : une nouvelle évaluation*, thèse de doctorat, Université Grenoble Alpes.
- Berg, A. et J. Sachs. 1988, « The debt crisis structural explanations of country performance », *Journal of Development Economics*, vol. 29, n° 3, p. 271–306.
- Bernard, J. A. 1985, *L'Inde : le pouvoir et la puissance*, Fayard : Diffusé par Economica, ISBN 2857890486.
- Besley, T. et S. Coate. 1997, « An economic model of representative democracy », *The quarterly journal of economics*, vol. 112, n° 1, p. 85–114.
- Besley, T., J. G. Montalvo et M. Reynal-Querol. 2011, « Do educated leaders matter? », *The Economic Journal*, vol. 121, n° 554, p. F205–227.
- Besley, T. et M. Reynal-Querol. 2011, « Do democracies select more educated leaders ? », *American political science review*, vol. 105, n° 3, p. 552–566.
- Bird, R. M. 1972, « The „displacement effect” : A critical note », *Finanzarchiv/Public Finance Analysis*, , n° H. 3, p. 454–463, ISSN 0015-2218.
- Birolini, C. 2022, « “some people work a bit more than me, and so we tease them” : the production of an elite student community in an elite french higher education institution », *Humor*, vol. 35, n° 1, p. 5–30.
- Black, D. 1948, « On the rationale of group decision-making », *Journal of political economy*, vol. 56, n° 1, p. 23–34, ISSN 0022-3808.
- Blais, A. et R. Nadeau. 1992, « The electoral budget cycle », *Public choice*, vol. 74, n° 4, p. 389–403, ISSN 1573-7101.
- Bliese, P. D., D. J. Schepker, S. M. Essman et R. E. Ployhart. 2020, « Bridging methodological divides between macro-and microresearch : Endogeneity and methods for panel data », *Journal of Management*, vol. 46, n° 1, p. 70–99.
- Blinder, A. S. 1982, « Issues in the coordination of monetary and fiscal policy », cahier de recherche, National Bureau of Economic Research.
- Boccanfuso, D., B. Decaluwé et L. Savard. 2003, « Poverty, income distribution and cge modeling : Does the functional form of distribution matter ? », *Cahier de recherche/Working Paper*, vol. 3, p. 32.
- Boccanfuso, D. et C. Ménard. 2009, « La croissance pro-pauvre : un aperçu exhaustif de la «boîte à outils» », *Cahier de recherche/Working Paper*, vol. 9, n° 06.
- Bokpin, G. A. 2011, « Ownership structure, corporate governance and dividend performance on the ghana stock exchange », *Journal of Applied Accounting Research*, vol. 12, n° 1, p. 61–73.

- Bongoy. 2005, « Théories de l'économie et des finances publiques », *cours en licence, Faseg, UNIKIN*.
- Bonneville, F. 2017, *Le système de la dette publique : pour une approche organique d'un phénomène social*, Thesis.
- Borcherding, T. E. 1977, *Budgets and bureaucrats*, Duke University Press, ISBN 0822303523.
- Borissov, K. et A. Kalk. 2020, « Public debt, positional concerns, and wealth inequality », *Journal of Economic Behavior & Organization*, vol. 170, p. 96–111.
- Botta, A., E. Caverzasi, A. Russo, M. Gallegati et J. E. Stiglitz. 2021, « Inequality and finance in a rent economy », *Journal of Economic Behavior & Organization*, vol. 183, p. 998–1029.
- Boufedji, M. L., Y. BOUTRA et Z. E. MELZI. 2024, *L'adjudication des valeurs du Trésor et le coût de l'endettement public*, thèse de doctorat.
- Boukhatem, J. et M. Kaabi. 2015, « Dette publique, qualité institutionnelle et croissance économique dans les pays de la région mena : analyse par la méthode des moments généralisés », .
- Bourgain, A. et J.-C. Vérez. 2021, « Politiques publiques en Afrique subsaharienne. introduction », *Monde en développement*, vol. 49, n° 03, p. 7–10.
- Bourguignon, F., J. De Melo et A. Suwa. 1991, « Modeling the effects of adjustment programs on income distribution », *World development*, vol. 19, n° 11, p. 1527–1544, ISSN 0305-750X.
- Bourguignon, F., A. Robilliard et S. Robinson. 2003, « Representative versus real households in the macro-economic modeling of inequality, delta working paper », .
- Bourguignon, F., A.-S. Robilliard et S. Robinson. 2005, « Representative versus real households in the macroeconomic modeling of inequality », *Frontiers in Applied General Equilibrium Modeling : In Honor of Herbert Scarf*, p. 219–254.
- Boyce, J. K. et L. Ndikumana. 2012, « Debt audits and the repudiation of odious debts », *Edited by William Minter and Timothy Scarnecchia Special Bulletin Editors : Léonce Ndikumana and James Boyce*, p. 36.
- Bradlow, D. D. et M. L. Masamba. 2022, *COVID-19 et la dette souveraine : Cas de la SADC*, Pretoria University Law Press.
- Buchanan, J. M. et G. Tullock. 1962, « The calculus of consent (vol. 3) », *Ann Arbor : University of Michigan Press*, vol. 12.
- Buchanan, J. M. et G. Tullock. 1965, *The calculus of consent*, University of Michigan Press.
- Bureau, P. R. 2011, *World Population Data Sheet of the Population Reference Bureau, Inc : Demographic Data and Estimates for the Countries and Regions of the World*, Population Reference Bureau.
- Burfisher, M. E. 2021, *Introduction to computable general equilibrium models*, Cambridge University Press.

- Butkus, M. et J. Seputiene. 2018, « Growth effect of public debt : The role of government effectiveness and trade balance », *Economies*, vol. 6, n° 4, p. 62.
- Cadoret, I., N. Payelle et S. Pommier. 2014, « Dette publique et croissance en europe : le rôle des institutions », *Studia Oeconomica Posnaniensia*, vol. 2, n° 12, p. 96–120, ISSN 2300-5254.
- Cairnes, J. E. 1874, *Some leading principles of political economy newly expounded*, Harper and brothers.
- Caldwell, J. C. 1990, « The soft underbelly of development : demographic transition in conditions of limited economic change », *The World Bank Economic Review*, vol. 4, n° suppl_1, p. 207–254.
- Calvo, G. A. 1990, « Capital flows and capital-market crises : The simple economics of sudden stops », *Journal of applied economics*, vol. 1, p. 35–54.
- Campbell, B. et B. Losch. 2002, « The poor, beneficiaries or hostages of strategies for the reduction of poverty ? », *Politique africaine*, vol. 87, n° 3, p. 175–184.
- Caner, M., T. J. Grennes et F. F. N. Köhler-Geib. 2010, « Finding the tipping point-when sovereign debt turns bad », *Available at SSRN 1612407*.
- Caplan, B. 1999, *The rational voter : Why democracies choose bad policies*, Princeton University Press.
- Caraus, T. 2016, « Debt resistance : Beyond or within capitalism ? », *Filozofija i društvo*, vol. 27, n° 1, p. 137–157, ISSN 0353-5738.
- Caselli, F. et M. Morelli. 2002, « The quality of politicians », cahier de recherche, mimeo, Harvard University.
- Cassard, M. et D. Folkerts-Landau. 1997, « Sovereign debt : Managing the risks », *Finance and Development*, vol. 34, n° 004.
- Cecchetti, S. G., M. S. Mohanty et F. Zampolli. 2011, « The real effects of debt », .
- Charbonnel, J.-M. 2014, « Point of reference. defining and measuring poverty : A delicate exercise », *Informations sociales*, vol. 182, n° 2, p. 10–15.
- Châtaigner, J.-M. et H. Magro. 2007, *Etats et sociétés fragiles : Entre conflits, reconstitution et développement*, KARTHALA Editions.
- Checherita-Westphal, C. D. et P. Rother. 2010a, « The impact of high and growing government debt on economic growth : an empirical investigation for the euro area », .
- Checherita-Westphal, C. D. et P. Rother. 2010b, « The impact of high and growing government debt on economic growth : an empirical investigation for the euro area », .
- Chenery, H. B. et A. M. Strout. 1968, « Foreign assistance and economic development : Reply », *The American Economic Review*, vol. 58, n° 4, p. 912–916, ISSN 0002-8282.
- Chossudovsky, M. 1998, *The Globalisation of Poverty : Impacts of IMF and World Bank Reforms*, Zed Books.

- Chudik, A., K. Mohaddes, M. H. Pesaran et M. Raissi. 2017, « Is there a debt-threshold effect on output growth ? », *Review of Economics and Statistics*, vol. 99, n° 1, p. 135–150.
- CIRES, C. d. d. P. É. 2023, « Impacts des politiques publiques liées à la pandémie de la covid-19 sur le secteur informel, les femmes et les jeunes : cas du burkina faso, du cameroun, de la côte-d’ivoire et du sénégal-desktop review », .
- Claessens, S. 1996, *Analytical aspects of the debt problems of heavily indebted poor countries*, World Bank Publications.
- Clements, B., R. Bhattacharya et T. Q. Nguyen. 2003a, « External debt, public investment, and growth in low-income countries », .
- Clements, B., R. Bhattacharya et T. Q. Nguyen. 2003b, « External debt, public investment, and growth in low-income countries », .
- Cloutier, M.-H. et J. Cockburn. 2002, « How to build an integrated cge micro-simulation model : Step-by-step instructions with an illustrative exercise », *Centre Interuniversitaire sur le Risque, les Politiques Économiques et l’Emploi, Université Laval, Québec*.
- Coase, R. 1960, « The journal of law c », *Journal of Law and Economics*, vol. 3, p. 1–44.
- Coase, R. H. 1988, « 3. the nature of the firm : Influence », *The Journal of Law, Economics, and Organization*, vol. 4, n° 1, p. 33–47.
- Cockburn, J., E. Corong, C. Cororaton et al.. 2010, « Integrated computable general equilibrium (cge) micro-simulation approach », *International Journal of Microsimulation*, vol. 3, n° 1, p. 60–71.
- Cohen, D. 1997, *Growth and external debt : A new perspective on the African and Latin American tragedies*, vol. 9715, Citeseer.
- Cohen, D., P. Jacquet et H. Reisen. 2006, « Après gleneagles : La place des prêts dans l’apd », .
- Collier, P. et J. W. Gunning. 1999, « Explaining african economic performance », *Journal of economic literature*, vol. 37, n° 1, p. 64–111.
- Collier, P. et J. W. Gunning. 2003, *Rethinking development : essays on development and socio-economic change*, Routledge.
- Congleton, R. D. et Y. Zhang. 2013, « Is it all about competence? the human capital of us presidents and economic performance », *Constitutional Political Economy*, vol. 24, p. 108–124.
- Constant, A. F. et B. Tien. 2010, « African leaders : Their education abroad and fdi flows », .
- Cooper, B., N. Eva, F. Z. Fazlelahi, A. Newman, A. Lee et M. Obschonka. 2020, « Addressing common method variance and endogeneity in vocational behavior research : A review of the literature and suggestions for future research », *Journal of vocational behavior*, vol. 121, p. 103–122.
- Cooray, A., R. Dzhumashev et F. Schneider. 2017, « How does corruption affect public debt? an empirical analysis », *World development*, vol. 90, p. 115–127.

- Cordella, T., L. A. Ricci et M. Ruiz-Arranz. 2005, « Debt overhang or debt irrelevance ? : Revisiting the debt-growth link », .
- Corden, W. M. 1988, « Debt relief and adjustment incentives », *Staff Papers*, vol. 35, n° 4, p. 628–643, ISSN 1564-5150.
- Coricelli, F. et B. Jazbec. 2004, « Exchange rate risk, croatia's external exposure and the prospects of european union accession », *Post-Communist Economies*, vol. 16, n° 4, p. 437–462.
- Currie, E., J.-J. Dethier et E. Togo. 2003, *Institutional arrangements for public debt management*, vol. 3021, World Bank Publications.
- Decaluwé, B., A. Lemelin, V. Robichaud et H. Maisonnave. 2013, « Pep-1-t », *Standard PEP model : single-country, recursive dynamic version, Politique Économique et Pauvreté/Poverty and Economic Policy Network. Université Laval, Québec*.
- Decaluwé, B., A. Martens et L. Savard. 2001, *La politique économique du développement et les modèles d'équilibre général calculable : une introduction à l'application de l'analyse mésoéconomique aux pays en développement*, PUM.
- Detzer, D. 2016, « Financialisation, debt and inequality : Scenarios based on a stock flow consistent model », cahier de recherche, Working Paper.
- Di Sanzo, S. et M. Bella. 2015, « Public debt and growth in the euro area : evidence from parametric and nonparametric granger causality », *The BE Journal of Macroeconomics*, vol. 15, n° 2, p. 631–648.
- Diallo, B. 2007, « Dette extérieure et financement du développement économique en guinée », .
- Djankov, S., R. La Porta, F. Lopez-de Silanes et A. Shleifer. 2002, « The regulation of entry », *The quarterly journal of economics*, vol. 117, n° 1, p. 1–37.
- Dobbins, G. H. et S. J. Platz. 1986, « Sex differences in leadership : How real are they ? », *Academy of Management review*, vol. 11, n° 1, p. 118–127.
- Domar, E. D. 1946, « Capital expansion, rate of growth, and employment », *Econometrica, Journal of the Econometric Society*, p. 137–147, ISSN 0012-9682.
- Domingues, E. P. et E. A. Haddad. 2005, « Sensitivity analysis in computable general equilibrium models : An application for the regional effects of the free trade area of the americas (ftaa) », *Brazilian Review of Econometrics*, vol. 25, n° 1, p. 115–137.
- Don, Y., A. Raman, Y. Daud, K. Kasim et M. S. Omar Fauzee. 2015, « Educational leadership competencies and malaysia education development plan 2013-2025 », *Humanities and Social Sciences Review*, vol. 4, n° 3, p. 615–625.
- Donal, A. H., L. Njoya et G. D. S. Leroy. 2021, « Foreign education and shadow economy in africa : Do african presidents matters ? », *Available at SSRN 3990261*.
- Downs, A. 1957, *An economic theory of democracy*, Harper & Row.
- Dreher, A., J.-E. Sturm et J. R. Vreeland. 2009, « Development aid and international politics : Does membership on the un security council influence world bank decisions ? », *Journal of Development Economics*, vol. 88, n° 1, p. 1–18.

- Dreher, A. et R. Vaubel. 2004, « Do imf and ibrd cause moral hazard and political business cycles ? evidence from panel data », *Open economies review*, vol. 15, p. 5–22.
- Drine, I. et M. S. Nabi. 2010, « Public external debt, informality and production efficiency in developing countries », *Economic Modelling*, vol. 27, n° 2, p. 487–495, ISSN 0264-9993.
- Driscoll, J. C. et A. C. Kraay. 1998, « Consistent covariance matrix estimation with spatially dependent panel data », *Review of economics and statistics*, vol. 80, n° 4, p. 549–560.
- Dubois, O. 2003, « Forest-based poverty reduction : a brief review of facts, figures, challenges and possible ways forward », *Forests in Poverty Reduction Strategies : Capturing the Potential*. T. Oksanen, B. Pajari and T. Tuomasjukka (eds.) pp, p. 65–81.
- Dudley, L. et C. Montmarquette. 1992, « Is public spending determined by voter choice of fiscal capacity ? », *The Review of Economics and Statistics*, p. 522–529, ISSN 0034-6535.
- Dumont, J. et S. Mesplé-Somps. 2001, « Des retombées généralement bien appréciées : infrastructure publique, croissance et compétitivité au sénégal », *Eds. Decaluwé, B., A. Martens, and L. Savard La Politique Economique du Développement et les modèles d'équilibre général calculable*. Montreal : Agence Universitaire de la Francophonie–Presse de l'Université de Montréal.
- Dwyer, L., P. Forsyth et R. Spurr. 2006, « Assessing the economic impacts of events : A computable general equilibrium approach », *Journal of travel research*, vol. 45, n° 1, p. 59–66, ISSN 0047-2875.
- Easterly, W. 2007, « Inequality does cause underdevelopment : Insights from a new instrument », *Journal of development economics*, vol. 84, n° 2, p. 755–776.
- Easterly, W. R. 2001, « Growth implosions and debt explosions : do growth slowdowns cause public debt crises ? », *Topics in Macroeconomics*, vol. 1, n° 1, p. 153460051 013.
- Eberhardt, M. et A. F. Presbitero. 2015, « Public debt and growth : Heterogeneity and non-linearity », *Journal of international Economics*, vol. 97, n° 1, p. 45–58, ISSN 0022-1996.
- Ecalte, F. 2022, « Dette publique et inflation », *FIPECO, Les commentaires de l'actualité*, vol. 21.
- Égert, B. 2015, « Public debt, economic growth and nonlinear effects : Myth or reality ? », *Journal of Macroeconomics*, vol. 43, p. 226–238.
- Eggoh, J., H. Houeninvo et G.-A. Sossou. 2015, « Education, health and economic growth in african countries », *Journal of Economic Development*, vol. 40, n° 1, p. 93.
- Egwaikhide, F. O. 1999, « External debt management in sub-saharan africa : some empirical evidence », *The Journal of Developing Areas*, p. 455–470.
- Eichengreen, B. J. 2004, *Capital flows and crises*, MIT press.
- Ekpo, A. H. et E. Udo. 2015, « External debt, growth and poverty reduction in a failing state : Nigeria, 1970-2011 », *Journal of Business and Economics*, vol. 6, n° 5, p. 944–957.

- Emerah, S. O. O. A. A. et S. Ogege. 2013, « External debt, debt servicing and poverty reduction in nigeria : An empirical analysis », *Journal of Economics and Sustainable Development*, vol. 4, n° 19, p. 174–179.
- Erdoğan, G. 2002, « Türkiye’de ve dünyada yoksulluk ölçümleri üzerine değerlendirmeler », *Yoksullukla mücadele stratejileri*, vol. 4.
- Ericsson, N. R., D. F. Hendry et G. E. Mizon. 1993, « Persistent macroeconomic imbalances in the oecd : A panel cointegration study », *The Quarterly Journal of Economics*, p. 1067–1089.
- Ericsson, N. R. et B. N. Lehmann. 1996, « Long-run relations among the g-5 and the scandinavian currencies : A vector error correction analysis », *Journal of International Money and Finance*, vol. 15, n° 2, p. 267–285.
- ES-sounboula, H. et A. Hefnaoui. 2019, « La dette extérieure publique et son impact sur la croissance économique marocaine étude économétrique », *Revue du contrôle, de la comptabilité et de l’audit*, vol. 3, n° 2, ISSN 2550-469X.
- Esener, Ç. 2013, « Gelişmekte olan ülkelerde ve türkiye’de dış borçlanmanın iktisadi ve mali yapı üzerindeki etkileri (1980-2010) », .
- Estache, A., J.-F. Perrault et L. Savard. 2012, « The impact of infrastructure spending in sub-saharan africa : A cge modeling approach », *Economics Research International*, vol. 2012.
- Fall, M. et D. Verger. 2005, « Pauvreté relative et conditions de vie en france », *Economie et statistique*, vol. 383, n° 1, p. 91–107.
- Farid, A. 2016, « Growing external debt in pakistan and its implication for poverty », *Journal Of Social Sciences & Humanities*, vol. 1, n° 1 & 2, p. 55–71.
- Farrell, H. et C. Aherne. 2003, « Women and poverty », *National Women’s Council of Ireland, NWCI Factsheet*, , n° 2.
- Fau-Nougaret, M. 2008, « La liaison infernale : conditionnante démocratique et dette des états à l’égard des organisations internationales », *Civilizar Ciencias Sociales y Humanas*, vol. 8, n° 15, p. 35–52.
- Faye, I. et D. Thiam. 2015, *Impacts de l’endettement public sur l’économie sénégalaise*, Direction de la prévision et des études économiques.
- Ferguson, L., D. Learmonth, P. McGregor, J. SWALES et K. TURNER. 2003, « The importance of macroeconomic constraints in the operation of a two-region computable general equilibrium model », dans *North American Regional Science Association Annual Conference. Philadelphia*.
- Ferguson, T. et R. Johnson. 2011, « A world upside down ? deficit fantasies in the great recession », *international Journal of political Economy*, vol. 40, n° 1, p. 3–47.
- Ferreira, M. C. 2009, « Public debt and economic growth : a granger causality panel data approach », ISSN 0874-4548.
- Flores, P., T. M. Fullerton Jr et C. Andrade Olivas. 2007, « Evidencia empirica sobre deuda externa, inversion, y crecimiento en mexico, 1980-2003 », .

- Fofana, I. 2007, « Elaborer une matrice de comptabilité sociale pour l'analyse d'impacts des chocs et politiques macroéconomiques », *Centre Interuniversitaire sur le Risque, les Politiques Economiques et l'Emploi (CIRPEE) Université Laval, Québec, Canada*.
- Fofana, I. et J. Cockburn. 2003, « Microsimulations in computable general equilibrium : Procedures for analysing and reconciling data ' », *Poverty and Economic Policy Network and Centre Interuniversitaire sur le Risque, les Politique Economiques et l'Emploi, Université de Laval*.
- Fomba Kamga, B., M. E. Ndonou Tchoumdop et R. Nda'chi Deffo. 2021, « Impacts des politiques publiques liées a la pandémie de la covid 19 sur le secteur informel, les femmes et les jeunes : cas du burkina faso, du cameroun, de la côte d'ivoire et du senegal : desktop review du cameroun », .
- Foster, J., J. Greer et E. Thorbecke. 1984, « A class of decomposable poverty measures », *Econometrica : journal of the econometric society*, p. 761–766.
- Fosu, A. K. 1996, « The impact of external debt on economic growth in sub-saharan africa », *Journal of economic development*, vol. 21, n° 1, p. 93–118.
- Friedman, D. 1977, « A theory of the size and shape of nations », *Journal of political economy*, vol. 85, n° 1, p. 59–77, ISSN 0022-3808.
- Friedman, M. 1957, « Introduction to" a theory of the consumption function" », dans *A theory of the consumption function*, princeton university press, p. 1–6.
- Fusco, A. 2009, « Les mesures monétaires et directes de la pauvreté sont-elles substituables ? investigations sur base de la courbe du roc1 », *Recherches Economiques de Louvain/Louvain Economic Review*, vol. 75, n° 3, p. 369–396.
- Galor, O. et O. Moav. 2000, « Ability-biased technological transition, wage inequality, and economic growth », *The quarterly journal of economics*, vol. 115, n° 2, p. 469–497.
- Gang, I. N. et H. A. Khan. 1990, « Foreign aid, taxes, and public investment », *Journal of Development Economics*, vol. 34, n° 1-2, p. 355–369, ISSN 0304-3878.
- Gbenou, K. D. A. 2015, « Impacts macroéconomiques des transferts de fonds des migrants dans les pays de l'uemoa », *Journal of Development Studies*, vol. 48, n° 8, p. 1009–1025.
- Gelb, A. H. et J. M. Riddle. 2013, *Development economics in action : a study of economic policies in Ghana*, Princeton University Press.
- Gelot, L. 2011, « Ii. united nations and sub-saharan africa », dans *Africa Yearbook Volume 7*, Brill, p. 17–30.
- Gerşil, G. 2015, « Küresel boyutta yoksulluk ve kadın yoksulluğu. », *Journal of Management & Economics*, vol. 22, n° 1.
- Gharyeni, A. 2015, « Dette extérieure, croissance Économique et crises dans les pays en développement : Un bref aperçu théorique, historique et statistique », .
- Gift, T. et D. Krcmaric. 2017, « Who democratizes ? western-educated leaders and regime transitions », *Journal of Conflict Resolution*, vol. 61, n° 3, p. 671–701.

- Gollin, D., S. Parente et R. Rogerson. 2002, « The role of agriculture in development », *American economic review*, vol. 92, n° 2, p. 160–164.
- Gómez-Puig, M. et S. Sosvilla-Rivero. 2015, « The causal relationship between debt and growth in emu countries », *Journal of Policy Modeling*, vol. 37, n° 6, p. 974–989.
- Goodman, D. J. 2003, « Are economic development incentives worth it ? a computable general equilibrium analysis of pueblo, colorado's efforts to attract business », *Journal of Regional Analysis and Policy*, vol. 33, n° 1, p. 43–55.
- Gossen, H. 1854, « Exposition des lois de l'échange et des regles de l'industrie qui s' en deduisent 1995 basée sur la traduction de walras (1879) », *Paris : Economica*.
- Greffe, X. 1994, « L'économie des politiques publiques, coll », *Précis de sciences économiques, éd. Dalloz, Paris*.
- Greiner, A. 2011, « Economic growth, public debt and welfare : Comparing three budgetary rules », *German Economic Review*, vol. 12, n° 2, p. 205–222, ISSN 1468-0475.
- Griffin, K. B. et J. L. Enos. 1970, « Foreign assistance : objectives and consequences », *Economic development and cultural change*, vol. 18, n° 3, p. 313–327, ISSN 0013-0079.
- Guéguen, F. 2020, « Comment éradiquer la pauvreté ? », *La Pensée*, , n° 1, p. 70–78.
- Guillaumont 1, P. et L. Wagner. 2013, « L'efficacité de l'aide pour réduire la pauvreté : leçons des analyses transversales et influence de la vulnérabilité des pays », *Revue d'économie du développement*, , n° 4, p. 115–164.
- Gül, A. 2007, « Why is a non-permanent seat for turkey at the united nations security council important for herself, her region and the world », *Turkish Policy Quarterly*, vol. 6, n° 4, p. 13–16.
- Güneş, A. 2009, « Voltaire et l'age des lumieres », *Cumhuriyet Üniversitesi Fen-Edebiyat Fakültesi Sosyal Bilimler Dergisi*, vol. 33, n° 1.
- Gunning, J. W. et M. A. Keyzer. 1995, « Applied general equilibrium models for policy analysis », *Handbook of development economics*, vol. 3, p. 2025–2107, ISSN 1573-4471.
- Gupta, A., V. Kapur et al.. 2000, *Microsimulation in government policy and forecasting*, vol. 247, North Holland.
- Hagenaars, A. J., K. De Vos et M. Zaidi. 1998, « Patterns of poverty in europe », *The Distribution of Welfare and Household Production : International Perspectives*, Cambridge University Press, Cambridge, p. 25–49.
- Handa, S. et D. King. 1997, « Structural adjustment policies, income distribution and poverty : a review of the jamaican experience », *World Development*, vol. 25, n° 6, p. 915–930.
- Hansen, L. P. 1982, « Large sample properties of generalized method of moments estimators », *Econometrica : Journal of the econometric society*, p. 1029–1054.
- Hanson, G. H. 2007, « Globalization, labor income, and poverty in mexico », dans *Globalization and poverty*, University of Chicago Press, p. 417–456.

- Haqiqi, I. et N. Mirian. 2015, « A financial general equilibrium model for assessment of financial sector policies in developing countries », .
- Harberger, A. C. 1962, « The incidence of the corporation income tax », *Journal of Political economy*, vol. 70, n° 3, p. 215–240.
- Harbison, F. et J. Hanuscheck. 1991, « Edurural programme in north east world bank report », .
- Harding, S. 1993, *The "racial" economy of science : Toward a democratic future*, Indiana University Press.
- Harding, S. F. 2000, *The book of Jerry Falwell : Fundamentalist language and politics*, Princeton University Press.
- Harrod, R. 1948, « Towards a dynamic economics, macmillan and co », *Ltd., New York*.
- Hayo, B. et F. Neumeier. 2012, « Leaders' impact on public spending priorities : The case of the german laender », *Kyklos*, vol. 65, n° 4, p. 480–511.
- Hayo, B. et F. Neumeier. 2014, « Political leaders' socioeconomic background and fiscal performance in germany », *European Journal of Political Economy*, vol. 34, p. 184–205.
- Hayo, B. et F. Neumeier. 2017, « Public attitudes toward fiscal consolidation : Evidence from a representative german population survey », *Kyklos*, vol. 70, n° 1, p. 42–69.
- Heckman, J. J., H. Ichimura et P. Todd. 1998, « Matching as an econometric evaluation estimator », *The review of economic studies*, vol. 65, n° 2, p. 261–294.
- Helleiner, E. 2014, « Principles from the periphery : the neglected southern sources of global norms », *Global Governance*, vol. 20, n° 3, p. 359–361.
- Henrekson, M. et J. A. Lybeck. 1988, « Explaining the growth of government in sweden : A disequilibrium approach », *Public Choice*, vol. 57, n° 3, p. 213–232, ISSN 1573-7101.
- Hérault, N. 2007, « Trade liberalisation, poverty and inequality in south africa : A computable general equilibrium-microsimulation analysis », *Economic Record*, vol. 83, n° 262, p. 317–328.
- Hill, A. D., S. G. Johnson, L. M. Greco, E. H. O'Boyle et S. L. Walter. 2021, « Endogeneity : A review and agenda for the methodology-practice divide affecting micro and macro research », *Journal of Management*, vol. 47, n° 1, p. 105–143.
- Hirschman, A. O. 1958, *The Strategy of Economic Development*, Yale University Press.
- Hosoe, N., K. Gasawa et H. Hashimoto. 2010, *Textbook of computable general equilibrium modeling : programming and simulations*, Springer, ISBN 0230281656.
- Houmpe, D. A., N. Ibrahim et al.. 2020, « The effect of african leaders' foreign education/-training on the completion of primary education in their countries" », *Economics Bulletin*, vol. 40, n° 4, p. 3241–3255.
- Hourriez, J.-M. et B. Legris. 1998, « L'approche monétaire de la pauvreté : méthodologie et résultats », *Economie et statistique*, vol. 308, n° 1, p. 35–63.

- Huart, F. 2016, *Economie des finances publiques-2e édition : Cours*, Dunod, ISBN 2100748076.
- Humbert, M. 2016, « Dette stratosphérique et équilibre économique et social : Le paradoxe japonais », *Savoir/Agir*, , n° 1, p. 45–52.
- Hüner, K. et E. Muharrem. 2005, « Türkiye’de kentsel yoksulluk : Kocaeli örneği », dans *Journal of Social Policy Conferences*, 50, p. 259–300.
- Hunt, R. M. 2007, « Collecting consumer debt in america », *Available at SSRN 993249*.
- Im, K. S., M. H. Pesaran et Y. Shin. 2003, « Testing for unit roots in heterogeneous panels », *Journal of econometrics*, vol. 115, n° 1, p. 53–74.
- Irons, J. et J. Bivens. 2010, « Government debt and economic growth overreaching claims of debt “threshold” suffer from theoretical and empirical flaws », .
- Ito, H., R. Sekiguchi et T. Yamawake. 2018, « Debt swaps for financing education : Exploration of new funding resources », *Cogent Economics & Finance*, vol. 6, n° 1, p. 1563 025.
- Iyoha, M. A. et D. Oriakhi. 2002, « Explaining african economic growth performance : The case of nigeria », *Revised Interim Report on Nigerian Case Study, Prepared for the African Economic Research Consortium Research Project, Explaining African Economic Growth Performance*.
- Jabłoński, Ł., P. Zmuda et L. O’Riordan. 2015, « Income inequality and public debt in oecd-countries from a csr perspective », *New Perspectives on Corporate Social Responsibility : Locating the Missing Link*, p. 169–189.
- Jalles, J. T. 2011, « The impact of democracy and corruption on the debt-growth relationship in developing countries », *Journal of economic development*, vol. 36, n° 4, p. 41.
- Jäntti, M. et S. P. Jenkins. 2015, « Income mobility », dans *Handbook of income distribution*, vol. 2, Elsevier, p. 807–935.
- Jaramillo, L. et C. Sancak. 2009, « Why has the grass been greener on one side of hispaniola ? a comparative growth analysis of the dominican republic and haiti », *IMF Staff Papers*, vol. 56, n° 2, p. 323–349.
- Jellema, J. et C. Tassot. 2018, « Analyse de l’impact des politiques fiscales et de protection sociale sur les inégalités et la pauvreté au togo », .
- Jenkins, S. P. et P. Van Kerm. 2009, « Decomposition of inequality change into pro-poor growth and mobility components », dans *United Kingdom Stata Users’ Group Meetings*, vol. 11, Citeseer.
- Jevons, W. S. 1871, « 1970. the theory of political economy », *London : Mac-millan*.
- Johansen, L. 1960, *A multi-sector study of economic growth*, vol. 21, North-Holland Publishing Company.
- Johnson, O. et J. Salop. 1980, « Distributional aspects of stabilization programs in developing countries (les programmes de stabilisation des pays en développement examinés sous l’aspect de la répartition du revenu)(los programas de estabilización y la distribución del ingreso en los países en desarrollo) », *Staff Papers-International Monetary Fund*, p. 1–23.

- Jones, B. F. et B. A. Olken. 2005, « Do leaders matter? national leadership and growth since world war ii », *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 120, n° 3, p. 835–864.
- Jørgensen, C. M. et C. Bjørnskov. 2015, « Did africa's first choices matter? growth legacies of leaders at independence », cahier de recherche, IFN working paper.
- Kafando, B. 2021, *Analyse des effets du capital humain sur le revenu et la pauvreté dans les pays en développement*, thèse de doctorat, Thèse de doctorat, université de sherbrooke.
- Karagol, E. 2002, « External debt and economic growth relationship using the simultaneous equations », .
- Karlin, P. 2018, « Income inequality in oecd countries with increasing public debt and varying economic performance », .
- Katz, M. 1991, « Putting the holistic educational leadership puzzle together. », *Planning and changing*, vol. 22, n° 1, p. 13–22.
- Kau, J. B. et P. H. Rubin. 1981, « The size of government », *Public choice*, vol. 37, n° 2, p. 261–274.
- Kaulihowa, T. et C. Adjasi. 2018, « Fdi and income inequality in africa », *Oxford Development Studies*, vol. 46, n° 2, p. 250–265.
- Kessler, D. 1984, « Endettement, épargne et croissance dans les pays en développement », *Études internationales*, vol. 15, n° 3, p. 543–553.
- Keynes, J. M. 1936a, « The supply of gold », *The Economic Journal*, vol. 46, n° 183, p. 412–418, ISSN 0013-0133.
- Keynes, J.-M. 1936b, « Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie, trad », *J. De Largentaye, Paris : Payot*.
- Khan, H. A. et E. Hoshino. 1992, « Impact of foreign aid on the fiscal behavior of ldc governments », *World development*, vol. 20, n° 10, p. 1481–1488, ISSN 0305-750X.
- Ki, J. B., S. Faye et B. Faye. 2005, « Pauvreté multidimensionnelle au sénégal : une approche non monétaire par les besoins de base », *Cahier de recherche PMMA ; 2005-05*.
- Kombo, P. B. N. 2019, « Effets de l'annulation de la dette et de la qualité des institutions sur la croissance économique dans les pays de la cemas », *Annale des Sciences Economiques et de Gestion*, vol. 18, n° 2.
- Kose, M. A., E. S. Prasad et M. E. Terrones. 2009, « Does financial globalization promote risk sharing? », *Journal of Development Economics*, vol. 89, n° 2, p. 258–270.
- Kourtellos, A., T. Stengos et C. M. Tan. 2013, « The effect of public debt on growth in multiple regimes », *Journal of Macroeconomics*, vol. 38, p. 35–43.
- Kpemoua, P. 2016, « La dette extérieure handicape-t-elle la croissance économique du togo? », .
- Kra, M.-P. 2020, *Le lien entre la dette publique et la croissance économique : comparaison entre le Québec, l'Ontario et le Canada*, thèse de doctorat, Université du Québec à Trois-Rivières.

- Kraay, A. 2018, « Methodology for a world bank human capital index », *World Bank Policy Research Working Paper*, , n° 8593.
- Krueger, A. O. et M. Musa. 2000, *Economic policy reforms and the Indian economy*, University of Chicago Press.
- Krugman, P. 1980, « Scale economies, product differentiation, and the pattern of trade », *American Economic Review*, p. 950–959.
- Krugman, P. 1988, « Financing vs. forgiving a debt overhang », *Journal of development Economics*, vol. 29, n° 3, p. 253–268.
- Kumar, M. et J. Woo. 2010, « Public debt and growth », *Available at SSRN 1653188*.
- Lajili, O. 2015, *Libéralisation financière, ouverture politique et croissance économique dans les pays en voie de développement*, thèse de doctorat, Toulon.
- Lashaw, A. 2012, « A review of “as good as it gets : What school reform brought to austin” larry cuban. cambridge, ma : Harvard university press, 2010. 304 pp. 25.95 », .
- Lau, M., D. Gordon, C. Pantazis, E. Sutton et L. Lai. 2015, « Including the views of the public in a survey of poverty and social exclusion in hong kong : Findings from focus group research », *Social Indicators Research*, vol. 124, p. 383–400.
- Lawanson, A. O. 2014, « Impact of external debt accumulation and capital flight on economic growth of west african countries », .
- Lawrence, P. R. et J. W. Lorsch. 1967, « Differentiation and integration in complex organizations », *Administrative science quarterly*, p. 1–47.
- Lee, E. 1988, « Political and economic determinants of external indebtedness : A cross-national analysis », *Social Forces*, vol. 66, n° 2, p. 431–447.
- Legendre, F., J.-P. Lorgnet, R. Mahieu et F. Thibault. 2004, « Les aides publiques à la garde des jeunes enfants [une analyse à partir du modèle de microsimulation myriade] », *Revue des politiques sociales et familiales*, vol. 75, n° 1, p. 5–20.
- Leverrier, J.-M. 1985, « Dettes publiques : diverses définitions et évaluations », *Économie & prévision*, vol. 69, n° 3, p. 53–67.
- Levin, A., C.-F. Lin et C.-S. J. Chu. 2002, « Unit root tests in panel data : asymptotic and finite-sample properties », *Journal of econometrics*, vol. 108, n° 1, p. 1–24.
- Lin, M.-Y. 2014, « The sustainability of external debt in oecd countries : evidence from quantile autoregression », *Research in World Economy*, vol. 5, n° 2, p. 31–42.
- Liu, C.-C. 2006, « A computable general equilibrium model of the southern region of taiwan : the impact of the tainan science-based industrial park », *Applied Economics*, vol. 38, n° 14, p. 1655–1661, ISSN 0003-6846.
- Logossah, K. D. 1994, « Capital humain et croissance économique : une revue de la littérature », *Économie & prévision*, vol. 116, n° 5, p. 17–34.

- Loko, M. B., R. Nallari, M. K. D. Kalonji et M. M. Mlachila. 2003, *The impact of external indebtedness on poverty in low-income countries*, International Monetary Fund.
- Lollivier, S. et D. Verger. 1998, « Pauvreté d'existence, monétaire ou subjective sont distinctes », *Économie et statistique*, vol. 308, n° 1, p. 113–142.
- Loze, M. 1971, *Les finances de l'état*, Éditions La Porte.
- Lucas, R. E. 1972, « Expectations and the neutrality of money », *Journal of economic theory*, vol. 4, n° 2, p. 103–124, ISSN 0022-0531.
- Luo, W. 2020, « Inequality and government debt : Evidence from oecd panel data », *Economics Letters*, vol. 186, p. 108 869.
- Maebayashi, N. et K. Konishi. 2021, « Sustainability of public debt and inequality in a general equilibrium model », *Macroeconomic Dynamics*, vol. 25, n° 4, p. 874–895.
- Maier, R. 2005, « External debt and pro-poor growth », .
- Mankiw, N. G. J. A. e. r. 2000, « The savers-spenders theory of fiscal policy », vol. 90, n° 2, p. 120–125, ISSN 0002-8282.
- March, J. G. et H. A. Simon. 1993, *Organizations*, John wiley & sons.
- Marchand, L. 2021, *Les enjeux socioéconomiques de la sortie de l'extractivisme pétrolier et de la mise en œuvre du buen vivir en Équateur*, thèse de doctorat, Université de Bordeaux.
- Marchionne, F. et S. Parekh. 2014, « Growth, debt, and inequality », *Available at SSRN 2496659*.
- Marchionne, F., S. Parekh et al.. 2015, « Growth, debt, and inequality », *Economic Issues*, vol. 20, n° Part 2.
- Marniesse, S. 1999, « Note sur les différentes approches de la pauvreté », *AFD, Paris*.
- Mary, S., E. Phimister, D. Roberts et F. Santini. 2019, « A monte carlo filtering application for systematic sensitivity analysis of computable general equilibrium results », *Economic Systems Research*, vol. 31, n° 3, p. 404–422.
- Masunungure, E. V. et S. Ndoma. 2013, « The popular quest for devolution in zimbabwe », *Afrobarometer Briefing Paper*, vol. 114.
- Matandare, M. A. et J. Tito. 2018, « Public debt and economic growth nexus in zimbabwe », *Journal of Economics and Sustainable Development*, vol. 9, n° 2, p. 2222–2855.
- Mathouraparsad, S. 2011, *Sur la modélisation et la préparation de la politique économique des régions ultrapériphériques d'Europe : le cas des départements d'Outre-mer*, thèse de doctorat, Antilles-Guyane.
- Matsuyama, K. 1992, « Agricultural productivity, comparative advantage, and economic growth », *Journal of economic theory*, vol. 58, n° 2, p. 317–334.
- Mbaku, J. M. 2007, *Corruption in Africa : Causes, Consequences, and Cleanups*, Lexington Books.

- McKenzie, L. 1954, « On equilibrium in graham's model of world trade and other competitive systems », *Econometrica : Journal of the Econometric Society*, p. 147–161, ISSN 0012-9682.
- McKinnon, R. I. et H. Pill. 1996, « Credible liberalizations and international capital flows : The " overborrowing syndrome" », dans *Financial deregulation and integration in East Asia*, University of Chicago Press, p. 7–50.
- Medeiros, J. 2012, « Stochastic debt simulation using var models and a panel fiscal reaction function—results for a selected number of countries », Report, Directorate General Economic and Financial Affairs (DG ECFIN), European
- Meizlish, M. L., G. Goshua, Y. Liu, R. Fine, K. Amin, E. Chang, N. DeFilippo, C. Keating, Y. Liu, M. Mankbadi et al.. 2021, « Intermediate-dose anticoagulation, aspirin, and in-hospital mortality in covid-19 : A propensity score-matched analysis », *American journal of hematology*, vol. 96, n° 4, p. 471–479.
- Meltzer, A. H. et S. F. Richard. 1983, « Tests of a rational theory of the size of government », *Public Choice*, vol. 41, n° 3, p. 403–418, ISSN 1573-7101.
- Mendoza, E. et M. Oviedo. 2003, « Public debt, fiscal solvency and macroeconomic uncertainty in emerging markets », *Research Paper, Iowa University*.
- Meng, Y., W. Lu, E. Guo, J. Liu, B. Yang, P. Wu, S. Lin, T. Peng, Y. Fu, F. Li et al.. 2020, « Cancer history is an independent risk factor for mortality in hospitalized covid-19 patients : a propensity score-matched analysis », *Journal of hematology & oncology*, vol. 13, p. 1–11.
- Menger, C. 1871, « Grundsätze der volkswirtschaftlehre, vol. 1, vienne, w. brumüller. traduction anglaise (1976) principles of economics, new-york and london », .
- Merz, J. 1991, « Microsimulation—a survey of principles, developments and applications », *International Journal of Forecasting*, vol. 7, n° 1, p. 77–104.
- Metais-Wiersch, E. et D. Autissier. 2016, *La transformation digitale des entreprises : les bonnes pratiques*, Editions Eyrolles.
- Michaelowa, K. 2000, « Returns to education in low income countries : Evidence for africa », .
- Michel, P. et P. Pestieau. 1999, « Fiscal policy when individuals differ with regard to altruism and labor supply », *Journal of Public Economic Theory*, vol. 1, n° 2, p. 187–203.
- Michel, P. et P. Pestieau. 2005, « Fiscal policy with agents differing in altruism and ability », *Economica*, vol. 72, n° 285, p. 121–135.
- Millet, D. 2005, *L'Afrique sans dette*, CADTM.
- Minea, A. et A. Parent. 2012, « Is high public debt always harmful to economic growth ? reinhart and rogooff and some complex nonlinearities », .
- Émini, C. A. et K. D. Feunou. 2008, « Décomposition des effets des politiques Économiques sur l'Évolution de la pauvreté au cameroun : Une analyse en Équilibre général micro-simulé avec double calibration (decomposition of the effects of economic policies on the evolution of poverty in cameroon : a micro-simulated general equilibrium analysis with double calibration) », .

- Mishkin, F. S. 1996, « The channels of monetary transmission : Lessons for monetary policy », .
- Mkandawire, T. 2015, « Neoliberalism and its aftermath in africa : A polemic », *Journal of Modern African Studies*, vol. 53, n° 2, p. 169–185.
- Mouandat, S. R. 2021, « La dette optimale au gabon : une analyse en termes de composition en devises », *Journal of Academic Finance*, vol. 12, n° 1, p. 132–149.
- Moussannef, C. et al.. 2017, « Résorption de l’habitat précaire par le logement évolutif. le cas de annaba », .
- Muller, D. C. et al.. 1989, « Public choice ii », *Public Choice II*.
- Mupenda, O. M. 2021, « La croissance économique de la république démocratique du congo serait-elle liée au volume de la dette extérieure ? », .
- Musgrave, R. 1959, « Theory of public finance, new york, usa, mcgraw hill », .
- Musgrave, R. A. 1969, « Cost-benefit analysis and the theory of public finance », *Journal of Economic Literature*, vol. 7, n° 3, p. 797–806, ISSN 0022-0515.
- Musgrave, R. A. 1986, « An overall assessment : Is it worth it? », *Federal Reserve Bank of Boston, Economic Consequences of Tax Simplification, Boston, Federal Reserve Bank*, p. 259–284.
- Najjar-Debbiny, R., N. Gronich, G. Weber, J. Khoury, M. Amar, N. Stein, L. H. Goldstein et W. Saliba. 2023, « Effectiveness of molnupiravir in high-risk patients : a propensity score matched analysis », *Clinical infectious diseases*, vol. 76, n° 3, p. 453–460.
- Ndikumana, L. 2014, « Capital flight and tax havens : impact on investment and growth in africa », *Revue d’économie du developpement*, vol. 22, n° HS02, p. 99–124.
- Ndikumana, L. et J. K. Boyce. 2011, « Capital flight from sub-saharan africa : linkages with external borrowing and policy options », *International Review of Applied Economics*, vol. 25, n° 2, p. 149–170.
- Nelissen, J. H. 1994, *Income redistribution and social security*, Chapman and Hall.
- Ngerebo, T. 2014, « Domestic debt and poverty in nigeria : An empirical time series investigation », *European Journal of Accounting Auditing and Finance Research*, vol. 2, n° 5, p. 33–47.
- Ngindu, J. d. D. M., O. M. Fiston, B. W. I. Rince et N. M. Pascal. 2022, « Politiques économiques en afrique centrale et dynamique de ré-endettement 10 ans après l’initiative ppte : Le cas de la république démocratique du congo », *International Journal of Economic Studies and Management (IJESM)*, vol. 2, n° 3, p. 533–549.
- Nguena, C.-L. 2014, « External debt origin, capital flight and poverty reduction in the franc zone : Does the economic consequences of sino-african relationship matter? », cahier de recherche, AGDI Working Paper.
- Niskanen, W. A. 1971, *Bureaucracy and representative government*, Transaction Publishers.

- Njangang, N. H. 2018, « Impact of corruption on public debt : Evidence from sub-saharan african countries », *American Journal of Economics*, vol. 8, n° 1, p. 14–17.
- Nordhaus, W. D. 1975, « The political business cycle », *The review of economic studies*, vol. 42, n° 2, p. 169–190, ISSN 0034-6527.
- Northouse, P. G. 2021, *Leadership : Theory and practice*, Sage publications.
- Nounamo, Y. 2020, « La gestion des réserves de change en afrique centrale depuis 1990 : faits stylisés et évolution », *Revue des Etudes Multidisciplinaires en Sciences Economiques et Sociales*, vol. 5, n° 3.
- Nubukpo, K. 2007, « Dépenses publiques et croissance des pays de l’union économique et monétaire ouest-africaine (uemoa) », *Afrique contemporaine*, vol. 222, n° 2, p. 223–250.
- Nuhu, H., J. Kim et E. Heo. 2014, « Empirical analysis of competing factors influencing exploration investment in international oil and gas industry : evidence from opec countries », *Geosystem Engineering*, vol. 17, n° 1, p. 22–33.
- Obiero, W. L. et S. G. Topuz. 2022, « Do public and internal debt cause income inequality ? evidence from kenya », *Journal of Economics, Finance and Administrative Science*, vol. 27, n° 53, p. 124–138.
- Oliveira-Martins, J. et D. Plihon. 1990, « L’impact des transferts internationaux d’épargne sur les déséquilibres extérieurs », *Economie et statistique*, vol. 232, n° 1, p. 33–48.
- Olson, D. M. 1993, « Political parties and party systems in regime transformation : inner transition in the new democracies of central europe », *American Review of Politics*, vol. 14, p. 619–658.
- Omotoye, R. O., H. P. Sharma, C. Ngassam et M. Eseonu. 2006, « Sub-saharan africa’s debt crisis : analysis and forecast based on nigeria », *Managerial Finance*, vol. 32, n° 7, p. 606–620.
- ONU. 2014, *Rapport annuel 2014 de l’ONU*, Nations unies, ISBN 978-92-3-200197-9.
- Orcutt, G. H. 1957, « A new type of socio-economic system », *The review of economics and statistics*, p. 116–123.
- Oren, R. C. 2014, « Connecting with families of poverty handbook », .
- Osborne, M. J. et A. Slivinski. 1996, « A model of political competition with citizen-candidates », *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 111, n° 1, p. 65–96.
- Osei, B. 2000, « Payment under structural adjustment », *External Debt and Capital Flight in Sub-Saharan Africa*, p. 57, ISSN 1557757917.
- Osman, Y. 2020, « I. les grandes tendances macroéconomiques de l’afrique et de ses régions », *L’économie africaine 2020*, p. 15.
- Ostry, J., A. Berg et C. G. Tsangarides. 2014, « Redistribution, inequality, and growth », *Revista de Economía Institucional*, vol. 16, n° 30, p. 53–81.

- Öztürk, M. et B. I. Çetin. 2009, « Dünyada ve türkiye’de yoksulluk ve kadınlar. », *Journal of Yasar University*, vol. 4, n° 16.
- Page, J. et A. G. Initiative. 2013, « For africa’s youth, jobs are job one », *Foresight Africa : Top Priorities for the Continent in 2013*, p. 1–3.
- Pan, H. et C. Wang. 2013, « Co-movement of government debt and economic growth in the euro-area : A bayesian dynamic factor model analysis », *International Economic Journal*, vol. 27, n° 4, p. 625–643.
- Panizza, U. et A. F. Presbitero. 2012, « Is high public debt harmful for economic growth », *VoxEU.org*, vol. 22.
- Panizza, U. et A. F. Presbitero. 2013, « Public debt and economic growth in advanced economies : A survey », *Swiss Journal of Economics and Statistics*, vol. 149, n° 2, p. 175–204, ISSN 2235-6282.
- Partridge, M. D. et D. S. Rickman. 1998, « Regional computable general equilibrium modeling : a survey and critical appraisal », *International Regional Science Review*, vol. 21, n° 3, p. 205–248, ISSN 0160-0176.
- Patillo, C., P. Helene et R. Luka. 2002, « External debt and growth. imf », Report, IMF Working Paper 02/69. Washington : International Monetary Fund. Retrieved
- Pattillo, C., L. A. Ricci et al.. 2011, « External debt and growth », *Review of economics and institutions*, vol. 2, n° 3, p. 30.
- Pattillo, C. A., H. Poirson et L. A. Ricci. 2004, « What are the channels through which external debt affects growth ? », .
- Peacock, A. T., J. Wiseman et J. Veverka. 1967, *The growth of public expenditure in the United Kingdom*, vol. 1, Allen and Unwin, ISBN 0043360114.
- Perkins, J. 2004, *Confessions of an Economic Hit Man*, Berrett-Koehler Publishers.
- Perotti, R. 1996, « Growth, income distribution, and democracy : What the data say », *Journal of Economic growth*, p. 149–187.
- Pesaran, M. H. 2004, « General diagnostic tests for cross section dependence in panels », *Avai-lable at SSRN 572504*.
- Pesaran, M. H. 2007, « A simple panel unit root test in the presence of cross-section dependence », *Journal of applied econometrics*, vol. 22, n° 2, p. 265–312.
- Pescatori, M. A., M. D. Sandri et J. Simon. 2014, *Debt and growth : is there a magic threshold ?*, International Monetary Fund, ISBN 1484306449.
- Pettifor, A. 2000, *The Coming First World Debt Crisis*, Palgrave Macmillan.
- Pigou, A. C. 1946, « Income : an introduction to economics », .
- Piketty, T. 2014, *Capital in the twenty-first century*, Harvard University Press.
- Piketty, T. et E. Saez. 2014, « Inequality in the long run », *Science*, vol. 344, n° 6186, p. 838–843.

- Poutvaara, P. et T. Takalo. 2007, « Candidate quality », *International tax and public finance*, vol. 14, p. 7–27.
- Prebisch, R. 1950, « The economic development of latin america and its principal problems », *Economic Bulletin for Latin America.*, vol. 7, p. 1–22.
- Prebisch, R. 1960, « Towards a new trade policy for development », *United Nations Conference on Trade and Development*, p. 91–106.
- Prechel, H. 1985, « The effects of exports, public debt, and development on income inequality », *The Sociological Quarterly*, vol. 26, n° 2, p. 213–234.
- Presbitero, A. F. 2008, « The debt-growth nexus in poor countries : A reassessment », *Economics*, vol. 2, n° 1, ISSN 1864-6042.
- Przeworski, A., M. E. Alvarez, J. A. Cheibub, F. Limongi et al.. 2000, *Democracy and development : Political institutions and well-being in the world, 1950-1990*, 3, Cambridge University Press.
- Raffinot, M. 1991, *Dette extérieure et ajustement structurel*, Editions classiques d'expression française, ISBN 2850696579.
- Raffinot, M. 1998, « Soutenabilité de la dette extérieure. de la théorie aux modèles d'évaluation pour les pays à faible revenu », .
- Ram, R. 1987, « Wagner's hypothesis in time-series and cross-section perspectives : Evidence from" real" data for 115 countries », *The review of Economics and Statistics*, p. 194–204, ISSN 0034-6535.
- Rangarajan, C. et D. Srivastava. 2004, « Fiscal transfers in australia : Review and relevance to india », *Economic and Political weekly*, p. 3709–3722, ISSN 0012-9976.
- Ravallion, M. 1994, « Measuring social welfare with and without poverty lines », *The American economic review*, vol. 84, n° 2, p. 359–364.
- Ravallion, M. 2003, « The debate on globalization, poverty and inequality : why measurement matters », *International affairs*, vol. 79, n° 4, p. 739–753.
- Ravallion, M. 2011, « On multidimensional indices of poverty », *The Journal of Economic Inequality*, vol. 9, p. 235–248.
- Ravallion, M. 2013, « How long will it take to lift one billion people out of poverty ? », *The World Bank Research Observer*, vol. 28, n° 2, p. 139–158.
- Reinert, K. A. 2007, « Ethiopia in the world economy : Trade, private capital flows, and migration », *Africa Today*, p. 65–89.
- Reinhart, C. M. 2000, « The debt-service burden and its impact on sound debt management », *IMF working paper*, , n° 00/144.
- Reinhart, C. M., V. R. Reinhart et K. S. Rogoff. 2012, « Public debt overhangs : advanced-economy episodes since 1800 », *Journal of Economic Perspectives*, vol. 26, n° 3, p. 69–86.

- Reinhart, C. M. et K. S. Rogoff. 2008, « This time is different : A panoramic view of eight centuries of financial crises », Report, National Bureau of Economic Research.
- Reinhart, C. M. et K. S. Rogoff. 2009, « The aftermath of financial crises », *American Economic Review*, vol. 99, n° 2, p. 466–472.
- Reinhart, C. M. et K. S. Rogoff. 2010, « Growth in a time of debt », *American economic review*, vol. 100, n° 2, p. 573–78, ISSN 0002-8282.
- Reinhart, C. M. et K. S. Rogoff. 2011, « From financial crash to debt crisis », *American economic review*, vol. 101, n° 5, p. 1676–1706.
- Remes, J. et N. Erfani-Ghadimi. 2011, *Understanding the Economic Impact of Corruption in Africa*, World Bank Publications.
- Ricardo, D. 1817, *On the Principles of Political Economy and Taxation* : London.
- Rodrik, D. 2016, « Premature deindustrialization », *Journal of economic growth*, vol. 21, p. 1–33.
- Rogoff, K. 1985, « The empirical foundations of the new trade theory », *American Economic Review*, p. 358–372.
- Rogoff, K. 1992, « Can international monetary policy cooperation be counterproductive ? », dans *International economic policies and their theoretical foundations*, Elsevier, p. 874–892.
- Romer, P. M. 1986, « Increasing returns and long run growth ; the journal of political economy ; vol. 94 », *N*, vol. 5, p. 102–1037.
- Romer, P. M. 1990, « Endogenous technological change », *Journal of political Economy*, vol. 98, n° 5, Part 2, p. S71–S102.
- Roubini, N. et B. Setser. 2004, « The us as a debtor : the sustainability of the us external imbalances », *ZEI Working Paper*, , n° B 02-2004.
- Rowntree, B. S. et al.. 1941, « Poverty and progress. a second social survey of york. », *Poverty and progress. A second social survey of York*.
- Ruhangamuzi, L. M. 2018, « Impact de la dette publique sur l’investissement : Cas de la communauté économique des pays des grands lacs », .
- Sachs, J. 1989, *New approaches to the Latin American debt crisis*, vol. 174, International Finance Section, Department of Economics, Princeton University.
- Sachs, J. 2005, « The end of poverty : Economic possibilities for our time », .
- Sachs, J. D. et J. Williamson. 1985, « The determinants of fiscal and monetary policy in brazil, 1964–1982 », *The American Economic Review*, p. 143–148.
- Saidane, A. 2021, *Impact des transferts de fonds des migrants sur la croissance économique et la réduction de la pauvreté dans les pays d’origine*, thèse de doctorat, Université de Perpignan.
- Salti, N. 2015, « Income inequality and the composition of public debt », *Journal of Economic Studies*.

- Samizafy, M. 2013, *Gestion de la dette publique et analyse des notions d'optimalité de soutenabilité et des risques financiers : cas des pays de la Commission de l'Océan Indien*, Thesis.
- Sampognaro, R., X. Timbeau et al.. 2018, « La france (presque)«championne du monde» de la dépense sociale et de la baisse de la pauvreté », cahier de recherche, HAL.
- Sané, I. 2022, « Essais sur la problématique de l'aide publique au développement (apd) en afrique de l'ouest », .
- Sargent, T. J. et N. Wallace. 1981, « Some unpleasant monetarist arithmetic », *Federal reserve bank of minneapolis quarterly review*, vol. 5, n° 3, p. 1–17.
- Saungweme, T. et S. Mufandaedza. 2013, « An empirical analysis of the effects of external debt on poverty in zimbabwe : 1980–2011 », *International Journal of Economics and Research*, vol. 4, n° 6, p. 20–27.
- Saungweme, T. et N. M. Odhiambo. 2018, « The impact of public debt on economic growth : A review of contemporary literature », *The Review of Black Political Economy*, vol. 45, n° 4, p. 339–357.
- Sayed, A. et al.. 2020, « Income inequality and public debt : what can be learned from the lebanese indebtedness ? », *Business and Economic Research*, vol. 10, n° 4, p. 83.
- Scarf, H. E. et T. Hansen. 1973, *The computation of economic equilibria*, 24, Yale University Press.
- Scartascini, C., C. Cruz et P. Keefer. 2021, « The database of political institutions 2020 (dpi2020) », *Washington, Banco Interamericano de Desarrollo*.
- Schofield, D., J. Polette et A. Harding. 1996, *A comparison of data merging methodologies for extending a microsimulation model*, NATSEM, Faculty of Management, University of Canberra.
- Schultz, T. 1964, « De la agricultura », .
- Schultz, T. W. 1961, « Investment in human capital », *The American economic review*, vol. 51, n° 1, p. 1–17.
- Schwartz, A. 1997, « Des temps anciens à la dévaluation du franc cfa, les tribulations de la culture du coton au burkina faso », dans *Annales de géographie*, JSTOR, p. 288–312.
- Sen, A. 1976, « Poverty : an ordinal approach to measurement », *Econometrica : Journal of the Econometric Society*, p. 219–231.
- Sen, A. 1983, « Poor, relatively speaking », *Oxford economic papers*, vol. 35, n° 2, p. 153–169.
- Sen, A. K. 2000, « What is development about », *Frontiers of Development Economics : The future in perspective*, vol. 1, p. 506–513.
- Şenses, F. 2006, « Küreselleşmenin öteki yüzü : Yoksulluk », .
- Sezgenç, Ş. 2019, *Kamu borçları ve gelir dağılımı ilişkisi*, mémoire de maîtrise, Karamanoğlu Mehmetbey Üniversitesi.

- Sharpe, T. P. 2013, « Institutional arrangements and public debt threshold limits », *International Review of Applied Economics*, vol. 27, n° 6, p. 707–728, ISSN 0269-2171.
- Sheikh, M. R. et T. Alam. 2013, « Does external indebtedness enhance the incidence of poverty in pakistan ? an empirical evidence », *International Research Journal of Finance and Economics*, vol. 106, p. 17–23.
- Shon, J.-L. P. K. 2015, *Pourquoi l'indicateur de pauvreté en conditions de vie baisse malgré la crise économique ouverte en 2008 ?*, Insee.
- Shoven, J. B. et J. Whalley. 1984, « Applied general-equilibrium models of taxation and international trade : an introduction and survey », *Journal of Economic literature*, vol. 22, n° 3, p. 1007–1051.
- Sieminski, A. 2010, « The costs of corruption for economic development and stability », *Journal of International Commerce and Economics*, vol. 2, n° 1, p. 101–116.
- Singh, B. P. et K. C. Pradhan. 2022, « Institutional quality and economic performance in south asia », *Journal of Public Affairs*, vol. 22, n° 1, p. e2401.
- Smith, A. 1779, « Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations, t. iii », *La Haye*.
- Smits, R. J. 2016, « Book review : A debt restructuring mechanism for sovereigns. do we need a legal procedure ?, edited by christoph g. paulus.(baden-baden/munich/oxford : Nomos/ch beck/hart publishing, 2014) », *Common Market Law Review*, vol. 53, n° 1.
- Solow, R. M. 1956, « A contribution to the theory of economic growth », *The quarterly journal of economics*, vol. 70, n° 1, p. 65–94.
- Soumaho, G.-M. G. 2018, *Effets des transferts de fonds des migrants sur la croissance économique des pays de l'UEMOA*, GRIN Verlag.
- Spadaro, A. 2007, *Microsimulation as a tool for the evaluation of public policies : methods and applications*, Fundacion BBVA.
- Sternberg, R. J. 1985, « International loans and developing countries : Taking stock and looking ahead », *International Organization*, vol. 39, n° 1, p. 147–161.
- Stiglitz, J. 2012a, « The price of inequality, allen lane », .
- Stiglitz, J. E. 2002a, « The great disillusion », *The Globalist*.
- Stiglitz, J. E. 2002b, « Information and the change in the paradigm in economics », *American economic review*, vol. 92, n° 3, p. 460–501.
- Stiglitz, J. E. 2010, « Notes on theoretical frameworks and policy analyses », *Overcoming Developing Country Debt Crises*, p. 35.
- Stiglitz, J. E. 2012b, « Macroeconomic fluctuations, inequality, and human development », *Journal of Human Development and Capabilities*, vol. 13, n° 1, p. 31–58.
- Stiglitz, J. E. 2017, *Globalization and its discontents revisited : Anti-globalization in the era of Trump*, WW Norton & Company.

- Stiglitz, J. E. 2022, « More instruments and broader goals : moving toward the post-washington consensus », *Brazilian Journal of Political Economy*, vol. 19, p. 101–128.
- Stockhammer, E. 2015, « Rising inequality as a cause of the present crisis », *Cambridge Journal of Economics*, vol. 39, n° 3, p. 935–958.
- Suwa-Eisenmann, A. 1991, « Les modèles d'équilibre général calculable », *Économie et prévision*, vol. 97, n° 1, p. 69–76.
- Tanimoune, N. A., J.-L. Combes et P. Plane. 2005, « 'les effets non linéaires de la politique budgétaire : le cas de l'union économique et monétaire ouest africaine' », *communication aux journées de l'Association française de science économique, Clermont-Ferrand*, p. 19–20.
- Taş, H. Y. et S. Özcan. 2012, « Türkiye’de ve dünya’da yoksulluk üzerine bir araştırma », dans *International Conference on Eurasian Economies*, vol. 423, p. 430.
- Tawil, S., S. Cerbelle, A. Alama et al.. 2010, *Education au Maroc : analyse du secteur*, UNESCO Rabat.
- Tetlock, P. E., R. S. Peterson, C. McGuire, S.-j. Chang et P. Feld. 1992, « Assessing political group dynamics : a test of the groupthink model. », *Journal of personality and social psychology*, vol. 63, n° 3, p. 403.
- Thaddeus, K. J., C. A. Ngong, N. M. Nebong, A. D. Akume, J. U. Eleazar et J. U. J. Onwumere. 2021, « Selected macroeconomic determinants and economic growth in cameroon (1970–2018)“dead or alive” an ardl approach », *Journal of Business and Socio-Economic Development*, , n° ahead-of-print.
- Theys, J. 2020, « Le développement durable face à sa crise : un concept menacé, sous-exploité ou dépassé ? », *Développement durable et territoires. Économie, géographie, politique, droit, sociologie*, vol. 11, n° 2.
- Thorbecke, E. 1991, « Adjustment, growth and income distribution in indonesia », *World Development*, vol. 19, n° 11, p. 1595–1614, ISSN 0305-750X.
- Tibi, T. G. 2016, « National debt and income inequality », .
- Timmer, C. P. 1995, « Getting agriculture moving : do markets provide the right signals ? », *Food policy*, vol. 20, n° 5, p. 455–472.
- Timmer, C. P. 2002, « Agriculture and economic development », *Handbook of agricultural economics*, vol. 2, p. 1487–1546.
- Togbenu, F.-K. E. 2018, « Causalité entre dépenses publiques et croissance économique au togo », .
- Townsend, R. M. et J. Yaron. 2002, « An asian development bank : Credit risk contingency and the subsidy dependence index », *Savings and Development*, p. 227–258.
- Townshend, C. 1979, « The irish republican army and the development of guerrilla warfare, 1916-1921 », *The English Historical Review*, vol. 94, n° 371, p. 318–345.

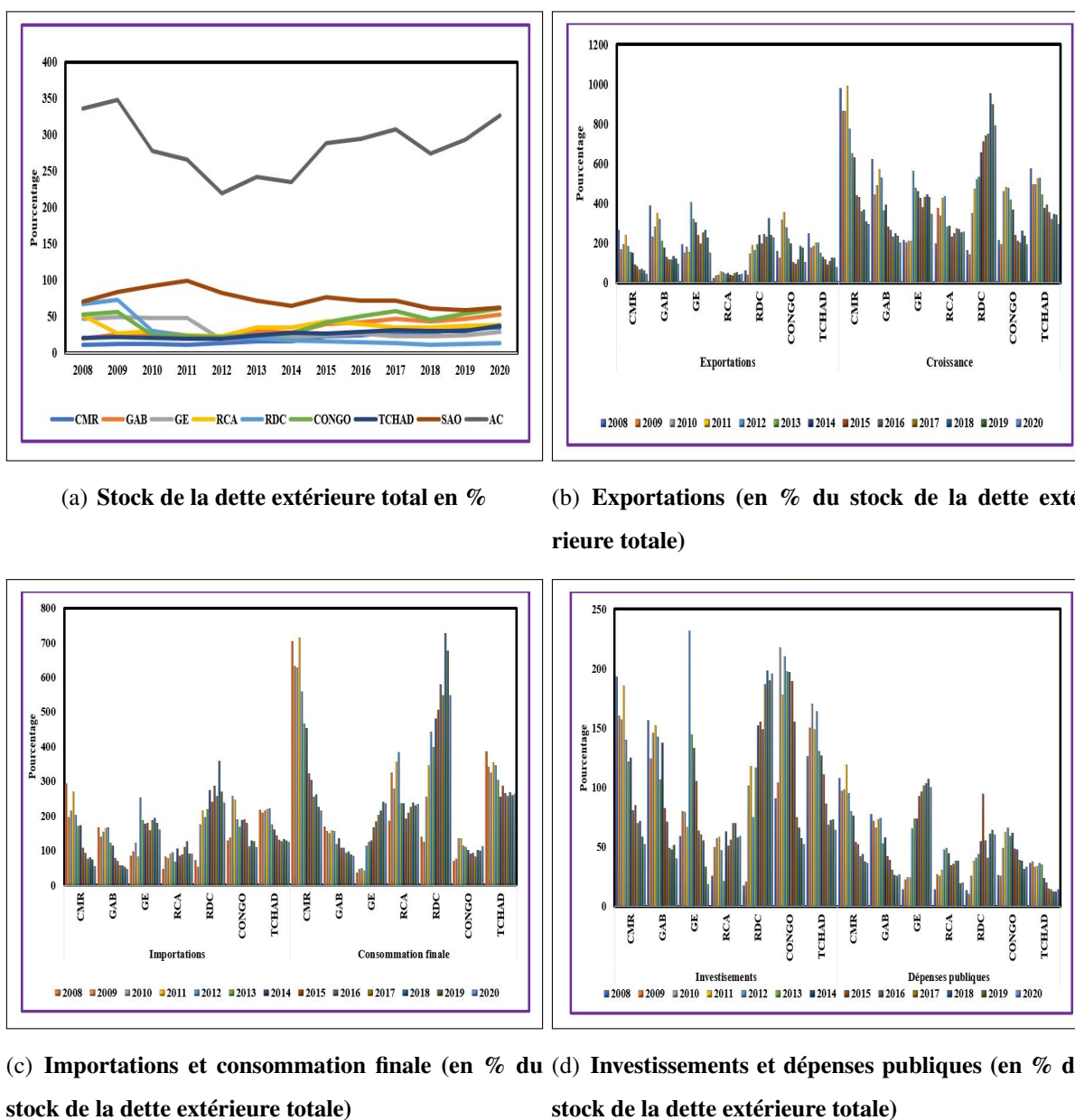
- Transparency International, . 2021, *What is Corruption [Online]*, <https://www.transparency.org/en/what-is-corruption> [2021, January 10].
- Treisman, D. 2015, « Income, democracy, and leader turnover », *American Journal of Political Science*, vol. 59, n° 4, p. 927–942.
- Trottier, J. 1996, « Etude de la détermination des dépenses publiques au Canada », .
- Tschumi Canosa, X. et G. Perroulaz. 2001, « 3. aide publique au développement », *Annuaire suisse de politique de développement*, , n° 20, p. 395–402.
- Tung, L. T. 2020, « Can public debt harm social development? evidence from the Asian-Pacific region », *Journal of International Studies*, vol. 13, n° 2.
- Ugwuegbé, S. U., I. Okafor, C. A. Akarogbe et al.. 2016, « Effect of external borrowing and foreign aid on economic growth in Nigeria », *International Journal of Academic Research in Business and Social Sciences*, vol. 6, n° 4, p. 155–175.
- Varthalitis, P. et S. Sakkas. 2019, « Public debt consolidation and its distributional effects. esri wp629, July 2019 », .
- Vicente Cateia, J., L. Savard et C. Ataídes de Freitas. 2022, « Economic impacts of infrastructure investment with different funding mechanisms : evidence from Guinea-Bissau », *Cogent Economics & Finance*, vol. 10, n° 1, p. 2101–226.
- Vivien, R. 2010, « L'annulation de la dette du tiers monde », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, , n° 2046–2047, p. 5–75.
- Wabenga Yango, J. 2009, « Exploitation minière, dette et pauvreté en RD Congo », .
- Wagner, A. 1958, « Three extracts on public finance », *Classics in the theory of public finance*, p. 1–15.
- Walras, L. 1874, « Éléments d'économie pure ou théorie de la richesse sociale », *Lausanne : Corbaz et al.*
- Wang, E. T. et J. H. Chen. 2006, « The influence of governance equilibrium on ERP project success », *Decision Support Systems*, vol. 41, n° 4, p. 708–727.
- WDI. 2011, *Rapport annuel 2011 de la Banque mondiale*, The World Bank, ISBN 14648130.
- WDI. 2015, *Rapport annuel 2015 de la Banque mondiale*, The World Bank, ISBN 146481306.
- WDI. 2018a, *Rapport annuel 2018 de la Banque mondiale*, The World Bank, ISBN 146481306X.
- WDI. 2018b, « Rapport annuel 2018 de la Banque mondiale », .
- WDI. 2018c, *World development report 2019 : The changing nature of work*, The World Bank.
- WDI. 2020, « Rapport annuel 2020 de la Banque mondiale », .
- Wijeweera, A., B. Dollery et P. Pathberiya. 2005, « Economic growth and external debt servicing : a cointegration analysis of Sri Lanka, 1952 to 2002 », *University of New England working paper series in economics*, vol. 8.

- Wijeweera, A., B. E. Dollery et P. Pathberiya. 2007, « Economic growth and external debt servicing : a cointegration analysis for the case of sri lanka », *Indian Journal of Economics and Business*, ISSN 0972-5784.
- Wilde, J. K. H. et al.. 1978, « Tick-borne diseases and their vectors. proceedings of an international conference held in edinburgh from the 27th september to the 1st october 1976 organized by the centre for tropical veterinary medicine. », dans *Tick-borne diseases and their vectors. Proceedings of an International Conference held in Edinburgh from the 27th September to the 1st October 1976 organized by the Centre for Tropical Veterinary Medicine.*, University of Edinburgh, Centre for Tropical Veterinary Medicine, Easter
- Willenbockel, D. 2004, « Specification choice and robustness in cge trade policy analysis with imperfect competition », *Economic Modelling*, vol. 21, n° 6, p. 1065–1099, ISSN 0264-9993.
- Williamson, O. 2003, « Théorie des couts de transaction. michel ghrertman », *Revue française de gestion*, , n° 142, p. 43–63.
- Woodward, J. 1965, « Industrial organization : Theory and practice », (*No Title*).
- Wooldridge, J. M. 2003, « Cluster-sample methods in applied econometrics », *American Economic Review*, vol. 93, n° 2, p. 133–138.
- Wooldridge, J. M. 2010, *Econometric analysis of cross section and panel data*, MIT press.
- World Health Organization, . 2020, *Document d'orientation de l'OMS pour les pays préparant des demandes de financement pour la lutte antipaludique auprès du Fonds mondial (2020-2022)*, World Health Organization.
- Yapo, L. 2001, « Determinants of external indebtedness in cote d'ivoire », dans *WIDER Development Seminar on Debt Relief, Helsinki*, vol. 17.
- Yildirim, Ö. A. M. 2011, « Dünyada ve türkiye'de yoksulluğun analizi », *Niğde Üniversitesi İktisadi ve İdari Bilimler Fakültesi Dergisi*, vol. 4, n° 2, p. 60–76.
- Zanna, L.-F., E. F. Buffie, R. Portillo, A. Berg et C. Pattillo. 2019, « Borrowing for growth : big pushes and debt sustainability in low-income countries », *The World Bank Economic Review*, vol. 33, n° 3, p. 661–689.
- Zhang, Y., Z. Yu et J. Zhang. 2021, « Analysis of carbon emission performance and regional differences in chinas eight economic regions : Based on the superefficiency sbm model and the theil index », *PloS One*, vol. 16, n° 5, p. e0250 994.
- Zucman, G. 2019, « Global wealth inequality », *Annual Review of Economics*, vol. 11, p. 109–138.

Annexe A

Annexes de la première partie

Figure A.1 – Quelques évolutions



Source : Construis par l'auteur à partir des données de la [WDI \(2020\)](#)

Tableau A.1 – Tendance du PIB réel par région en Afrique (en %)

	2008-2010	2011-2013	2014-2016	2017	2018	2019	2020
Afrique de l'ouest	7,1	5,2	3,5	2,8	3,3	3,9	3,5
Afrique de l'est	6,1	5,1	5,9	5,9	5,7	6	6,1
Afrique du nord	4,1	4,2	2,9	4,9	4,2	4,3	4,2
Afrique centrale	4,3	5	3	1,1	2,2	3,6	3,5
Afrique australe	3	3,9	1,8	1,5	1,2	2,2	2,9
Afrique	4,92	4,68	3,42	3,24	3,32	4	4,04
Dettes Afrique centrale	-1,05	1,73	0,41	0,73	0,22	0,39	0,46

Source : Auteur à partir des données, estimées et prévisionnelles de la BAD

Tableau A.2 – Tendance du PIB en Afrique centrale en %

	2008-2010	2011-2013	2014-2016	2017	2018	2019	2020
CMR	2,7	4,9	5,1	3,5	3,8	4,5	4,9
RCA	2	-9,6	3,5	4,2	4,4	5,2	5
TCHAD	6,5	4,9	0,8	-4,6	3	4,4	5,8
RDC	5,4	7,6	6,4	3,7	4	4,5	4,8
CONGO	7	2,7	2,4	-4	2	4,2	-0,9
GE	4	2,8	-6	-3	-7,8	-3,3	-3,4
GAB	6,3	5,5	2,1	0,5	2	3,9	-1,8
Afrique centrale	4,7	5	2,9	1	2,2	3,9	3,9

Source : Auteur à partir des données, estimées et prévisionnelles de la BAD

Tableau A.3 – Solde budgétaire en Afrique centrale (en % du PIB)

	2008-2010	2011-2013	2014-2016	2017	2018	2019	2020
CMR	0,5	-2	-3,75	-5	-3,2	-3,1	-1,75
RCA	-1,25	-3	1,75	-1,8	1	0,75	0,15
TCHAD	-3	0,5	-3,75	-1,75	0,2	0,25	0,75
RDC	-0,45	1,25	0,09	0,15	-1,1	0	0,5
CONGO	17	6,5	22,5	-13	-5	-6,5	-4
GE	4,2	-3,9	-2,7	-2,7	-1	-0,7	0,3
GAB	6,75	1,8	0,15	-3,75	-0,25	0,75	1,8
Afrique centrale	3	-0,15	-3,75	-3	-1,5	-1,2	-0,5

Source : Auteur à partir des données, estimées et prévisionnelles de la BAD

Tableau A.4 – Inflation en Afrique centrale (en %)

	2008-2010	2011-2013	2014-2016	2017	2018	2019	2020
CMR	3,5	3	2,1	0,6	1,1	1,1	2
RCA	5	5	7	4,1	3,9	3,3	3,2
TCHAD	5,8	4,3	2,4	-0,9	2,1	2,3	2,3
RDC	29	5	2	41,5	27,7	14,9	10,5
CONGO	4	4	3,7	0,5	1,5	1,6	2
GE	5,5	3,9	2,4	0,7	0,6	1,4	1,9
GAB	1,1	3	1,8	3	2,8	2,3	2,5
Afrique centrale	8,8	4,2	3	9,3	7,3	4,7	4,1

Source : Auteur à partir des données, estimées et prévisionnelles de la BAD

Tableau A.5 – Soldes du compte courant en Afrique centrale (en %)

	2008-2010	2011-2013	2014-2016	2017	2018	2019	2020
CMR	-2	-3	-4	-2,7	-3,2	-3,1	-3,1
RCA	-9,8	-5	-8	-9,4	-8,3	-7,3	-7
TCHAD	-4,7	-7,5	-9,9	-6,6	-4,3	-4,3	-4,5
RDC	-7	-4,8	-4,4	-3,6	-1,1	1,9	2,4
CONGO	-2,8	5	-41	-13,2	4	5,1	0,8
GE	-9,6	-3,2	-6,7	-1,3	-2,7	-2,9	-3,9
GAB	12,8	15,1	-3	-4,9	-1,5	-0,4	-0,8
Afrique centrale	-1,8	-0,8	-7,5	-4,3	-2	-1	-1,3

Source : Auteur à partir des données, estimées et prévisionnelles de la BAD

Tableau A.6 – Dette extérieure en Afrique centrale (en %)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018
CMR	5,4	7,5	8	8,5	9,5	12	15	20	19,5	22	24
RCA	25,5	10	9	8,5	10	17	37,5	35	30	28	24
TCHAD	18	29	25,5	22	20	22	30	25	27	30	28,5
RDC	69	75	29	22,5	20	21	18	22	24	21	19
CONGO	62	59,5	20	21	30	35	38	81	89	87	67
GE	0,5	5	8	8,5	9	7,5	5	11	9	7	10
GAB	17	21	18	16	17	24	27	35	37,5	41	38,5
Afrique centrale	25,5	30	17	15	15	19	18,5	26	26	28	29,5

Source : Auteur à partir des données, estimées et prévisionnelles de la BAD

Tableau A.7 – Taux de change (en %)

Moyenne	Francs CFA pour un dollar des Etats-Unis		Francs congolais pour un dollar des Etats-Unis	
	Taux de change nominal	Taux de change de la parité du pouvoir d'achat	Taux de change nominal	Taux de change de la parité du pouvoir d'achat
2014-2016	6,8	-0,4	3	4
2016-2017	-2	-0,6	28	31
2017-2018	-9	-1,8	10,2	15,2

Source : Auteur à partir des données, estimées et prévisionnelles de la BAD

Tableau A.8 – Résultat des tests de stationnarités des variables

Variables	Test de LLC	Test d'IPS	Ordre d'intégration	Décision sur la stationnarité
	P-value	P-value		
LnPIB	0 ,0999	0 ,2475	I(1)	Non
Dette	0 ,0408	0 ,0900	I(0)	Oui
Detteâge	0 ,0371	0 ,0568	I(1)	Non
DetteNE	0 ,0608	0 ,0199	I(0)	Oui
DetteEHA	0 ,0119	0 ,0522	I(1)	Non
DetteEEA	0 ,0285	0 ,0063	I(0)	Oui
Education	0 ,0001	0 ,0000	I(0)	Oui
TFM	0 ,0000	0 ,0000	I(0)	Oui
VAI	0 ,0123	0 ,0535	I(0)	Oui
LnICH	0 ,0000	0 ,0000	I(0)	Oui

Source : Auteur

Figure A.2 – Test de dépendance transversale et de cointégration

Average correlation coefficients & Pesaran (2004) CD test

Variables series tested: PIB Dette

Group variable: id

Number of groups: 7

Average # of observations: 52.50

Panel is: unbalanced

Variable	CD-test	p-value	corr	abs(corr)
PIB	18.18	0.000	0.591	0.591
Dette	23.34	0.000	0.759	0.759

Notes: Under the null hypothesis of cross-section independence $CD \sim N(0,1)$

(a) Test de dépendance transversale 1

Average correlation coefficients & Pesaran (2004) CD test

Variables series tested: Education TFM VAI ICH DCFP

Group variable: id

Number of groups: 6

Average # of observations: 54.00

Panel is: balanced

Variable	CD-test	p-value	corr	abs(corr)
Education	4.49	0.000	0.173	0.445
TFM	1.18	0.237	0.046	0.266
VAI	1.46	0.145	0.056	0.187
ICH	2.43	0.015	0.093	0.514
DCFP	4.22	0.000	0.162	0.208

Notes: Under the null hypothesis of cross-section independence $CD \sim N(0,1)$

(b) Test de dépendance transversale 2

Westerlund test for cointegration

H0: No cointegration

Ha: Some panels are cointegrated

Number of panels = 6

Number of periods = 45

Cointegrating vector: Panel specific

Panel means: Included

Time trend: Included

AR parameter: Panel specific

	Statistic	p-value
Variance ratio	3.3922	0.0003

(c) Test de cointégration

Number of obs = 225

F(9, 215) = 42.62

Prob > F = 0.0000

Centered R2 = 0.6713

Uncentered R2 = 0.9998

Root MSE = .1875

PIB	Coefficient	Std. err.	z	P> z	[95% conf. interval]
Dette	-.0167867	.0034902	-4.81	0.000	-.0236274
DetteE	.0001177	.0000189	6.23	0.000	.0000807
DetteNE	.0016213	.0004352	3.73	0.000	.0007684
DetteEHA	-.0006603	.0003513	-1.88	0.060	-.0013489
Education	.0037944	.0013923	2.73	0.006	.0010656
TFM	.1329093	.0176009	7.55	0.000	.0984121
VAI	-.012019	.001442	-8.34	0.000	-.0148453
ICH	2.142598	.186613	11.48	0.000	1.776843
DCFP	-.0312604	.0035954	-8.69	0.000	-.0383072
_cons	15.46663	.2534414	61.03	0.000	14.96989

Underidentification test (Anderson canon. corr. LM statistic): 45.380

Chi-sq(2) P-val = 0.0000

Weak identification test (Cragg-Donald Wald F statistic): 27.033

Stock-Yogo weak ID test critical values: 10% maximal IV size 19.93

15% maximal IV size 11.59

20% maximal IV size 8.75

25% maximal IV size 7.25

Source: Stock-Yogo (2005). Reproduced by permission.

Sargan statistic (overidentification test of all instruments): 0.041

Chi-sq(1) P-val = 0.8400

Instrumented: Dette

Included instruments: DetteE DetteNE DetteEHA Education TFM VAI ICH DCFP

Excluded instruments: SDET IPC

(d) Test d'endogénéité 1

Number of obs = 225

F(13, 211) = 29.62

Prob > F = 0.0000

Centered R2 = 0.6547

Uncentered R2 = 0.9998

Root MSE = .1922

PIB	Coefficient	Std. err.	z	P> z	[95% conf. interval]	
Dette	-.0242299	.0037449	-6.47	0.000	-.0315699	-.01680
DetteE	.0001566	.0000223	7.01	0.000	.0001128	.0002004
DetteNE	.002315	.0004381	5.28	0.000	.0014564	.0031736
DetteEHA	.0009643	.0003153	3.06	0.002	.0003463	.0015824
Education	.0031054	.0015265	2.03	0.042	.0001135	.0060972
TFM	.1064609	.0198794	5.36	0.000	.067498	.1454238
VAI	-.009455	.0022419	-4.22	0.000	-.0138489	-.005061
ICH	2.244093	.2702093	8.31	0.000	1.714492	2.773693
DCFP	-.0305757	.0039017	-7.84	0.000	-.0382228	-.0229285
FBCF	.0034443	.001545	2.23	0.026	.0004161	.0064725
Commerce	-.0023626	.0010455	-2.26	0.024	-.0044116	.0000335
Internet	-.0037276	.00181	-2.06	0.039	-.0072751	.0001801
Population	.0047603	.0368131	2.30	0.021	.0126081	.1569126
_cons	15.40669	.3789453	40.66	0.000	14.66397	16.14941

Underidentification test (Anderson canon. corr. LM statistic): 45.715

Chi-sq(2) P-val = 0.0000

Weak identification test (Cragg-Donald Wald F statistic): 26.773

Stock-Yogo weak ID test critical values: 10% maximal IV size 19.93

15% maximal IV size 11.59

20% maximal IV size 8.75

25% maximal IV size 7.25

Source: Stock-Yogo (2005). Reproduced by permission.

Sargan statistic (overidentification test of all instruments): 0.308

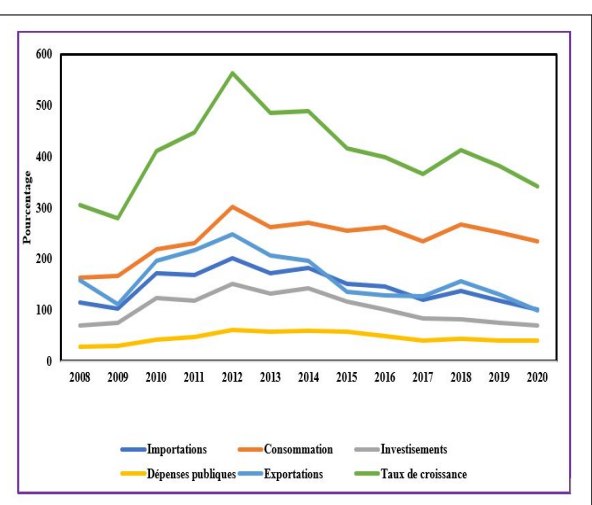
Chi-sq(1) P-val = 0.5787

Instrumented: Dette

Included instruments: DetteE DetteNE DetteEHA Education TFM VAI ICH DCFP FBCF Commerce Internet Population

Excluded instruments: SDET IPC

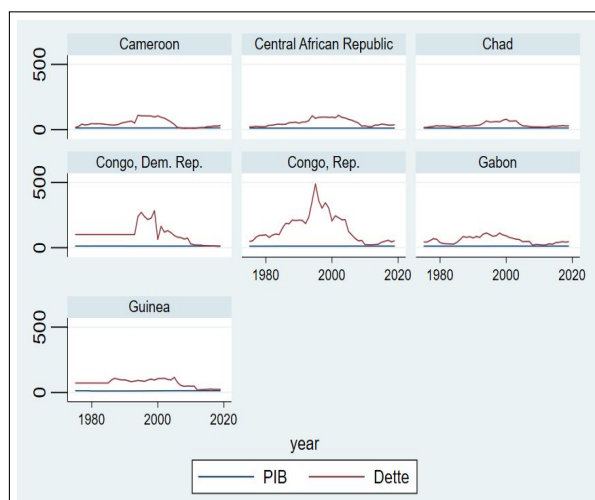
(e) Test d'endogénéité 2



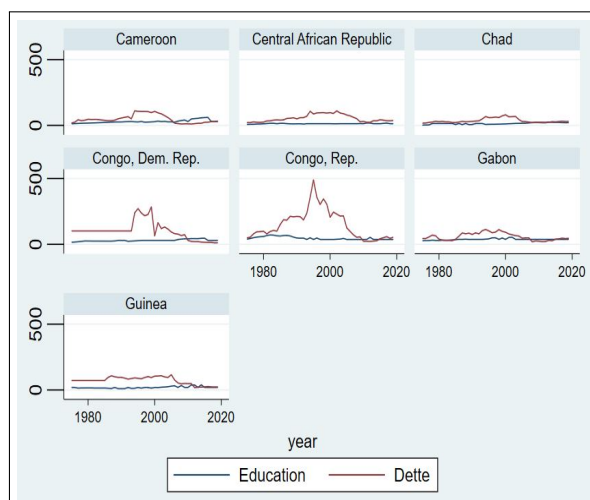
(f) Indicateurs en Afrique centrale

Source : Auteur à partir du logiciel STATA 17; Construis à partir des données de la **WDI** (2020)

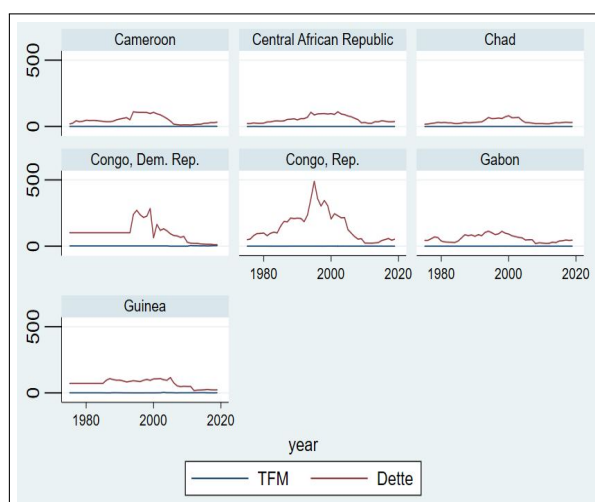
Figure A.3 – Faits stylisé



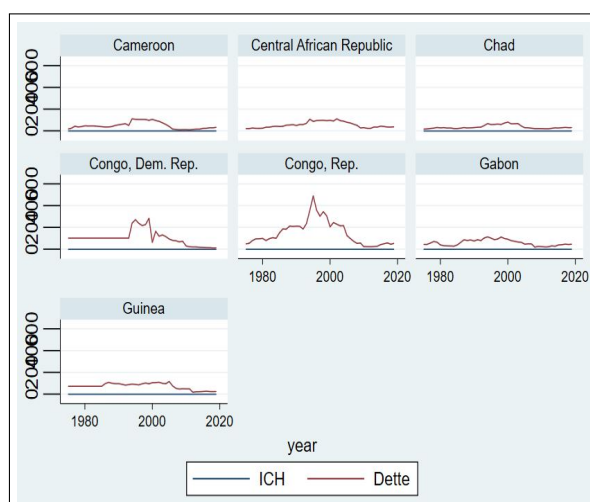
(a) Faits stylisé 1



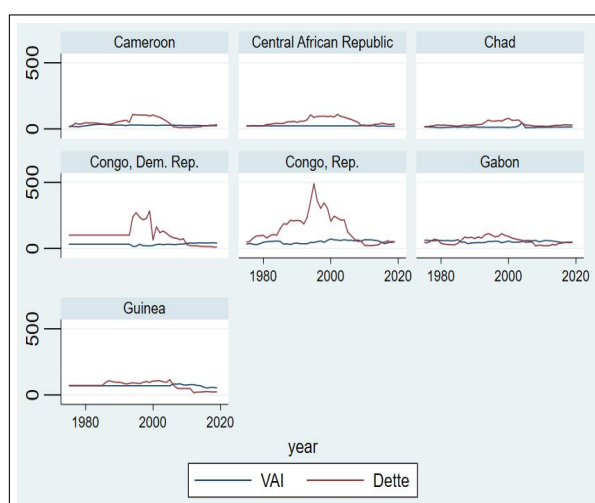
(b) Faits stylisé 2



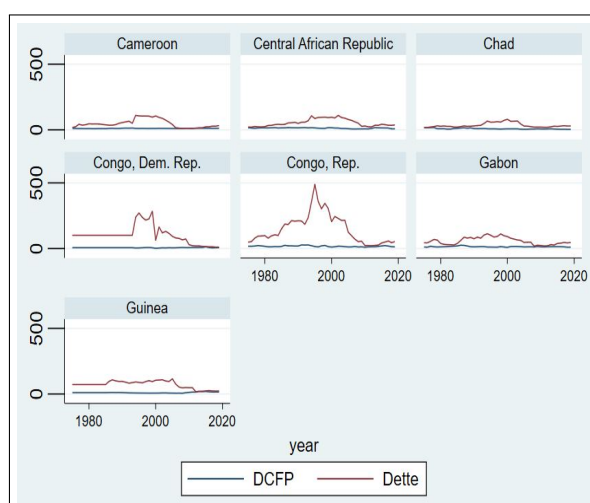
(c) Faits stylisé 3



(d) Faits stylisé 4



(e) Faits stylisé 5



(f) Faits stylisé 6

Source : Auteur à partir du logiciel STATA 17

Figure A.4 – Tests post estimation

Skewness and kurtosis tests for normality						Breusch-Pagan/Cook-Weisberg test for heteroskedasticity	
						Assumption: Normal error terms	
						Variable: Fitted values of PIB	
						H0: Constant variance	
						chi2(1) = 248.87	
						Prob > chi2 = 0.0000	

(a) Test de normalité

(b) Test d'hétéroscédasticité

Variable	VIF	1/VIF	Ramsey RESET test for omitted variables Omitted: Powers of fitted values of PIB H0: Model has no omitted variables F(3, 255) = 52.65 Prob > F = 0.0000
Education	3.92	0.255383	
ICH	3.85	0.259470	
VA1	3.52	0.283883	
RL5	3.25	0.307518	
PS2	3.20	0.312508	
CC1	2.59	0.385378	
Dette	2.27	0.439715	
VAI	2.22	0.450266	
GE6	2.07	0.482470	
DCFP	2.02	0.495429	
TFM	1.46	0.687277	
Mean VIF	2.76		

(c) Test de multicollinéarité

(d) Test d'omission des variables

Source : Auteur à partir du logiciel STATA 17

Figure A.5 – Tests post estimation

Wooldridge test for autocorrelation in panel data		Tests of endogeneity	
H0: no first order autocorrelation		H0: Variables are exogenous	
F(1, 5) =	1047.998	Durbin (score) chi2(1)	= .737561 (p = 0.3904)
Prob > F =	0.0000	Wu-Hausman F(1,212)	= .697232 (p = 0.4047)

(a) Test d'autocorrélation

(b) Test d'endogénéité

Source : Auteur à partir du logiciel STATA 17

Tableau A.9 – Description des variables de l'étude

Variables	Description	Mesure	Auteurs
PIB	Produit intérieur brut par habitant	Croissance annuelle en %	Boukhatem & Kaabi (2015); Mupenda (2021)
Dette	Dette extérieure totale	Ratio dette/PIB en %	Kpemoua (2016); Benayed & Gabsi (2020); Mouandat (2021)
Âge_leader	Âge du chef de l'Etat	Nombre d'années	Jones and Olken (2005), Besley & al. (2011)
Niveau d'étude_leader	Niveau d'études du chef de l'Etat	Nombre d'années d'études	Besley et al. (2011), Houmpe & Ibrahim (2020)
Etudier_hors_Afrique	Indicateur si le chef de l'Etat a étudié hors d'Afrique	Variable binaire (0 = oui)	Besley & al. (2011), Houmpe & Ibrahim (2020)
Etudier_en_Afrique	Indicateur si le chef de l'Etat a étudié en Afrique	Variable binaire (1 = oui, 0 = non)	Besley & al. (2011), Houmpe & Ibrahim (2020)
Éducation secondaire	Taux de scolarisation au secondaire	Pourcentage de la population d'âge scolaire	Barro (1991), Easterly & al. (1993), Pattillo & al. (2002)
Transfert_migrants	Envois de fonds des migrants	Pourcentage du PIB	Chauvet & Mercier (2014), Ndikumana & Boyce (2018)
Manuf_added_value	Valeur ajoutée du secteur manufacturier	Pourcentage du PIB	Easterly & al. (1993), Pattillo & al. (2002), Presbitero (2006)
Index_du_capital_humain	Indice du capital humain	Moyenne pondérée de survie jusqu'à l'âge de 5 ans, scolarisation	World Development Indicators (2018)
Dépenses_Cons_Public	Dépenses de consommation publique	Pourcentage du PIB	Barro (1991), Easterly & al. (1993), Pattillo & al. (2002)
Corruption	Indicateur de contrôle de la corruption	Score compris entre -2,5 (faible) et 2,5 (élevé)	Kaufmann & al. (2011)
Stabilité politique	Indicateur de stabilité politique et d'absence de violence	Score compris entre -2,5 (faible) et 2,5 (élevé)	Kaufmann & al. (2011)
Voix_Responsabilité	Indicateur de participation et de responsabilisation	Score compris entre -2,5 (faible) et 2,5 (élevé)	Kaufmann & al. (2011)
Règle_Loi	Indicateur d'État de droit	Score compris entre -2,5 (faible) et 2,5 (élevé)	Kaufmann & al. (2011)
Gouvernement_Efficacité	Indicateur d'efficacité du gouvernement	Score compris entre -2,5 (faible) et 2,5 (élevé)	Kaufmann & al. (2011)

Source : Auteur

Annexe B

Annexes de la deuxième partie

Figure B.1 – Équations des différents agents

$$\begin{aligned}
 YH_{h,t} &= YHL_{h,t} + YHK_{h,t} + YHTR_{h,t} \\
 YHL_{h,t} &= \sum_l \lambda_{h,l}^{WL} \left(w_{l,t} \sum_j LD_{l,j,t} \right) \\
 YHK_{h,t} &= \sum_k \lambda_{h,k}^{RK} \left(\sum_j R_{k,j,t} KD_{k,j,t} \right) \\
 YHTR_{h,t} &= \sum_{ag} TR_{h,ag,t}
 \end{aligned}$$

(a) Équations des ménages

$$\begin{aligned}
 YDH_{h,t} &= YH_{h,t} - TDH_{h,t} - TR_{gvt,h,t} \\
 CTH_{h,t} &= YDH_{h,t} - SH_{h,t} - \sum_{agng} TR_{agng,h,t} \\
 SH_{h,t} &= PIXCON_t^\eta sh0_{h,t} + sh1_{h,t} YDH_{h,t} \\
 TR_{agng,h,t} &= \lambda_{agng,h}^{TR} YDH_{h,t} \\
 TR_{gvt,h,t} &= PIXCON_t^\eta tr0_{h,t} + tr1_{h,t} YH_{h,t}
 \end{aligned}$$

(b) Équations des ménages

$$\begin{aligned}
 YF_{f,t} &= YFK_{f,t} + YFTR_{f,t} \\
 YFK_{f,t} &= \sum_k \lambda_{f,k}^{RK} \left(\sum_j R_{k,j,t} KD_{k,j,t} \right) \\
 YFTR_{f,t} &= \sum_{ag} TR_{f,ag,t}
 \end{aligned}$$

(c) Équations des entreprises

$$\begin{aligned}
 YDF_{f,t} &= YF_{f,t} - TDF_{f,t} \\
 SF_{f,t} &= YDF_{f,t} - \sum_{ag} TR_{ag,f,t} \\
 TR_{ag,f,t} &= \lambda_{ag,f}^{TR} YDF_{f,t}
 \end{aligned}$$

(d) Équations des entreprises

Source : Auteur

Figure B.2 – Équations des différents agents

$$\begin{aligned}
 YG_t &= YGK_t + TDHT_t + TDFT_t + TPROD_t \\
 &\quad + TPRCTS_t + YGTR_t \\
 TPROD_t &= TIWT_t + TIKT_t + TIPT_t \\
 TPRCTS_t &= TICT_t + TIMT_t + TIXT_t \\
 YGK_t &= \sum_k \lambda_{gvt,k}^{RK} \left(\sum_j R_{k,j,t} KD_{k,j,t} \right) \\
 YGTR_t &= \sum_{agng} TR_{gvt,agng,t}
 \end{aligned}$$

(a) Équations du gouvernement

$$\begin{aligned}
 TDHT_t &= \sum_h TDH_{h,t} \\
 TDH_{h,t} &= PIXCON_t^\eta ttdh0_{h,t} + ttdh1_{h,t} YH_{h,t} \\
 TDFT_t &= \sum_f TDF_{f,t} \\
 TDF_{f,t} &= PIXCON_t^\eta ttdf0_{f,t} + ttdf1_{f,t} YFK_{f,t}
 \end{aligned}$$

(b) Équations du gouvernement

$$\begin{aligned}
 TIW_{l,j,t} &= ttiw_{l,j,t} W_{l,t} LD_{l,j,t} \\
 TIWT_t &= \sum_{l,j} TIW_{l,j,t} \\
 TIK_{k,j,t} &= ttik_{k,j,t} R_{k,j,t} KD_{k,j,t} \\
 TIKT_t &= \sum_{k,j} TIK_{k,j,t} \\
 TIP_{j,t} &= ttip_{j,t} PP_{j,t} XST_{j,t} \\
 TIPT_t &= \sum_j TIP_{j,t}
 \end{aligned}$$

(c) Équations du gouvernement

$$\begin{aligned}
 TIMT_t &= \sum_i TIM_{i,t} \\
 TIM_{i,t} &= ttim_{i,t} PWM_{i,t} e_t IM_{i,t} \\
 TIXT_t &= \sum_i TIX_{i,t} \\
 TIX_{i,t} &= ttix_{i,t} \left(PE_{i,t} + \sum_{ij} PC_{ij,t} tmr g_{ij,t}^X \right) EXD_{i,t}
 \end{aligned}$$

(d) Équations du gouvernement

$$\begin{aligned}
 TR_{agng,gvt,t} &= PIXCON_t^\eta TR_{agng,gvt}^0 pop_t \\
 SG_t &= YG_t - \sum_{agng} TR_{agng,gvt,t} - G_t
 \end{aligned}$$

(e) Équations du gouvernement

$$\begin{aligned}
 YROW_t &= e_t \sum_i PWM_{i,t} IM_{i,t} + \sum_k \lambda_{row,k}^{RK} \left(\sum_j R_{k,j,t} KD_{k,j,t} \right) + \sum_{agd} TR_{row,agd,t} \\
 TR_{agd,row,t} &= PIXCON_t^\eta TR_{agd,row}^0 pop_t \\
 SROW_t &= YROW_t - \sum_i PE_{i,t}^{FOB} EXD_{i,t} - \sum_{agd} TR_{agd,row,t} \\
 SROW_t &= -CAB_t
 \end{aligned}$$

(f) Équations du reste du monde

Source : Auteur

Tableau B.1 – Impact sur la profondeur et la sévérité de la pauvreté (en %)

Impact sur la profondeur										
Cameroun										
Impact sans externalités						Impact avec externalités				
2020	2025	2030	2035	2040		2020	2025	2030	2035	2040
1	-11,38	-9,96	-9,10	-8,59	-8,42	6,66	19,32	30,16	40,34	39,73
2	-5,89	-5,41	-5,05	-4,83	-4,75	4,36	12,89	20,48	27,90	27,45
3	-17,59	-15,11	-13,67	-12,83	-12,56	9,25	26,59	41,09	54,39	53,60
4	-10,50	-9,31	-8,55	-8,10	-7,95	6,40	18,60	29,06	38,94	38,35
5	-13,55	-11,58	-10,43	-9,78	-9,57	7,29	21,10	32,84	43,78	43,13
Tchad										
Impact sans externalités						Impact avec externalités				
2020	2025	2030	2035	2040		2020	2025	2030	2035	2040
1	-14,61	-14,18	-13,92	-13,80	-13,76	-14,83	-14,55	-14,43	-14,39	-14,35
2	-5,74	-5,61	-5,54	-5,50	-5,48	-5,79	-5,72	-5,69	-5,68	-5,67
3	-22,56	-21,85	-21,43	-21,24	-21,17	-22,92	-22,44	-22,24	-22,18	-22,12
4	-11,97	-11,73	-11,58	-11,51	-11,48	-12,07	-11,93	-11,86	-11,84	-11,82
5	-23,20	-22,16	-21,53	-21,26	-21,16	-23,80	-23,03	-22,74	-22,65	-22,56
République Démocratique du Congo										
Impact sans externalités						Impact avec externalités				
2020	2025	2030	2035	2040		2020	2025	2030	2035	2040
1	-20,18	-17,69	-16,15	-15,27	-14,71	-18,53	-14,82	-12,23	-10,51	-9,26
2	-12,81	-11,64	-10,82	-10,34	-10,02	-12,05	-10,08	-8,56	-7,50	-6,69
3	-26,47	-22,86	-20,70	-19,48	-18,71	-24,05	-18,86	-15,35	-13,07	-11,44
4	-19,58	-17,25	-15,80	-14,96	-14,42	-18,03	-14,53	-12,02	-10,36	-9,14
5	534,1	456,8	411,1	385,6	369,7	-20,66	-16,11	-13,11	-11,16	-9,76
Impact sur la sévérité										
Cameroun										
Impact sans externalités						Impact avec externalités				
2020	2025	2030	2035	2040		2020	2025	2030	2035	2040
1	-5,90	-5,24	-4,81	-4,56	-4,48	4,97	20,35	38,52	58,79	57,51
2	-2,51	-2,33	-2,20	-2,11	-2,08	2,90	12,58	24,46	38,00	37,13
3	-9,72	-8,52	-7,77	-7,33	-7,19	7,32	29,12	54,39	82,27	80,51
4	-5,21	-4,68	-4,33	-4,11	-4,04	4,69	19,39	36,87	56,44	55,20
5	-7,60	-6,62	-6,02	-5,67	-5,55	5,67	22,71	42,56	64,55	63,17

Tchad										
Impact sans externalités					Impact avec externalités					
	2020	2025	2030	2035	2040	2020	2025	2030	2035	2040
1	-7,13	-6,95	-6,85	-6,81	-6,79	-7,20	-7,10	-7,05	-7,04	-7,02
2	-2,59	-2,55	-2,52	-2,51	-2,50	-2,61	-2,58	-2,57	-2,57	-2,57
3	-11,18	-10,90	-10,73	-10,65	-10,63	-11,31	-11,14	-11,06	-11,03	-11,01
4	-5,41	-5,32	-5,27	-5,24	-5,24	-5,43	-5,39	-5,37	-5,36	-5,36
5	-12,71	-12,25	-11,99	-11,87	-11,83	-12,95	-12,63	-12,50	-12,46	-12,42

République Démocratique du Congo										
Impact sans externalités					Impact avec externalités					
	2020	2025	2030	2035	2040	2020	2025	2030	2035	2040
1	-11,87	-10,57	-9,76	-9,29	-8,98	-11,01	-9,04	-7,60	-6,62	-5,88
2	-6,34	-5,82	-5,47	-5,25	-5,11	-6,00	-5,14	-4,44	-3,93	-3,53
3	-16,58	-14,62	-13,42	-12,72	-12,28	-15,28	-12,37	-10,30	-8,91	-7,88
4	-11,23	-10,06	-9,31	-8,87	-8,58	-10,46	-8,64	-7,29	-6,36	-5,66
5	-14,60	-12,82	-11,73	-11,11	-10,71	-13,42	-10,79	-8,96	-7,73	-6,83

Source : Auteur ; Notes : 1 = National, 2 = Urbain, 3 = Rural, 4 = Masculin, 5 = Féminin

Tableau B.2 – Impact sur la pauvreté par occupation du chef de ménage

Cameroun										
Impact sans externalités					Impact avec externalités					
	2020	2025	2030	2035	2040	2020	2025	2030	2035	2040
1	-20,00	-18,71	-18,71	-17,42	-17,42	5,16	15,48	21,94	28,39	28,39
2	-30,70	-25,94	-23,16	-21,81	-21,27	5,30	11,67	17,15	22,89	22,62
3	-29,76	-25,49	-23,04	-21,54	-20,96	3,89	11,45	18,32	24,80	24,57

Tchad										
Impact sans externalités					Impact avec externalités					
	2020	2025	2030	2035	2040	2020	2025	2030	2035	2040
1	-13,33	-13,33	-13,33	-13,33	-13,33	-13,33	-13,33	-13,33	-13,33	-13,33
2	-40,23	-39,06	-38,15	-37,50	-37,37	-41,67	-39,97	-39,84	-39,84	-39,84
3	-35,04	-33,86	-33,05	-32,65	-32,55	-35,65	-34,85	-34,48	-34,44	-34,35

République Démocratique du Congo										
Impact sans externalités					Impact avec externalités					
	2020	2025	2030	2035	2040	2020	2025	2030	2035	2040
1	-25,11	-22,42	-20,85	-19,06	-19,06	-22,87	-19,28	-16,14	-12,11	-12,11
2	-36,69	-31,33	-27,99	-24,91	-24,91	-33,45	-25,21	-19,96	-15,06	-15,06
3	-38,58	-33,36	-30,23	-28,49	-27,28	-35,12	-27,48	-21,97	-18,48	-16,12

Source : Auteur ; Notes : 1 = Chômeur, 2 = Inactif, 3 = Occupé

Tableau B.3 – Analyse de sensibilité pour le seuil de pauvreté et les inégalités

Cameroun										
Impact sans externalités					Impact avec externalités					
	2020	2025	2030	2035	2040	2020	2025	2030	2035	2040
1	-29,02	-25,89	-23,90	-22,49	-21,88	4,07	11,53	18,24	24,74	24,37
2	-19,44	-17,92	-16,73	-15,98	-15,63	3,84	11,31	18,48	25,46	25,05
3	-39,84	-34,88	-34,88	-29,84	-28,93	4,32	11,78	11,78	23,93	23,60
4	-28,35	-25,51	-23,69	-22,19	-21,66	3,84	11,28	18,11	24,66	24,29
5	-30,67	-26,81	-24,40	-23,22	-22,42	4,63	12,15	18,56	24,93	24,56
Tchad										
Impact sans externalités					Impact avec externalités					
	2020	2025	2030	2035	2040	2020	2025	2030	2035	2040
1	-40,36	-38,45	-38,09	-37,88	-38,05	-41,45	-40,32	-39,64	-39,25	-39,00
2	-18,46	-17,83	-17,69	-17,55	-17,69	-18,68	-18,43	-18,15	-17,98	-17,98
3	-59,95	-56,89	-56,33	-56,06	-56,26	-61,82	-59,90	-58,86	-58,28	-57,80
4	-36,44	-35,32	-35,13	-34,99	-35,09	-37,12	-36,40	-36,02	-35,75	-35,60
5	-53,09	-48,61	-47,71	-47,25	-47,65	-55,52	-53,03	-51,39	-50,59	-50,03
République Démocratique du Congo										
Impact sans externalités					Impact avec externalités					
	2020	2025	2030	2035	2040	2020	2025	2030	2035	2040
1	-40,16	-35,27	-31,75	-29,56	-28,23	-36,30	-29,07	-23,80	-20,24	-17,59
2	-34,10	-31,01	-28,44	-26,91	-26,01	-31,74	-26,65	-22,69	-19,96	-17,52
3	-45,32	-38,89	-34,57	-31,82	-30,12	-40,19	-31,14	-24,74	-20,48	-17,64
4	-40,57	-35,86	-32,37	-30,14	-28,79	-36,83	-29,63	-24,27	-20,78	-18,12
5	-38,38	-32,69	-29,06	-27,04	-25,79	-34,01	-26,66	-21,73	-17,89	-15,25

Source : Auteur ; Notes : 1 = National, 2 = Urbain, 3 = Rural, 4 = Masculin, 5 = Féminin

Tableau B.4 – Analyse de sensibilité pour les inégalités

Cameroun										
Impact sans externalités						Impact avec externalités				
	2020	2025	2030	2035	2040	2020	2025	2030	2035	2040
1	-0,08	-0,07	-0,06	-0,05	-0,05	0,03	0,11	0,20	0,34	0,33
2	-0,05	-0,04	-0,04	-0,03	-0,03	0,02	0,06	0,11	0,17	0,17
3	-0,10	-0,09	-0,08	-0,08	-0,07	0,05	0,18	0,39	0,83	0,79
4	-0,08	-0,06	-0,06	-0,05	-0,05	0,03	0,10	0,19	0,31	0,31
5	-0,09	-0,07	-0,07	-0,06	-0,06	0,04	0,13	0,25	0,44	0,42
Tchad										
Impact sans externalités						Impact avec externalités				
	2020	2025	2030	2035	2040	2020	2025	2030	2035	2040
1	-0,12	-0,11	-0,11	-0,11	-0,11	-0,13	-0,12	-0,12	-0,11	-0,11
2	-0,06	-0,05	-0,05	-0,05	-0,05	-0,07	-0,06	-0,06	-0,05	-0,05
3	-0,12	-0,11	-0,11	-0,11	-0,11	-0,12	-0,12	-0,12	-0,12	-0,11
4	-0,11	-0,10	-0,10	-0,10	-0,10	-0,12	-0,11	-0,11	-0,10	-0,10
5	-0,15	-0,13	-0,13	-0,13	-0,13	-0,16	-0,14	-0,14	-0,14	-0,13
République Démocratique du Congo										
Impact sans externalités						Impact avec externalités				
	2020	2025	2030	2035	2040	2020	2025	2030	2035	2040
1	-0,10	-0,09	-0,08	-0,08	-0,08	-0,09	-0,08	-0,06	-0,06	-0,05
2	-0,09	-0,08	-0,07	-0,07	-0,06	-0,08	-0,06	-0,05	-0,05	-0,04
3	-0,09	-0,08	-0,07	-0,07	-0,07	-0,08	-0,07	-0,06	-0,05	-0,05
4	-0,10	-0,09	-0,08	-0,08	-0,08	-0,09	-0,08	-0,06	-0,06	-0,05
5	-0,10	-0,09	-0,08	-0,08	-0,07	-0,09	-0,08	-0,06	-0,06	-0,05

Source : Auteur ; Notes : 1 = National, 2 = Urbain, 3 = Rural, 4 = Masculin, 5 = Féminin

Table des matières

Avertissements	i
Dédicace	ii
Remerciements	iii
Sommaire	iv
Liste des tableaux	vi
Liste des figures	vii
Liste des abréviations	viii
Résumé	x
Abstract	xi
Introduction générale	2
1.1 Contexte et justification de l'étude	2
1.2 Problématique	6
1.3 Questions de recherche	10
1.4 Objectifs	10
1.5 Hypothèses	10
1.6 Approche méthodologique	12
1.7 Intérêt de l'étude	12
1.8 Structuration de la thèse	13
Première partie : Analyse macroéconomique de la dette extérieure en Afrique centrale : interaction dette extérieure et profil du dirigeant	16
Introduction de la première partie	17
Chapitre 1 : Effets de l'endettement extérieur sur la croissance économique : Ap- proches conceptuelles et revue de littérature	19
Introduction	20
Section 1 : Analyse conceptuelle	21

1.1 Dynamique de la dette extérieure	21
1.2 Effets socioéconomiques	24
1.3 Afrique centrale	24
1.4 Gestion de la dette extérieure	24
1.4.1 Approche financière	25
1.4.2 Approche institutionnelle	25
1.4.3 Comment sont émis les obligations étrangères	26
1.4.4 Institutions financières internationales et créanciers concernés	27
1.5 Typologie de la Dette	28
1.6 Financement de la Dette	29
Section 2 : La dette extérieure dans la théorie macroéconomique	29
2.1 Différentes approches économiques de la dette extérieure	30
2.1.1 Approche keynésienne	30
2.1.2 Approche classique ou néoclassique	31
2.1.3 L'école des choix publics	33
2.1.4 Théorie du surendettement	33
2.2 Revue de la littérature sur la gestion de la dette extérieure	42
2.2.1 Revue théorique sur la gestion de la dette extérieure	42
2.2.2 Revue empirique sur la gestion de la dette extérieure	46
2.2.3 Limite de la littérature	54
Conclusion	56

Chapitre 2 : Analyse des effets de la dette extérieure sur la croissance en Afrique centrale

centrale	58
Introduction	59
Section 1 : Dynamique de la dette et performances macroéconomiques des pays d'Afrique centrale	59
1.1 Faits stylisés	59
1.1.1 Croissance	60
1.1.2 Solde budgétaire	62
1.1.3 Dette des entreprises publiques	64
1.1.4 Taux de change	64
1.1.5 L'inflation	65

1.1.6 Le solde des paiements courants	67
1.1.7 Dynamique de la dette	68
1.2 La place du leadership politique dans la gestion de la dette	70
1.2.1 Du point de vue théorique	70
1.2.2 Du point de vue empirique	73
Section 2 : Analyse du rôle du profil du dirigeant dans la relation dette extérieure et croissance en Afrique centrale	75
2.1 Méthodologie	75
2.1.1 Nature et sources de données	75
2.1.2 Description des variables et modèle économétrique	75
2.1.2.1 Description des variables	76
2.1.2.2 Modèle économétrique	83
2.1.3 Méthode d'estimation des paramètres	84
2.2 Résultats et interprétations	85
2.2.1 Résultat des tests préliminaires	86
2.2.2 Présentation des résultats de l'estimation de la croissance écono- mique dans les modèles respectifs	86
2.2.3 Interprétation des résultats	86
2.2.4 Traitement du problème d'endogénéité	96
2.3 Robustesse	98
2.3.1 Robustesse par les moindres carrés généralisés	98
2.3.2 Appariement par score de propension (PSM)	100
Conclusion	104
Conclusion générale de la première partie	106

Deuxième partie : Évaluation de l'impact social de l'endettement exté- rieur en Afrique centrale 110

Introduction de la Deuxième partie	111
--	-----

Chapitre 3 : Analyse microéconomique de l'endettement extérieur en Afrique cen- trale : cadre conceptuel et revue de littérature 113

Introduction	114
Section 1 : Cadre conceptuel sur la pauvreté et les inégalités	115

1.1 Pauvreté	116
1.1.1 Différentes approches de la pauvreté	117
1.1.2 Mesure de la pauvreté	120
1.2 Inégalités	123
Section 2 : Fondements microéconomiques de la dette extérieure	125
2.1 La dette extérieure dans la théorie microéconomique	126
2.2 Dette extérieure, pauvreté et inégalités : revue empirique	127
2.2.1 Dette extérieure et pauvreté	127
2.2.2 Dette extérieure et inégalités	129
2.3 Brève présentation sur la micro simulation	134
2.3.1 Bref aperçu sur les modèles d'équilibre général calculable	134
2.3.2 Présentation et différents types de MMS	136
Conclusion	139

Chapitre 4 : Étude micro-économique de l'endettement extérieur en Afrique centrale :

analyse empirique	141
Introduction	142
Section 1 : Choix méthodologique	143
1.1 Tendance de la pauvreté et des inégalités en Afrique centrale	143
1.2 Modèle d'équilibre général calculable (MEGC)	146
1.2.1 MEGC de base	146
1.2.2 Mise en œuvre du MMS	155
Section 2 : Présentation et interprétation des résultats	160
2.1 Impact sur les indicateurs macroéconomiques	160
2.2 Impact sur les indicateurs de pauvreté et d'inégalité	169
2.3 Analyse de sensibilité	175
2.4 Analyse de sensibilité	177
2.4.1 Comparaison des impacts au niveau macroéconomique	178
2.4.2 Comparaison des impacts au niveau microéconomique	183
Conclusion	185
Conclusion générale de la deuxième partie	186

Conclusion générale	189
Références bibliographiques	222
A Annexes de la première partie	223
B Annexes de la deuxième partie	231
Table des matières	241